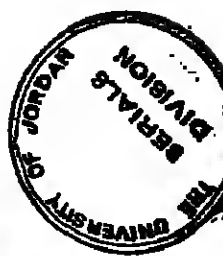


هذا من الأصل

Supplément « Sans visa »



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14314 - 5 F

SAMEDI 2 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'isolationnisme monétaire allemand

DÉCIDÉMENT, l'Allemagne s'intéresse d'abord à l'Allemagne. Il y a quelques jours, Bonn avait fait preuve de solidarité en acceptant de participer au financement de l'effort de guerre des forces alliées dans le Golfe. Son absence d'engagement militaire, sa croissance économique soutenue, ses alliances politiques avec les autres pays occidentaux, rendaient difficile le refus d'une contribution financière importante.

Aujourd'hui, l'Allemagne rappelle qu'en matière économique et monétaire son individualisme prévaut toujours sur sa volonté de coopération internationale. A peine dix jours après l'accord des grands organismes du groupe des Sept à New-York sur la nécessité d'une détente mondiale du loyer de l'argent, le Bundesbank a décidé de relever ses taux directeurs. Certes, à New-York, ni la ministre des finances, M. Theo Weigel, ni le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, n'avaient promis de participer à la détente générale des politiques monétaires. Mais leurs collègues étrangers avaient certainement espéré que, guerre du Golfe et récession américaine écartés, l'Allemagne s'inquiéterait un peu plus qu'à son habitude du climat international.

Où, jeudi, M. Pöhl n'a même pas cherché à se disculper. S'il s'est déclaré conscient de la situation internationale, il a rappelé que la politique monétaire allemande ne peut pas tenir compte de considérations extérieures. Contrôle de la masse monétaire et surtout maîtrise de l'inflation, tels sont les maîtres mots des gouvernements de la banque centrale de Francfort, et rien ne paraît pouvoir les détourner de leur objectif de rigueur. Surtout au moment où ils redoutent les débordements financiers issus de la réunification.

N'ayant même pas été avertis - l'Europe avance ! - les responsables français manifestent une irritation bien compréhensible. Dans l'entourage de M. Pierre Bérégovoy, on évoque l'extraordinaire indifférence à l'égard du reste du monde, ou encore le mépris total pour les considérations politiques monétaires.

La décision allemande répose la question classique des limites de la coopération internationale. Que faire lorsque l'un des plus puissants membres du club des pays industrialisés refuse de se soumettre à la volonté de ses partenaires ? Sur le terrain de l'économie et de la finance, ce sont les marchés qui jouent le rôle d'opinion publique. Or ces marchés ne peuvent pour l'instant qu'approuver la Bundesbank, qui leur permet d'obtenir une meilleure rémunération de leurs capitaux investis à Francfort. Quant aux gouvernements, ils n'ont aucune sanction à leur disposition.

Les Etats-Unis pourraient, pourquoi pas, se venger en faisant payer plus cherement à Bonn la coût de leur présence militaire sur le sol allemand. Les Européens pourraient, pourquoi pas, faire front contre les conceptions allemandes de l'union monétaire, notamment contre la vision de la sacro-sainte indépendance de la banque centrale. Mais ces mesures de rétorsion ne sont pas nécessairement dans leur intérêt. En matière économique, la prospérité de tous dépend le plus souvent de celle de chacun.

Lire page 22 les articles d'ALAIN VERNHOLLES et CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON.

M 0147 - 0202 0 - 5,00 F



Les combats continuent à la frontière du Koweït

De nouvelles unités irakiennes attaquent l'Arabie saoudite

La bataille de Khafji continuait vendredi 1^{er} février en début d'après-midi. Non seulement des soldats irakiens continuaient de résister dans des quartiers de cette localité saoudienne située à une dizaine de kilomètres de la frontière koweïtienne, mais on apprenait,

de source alliée, que de nouvelles unités blindées irakiennes, attaquées par l'aviation de la coalition, avaient franchi la frontière saoudienne et engagé des combats d'artillerie et de chars.

Il se confirme donc que M. Saddam Hussein veut contredire ses adver-

saires à lancer prématurément leur offensive terrestre pendant que ses forces, sans cesse bombardées, ont encore une certaine capacité opérationnelle.

Le président Bush a, pour sa part, souligné jeudi qu'il n'était pas disposé

à se laisser imposer la conduite de la guerre et qu'il n'était « pas désireux, pour le moment, d'engager un conflit au sol » pour libérer l'émirat.

A Moscou, le Parti communiste prend de plus en plus ses distances à l'égard de Washington.

PRES DE KHAFJI

de notre envoyée spéciale

La situation demeurait confuse, vendredi 1^{er} février, dans la ville frontalière saoudienne de Khafji, presque entièrement reprise jeudi par l'armée saoudienne, mais où demeuraient des poches de résistance. L'armée irakienne concentrait des renforts à proximité. Une nouvelle tentative de percée opérée par des chars avait d'ailleurs été repoussée à l'aube, indiquait-on de source officielle saou-

dienne, mais les échanges d'artillerie se poursuivaient toujours dans le courant de la matinée entre les troupes du royaume, qui occupent une partie de la ville, et les forces irakiennes, qui bombardaient, semble-t-il, la région proche du poste-frontière.

La bataille de Khafji ne paraît donc pas encore conclue, d'autant plus que l'armée saoudienne ne peut investir la totalité de la ville, dans laquelle se terrent toujours des franco-tireurs et où l'armée irakienne a laissé derrière elle oom-

bre de mines et de pièges. Par ailleurs, des mouvements de troupes irakiennes se poursuivaient vendredi matin de l'autre côté de la frontière koweïtienne, où des colonnes se dirigeaient vers le sud étaient signalées.

Jeudi dans la soirée, pourtant, le général Khaled Bin Sultan, commandant en chef de la force conjointe arabo-islamique, était venu se rendre compte sur place de la situation.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 4

M. De Klerk annonce la fin de l'apartheid

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, vendredi 1^{er} février, lors de l'ouverture de la session parlementaire au Cap, à abolir dans les prochains mois les trois derniers textes de lois régissant l'apartheid. Ces trois piliers de la ségrégation raciale appelés à disparaître sont le Group Areas Act qui réglemente l'habitat séparé en fonction de la couleur de la peau ; le Land Act qui réserve 87 % du territoire à la communauté blanche ; et le Population Registration Act, qui divise tous les Sud-Africains à la naissance en fonction de leur race. Ce dernier texte, à la source de l'apartheid, sera remplacé par des « mesures temporaires de transition » avant l'adoption d'une nouvelle Constitution qui doit faire l'objet de négociations.

Lire page 12 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER



Lire également

- Le film des événements : « Changement de calendrier ? » par JACQUES DE BARRIN
- La Turquie en première ligne par NICOLE POPE
- La « voix » d'Israël dans la drôle de guerre par ALAIN FRACHON
- Ryad peut supporter un arrêt momentané de la production d'eau douce par GUY HERZLICH
- Les réactions dans les pays du Maghreb par GEORGES MARION
- Les Koweïtiens de Taïf par BERTRAND LE GENDRE

pages 3 à 10

Jacques Lesourne élu directeur du « Monde »

L'assemblée générale de la SARL éditrice de notre journal a accepté à l'unanimité, vendredi 1^{er} février, la démission d'André Fontaine de ses fonctions de gérant, directeur des publications, et désigné Jacques Lesourne pour lui succéder. Cette élection ne faisait pas de doute, tous les porteurs de parts ayant indiqué auparavant qu'ils appuieraient la candidature de Jacques Lesourne. La passation des pouvoirs s'est déroulée en présence du personnel de l'entreprise, des associés et de quelques intimes.

Relève

par André Fontaine

On ne quitte pas sans un petit pincement au cœur une maison à laquelle on a consacré l'essentiel de son existence et que l'on dirige depuis six ans. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un journal comme celui-ci, pour lequel l'immense majorité de son personnel est fière d'éprouver un attachement jaloux, pour ne pas dire viscéral. Et lorsque ce journal vient de vivre et vit encore, au prix d'efforts, et même de sacrifices, considérables, la rude aventure de la modernisation, des démantèlements, des changements et donc des adaptations de toutes sortes.

Avoir conduit l'entreprise dans ces moments-là, avoir pu mesurer l'énergie, le dévouement, l'investissement, déployés par ceux qui m'ont fait l'amitié de travailler

directement avec moi, et par les journalistes, les cadres, les employés, les ouvriers, constitue un privilège, marqué d'instants inoubliables, dont je leur serai toujours profondément reconnaissant.

Pour être personnel, le tâche n'en était pas moins lourde, souvent très lourde, laissant rarement l'esprit et les nerfs en repos. A la nostalgie se mêle donc un sentiment de soulagement, d'autant plus net que le fardeau se trouve maintenant dans les mains du sage Jacques Lesourne, dont on a déjà eu l'occasion de dire l'aisance, dans la gestion comme dans la réflexion. A lui et à ceux qui l'entourent, bravo, et plus encore, bon courage !

Lire la suite page 16

Les damnés du Brésil

Des centaines de milliers d'enfants sont condamnés à la criminalité. Rares sont ceux qui y échappent.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Sur près de 60 millions d'enfants brésiliens, 20 millions vivent dans la misère, 9 millions sont à l'abandon, livrés à eux-mêmes, un demi-million d'entre eux au moins se prostituent et plus d'un million ont été tués l'an dernier. Les statistiques concernant l'enfance au Brésil donnent la nausée.

Derrière chaque chiffre, un drame quotidien est vécu par des gamins et gamines dans les bidonvilles de São Paulo, des grandes cités de pays ou des quelque cinq cents favelas de Rio-de-Janeiro, qui, lorsqu'ils ne font pas partie d'un gang organisé, ne trouvent leur survie qu'en se regroupant en bandes.

Tous ces jeunes miséreux sont, bien évidemment, aussi la proie d'employeurs peu scrupuleux, qui les exploitent pour quelques

cruzeiros ou pour rien du tout. Selon l'Institut national de la statistique (IBGE), 2 millions d'adolescents, entre dix et dix-sept ans, travaillent sans recevoir de salaire et 1,7 million perçoivent un demi-salaire minimum, soit l'équivalent d'environ 150 francs.

Dans un tel environnement, il est impossible de délimiter une frontière précise entre les multiples fléaux qui s'abattent sur ces enfants : prostitution, drogue, délinquance, malnutrition sont étroitement mêlés.

Les escadrons de la mort, parfois liés à la police et à certains secteurs socioprofessionnels, ou simplement commandités par des truands, font - littéralement - la chasse à ces enfants de la rue. La Brixade Fluminense, dans la zone nord de Rio-de-Janeiro, détient à cet égard la palme absolue de la criminalité.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F SFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (forêt), 2,50 \$.

DÉBATS

France-Allemagne

L'unification ne nous divisera pas

par Franz Pfeiffer

MA mission d'ambassadeur en France s'est achevée le 31 janvier 1991. Le gouvernement fédéral (et le destin) m'ont permis d'avoir été, ces trois dernières années, à la fois témoin et acteur des plus grands bouleversements que l'Europe a connus depuis la seconde guerre mondiale. Ces bouleversements ont déclenché le processus qui, commencé le 9 novembre 1989, a culminé dans l'unification de l'Allemagne le 3 octobre 1990, pour mon pays le jour le plus heureux de son histoire de ce siècle.

Mieux vaut ne pas imaginer ce qui serait advenu si la France s'était opposée à ce processus historique. Elle ne l'a pas fait. La nation française, patrie des droits de l'homme, a, au contraire, avec une majorité imposante, approuvé l'unification de son voisin, de son partenaire. Le gouvernement français a activement travaillé pour mener à bien la conférence des Deux-plus-Quatre, et le président de la République a déclaré que cette unification était une chance pour la France.

Je vais plus loin : l'attitude de la France dans cette question vitale pour nous a posé l'ultime sceau sur l'amitié franco-allemande.

Certaines des préoccupations motivées plutôt par des considérations politiques — dans les médias on parlait du retour de l'empire de Bismarck — semblent déjà emportées par le vent. Les nombreux colloques et discussions que nous avons eus avec nos amis français y ont certainement contribué. Mais, c'est le cours des événements qui a été décisif : la révolution sans effusion de sang, la réussite de l'union monétaire, une dignité union politique sans débordement nationaliste, des élections où les partis démocratiques ont obtenu une grande majorité dans les cinq nouveaux Länder, et enfin l'issue des élections au Bundestag, le renvoi des partis extrémistes de droite et de gauche, et la perspective, voire la certitude pour les dirigeants français de pouvoir continuer en toute confiance la politique européenne poursuivie avec l'ancien gouvernement fédéral.

Une crainte cependant subsiste : celle d'un trop grand poids économique de cette nouvelle République fédérale d'Allemagne. A cette crainte il n'y a, à mon avis, que deux réponses.

Premièrement, nos amis français doivent mieux reconnaître et mieux exploiter leurs propres atouts. L'économie de la France prend de l'essor, et cela pour plusieurs raisons : sa politique économique conséquente depuis de nombreuses années, sa politique européenne claire, sa modernisation, qui entraîne aussi sa « désidéologisation », son patronat, qui pense de plus en plus en termes internationaux, son climat social plus calme, et sa grande superficie. En effet, le territoire français dépasse d'un tiers celui de l'Alle-

magne réunie. Ce grand espace situé au cœur de la Communauté européenne, donc bien desservi, bénéficiant d'un climat des plus favorables, disposant d'une main-d'œuvre qualifiée, attire comme un aimant les investissements. Mais ce n'est pas tout : l'économie sociale de marché a été longtemps acceptée par la grande majorité du Parlement français et par la population. On pourrait allonger la liste à l'infini.

Nouveau marché

Mais j'arrive à la seconde réponse. Il faut que les Français s'engagent davantage à l'Est. La France a beaucoup à gagner par son implantation industrielle dans les cinq nouveaux Länder d'Allemagne, sur le plan économique mais aussi politique. Si nous marchons ensemble, l'unification de l'Allemagne ne nous divisera pas, comme certains pessimistes l'ont voulu prédire, mais l'amitié franco-allemande sera à nouveau étayée par une coopération pratique et un bénéfice commun dans un domaine d'action nouveau. La porte menant aux nouveaux Länder s'ouvre en même temps sur deux voies : une voie vers l'Est, car en passant par l'Allemagne de l'Est on se facilite l'accès aux pays d'Europe centrale et orientale. Les entreprises françaises qui travaillent avec du personnel est-allemand acquerront aussi des spécialistes des langues et des mentalités est-européennes. Les économies française et allemande pourraient évoluer en évolution dans notre voisinage.

Une autre voie mène vers l'Ouest : celui qui se ménage une bonne entrée dans les nouveaux Länder ne sera pas seulement présent sur le nouveau marché est-allemand, mais pourra, de là, pénétrer plus facilement dans le marché ouest-allemand. Du reste, les effets positifs de l'unification allemande sur l'économie française se manifestent déjà dans la balance commerciale bilatérale : en 1990, le déficit français a pu être réduit d'environ un quart ; cette année on prévoit qu'il atteindra le niveau le plus bas depuis plusieurs décennies.

Enfin, nos amis français ont tout lieu de se sentir encouragés à s'engager dans les régions de l'Est, non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan culturel. Si des professeurs français enseignent dans les universités est-allemandes, ils y trouveront des étudiants avides d'apprendre, et seront dans certains cas peut-être mieux acceptés que leurs homologues ouest-allemands, en réponse au besoin qu'ont les nouveaux Länder de se reposer un peu du « grand frère ».

Bref, il est essentiel que la France s'engage dans le Mecklembourg-Poméranie, le Brandebourg, la Saxe, la Saxe-Anhalt, et la Thuringe. Sur le plan économique cela se fait déjà de

façon étonnante. La France y occupe la première place parmi les investisseurs étrangers. Outre le fait que l'économie française peut, en tout cas à moyen terme, y trouver son bénéfice, cet engagement est aussi le meilleur moyen pour maintenir à peu près cet équilibre économique entre la France et l'Allemagne, qui est si important pour la construction européenne. Non seulement l'économie et la culture française mais aussi l'esprit de l'amitié franco-allemande doivent pénétrer l'Est de l'Allemagne dans toute sa profondeur. C'est un devoir : le traité de l'Elysée de 1963 s'étend depuis le 3 octobre 1990 à l'Allemagne tout entière.

Nous devons, la France et l'Allemagne, rester à la tête de l'union européenne. Les deux conférences intergouvernementales, d'où doivent naître l'union monétaire et l'union politique, requièrent la mise en commun de tous nos efforts.

Que soit permise cette remarque au fédéraliste-que je suis : je ne comprends pas que d'anciens puissants craignent que la France soit absorbée dans une fédération européenne. N'est-ce pas précisément l'essence d'une fédération que de préserver à chaque État l'ensemble de son univers : sa langue, sa culture, son histoire, et que l'union s'enrichisse de cette diversité ? Les partenaires européens ne perdront pas leur identité. La France restera la France et l'Allemagne l'Allemagne — plus encore que la Bavière est restée la Bavière malgré le fait qu'elle appartienne à un État fédéral où l'on parle la même langue.

Un modèle pour l'Est

C'est une erreur de prétendre que les événements survenus à l'Est peuvent être nuisibles au processus d'union ouest-européenne. Il est, certes, vrai que sous la couche écaillée de l'idéologie, réapparaissent désormais les vieilles nations. Mais les nations qui émergent entraînent avec elles comme des algues les problèmes du dix-neuvième siècle, par exemple ceux des minorités. Pour les surmonter, il faudra proposer à nos voisins de l'Est le modèle de notre Communauté européenne où toutes ces querelles du dix-neuvième siècle ont disparu.

La charte de Paris, signée par les États membres de la CSCE lors du sommet de novembre 1990, a tracé le cadre de la coopération Est-Ouest. L'estime que notre Communauté doit se développer pour devenir l'Union européenne, afin de conserver son pouvoir d'attraction et d'ouvrir aux pays de l'Est qui se démocratisent la perspective d'une confédération. Dans la mesure où ce processus évoluera favorablement, on peut envisager des liens de plus en plus étroits entre ces pays et la Communauté, pouvant même aboutir à de nouvelles adhésions.

La crise du Golfe démontre que les mécanismes que les Douze ont créés et les pratiques qu'ils ont développées ne suffisent pas encore pour maîtriser ensemble de semblables situations.

Toute solution européenne nécessite un travail préparatoire franco-allemand. C'est vrai pour la politique internationale, l'immigration, la sécurité, la sauvegarde de nos langues, la protection de notre patrimoine culturel et de l'environnement.

Après ces grands exemples, j'ajoute un petit, qui, cependant, me tient à cœur. Le projet de créer dans le sud de la France un centre de rencontres artistiques franco-allemand pour les écrivains, les peintres, les compositeurs, s'est malheureusement égaré — à cause du manque de crédits. Nous avons en Italie — heureusement — trois institutions de ce genre, et en France — malheureusement — pas une seule. Mais il ne faut pas abandonner la partie.

Les relations franco-allemandes restent un immense chantier...

► Franz Pfeiffer vient de quitter son poste d'ambassadeur d'Allemagne à Paris.

TRAIT LIBRE



Pacifisme

La dérive de SOS-Racisme

par Guy Konopnicki

C'EST avec une certaine tristesse que j'ai regardé les images des dernières manifestations « pacifistes » : entouré d'une poignée de trotskistes, Harlem Désir marchait à la tête des Verts, eux-mêmes à la remorque de quelques trotskistes en déroute encadrés par les débris du Parti communiste... Il semblait si loin le temps des rassemblements de la Concorde, le temps d'un mouvement de masse rassemblant la jeunesse dans le refus du racisme.

En quelques jours, le dogmatisme d'une dérive politique vers le marginalisme SOS-Racisme. Les dirigeants de l'association ont craint de se couper d'une base qu'ils croyaient soulevée par le pacifisme, ils se sont retrouvés entraînés dans la rapide décomposition d'un mouvement sans principes. Ils ont, depuis, en une synthèse étrange, décrété la liberté de « militer » la présence de Harlem Désir à un défilé d'engagement SOS-Racisme !

Voici qu'en ce turbulent mouvement qui devait réveiller tant de choses, on vote des synthèses et des compromis, à la manière du PS, version congrès de Rennes ! SOS-Racisme peut bien s'allier avec les Verts qui, désormais, lui auront grâces d'avoir renouvelé une espèce menacée, les défilants.

Ces jeux sont dérisoires et indignes. Ils marquent la fin d'une dynamique.

SOS-Racisme n'est pas, cette fois, au rendez-vous. Nous ne sommes plus au temps des partis « infatigables », et une formation qui s'écroule, précieuse, il y a quelque mois encore, se révèle incapable de répondre aux exigences d'aujourd'hui. Les organisations se font et se défont à mesure des mouvements de la société. C'est mieux ainsi !

Pousser les heurs à l'insurser

En voulant se situer entre guerre et paix, SOS-Racisme s'est posé un faux problème. Saddam Hussein avait déjà tranché, il avait rendu la guerre inévitable. Le mouvement pacifiste, dans ces conditions, n'était que l'expression fantasmatique de ceux qui, individuellement ou collectivement, avaient refusé l'époque d'avant. Le PC n'a pas voté les pouvoirs spéciaux et Gilles Perrault n'est pas retourné dans le djebel ! Cette histoire, décidément, ne concerne pas la génération des pots.

Pour SOS-Racisme, il y avait autre chose à faire. La guerre du Golfe n'oppose pas la France aux Arabes, ni le Nord au Sud. Elle risque, en

revanche, de marginaliser et d'isoler des communautés et des hommes issus de l'immigration. Elle risque de provoquer des tensions et d'exacerber des rancœurs. C'est sur ce terrain que se situent les tâches du mouvement antiraciste.

Rien n'est plus irresponsable que de participer à la marginalisation des heurs en les poussant à s'insurger contre l'engagement de la France. Et il faut avoir singulièrement perdu le sens de son propre combat pour manipuler à la légère des matériaux venus d'Orient et qui peuvent, demain, exploser à Sarcelles ou à Marseille. Il revenait pourtant à SOS-Racisme de dire haut et fort son refus de voir transposer la guerre dans nos banlieues, son rejet de tout amalgame raciste qui dresserait les uns contre les autres.

SOS-Racisme se fourvoie donc au moment où nous avions le plus besoin de ses capacités de mobilisation et d'innovation. Il faudra bien, pourtant, retrouver une dynamique antiraciste. Car, plutôt que de répéter les combats d'un autre âge, de rejouer une époque révolue, il importe d'affronter la société d'aujourd'hui et de trouver des réponses modernes à ses attentes.

► Guy Konopnicki, journaliste et écrivain, vient de quitter SOS-Racisme.

COURRIER

Devoir de réserve

Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a rappelé récemment aux professeurs, « bistrotiers » leur devoir de réserve concernant la question du Golfe. Nous avons bien noté l'avis de notre ministre de tutelle. Nous aimerions tout de même savoir si cette réserve que notre ministre nous demande d'observer s'étend aussi aux sujets tels que : « la question palestinienne », « l'Etat d'Israël », « la gauche en France face à la décolonisation au Maghreb et au Moyen-Orient », « la démocratie dans la Ve République », tous sujets qui font partie de notre programme de terminale.

Sans doute devrions-nous manifester la même réserve à l'égard des questions suivantes : « le rôle de l'Assemblée générale des Nations unies », « le pouvoir présidentiel aux Etats-Unis », « la montée du sentiment religieux dans le monde », « la course aux armements », les ventes d'armes, 1960-1990 », autant de sujets brûlants sur lesquels peinent nos pauvres lycéens.

Il y a encore peu, Lionel Jospin exhortait les enseignants à dépasser le savoir universitaire, à ouvrir l'école sur la presse, à en faire un lieu de débats. Pour aller dans le sens de notre ministre, peut-être devrions-nous cartographier supprimer tous les points délicats de notre programme, bannir des manuels toute référence au détournement de l'avion de Ben Barka, au « Manifeste des 121 », éviter tout dérapage sur les rapports de l'extrême et de

Parlement. Au diable donc toutes ces notions compliquées, prenons exemple sur notre ministre, serrons les rangs, allégeons, onbliers !

ANTOINETTE SABBAGH
Paris

Cinq mois de négociation

C'est le principal défaut des pacifistes de croire qu'ils sont les seuls à détester la guerre et à lutter contre elle.

Une guerre est toujours de trop, mais dans le monde tel qu'il est encore aujourd'hui, la possibilité d'employer la force reste une nécessité et le problème est de savoir jusqu'où on peut aller dans la négociation et la conciliation pour défendre le droit et la justice face à ceux qui les violent.

La présente crise est à ce titre exemplaire : « Non à la guerre, oui à la négociation », entendaient-ils. Mais le monde entier ne fait que cela depuis cinq mois, sous l'autorité de cette ONU dont ces mêmes pacifistes nous rebattaient naguère les oreilles, et qui précisément a décidé qu'il devait y avoir une limite à la bonne volonté. Fallait-il attendre une fois de plus qu'il soit trop tard ?

JEAN BESANÇON
Paris

Le souffle de l'Evangile

Les propos de Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes (le Monde du 17 janvier) m'ont profondément

déceuté attristé et stupéfait. En tant que chrétien, catholique, je m'attendais à d'autres paroles de la part d'un responsable de l'Eglise.

Non, cette guerre n'est pas légitime. Tous les moyens pacifiques n'ont pas été utilisés, diplomatiques et économiques.

Jacques Jullien refuse l'annonce immédiate d'une négociation globale des problèmes du Moyen-Orient comme possibilité du règlement du conflit. Pourquoi le droit du Koweït deviendrait-il prioritaire par rapport à celui d'autres pays ou peuples de la région, bafoué depuis des décennies ?

Saddam Hussein est qualifié de « despote sans scrupule ». Qui soutiendra le contraire ? Mais pourquoi ne souffler mot des autres dirigeants de la région, à qui il est bien difficile de décerner des brevets de démocratie. Plus étonnant encore ce silence sur les marchands de canons qui — avec une dose de scrupule comparable à celle de Saddam Hussein — ont armé le bras de celui-ci.

Pour Jacques Jullien, le dirigeant irakien « se soucie fort peu du tiers-monde ». Mais qui, aujourd'hui, se soucie réellement du tiers-monde ?

J'ai vainement cherché dans l'article de l'archevêque de Rennes le souffle de l'Evangile.

PAUL NOIROT
Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguel, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessay, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. : MONDPUB 206 136 F

Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Rapp. Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
de « Monde »
12, rue M. Carboneau
94857 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Tél. : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94857 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 400 F 372 F 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 360 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné

de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

PP-Paris RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

هذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Changement de calendrier?

Les forces de la coalition, qui voulaient se donner encore un peu de temps avant d'entamer, sans risques excessifs, la reconquête du Koweït, ne sont peut-être pas en mesure de maîtriser tout à fait le calendrier de leurs opérations. Vendredi 1^{er} février, des bombardiers B-52 et des hélicoptères Apache auraient pris pour cible une colonne d'un millier de véhicules blindés irakiens qui faisaient route vers l'Arabie saoudite.

Il s'agit d'une force alliée de trente-cinq heures d'après-combats pour reprendre aux troupes irakiennes la ville saoudienne de Khafji sans avoir, pour autant, réussi à éliminer toutes les poches de résistance. Bagdad a crié victoire : « C'est le début de la mise à genoux de Satan, s'annonçait l'agence de presse INA. Cette bataille torrante marque le début du processus de libération du tombeau de Mahomet (à La Mecque), de la Palestine, du Golan et du Liban ».

En lançant ce que les alliés ont qualifié de « mission suicide », le « bataillon de Khafji » se serait soldé par plusieurs centaines de morts et de prisonniers irakiens. M. Saddam Hussein cherche à forcer le main de ses adversaires et à prévenir leurs manœuvres d'encerclement de ses troupes solidement retranchées au Koweït. La dictature de Bagdad,

qui s'est passée la nuit de mercredi à jeudi avec ses chefs militaires sur le front sud, s'efforce probablement aussi de rendre cette guerre plus meurtrière et donc plus impopulaire.

S'exprimant devant les dirigeants d'organisations juives, le président George Bush a clairement indiqué, jeudi, qu'il n'était pas prêt à se laisser dicter sa conduite par M. Saddam Hussein et donc « pas désireux, pour le moment, d'engager un conflit terrestre ». Alors que, malgré tout, les combats gagnent en intensité — un avion-espion a été porté disparu derrière les lignes ennemies avec 14 militaires à bord —, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a réussi à acheminer en Irak un premier convoi de 19 tonnes de fournitures médicales. Il s', d'autre part, lancé vendredi un appel solennel à tous les belligérants « pour que soient prises en compte, sans délai, les exigences d'humanité ».

Un « deuxième front »

De leur côté, les experts en environnement ont évoqué, jeudi, la spectre d'une mer noire généralisée si totalement incontrôlée après la découverte d'une nouvelle nappe de pétrole. Les pays riverains du Golfe multiplient les réserves préventives pour contenir la première

marée noire, qui s'approche, vendredi, du port saoudien de Al Jubail, où sont installées deux usines de dessalement de l'eau de mer. « Si le brut continue de se déverser ainsi en mer, ont averti ces experts, aucune technologie connue ne sera en mesure de lutter contre une pollution d'une telle ampleur ».

Israël, où un autre missile Scud est tombé, vendredi, sans faire de victimes, a répété, par la voix de son ministre des affaires étrangères, « une sa riposte sera « dure et douloureuse ». Pour l'instant, l'Etat hébreu accuse l'OLP de chercher à ouvrir un « deuxième front » dans la « ceinture de sécurité » qu'il occupe dans le sud du Liban et, à partir de là, de tirer des roquettes, mais aussi d'infiltrer des commandos palestiniens en Galilée.

A cet égard, le chef de la diplomatie irakienne a demandé aux pays du tiers-monde de « définir clairement leurs positions » dans le conflit en cours. Des voix se font entendre avec insistance dans le monde arabo-musulman, notamment en Algérie et au Maroc, pour inviter les Etats qui appartiennent à ce monde-là et qui font partie de la coalition anti-irakienne à retirer leurs contingents d'Arabie saoudite.

« La coalition contre l'Irak est éminemment et diplomatiquement cohérente », a affirmé, jeudi, une

M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale. Tant que la « précaution » de l'évacuation du Koweït ne sera pas levée, « la ligne de conduite de la France restera la même », a-t-il insisté. Le secrétaire général du Quai d'Orsay s'est rendu en tournée d'explication dans plusieurs pays du Proche-Orient, notamment en Iran où — simple coïncidence ? — sont déjà sur place des émissaires algériens, yéménites et irakiens.

Diplomatie de la canonnière

La Chine est favorable à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU à une « date appropriée », a déclaré, jeudi, le ministre des affaires étrangères. Pékin, qui a appelé à cette occasion son abstention lors du vote de la résolution 678 autorisant un recours à la force pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, s'est dit soulagé de voir la crise se résoudre par des « moyens pacifiques ».

L'Union soviétique, quant à elle, de plus en plus de mal à dissimuler ses appréhensions face à une extension du conflit, et ce malgré les assurances renouvelées de Washington que le but de l'opération « Tempête du désert » n'est pas de détruire l'Irak. Ainsi, le comité central du Parti communiste a-t-il adressé, jeudi, une

mise en garde aux Etats-Unis, les invitant à limiter leurs buts de guerre et appelant à un cessez-le-feu.

A l'heure où les médias soviétiques commencent à être mis au pas, leurs commentaires n'en ont que plus de poids. Ainsi, l'agence Tass se demande si les objectifs de la Maison Blanche « n'étaient pas d'établir sa domination sur les réserves pétrolières mondiales et donc sur le monde entier ». Plus virulent encore, *Sovetskaya Rossiya*, l'un des quotidiens conservateurs, évoquant le « diplomate de la canonnière », n'hésite pas à dénoncer, dans ses colonnes, « le vrai génocide du peuple irakien ».

Le traditionnel pèlerinage aux lieux saints d'Arabie saoudite, le Hadj, qui, cette année, doit commencer à la mi-juin, pourra-t-il avoir lieu, même si le tombeau du Prophète se trouve à 1 500 kilomètres du front ? Le roi Fahd n'a encore pris aucune décision. Mais, M. Ahmed Ben Bella, ancien président algérien et confident de M. Saddam Hussein, a une opinion plutôt tranchée sur la question : « Que soient maudits les pèlerins qui iront à La Mecque, cette année ».

JACQUES DE BARRIN

Multiples visites dans la capitale iranienne

Paris exclut formellement que M. Scheer rencontre des responsables irakiens à Téhéran

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a démenti vendredi 1^{er} février que le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, qui se trouve depuis jeudi à Téhéran, M. François Scheer, ait pour mandat de discuter de nouvelles initiatives de paix. Il a exclu, formellement, que M. Scheer rencontre les responsables politiques irakiens qui se trouvent en même temps que lui dans la capitale iranienne.

M. Roland Dumas s'est lui-même réaffirmé jeudi qu'il ne peut être envisagé de solution tant que le Koweït est occupé. Il ne peut être mis fin au conflit que par la volonté clairement exprimée des dirigeants irakiens d'évacuer le Koweït. « Tout passe par ce préalable », le ministre a aussi souligné que « la coalition est cohérente sur le terrain des hostilités et cohérente sur l'option diplomatique ». Le Conseil de sécurité des Nations unies a, en outre, rejeté jeudi, sans réunion formelle mais après consultations privées, la demande formulée par divers pays arabes depuis plus d'une semaine de convoquer un débat sur un cessez-le-feu.

Une importante délégation irakienne conduite par le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, est arrivée

jeudi après-midi à Téhéran, porteur d'un message du président Saddam Hussein « sur les relations bilatérales et la guerre du Golfe ». Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, est arrivé presque au même moment dans la capitale iranienne « pour les contacts que justifie la situation dans le Golfe », tandis qu'on annonçait la venue prochaine du ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghazali, et d'une délégation du Yémen.

Toutes ces délégations devaient avoir des entretiens, mais séparément, avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati. De source française on affirmait que M. Scheer n'avait pas non plus l'intention de rencontrer M. Ghazali, avec qui il s'est entretenu la semaine dernière lors d'une tournée dans les pays du Maghreb.

Les avions réfugiés en Iran

Un diplomate iranien à l'ONU, M. Javad Zarif, a affirmé jeudi que ces visites étaient purement coïncidentes : « La semaine dernière, nous avions des Indiens, des Jordaniens et des Pakistais et les Algériens devaient venir depuis un certain temps ». L'arrivée massive en

Iran d'appareils militaires irakiens est un des thèmes des diverses conversations de M. Velayati. Selon la télévision iranienne, c'est à la suite de « protestations iraniennes auprès des autorités irakiennes » contre l'entrée de ces appareils en Iran que M. Hammadi est venu à Téhéran où on lui demandait de fournir des explications. Le chef de la diplomatie iranienne a, selon l'agence IRNA, exprimé dès jeudi à M. Hammadi

le « mécontentement » de son pays et reproché à Bagdad que ces appareils n'aient pas sollicité l'agrément de Téhéran avant de pénétrer dans l'espace aérien iranien.

Les pays membres de la coalition ont affirmé jusqu'à présent se saisir des engagements de ne pas traiter plusieurs fois répétés par les autorités irakiennes, et de leurs démentis quant à l'hypothèse d'un « pacte secret » entre Téhéran et

Bagdad. Certaines interrogations subsistent néanmoins. Ainsi l'Iran n'a jusqu'à présent reconnu que l'arrivée de seize appareils irakiens alors que différentes sources militaires alliées les évaluent à quarante-cinq environ.

Le porte-parole du département d'Etat américain, M. Tutwiler, a pour sa part rappelé jeudi que les pilotes de ces appareils devaient être traités en prisonniers de guerre,

conformément à la troisième convention de Genève. Selon ce texte, a-t-il déclaré, « une nation non belligérante sur le territoire de laquelle entrent des forces armées traitera ces forces comme des prisonniers de guerre ; cela sans préjudice d'un d'un traitement plus favorable qui peut être accordé selon les dispositions spécifiques de la convention. Ils ne peuvent cependant être autorisés à retourner en Irak ». — (AFP, AP, Reuters)

Le Parti communiste soviétique se prononce pour un cessez-le-feu

Le plénum du Parti communiste soviétique, réuni jeudi 31 janvier à Moscou, a pris pour la première fois position dans la crise du Golfe : il s'est prononcé pour un cessez-le-feu. Plus qu'une remise en cause du soutien du Kremlin aux Etats-Unis, cette attitude traduit, selon les observateurs, sa préoccupation face au désir manifeste des militaires les plus conservateurs d'aller plus loin : un de leurs quotidiens, *Sovetskaya Rossiya*, a en effet accusé jeudi Washington, dans un article au ton le plus critique jamais adopté à ce jour, de se livrer à « un véritable génocide du peuple irakien ». Le journal dénonce au passage la presse réformiste, accusée d'« accabler de critiques le président d'un pays (l'Irak) qui a signé un traité d'amitié avec l'URSS ».

Le Parti communiste demande à « la direction soviétique d'entreprendre des démarches auprès du Conseil de sécurité et de la communauté internationale de façon à éviter l'effusion de sang et à promouvoir un cessez-le-feu », selon une résolution dont a rendu compte lors d'une conférence de presse M. Alexandre Drazsokhov, membre du bureau politique. « Il n'y a pas eu de divergences mais un élargissement des points de vue » au sein du plénum, a affirmé M. Drazsokhov, une façon de reconnaître que tous les communistes ne partagent pas les mêmes analyses devant cette guerre.

Ces réserves exprimées par le parti interviennent deux jours après le communiqué commun adopté à Washington par le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh, affirmant notamment que les combats pouvaient s'arrêter et si l'Irak s'engageait sans équivoque à se retirer du Koweït. Un responsable américain au contact des entretiens a estimé, jeudi, que les Etats-Unis ont ainsi obtenu la poursuite du soutien de l'URSS dans la crise du Golfe en promettant de mettre une corde à leur critique de la répression dans les pays baltes. — (AFP)

« M. Saddam Hussein est un fauteur de guerre »

déclare M. Pierre Joxe

« Nous n'avons pas de raisons de penser, pour le moment, qu'il y a modification de la position du président des Etats-Unis et du gouvernement américain » dans la guerre du Golfe, a indiqué, jeudi 31 janvier, le nouveau ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à l'occasion de sa première conférence de presse. La phase militaire dans laquelle la France est engagée est « une action malheureusement nécessaire » pour faire renaitre « les chances de la paix ».

« Il y a eu des semaines et des mois de discussions internationales, en particulier dans un lieu significatif de la vie internationale, un lieu essentiel de la recherche de la sécurité collective, c'est-à-dire l'Organisation des Nations unies », a ajouté le ministre de la défense. La des décisions ont été prises. Elles ont été soutenues par des dizaines de pays à travers le monde et un certain nombre de pays, dont la France, participent à la mise en application. Cette position n'est pas modifiée et sa mise en œuvre se poursuit ».

La guerre est « cruelle ». Elle impose, a dit M. Joxe, « des sacrifices à des militaires français qui ont besoin du soutien et qui reçoivent heureusement un soutien très large de l'opinion française ». Esti-

Pour que
vous
exportiez
vos
compétences,
l'Acife
importe
les faits.

Vous parlez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Etrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livre du Français à l'Etranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 3615 code A1 Acife ou 3617 code A9 Acife.

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Fédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bangladesh - Belgique - Bénin - Birmanie - Bolivie - Brésil - Burkina Faso (ex Haute-Volta) - Burundi - Cameroun - Canada (sans Québec) - Centrafrique - Chili - Chine - Colombie - Congo - Corée du Sud - Costa Rica - Côte d'Ivoire - Danemark - Djibouti - Egypte - Emirats Arabes Unis - Equateur - Espagne - Etats-Unis - Ethiopie - Finlande - Gabon - Ghana - Grèce - Guatemala - Guinée - Guinée-Bissau - Haïti - Honduras - Hong Kong - Hongrie - Inde - Indonésie - Irak - Irlande - Israël - Italie - Jamaïque - Japon - Jordanie - Kenya - Koweït - Liban - Libéria - Liechtenstein - Luxembourg - Madagascar - Malaisie - Malawi - Mali - Maroc - Mexique (du) - Maurice - Mauritanie - Mexique - Mozambique - Namibie - Niger - Nigeria - Norvège - Nouvelle-Zélande - Oman - Pakistan - Panama - Paraguay - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - Roumanie - Royaume-Uni - Rwanda - Saint-Dominique - Sénégal - Serbie - Sierra Leone - Singapour - Soudan - Sri Lanka - Suède - Suisse - Syrie - Tchad - Thaïlande - Togo - Trinité et Tobago - Tunisie - Turquie - U.R.S.S. - Uruguay - Venezuela - Vietnam - Yémen du Nord - Zambie - Zaire - Zimbabwe.

LA GUERRE DU GOLFE

La situation

Les Américains tentent de retrouver l'équipage d'un avion abattu

Tandis que les combats se poursuivaient dans le secteur de Khafji, le Pentagone laissait entendre, jeudi 31 janvier, que des opérations de recherche étaient en cours pour tenter de localiser et récupérer l'équipage d'un avion américain abattu derrière les lignes irakiennes.

Les porte-parole officiels se refusaient à donner aucune précision sur cette affaire. Ils se sont également refusés à confirmer les informations de la chaîne CBS, selon laquelle il s'agirait d'un EC-130 « Compass Call », un appareil de surveillance électronique et de brouillage.

Des parlementaires américains avaient, de leur côté, indiqué à l'issue d'une réunion avec des responsables du Pentagone qu'il s'agissait en fait d'un AC-130 « Spectre », une version puissamment armée de ce même appareil (voir encadré). Selon ces parlementaires, son équipage était com-

posé de quatorze personnes. C'est la première fois depuis le début des hostilités qu'un avion de cette taille est abattu par les défenses irakiennes. Jeudi également, un porte-parole militaire irakien s'est borné à annoncer que dix nouveaux « objets aériens » - avions ou missiles - avaient été détruits par les défenses de l'Irak.

L'aviation française a, pour sa part, poursuivi vendredi ses raids contre des positions de la garde républicaine du président Saddam Hussein en territoire irakien. Selon un communiqué du ministère de la Défense publié à Paris, les Jaguar et Mirage-F1 qui ont mené deux attaques dans la matinée ont regagné leur base saoudienne sans encombre.

En mer, l'aviation britannique a continué de prendre à partie des bâtiments irakiens. Le commandement britannique a

ainsi annoncé jeudi qu'un navire de débarquement irakien avait été « attaqué et neutralisé » la veille dans le nord du Golfe. Il s'agit d'un navire de construction soviétique « du type Polnochny », déplaçant 1 100 tonnes et pouvant transporter près de deux cents hommes avec leur équipement lourd.

Tandis qu'un nouveau missile Scud irakien tombait jeudi en Cisjordanie occupée, sans faire de victimes, le porte-parole du Pentagone indiquait que des rampes de missiles du même type avaient été repérées dans la région de l'Irak proche de la frontière jordanienne, où des véhicules jordaniens ont été récemment détruits et leurs occupants tués. Selon la Jordanie, qui a protesté auprès de Washington, ces véhicules, parmi lesquels figuraient plusieurs camions-citernes, ont été pris pour cible par des appareils américains.

Le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, a indiqué que les Etats-Unis « regrettaient profondément la mort de quelque civil que ce soit », tout en rappelant que la région dans laquelle se trouvait cet véhicule « était une zone de guerre et qu'elle continuerait à être extrêmement dangereuse, compte tenu de la poursuite de la campagne contre les Scud ».

Pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, l'Allemagne a, pour sa part, organisé à partir de jeudi soir un pont aérien afin de fournir du matériel militaire à l'Etat hébreu, notamment des blindés ultra-sophistiqués, des équipements de protection contre les gaz et une batterie de missiles antimissiles Patriot.

Les Pays-Bas ont, de leur côté, décidé d'envoyer en Turquie deux batteries de défense antiaérienne équipées de missiles

Hawk, accompagnées de cent cinquante hommes.

A Washington, le président George Bush a confirmé jeudi à des dirigeants d'organisations juives américaines que les Etats-Unis n'étaient pas encore prêts à déclencher une guerre terrestre pour obtenir un retrait irakien du Koweït et que l'offensive aérienne devait se poursuivre. Selon ces responsables, M. Bush a également assuré qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu tant que l'Irak ne se sera retiré du Koweït. « Il n'y aura pas d'arrêts intermittents des hostilités », a déclaré M^{me} Shoshana Cardin, l'une des responsables de la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines, citant le président américain. Selon elle, M. Bush estime qu'« il y aura plus de bombardements aériens avant qu'il y ait une guerre terrestre ». « Il n'est pas désirable pour l'instabilité d'engager un conflit terrestre », a-t-elle conclu. (AFP, Reuters, AP.)

Des unités irakiennes menacent l'Arabie saoudite

Suite de la première page

A cette occasion il s'était même félicité de la reprise quasi totale de la ville par l'armée saoudienne, appuyée par l'artillerie et des hélicoptères Cobra des « marines » américaines. Pour son premier engagement réel dans un conflit, l'armée saoudienne avait en effet, après trente-six heures de combats, réussi à repousser presque entièrement l'offensive irakienne, menée par six cents à huit cents hommes et cinquante chars.

Toute la journée de jeudi, les combats avaient fait rage à Khafji. Un combat dans lequel s'affrontaient une division blindée saoudienne et des unités du Qatar déployées dans le cadre de la force commune des pays du Golfe, et les troupes irakiennes qui avaient pris possession de cette ville frontalière saoudienne mardi à minuit, alors que bizarrement elle n'était pas défendue.

En première ligne, l'armée saoudienne, qui opérait avec ses chars, était soutenue à environ 5 kilomètres derrière elle, par l'artillerie des « marines » et par les hélicoptères Cobra appelés en renfort, dont les missiles Dow ont, semble-t-il, fait merveille sur les blindés irakiens : quarante-six chars et transports de troupes de fabrication soviétique ont été détruits selon un officier américain. Plusieurs brûlaient encore dans la nuit.

Tandis qu'en début d'après-midi la plus grande partie des troupes irakiennes qui s'étaient vues encerclées et leurs chars détruits, se rendaient, selon un officier de liaison américain, les échanges d'artillerie se poursuivaient dans certains quartiers. Notamment autour du château d'eau, poste d'observation pour les troupes irakiennes, qui, à

force d'être systématiquement visé, se désagrégeait dans des nuages de poussière. Les troupes saoudiennes tentaient aussi de gêner la retraite des unités irakiennes.

Deux cents morts et blessés

A l'issue de ces combats terrestres les plus violents depuis le début de la guerre, les troupes saoudiennes auraient fait, selon le général Khaled Ben Sultan, trois cents cinquante prisonniers irakiens, qui ont été conduits jeudi soir dans un camp aménagé en plein désert. En uniforme, semblant exténués, certains d'entre eux ont précisé n'avoir pas mangé depuis deux jours. Les pertes irakiennes sont évaluées, de source américaine, à environ deux cents morts et blessés alors que, selon le commandant en chef saoudien, l'armée ou la garde nationale saoudienne n'ont eu que six morts et huit blessés et deux tanks détruits.

Après que l'armée saoudienne eut repris la plus grande partie de la ville, les « marines » sont allés récupérer à l'intérieur deux de leurs unités de reconnaissance et de renseignements composées de six hommes chacune, qui avaient été surprises mardi soir par l'entrée des troupes irakiennes. Cachés au sommet d'un immeuble, d'où ils avaient précipité leur chef, ils avaient pu donner de précieuses indications à l'artillerie américaine sur l'emplacement des troupes irakiennes, ces hommes n'avaient pas été détectés par les soldats de Bagdad. Selon le colonel John Admire, commandant de la task force de la première division des « marines », les soldats irakiens ont pénétré par deux fois dans l'immeuble, mais sans repérer



les douze hommes, qui avaient pris soin, a-t-il précisé, de détruire leur code de transmission ainsi que certains documents secrets pour le cas où ils seraient pris. En revanche, deux soldats américains, un homme et une femme, que Radio-Bagdad a annoncé avoir faits prisonniers, sont portés manquants.

Ces deux soldats, qui appartenaient à une unité de transports motorisés basé à Dhahran, auraient disparu, indique-t-on de

source américaine, alors qu'ils effectuaient une mission de transport et non de combat) sur une route parallèle à un pipeline qui court entre 40 et 180 kilomètres, au sud de la frontière saoudo-irakienne. Rien ne prouve donc pour l'instant que leur disparition soit liée au combat de Khafji et les opérations de recherches pour les localiser se poursuivent.

Offensive suicidaire

Minimisée par le commandement américain, jugée « soignée » par le général Khaled Bin Sultan, l'offensive irakienne n'en démontre pas moins que le président Saddam Hussein veut signifier au moins à l'opinion arabe, sur laquelle semble encore reposer quelques-uns de ses espoirs, que son armée est capable d'affronter l'imposante coalition alliée rassemblée contre lui. Pour sa propagande, ce premier affrontement de deux armées arabes, dont l'une était soutenue par l'artillerie américaine, n'est sûrement pas inutile.

Pour l'heure, à Khafji, les considérations politiques ne sont pas de mise. Dans la nuit, alors que le grondement des bombardiers lâchant leurs tonnes de munitions sur les troupes irakiennes des premières lignes massées à plusieurs kilomètres de là était distinctement entendu, le ciel de la ville rougeoyait encore des derniers échanges d'artillerie entre Saoudiens et Irakiens. Les vestiges de la bataille étaient visibles le long des rues bien que, dans l'obscurité, la plupart des maisons aient l'air d'avoir été peu touchées, à l'exception bien sûr des immeubles atteints par les missiles.

Heureux de cette première victoire, les soldats saoudiens et du Qatar et un petit détachement koweïtien, qui avaient réussi à quitter Khafji sans dommage, se congratulèrent en attendant le prochain round. La grande offensive terrestre n'est certes pas commencée, mais visiblement le président Saddam Hussein entend montrer que sur ce terrain le prix à payer sera élevé.

FRANÇOISE CHIPAUX

Du EC-130 Compass Call au AC-130 Spectre

Les Etats-Unis ont reconnu avoir perdu, au-dessus de l'Irak, un avion quadri-turbopropulseur C-130 Hercules, sans préciser sa mission ni la composition exacte de son équipage, qui permettrait d'en déduire la type d'opération qu'il menait.

Car, au sein de la panoplie américaine, le C-130 n'est pas seulement un avion de transport sur longue distance, de ce modèle dont la France a acquies une douzaine d'exemplaires.

Le C-130 peut être, aussi, dans sa version EC-130H Compass Call, un appareil conçu pour la surveillance électronique du champ de bataille et le brouillage des communications adverses (notamment les radars et les transmissions). Dans

cette version, cet appareil est un peu comparable au Transall Gabriel de guerre électronique que la France a déployé, au sein de son dispositif « Daguet », sur une base saoudienne.

Enfin, il existe une version AC-130 Spectre ou, encore, Gunship, qui est un avion destiné à détruire des objectifs de nuit, avec une grande précision, à l'occasion de missions spéciales. Le Spectre est armé d'un canon de 105, d'un canon de 40, de deux canons de 20 et de deux mitrailleuses de 7,62 représentant, au total, une puissance de feu de 17 000 coups à la minute. Il intervient en appui rapproché de commandos au sol, en mission de reconnaissance armée ou de sauvetage.

La femme soldat américaine portée disparue serait la première prisonnière de la guerre

La femme soldat américaine portée disparue jeudi 31 janvier, en même temps qu'un autre soldat, lors d'une mission dans le nord de l'Arabie saoudite, pourrait bien être la première prisonnière de guerre (POW) du Golfe. De source militaire, on précisait que les deux MIA (Missing in action) disparus n'étaient pas impliqués dans les combats.

Pour étonnante qu'elle ait pu être cette nouvelle, ce n'est pas la première fois pourtant que des femmes sont prisonnières. A Washington, une spécialiste de l'histoire des femmes dans l'armée, M^{me} Linda Pauw, a déclaré à l'AFP qu'« il y avait eu des femmes prisonnières de guerre dans l'histoire américaine ». « Mais personne n'avait auparavant fait d'histoires à propos du sexe » des soldats, a ajouté M^{me} de Pauw, présidente du Centre Minerva, chargé de ces problèmes. Dans le passé, le nombre de femmes victimes de guerre ou prisonnières passait souvent inaperçu car elles appartenaient au personnel médical, a ajouté M^{me} de Pauw. Durant la seconde guerre mondiale, 67 infirmières américaines avaient ainsi été capturées par les Japonais après la chute de l'île de Corregidor, aux Philippines. Une autre avait été par les Allemands. De tels incidents n'ont pas eu lieu durant la guerre du Vietnam.

Regonfler les effectifs

La perception des femmes militaires aux Etats-Unis a cependant changé depuis qu'une femme, un capitaine de vingt-neuf ans, a mené un assaut durant l'invasion américaine du Panama, il y a plus d'un an. Depuis, le nombre de femmes dans le Golfe s'est considérablement accru, passant à 30 000 sur quelque 500 000 militaires actuellement déployés, ce qui représente une proportion de femmes dix fois supérieure à celle autorisée durant la guerre du Vietnam.

A cela une excellente raison, si l'on en croit d'autres spécialistes militaires américains : après la suppression du service militaire en 1973 pour « en tenir à un strict

volontariat, les chiffres des nouvelles recrues étaient loin d'être satisfaisants et leur niveau n'était pas non plus à la hauteur des critères exigés par l'armée.

L'ouverture aux femmes, effectuée surtout au début des années 80, qui a permis à certaines de trouver un travail ou une certaine émancipation, est venue à point nommé pour regonfler les effectifs. Et du même coup leur redonner une certaine « qualité ». D'après les statistiques officielles, les femmes ont ainsi représenté entre 1981 et 1983 jusqu'à 13 % du total des nouveaux engagés. En outre 92 % d'entre elles avaient accompli leurs études secondaires ou supérieures, contre seulement 62 % pour les hommes.

Reste que les règlements leur interdisent toujours officiellement de participer directement aux combats, d'être déployées dans des navires de guerre ou de piloter des chasseurs. Mais elles sont de plus en plus affectées à des positions rapprochées du théâtre des combats. « Le combat direct est devenu une définition érotique. Cela ne veut pas dire que vous ne pouvez pas ouvrir le feu », a également indiqué M^{me} de Pauw, puisque les femmes ont le droit d'être engagées dans les combats « défensifs ».

Des B-52 américains effectueront des raids à partir de la Grande-Bretagne

Des bombardiers lourds américains B-52 effectueront des missions en Irak et au Koweït à partir de la Grande-Bretagne. M. Tom King, ministre de la Défense, a annoncé, jeudi 31 janvier, devant les Communes que le gouvernement avait donné son accord à l'utilisation, par un « nombre limité » de B-52, de la base aérienne de Fairford, dans le Gloucestershire, à 120 kilomètres à l'ouest de Londres. Cette base avait déjà été utilisée en avril 1986 lors du raid américain contre la Libye.

LONDRES

de notre correspondant

Il semble que seulement une vingtaine de B-52 opéreront à partir de Fairford. Ces appareils mettront six à huit heures pour atteindre leurs cibles et devront être ravitaillés en vol. Ils seront notamment chargés d'effectuer des « bombardements de saturation » sur la garde républicaine. La décision d'utiliser cette base a été prise en raison du manque de place sur les autres aéroports militaires susceptibles d'accueillir les B-52.

M. King a d'autre part révélé que les Britanniques déploieraient désormais 42 000 hommes dans le Golfe et que le coût de l'opération atteignait

1,25 milliard de livres (12,5 milliards de francs). Il s'est réjoui de la décision allemande de contribuer, pour 270 millions de livres, à l'effort de guerre britannique et a exprimé l'espoir que « d'autres pays amis et alliés » suivront cet exemple. Les regards sont désormais tournés vers le Japon.

M. King a également présenté un bilan de l'action alliée deux semaines après le début des hostilités. Les raids aériens ont permis, selon lui, « la destruction de toutes les installations nucléaires et de la moitié des centres de production d'armes chimiques et biologiques, des dépôts de carburant et de munitions, la mise hors service d'un grand nombre d'aéroports et la réduction progressive de la capacité à lancer des missiles Scud ». Cinq des dix-neuf appareils perdus au combat par les alliés sont britanniques.

M. Dan Quayle, vice-président des Etats-Unis, en visite en Grande-Bretagne, a cité jeudi la mise à la disposition de l'aviation américaine de la base de Fairford comme la preuve de l'excellente coopération entre les deux pays. M. Quayle s'est entretenu, au 10 Downing Street, avec le premier ministre, M. John Major. Il a affirmé que les alliés « n'étaient pas pressés de commencer l'offensive terrestre ». Le vice-président américain avait déclaré, avant son entretien à la chaîne CNN, qu'il fallait se débarrasser de Saddam Hussein. Il a rectifié ses propos quelques heures plus tard

en précisant que l'objectif américain « n'était pas de lui faire quitter le pouvoir mais le Koweït ».

Les Britanniques ont appris avec inquiétude la mission en Iran du secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœrer (voir page 3). Le Foreign Office n'avait pas été averti de cette visite, qui suscite la crainte que la France se lance à nouveau dans des initiatives de paix sans consulter ses alliés. Un haut responsable du Foreign Office a reçu par téléphone, du Quai d'Orsay, l'assurance que ces craintes étaient « absurdes ».

Le nouveau ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, qui devait faire, vendredi 1^{er} février, une brève visite à Londres, sera probablement interrogé à ce sujet par ses interlocuteurs britanniques. Il devrait s'efforcer de les rassurer sur les intentions françaises au cours de son entretien avec M. King.

DOMINIQUE DHOMBRES

Des B-52 utiliseraient la base de Moron en Espagne. - Des bombardiers américains B-52 utilisent depuis dix jours la base hispano-américaine de Moron-de-la-Frontera dans le sud de l'Espagne, où ils chargent des bombes avant de s'envoler vers une destination « inconnue », affirme, vendredi 1^{er} février, le quotidien El País, citant des sources militaires. (AFP.)



LA GUERRE DU GOLFE

militaire

La Turquie en première ligne

Près de la frontière irakienne, avions et hélicoptères américains décollent chaque jour de la base turque de Batman

BATMAN

de notre envoyé spécial

Accroupi près du pôle dans l'obscurité enfumée de la grotte, le vieux berrig, et quelques troglodytes qui ont choisi de demeurer dans les ruines grandioses de Hasankeyf, autrefois une puissante capitale, est un des rares habitants du sud-est de la Turquie que la guerre, qui se déroule de l'autre côté de la frontière irakienne, ne semble pas avoir affecté : « Comment pourrais-je savoir qui a tort ou raison ? Allah décidera ! » Ces quelques familles, qui vivent isolées avec un accès très limité aux informations, ont vu débarquer, il y a deux semaines, plusieurs dizaines d'habitants de la ville voisine de Batman, venus chercher refuge contre d'éventuels bombardements chimiques dans les centaines de cavernes creusées il y a plusieurs siècles dans les falaises surplombant le Tigre.

La vie dans les cavernes ne convient pas à tout le monde, et les habitants sont rentrés chez eux après quelques jours. Un semblant de vie normale a repris à Batman, mais 20 % des habitants sont encore absents, et les avions et hélicoptères

américains qui décollent quotidiennement de la base aérienne située aux portes de la ville, ainsi que la silhouette des hautes cheminées de la raffinerie pétrolière rappellent constamment que Batman pourrait être la cible pour des représailles irakiennes.

La région tout entière est en état d'attente inquiète. La vie économique, déjà ralentie par l'embargo, s'est arrêtée complètement depuis le début des hostilités. L'avenir est si incertain que les marchands ne paient plus leurs fournisseurs, et de nombreuses boutiques sont fermées. A Cizre, à 30 kilomètres de la frontière irakienne, les rues étaient complètement désertes jeudi. Les centaines d'échappés, ou s'arrêtaient autrefois les cinq mille camionneurs qui franchissaient quotidiennement cette frontière, n'avaient pas même levé leurs stores métalliques.

La télévision officielle, qui, au plus fort de la panique qui a précédé le début de la guerre, continuait d'affirmer qu'il n'y avait rien d'inhabituel, annonce aujourd'hui que la situation est à nouveau normale. Les déclarations rassurantes des autorités sont démenties par une activité militaire

incessante et, sur les collines dominantes Cizre, des camps militaires gigantesques ont été déployés, avec artillerie et chars, dans des champs brouillés et enneigés.

Après deux semaines de guerre, le gouvernement commence tout juste à s'acquiescer du bien-être de la population, en majorité kurde, du Sud-Est. Mais les mesures de sécurité qui ont été prises sont insuffisantes.

A Batman, quelques ébris sont signalés par des pancartes, mais ce sont pour la plupart des caves privées sans équipement. Un café, situé dans un sous-sol, pourrait également servir d'abri, bien qu'aucune précaution n'ait été prise pour isoler le local et éviter d'éventuelles émanations de gaz toxiques. A Diyarbakir, la capitale régionale, le gouverneur affirme que la ville dispose de masques à gaz en

quantité suffisante. A Batman, 5 300 masques ont été reçus par le directeur de la protection civile pour une population de 150 000 personnes. Dans les deux cas, les autorités ont promis que les masques seront distribués « en cas d'urgence ».

Les habitants du Sud-Est ressentent amèrement en qu'ils considèrent comme un masque de responsabilité de la part du gouvernement, qui les a

placés dans une situation dangereuse, en première ligne, en autorisant les avions américains à bombarder l'Irak à partir de la Turquie, sans leur donner les moyens de se protéger de façon adéquate. La population n'a cependant pas attendu l'aide des autorités, avec lesquelles ses relations sont de toute façon tendues, pour prendre des dispositions. De nombreuses familles ont calfeutré leurs fenêtres avec des feuilles de plastique ou des bandes isolantes. D'autres gardent toujours à proximité un seau d'eau et des serviettes pour protéger leur visage.

Au monastère syriaque de Mar-Gabriel, qui a survécu à de nombreux conflits au cours de ses mille six cents ans d'existence, les moines acceptent la situation actuelle avec philosophie, ce qui ne les empêche pas d'avoir organisé leur défense. Un mur épais a été construit à l'entrée d'une crypte du quatrième siècle, où les religieux pourront, si nécessaire, s'abriter avec, à leur côté, la présence rassurante du fœtus de Jean l'Arabe, un moine du septième siècle, dont l'os a été lissé et poli par les baisers de tant et tant de fidèles au cours des siècles.

NICOLE POPE



Jérusalem accuse les Palestiniens d'ouvrir un deuxième front dans le sud du Liban

Des responsables de la défense israélienne ont accusé les Palestiniens, jeudi 31 janvier, de « déclencher un deuxième front » dans le conflit du Golfe, en bombardant de roquettes des objectifs israéliens dans le sud du Liban.

Des dizaines de roquettes sont tombées pour la troisième nuit consécutive sur la zone de sécurité instaurée par l'Etat hébreu au nord de sa frontière, a annoncé, jeudi, l'armée israélienne. Dans la soirée, l'armée a bombardé quatre villages du Liban sud où sont déployés des combattants de l'OLP et des miliciens libanais chiites.

La population a commencé à fuir le camp de Raabidien, qui abrite dix-sept mille réfugiés et constitue un flot armé sous le contrôle de l'OLP. Quelque cent cinquante familles ont quitté ce camp qui a subi, jeudi, un violent bombardement de l'armée israélienne – le deuxième en trois jours – après le tir, à l'aube, par des combattants palestiniens, de quatre-vingts missiles Grad vers Israël.

Le général Antoine Lahad, qui commande la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS), a estimé que « la riposte

de l'ALS et d'Israël aux bombardements palestiniens a été insuffisante ». « Si les tirs continuent nous frapperons plus fort et transformerons le Liban sud en terre brûlée », a-t-il prévenu.

De son côté, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), une des trois principales composantes de l'OLP, a reconnu, jeudi, la mort de trois de ses combattants lors d'une tentative d'infiltration en Israël. Dans un communiqué, le FDLP, a en outre, réitéré son intention de poursuivre les attaques anti-israéliennes « pour faire face à l'agression contre l'Irak et défendre l'intégrité ».

M. Mitterrand a téléphoné à une famille israélienne. Le président Mitterrand s'est entretenu jeudi 31 janvier, par téléphone, avec une famille d'agriculteurs israéliens du kibboutz Kfar Hanassi, où l'un de ses deux fils avait séjourné dans le passé. Selon M. Schmuël Avidor, le chef de famille, M. Mitterrand s'est enquis de la situation dans le pays. Lors de sa dernière visite en Israël, le chef de l'Etat s'était rendu dans cette famille. (AFP.)

La « voix » d'Israël dans la « drôle de guerre »

Quand un jeune général, fort civil, alerte, informe et rassure un pays inquiet

JERUSALEM

de notre correspondant

« C'est notre valium national », « le Grand Tranquillisant », « le lien entre le gouvernement et le peuple aux abris ». Une fois de plus, jeudi soir 31 janvier, le général Nahman Shai s'est acquitté de la mission très spéciale qui lui revient dans « la drôle de guerre » que vit Israël : il est, à la radio et à la télévision, « la voix » qui informe. Elle se fait entendre quelques minutes après les bruits des sirènes d'alarme, lorsque toute la population est dans les pièces étanches, masquée à gaz à portée de mains ou déjà sur le visage.

Comme dans une séquence maintenant bien ordonnée, presque sans surprise, les bruits des sirènes à deux tons viennent d'abord glacer le sang. Suit, à la radio, un premier message pré-enregistré, annonçant que des missiles viennent d'être tirés sur Israël. Enfin, quelques minutes plus tard, c'est « la voix », celle du général Shai, celle qui vient donner les premières précisions alarmistes ou rassurantes.

Le pays est divisé en six zones, désignées chacune par une lettre de l'alphabet hébreu, et Shai commence toujours par donner la lettre de l'endroit où c'est tombé ; tout le reste du pays, éprouvant un incontestable soulagement, est alors autorisé à quitter masques à gaz et pièces étanches.

La deuxième information prend plus de temps. Elle est annoncée avec prudence, après que les équipes de la défense civile, en combinaison NBC (nucléaire-bactériologique-chimique), ont vérifié le point d'impact : « C'est du conventionnel », a toujours dit Nahman Shai, jusqu'à présent. Il intervient une troisième fois pour indiquer, le cas échéant, le bilan des victimes et des dégâts matériels.

Le style Shai est le plus éloigné des traditions militaires, du « négatif-positif » séchement aboyé au micro. Nahman Shai travaille sur le mode de la conversation, sérieux mais calme, ton doux et propos courts, n'hésitant jamais à dire qu'il ne sait pas, ou pas encore, comme s'il donnait avec une extrême attention une sorte de bulletin météorologique... un peu spécial. Il refuse rarement une note d'humour ou peut laisser transparaître une certaine lassitude, mais sans jamais céder au découragement. Il sait qu'il est en première ligne, responsable du moral du pays, en ces quelques minutes cruciales où plusieurs millions de personnes l'écoutent dans un silence total.

Quarante-quatre ans, marié, père de trois enfants, visage d'étudiant – qui apparaît en médaillon à la télévision au moment des alertes – il est devenu une figure nationale. Très symboliquement, il est « la » général de cette « bataille de l'ar-

rière », stratège du micro, porte-parole sécurisant d'une campagne de défense civile. Nahman Shai est un général d'adoption et ne le cache pas : le grade va automatiquement avec la fonction qu'il exerce, celle de porte-parole de l'armée israélienne. Mais il a pris du galon dans le civil : il a été journaliste (presse écrite et télévision) avant d'entrer au service de presse du ministère des affaires étrangères, d'être porte-parole de l'ambassade à Washington puis, tout dernièrement, patron de la radio de l'armée, une des plus écoutées du pays.

Aide militaire allemande

Jeudi soir, donc, Shai a de nouveau commenté, presque en direct, le dernier en date des tirs de missiles irakiens sur Israël. Il était un peu plus de 18 heures et, pour la deuxième fois consécutive, l'Irak a touché les Palestiniens des territoires occupés. La vingt-huitième fusée al Hussein, dirigée contre l'Etat hébreu, est allée s'écraser en Cisjordanie, près d'un village palestinien et tout de même assez loin de la région côtière. « Ni victimes, ni dégâts », a annoncé la radio israélienne en indiquant qu'aucun missile anti-missile Patriot n'avait apparemment été

tiré sur la fusée irakienne. Le bouclier de Patriot ne couvrirait que certaines régions urbaines.

Deux semaines après le début de la guerre du Golfe, les porte-parole de la défense civile ont dressé un premier bilan des huit salves de missiles déjà lancées sur Israël. Quatorze personnes sont décédées des suites de ces bombardements. Le chiffre comprend des morts par étouffement dû aux masques à gaz, par crise cardiaque ou bien des suites de blessures directes ou indirectes. On compte près d'un millier de blessés, trois mille familles sans électricité et des destructions matérielles assez importantes.

Les milieux militaires n'en manifestent pas moins un prudent soulagement. Les tirs de Saddam Hussein, disent-ils, semblent de plus en plus courts et de plus en plus imprécis, comme si les bombardements sur la zone des rampes de lancement commencent à se faire sentir. De même ne cachait-on pas une grande satisfaction devant l'aide militaire d'urgence de quelque 700 millions de dollars débloquée par l'Allemagne et qui se traduit déjà par l'arrivée de nouvelles batteries de Patriot et de véhicules blindés de détection et de contamination de type Fuchs.

Nahman Shai avait quelques bonnes nouvelles à annoncer à « son public ».

ALAIN FRACHON

Pour les juifs « irakiens » d'Israël

« L'ennemi numéro un de la paix, c'est Saddam Hussein »

JERUSALEM

de notre envoyé spécial

Ran Cohen rêve de revoir un jour sa ville natale, revenir sur les lieux de son enfance, sentir à nouveau les odeurs qui ont marqué sa jeunesse, celles d'une ville arabe : Bagdad. Mais un jour de paix, et en tant que touriste, souligne ce colonel – de réserve – d'une unité parachutiste de l'armée israélienne. Donc, aux yeux d'un homme qui est aujourd'hui député du Knesset (centre gauche) et militant du camp de la paix, après que Saddam Hussein aura été éliminé. Car, pour cet « irakien » qui a vainement tenté en 1986 d'établir des relations informelles avec l'Irak – du type de celles qui ont été nouées entre Israël et le Maroc par l'intermédiaire de la communauté juive de ce dernier pays – « l'ennemi numéro un de la paix, c'est Saddam Hussein ».

« Je suis partisan de négociations avec tout le monde, même avec le diable, mais aujourd'hui l'élimination de Saddam Hussein est une nécessité absolue », dit-il.

car ce « dictateur » a tué toute chance de paix dans la région pour un moment, et « l'on ne pourra rétablir une atmosphère de paix sans éliminer Saddam Hussein ». Ran Cohen – blessé deux fois, « pas par des Arabes mais par des Israéliens » qui l'accusaient de « trahison » – explique que Saddam Hussein a brisé un processus laborieux : « Nous avons mis des années à voir l'OLP changer, mais à partir de maintenant – et avec les prises de position pro-irakiennes de Yasser Arafat – il est très difficile d'entasser de nouvelles relations avec le centrale palestinienne ». « Peut-être après la guerre verra-t-on la possibilité d'une nouvelle initiative de paix », estime-t-il, mais pour l'instant la priorité est à la destruction de l'arsenal irakien. Pour Ran Cohen, il ne fait aucun doute que si Saddam Hussein possède des armes chimiques, bactériologiques ou nucléaires, il les utilisera.

Autre « irakien », Shlomo Hillel, ancien ministre, ancien président de la Knesset et député travail-

liste, partage ce point de vue. Pour Saddam Hussein, « seule compte la force militaire », et « il pense qu'il peut arriver à satisfaire son orgueil, il ira jusqu'au bout ». Autrement dit, si le président irakien juge de son intérêt – et s'il en a les moyens – d'utiliser « le chimique, le bactériologique ou le nucléaire pour causer des dégâts n'importe où, il le fera sans tenir compte du prix que son peuple devra payer pour cela ».

Si Saddam Hussein survit aux attaques alliées, même s'il perd la guerre, il sera considéré dans le monde arabe comme le véritable vainqueur, tel Nasser après la guerre de 1967, estime encore Shlomo Hillel. Celui-ci, originaire de Bagdad, fut – alors qu'il avait à peine dépassé vingt ans – le principal stratège de l'immigration clandestine de quelque 150 000 juifs d'Irak entre 1945 et 1951 (1). A ce titre, il a parcouru une bonne partie du monde arabe, réussissant la « sauvetage » d'une communauté hier menacée et qui, aujourd'hui, est largement repré-

sentée dans tous les secteurs d'activité d'Israël, que ce soit en politique, dans l'armée – qui a compté un chef d'état-major « irakien » – ou dans le monde des affaires. Triste retour de l'histoire : deux des banlieues de Tel-Aviv les plus touchées par les missiles Al Hussein sont des quartiers « irakiens ». Saddam Hussein aura peut-être été battu, son armée vaincue, mais Shlomo Hillel, mais il sera « celui qui a lutté contre le monde entier ». « Déjà il a l'appui de la rue arabe » et il deviendra le « héros ».

Le danger de la « bête blessée »

Tel est justement le but du « dictateur irakien », dit Ran Cohen : rassembler sous sa férule le monde arabe, en devenir le seul leader après avoir évincé les régimes modérés comme celui du Caire, les monarchies telles que la dynastie wahhabite ou d'autres dictateurs comme Assad de Syrie. Mais, pour arri-

ver à ses fins, il a besoin d'Israël, dont « il veut se servir comme d'un outil ». C'est pour cela, insiste Ran Cohen, que l'Etat hébreu ne doit en aucun cas intervenir dans la guerre du Golfe et doit, au contraire, laisser agir les armées alliées. Une position que le soldat-député ne vit pas toujours facilement, par exemple, lors des alertes aux missiles. « Quand je pense que je suis colonel des parachutistes et que je suis là », ne peut-il s'empêcher de dire, coincé avec sa famille dans la pièce étanche de son appartement de Jérusalem.

Malgré un consensus en faveur de la « retenue », maintenu tant bien que mal en Israël, la question d'une éventuelle riposte aux attaques répétées de l'Irak n'est toutefois pas sans poser problème à certains, surtout au regard des performances de l'aviation alliée. « Si Israël est persuadé que l'Irak sortira de la guerre avec un potentiel militaire suffisamment réduit pour ne plus représenter un danger sérieux, il ne bougera pas », assure Shlomo

Hillel. Quant aux déclarations de M. Itzhak Shamir ou de son ministre des affaires étrangères, M. David Levy, selon lesquelles, Bagdad ayant « dépassé la ligne rouge », Israël ripostera à un moment ou à un autre, Shlomo Hillel en relativise la portée : « Nous devons le dire », confie-t-il, avant d'ajouter qu'il n'est cependant pas dans les habitudes du pays de frapper inutilement, de « perdre un seul homme, un seul avion pour satisfaire notre orgueil ».

En revanche, souligne Shlomo Hillel, « si Israël est convaincu que le travail n'est pas fini, alors se posera un problème, car une bête blessée est très dangereuse. Un Irak qui aura échoué contre le Koweït et les Américains n'aura plus qu'un pays contre lequel utiliser son potentiel militaire. L'Israël sera véritablement en danger ».

YVES HELLER

(1) Shlomo Hillel a raconté cet épisode dramatique de sa vie dans un livre, le « Souffle du Levant », publié aux éditions Didier Érudition, dans la collection « Grands documents ».

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit

Un journaliste britannique maltraité par des soldats irakiens

Le journaliste britannique Bruce Cheesman, qui avait disparu à Bagdad au moment du déclenchement de la guerre, a déclaré, en revenant d'Irak, avoir subi de mauvais traitements de la part de soldats irakiens qui l'avaient pris pour un pilote américain. Dans un article publié jeudi 31 janvier par le quotidien *Evening Standard* de Londres, l'un des deux journaux pour lesquels il travaillait à Bagdad, M. Bruce Cheesman, trente-cinq ans, raconte être sorti de son hôtel pour chercher un téléphone, peu après le début du premier bombardement allié sur Bagdad, le 17 janvier.

« En tournant au coin d'une rue, j'ai été soudain agrippé par derrière par un soldat. Il m'a saisi aux épaules et lorsqu'il a crié « un pilote américain », d'autres soldats ont accouru. »

Conduit au QG de l'armée de l'air, il a été défilé de sa seule pièce d'identité et des 2 700 dollars qu'il portait sur lui. Obligé de s'allonger sur le sol, il a été ligoté, et, les yeux bandés, transféré d'un bâtiment à un autre, pendant que les bombes pleuvaient sur la ville.

Tandis qu'il le soumettaient à un interrogatoire « musclé », les militaires lui ont dit que sa cellule était celle du journaliste britannique, d'origine iranienne, Farzad Bazoft, pendu l'année dernière après avoir été condamné pour espionnage parce qu'il avait tenté d'enquêter sur une explosion dans une usine militaire proche de Bagdad.

M. Cheesman a passé quatre jours les mains attachées, dans une cellule de cinq mètres sur quatre, nourri d'une assiette de bouillie d'avoine, pas même bonne pour un animal, dit-il. Quand il demandait à aller aux toilettes, ses gardiens se moquaient de lui et lui donnaient des coups. En deux jours, il a été autorisé une seule fois à faire ses besoins, et ses bourreaux, pendant ce temps, le frappaient au ventre. Le quatrième jour, le ministre de l'information a finalement confirmé sa véritable identité. Les responsables du ministère qu'il a ensuite rencontrés paraissaient embarrassés de ce qui s'était passé. M. Cheesman est arrivé à Amman jeudi. — (Reuters, AP, UPI)

La Croix-Rouge appelle au respect des lois de la guerre

GENÈVE

de notre correspondante

Devant les violations par M. Saddam Hussein de la convention internationale sur les prisonniers de guerre, que l'Irak a signée, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui n'a pas coutume de s'écarter d'une neutralité parfois considérée comme compassée et rigide, a lancé, vendredi 1^{er} février, par la voix de son président, M. Cornelio Sammartino, un appel solennel :

« Dans la guerre qui fait rage au Moyen-Orient, les destructions infligées de toutes parts risquent d'être immenses, peut-être sans précédent dans cette région du monde. Des milliers de civils ont été pris au piège de l'occupation et des bombardements, sans refuge possible et sans protection. Le nombre de combattants tombés en moins ennemis s'accroît. Des centaines de milliers de jeunes gens s'apprêtent à affronter des combats terrestres qui s'annoncent meurtriers. La détermination des adversaires en présence et l'accumulation d'un potentiel destructeur redoutable laissent présager des dévastations irréversibles. Lorsque le voile de la censure se lève, toute l'horreur des souffrances infligées aux peuples de la région, aux combattants et à leurs familles s'étalera aux yeux du monde. »

« L'un des aspects les plus inquiétants de ce conflit est de constater que les lois de la guerre, qui sont l'expression des principes irréductibles et universels de l'humanité et des exigences de la conscience publique, pourraient sombrer face à d'effrayantes impétiosités politiques, militaires ou de propagande. »

« Le droit de choisir des méthodes ou des moyens de guerre n'est pas illimité. Les armes indiscriminées ou aveugles, celles qui portent atteinte de façon disproportionnée aux êtres humains et à l'environnement sont prohibées. Les blessés, civils et militaires, les prisonniers doivent faire l'objet d'une attention et d'une protection particulières, selon des règles précises que l'ensemble des États du monde se sont engagés à respecter. »

« C'est pourquoi le CICR lance aujourd'hui, au nom de toutes les »

victimes civiles et militaires, un appel solennel à tous les belligérants pour qu'ils respectent les lois de la guerre. Respecter les victimes et les traiter avec humanité dans l'esprit des Conventions de Genève, c'est l'expression d'un patrimoine universel partagé, gage de réconciliation. C'est aussi la dernière chance offerte de prévenir un échec plus grave encore que le recours à la force. »

C'est évidemment à M. Saddam Hussein que s'adresse notamment la partie du message concernant les prisonniers de guerre et l'appel au respect des règles de la 3^e convention de Genève, que pas même Hitler n'a violée. Les délégués du CICR peuvent rendre visite sans difficulté aux prisonniers irakiens détenus en Arabie saoudite. Mais une référence à l'« universel » peut-elle être entendue par le président irakien ?

ISABELLE VICHNIAC

Déontologie sous surveillance

Les frictions entre médias et militaires continuent de susciter des réactions. Après le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les syndicats de journalistes FO et CFTC de la chaîne ont dénoncé les « critiques injustifiées » du Conseil supérieur de l'audiovisuel concernant un reportage de TF1 diffusé lundi 28 janvier (le Monde du 31 janvier). Pour sa part, la CSA a décidé d'envoyer en Arabie Saoudite deux de ses membres afin d'étudier sur place les conditions de travail des journalistes. Un conseiller de l'Elysée est également sur place dans le même but.

Les 19 députés de tous les groupes de l'Assemblée nationale, qui ont constitué un Observatoire parlementaire sur la couverture par les médias de la guerre du Golfe ont tenu une réunion de travail avec la CSA, et auditionneront mardi 5 février plusieurs associations de journalistes.

Enfin, le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy a déclaré que les journaux qu'il dirige « ne se considèrent pas engagés » par la « déclaration d'allégeance » que constitue la lettre du président de la Fédération nationale de la presse française, M. Claude Puhl, adressée au premier ministre sur les difficultés rencontrées par les journalistes dans l'exercice de leur métier (le Monde du 1^{er} février).

Emigrés koweïtiens à Taëf

Pour les dirigeants de l'émirat repliés en Arabie saoudite, rien ne sera plus comme avant. Quant aux Américains, ils préparent déjà la reconstruction...

TAËF

de notre envoyé spécial

L'émir Jaber s'était un peu avancé : « Le retour au Koweït est imminent », avait-il prédit de Taëf, où « Son Altesse » est exilé avec son gouvernement. Et, comme on s'attendait à ce qu'il ne saurait mentir, les faits ont fait lui donner raison. Arraché de haute lutte à une poignée de soldats irakiens, un flot koweïtien, presque une bande de sable, est tombé le surplendissant aux mains des alliés.

Deux jours plus tard, un hélicoptère américain y débarquait un commando koweïtien pas pen fier d'y planter le drapeau de la « mère patrie ». Même si un porte-parole koweïtien a meloncontreusement minimisé cet exploit en affirmant que les deux recoururent l'île de Qurah les deux tiers de l'année, cette « libération » est tombée à pic. C'est à peu près la seule bonne nouvelle dont l'émir Jaber pouvait se féliciter à ce moment-là.

Six mois d'occupation irakienne et quinze jours d'hostilités ont mis le Koweït à feu et à sang. Et cela ne fait que commencer. La guerre sera plus longue que ce que l'émir finit de croire, et l'après-guerre s'annonce plutôt sombre. Le pays sera en ruine et aspire déjà à plus de démocratie. Bon gré, mal gré, la famille de l'émir a promis de tenir compte de cette aspiration. Pour la dynastie des Al Sabah, qui régnait jusqu'ici sans partage sur le pays, quoique en tolérant une opposition légale et avec pour principal souci le cours du brut, c'est une concession de taille.

Rien ne sera plus comme avant : le dignitaire anonyme qui, sous son kalbich blanc, répète, entre deux gorgées de thé, les promesses faites à l'opposition commente avec philosophie les événements. La situation n'est pas gaie pour les Koweïtiens de Taëf, eux-mêmes le gouvernement saoudien a imposé un second exil, loin de tout, pour une prétendue raison de sécurité. Le centre-ville est à 20 kilomètres de l'hôtel Sheraton, où les Al Sabah ont été isolés. Ryd, la capitale, à deux heures d'avion, et Djeddah à trois heures de route.

Les promesses de la reconstruction

On ne peut imaginer paysage plus rude que ces montagnes calhutesques où le gouvernement koweïtien prend son mal en patience. Un décor d'une austérité beauté : c'est dans ces vallées désolées que Thomas Edward Lawrence gagna son nom de Lawrence d'Arabie, non loin de La Mecque, que des pannes routières interdisent aujourd'hui aux non-musulmans. L'été y est presque supportable et l'hiver souvent frisquet. Noyés dans les nuages, au milieu des Mercedes princières, des soldats saoudiens avaient du mal, ce jour-là, à se réchauffer.

Ce sont les Saoudiens que l'on remarque d'abord dans l'enlèvement koweïtien de Taëf, mais ce sont les Américains qui ont le plus de poids. Le gouvernement en exil vit à l'heure de CNN, diffusée partout dans l'hôtel, et nombreux sont les hauts fonctionnaires qui arborent sur leur diadèmes la robe traditionnelle de la région : un petit insigne : le bannière diolite mêlée aux couleurs koweïtiennes.

A l'heure des repas, on ne croise guère, en fait d'Occidentaux, que des Américains dans la salle à manger du Sheraton, où les ministres et leurs collaborateurs partagent l'ordinaire de l'hôtel. Les Américains ont pris racine à Taëf et ont ouvert dans le parc de l'hôtel une ambassade, la seule jusqu'à présent. Ils y poussent leurs pions, préparent activement l'après-guerre et ses lendemains prometteurs. Le Koweït sera presque entièrement reconstruit et le cours aux contrats est déjà commencé : tout ce que les pays riches comptent d'hommes d'affaires entrepreneurs connaît désormais l'adresse du Sheraton de Taëf.

Le chiffre de 25 milliards de dollars a été avancé par les Koweïtiens. C'est ce que pourrait coûter la remise en état de leur pays saccagé par la guerre, routes et aéroports, centres de télécommunications et raffineries, denrées alimentaires et armements divers, sans compter les besoins qui n'ont pas encore été recensés.

Les Américains, sur lesquels repose l'essentiel de l'effort militaire, ont réclamé et obtiendront la plus grosse part du gâteau. Sous le nom de « programme d'urgence pour la reconstruction du Koweït », divers contrats ont été ou seront bientôt conduits à Washington pour l'équivalent de « plusieurs millions »



de dollars » avec des entreprises américaines, l'armée et des agences gouvernementales. Paris n'a pas les mêmes titres à faire valoir. Comme les autres ambassadeurs occidentaux, son représentant auprès du gouvernement koweïtien en exil, M. Jean Bresson, est installé à Djeddah, d'où il tente, par de fréquents voyages, de plaider la cause des Français.

Un contrat de 655 millions de francs, portant sur des canons, a déjà été conclu par le Groupement industriel de l'armement terrestre. Le nouveau de l'émir, personnage influent du gouvernement, laisse entendre que son pays est intéressé par les compétences françaises en matière de communications, mais c'est à peu près tout.

La colossale richesse du Koweït continue d'exciter les convoitises. Déjà avant l'invasion irakienne, en 1989, le produit national brut annuel s'élevait à 27 000 dollars par citoyen koweïtien, un record dans la région du Golfe, même s'il faut ramener ce chiffre à de justes proportions : l'émirat ne comptait à l'époque que 650 000 nationaux pour 60 % d'étrangers. Six mois après le coup de force de Saddam Hussein, les eboses ont à peine changé.

100 milliards de dollars

La puissance financière des Koweïtiens inspire toujours le même respect, mêlé à la crainte de les voir en mal user. Les Irakiens occupent le pays, mais l'émir Jaber a gardé le contrôle de la tréasure : 100 milliards de dollars placés depuis Londres, que les Koweïtiens ont investis à l'étranger ces dernières années, au fur et à mesure qu'ils engrangeaient les revenus du pétrole. Des dénégations qui n'en sont pas coupent court, aujourd'hui, à toutes les questions sur l'éventuelle cession de tel ou tel de ces avoirs.

Les Koweïtiens se prétendent assez riches pour vivre des revenus de leurs revenus : leur magot de 100 milliards de dollars leur rapporterait 9 milliards par an, un chiffre que la rumeur colporte volontiers à Taëf mais qui paraît quelque peu exagéré. Du coup, la question ne se pose même pas de savoir si, après la « victoire », ils seront solvables. « Ils sont tellement riches, plaignait un diplomate occidental, qu'ils ont de quoi reconstruire trois ou quatre fois leur pays. » Tout le monde redoute, en revanche, que les événements ne contraignent un jour les Koweïtiens à se séparer des participations qu'ils détiennent dans des

Une révolution bourgeoise ?

Ce « plus tard » alimente toutes les spéculations. Les Al Sabah ne veulent pas revenir à Koweït-Ville en laissant l'impression de n'avoir rien appris de leur déconforture ni rien oublié de l'impudence de leurs sujets. Pendant des années, moins de deux mille princes ont régné sur les 18 000 kilomètres carrés du petit émirat en se réservant le contrôle de l'essentiel des richesses. Cela n'a pas été sans grognements, mais, du moins, les Koweïtiens s'engouffraient-ils d'avoir une Constitution, contrairement à leurs voisins saoudiens qui vivent — plutôt bien — sous le régime de la monarchie absolue.

Ladite Constitution « beau avoir été suspendue au gré des caprices princiers, une première fois en 1976 et le seconde en 1985, elle servait d'enjeu au débat politique. Six mois d'occupation irakienne et douze résolutions des Nations unies plus tard, les choses n'ont guère changé. Au cours d'une « conférence populaire » réunie à Djeddah au mois d'octobre 1990, les Al Sabah ont juré de respecter cette fois la Constitution et de convoquer au plus vite de nouvelles élections. C'était le minimum que l'opposition attendait

d'eux, elle qui avait refusé de céder aux sirènes de Saddam Hussein co s'abstenant de collaborer avec lui.

Toutes tendances confondues, les Koweïtiens ont fait bloc, mais personne n'est en mesure de prédire jusqu'où ira la démocratisation promise. « C'est le Parlement qui décidera », se contentent de répondre les exilés de Taëf quand on leur pose la question. Avant le séisme du 2 août, la « démocratie » koweïtienne avait cela de particulier que 95 % de ses habitants n'avaient pas le droit de vote : les moins de vingt et un ans, les femmes, les étrangers et, entre autres, les naturalisés d'après 1923. Cela changera-t-il ? L'émir et sa famille accepteraient-ils de faire des citoyens à part entière, comme ils sont légion à le réclamer ? « C'est le Parlement qui décidera. »

La révolution koweïtienne, si elle doit avoir lieu, ne sera pas de type nassérien, mais de type « bourgeois ». Trop longtemps éloignés du pouvoir, les commerçants, les hommes d'affaires et les intellectuels ne veulent plus pâtir du malheur de n'être pas nés princes. Ils exigent des Al Sabah quelques droits élémentaires, mais, surtout, qu'ils partagent le pouvoir, donc la richesse.

Que la famille régnante soit prête ou non à se laisser faire — on l'a dit, divisée, — son prestige, qui est réel, n'en sortira pas intact ; elle n'a su ni prévoir ni empêcher l'invasion du Koweït, qu'elle a fui sans gloire. L'un de ses premiers gestes, une fois en lieu sûr, a été de s'assurer les services d'un cabinet de relations publiques d'outre-Atlantique pour « vendre » le Koweït aux États-Unis.

Les Américains, qui ignoraient jusqu'au nom même du pays des Al Sabah, étaient en droit de savoir pour qui et pour quoi leurs « boys » allaient mourir. On leur a parlé du respect du droit international, sans leur dire que le slogan « Koweït libre », auquel les Koweïtiens sont en train de prendre goût, résonnait parfois comme un tiroir-caisse.

BERTRAND LE GENDRE

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BOBIGNY
Par jugement en date du 11 juin 1987, M. B. P. a été déclaré coupable d'avoir détenu et importé des articles de maroquinerie contrefaisant la marque CARTIER. Il a été entre autres condamné à quatre mois de prison avec sursis et à 5 000 F de dommages-intérêts au profit de CARTIER.

TRÉCA
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

CAPELOU
57, AV. DE LA RÉPUBLIQUE, 75011 PARIS TEL: 43 67 40 35 • METRO PASTILLERIE

LA GUERRE DU GOLFE

Les effets de la marée noire

Ryad peut supporter un arrêt momentané de la production d'eau douce

La nouvelle marée noire qui commence depuis le 30 janvier à s'écouler dans le Golfe peut-elle, succédant à la nappes qui descendent depuis une bonne semaine le long de la côte orientale d'Arabie saoudite, menacer l'approvisionnement en eau du pays ? Pas pour l'instant, estiment les spécialistes.

L'Arabie saoudite recourt très largement au dessalement de l'eau de mer pour son alimentation en eau potable, parce que l'eau y est rare et parce qu'elle a les moyens de réaliser et de faire fonctionner des installations de dessalement, au demeurant fort coûteuses.

Actuellement, plus de la moitié de l'eau potable consommée dans le pays, notamment dans les villes de la zone orientale, est fournie par les usines de dessalement : l'agriculture, qui consomme beaucoup plus encore, utilise des puits ou des pompes ; l'industrie a recours en partie à de l'eau usée recyclée.

par conduite depuis Jubail. Celle-ci ne représente que 75 % de l'approvisionnement, le reste étant fourni par pompage à partir d'une nappe souterraine profonde d'eau saumâtre : plusieurs usines de traitement ont été construites à cet effet autour de Ryad, par des industriels français (Degrémont) ou britanniques. En cas de besoin, selon les responsables de la SWCC, ces stations de traitement, dont la capacité dépasse 300 000 mètres cubes par jour, mais partiellement utilisées pour ménager la nappe souterraine non renouvelable, pourraient fournir la moitié de l'eau consommée dans la capitale, voire davantage. Compte tenu des réserves, Ryad pourrait même se passer pendant plusieurs jours de la production de Jubail - plus qu'il n'en est nécessaire pour que - à sa vitesse d'écoulement des jours précédents - la nappe de 60 kilomètres de long, qui devrait atteindre Jubail dans une semaine, ait totalement dépassé la zone.

Il faut cependant ajouter l'effet sur l'alimentation en électricité. Les deux grandes usines de dessalement, avec une capacité de 14,8 millions de MW ont ensemble fourni 11,8 millions de mégawatts-heures en 1990 aux agglomérations de l'est (sur une production totale de 19,8 millions). Selon les experts, notamment ceux de la SIDEM, la marée noire ou provenance du Koweït perturberait sérieusement leur production, si elle ne l'interdit pas. Mais les installations pourraient rapidement être remises en état. Bref, la pollution n'est pas trop grave, à condition qu'elle ne dure pas trop longtemps ou ne se renouvelle pas trop fréquemment.

Menaces sur l'électricité

On compte en Arabie saoudite une vingtaine d'usines de dessalement d'eau de mer. Les trois quarts sont situées sur la côte de la mer Rouge et alimentent les villes de l'Ouest (Yanbu, Djeddah, Médine, La Mecque, Taïf...). Mais on trouve sur la côte du Golfe les deux plus importantes installations dont la capacité a été accrue à plusieurs reprises. Celle de Jubail, surtout, sans doute la plus importante du monde, construite sous la direction de groupes japonais, a produit 301 millions de mètres cubes en 1990 (soit près de la moitié de la production saoudienne), dont les trois quarts vont à la capitale, Ryad. Celle de Khatir, à laquelle a participé la société française SIDEM (Société internationale de dessalement d'eau de mer) a produit 38 millions de mètres cubes en 1990, et alimente la zone voisine - notamment les villes de Dhahran et de Dammam.

Pourtant, il ne semble pas que la marée noire puisse menacer le ravitaillement en eau potable de Ryad, sauf dans le cas d'une pollution durable du Golfe. Des protections ont été prévues pour les prises d'eau sur le Golfe où circulent beaucoup de pétroliers et où les pollutions ne sont pas rares (le Monde du 30 janvier). L'eau est captée à plusieurs mètres au-dessus de la surface et, selon les responsables de la SWCC (Saline Water Conversion Corporation) chargée du dessalement, peut être encore plus profonde.

Surtout, la capitale ne dépend pas totalement de l'eau acheminée

Les répercussions dans le monde

L'aide japonaise sera financée par des emprunts d'Etat et des augmentations fiscales

Le gouvernement japonais a arrêté jeudi 31 janvier les modalités du financement de la contribution de 9 milliards de dollars qu'il s'est engagé à verser pour soutenir les alliés dans la guerre du Golfe. Ces mesures seront soumises au Parlement à partir du 20 février.

TOKYO

de notre correspondant

Le déboursement de la contribution japonaise aura un effet pratique nul sur le taux de croissance. Reste à la financer. Le gouvernement a décidé d'agir en deux étapes : en procédant d'abord à l'émission de titres d'Etat à court terme, puis à une augmentation provisoire des taxes sur le pétrole et de l'impôt sur le revenu des sociétés. Un accroissement de la fiscalité sur les tabacs a été également décidé, mais il sera plus long à mettre en place car il faudra modifier les machines de vote automatique.

Premier problème : pour émettre ces « emprunts de guerre », les premiers depuis la défaite de 1945, le gouvernement doit obtenir l'approbation du Parlement. Compte tenu de la majorité dont dispose au Sénat une opposition en principe hostile à cette contribution, un vote favorable devra être laborieusement négocié.

Deuxième problème : cette émission va à l'encontre du principe d'austérité auquel paraissent jusqu'à présent attachés le ministère des finances, soucieux de rétablir l'équilibre des finances publiques. « La situation est très délicate », estime le ministre dans son rapport annuel : la dette publique s'élèvera à 200 000 milliards de yens à la fin de l'année fiscale 1990 (mars 1991), soit 47,3 % du PIB.

300 francs par Japonais

L'objectif du ministère était de réduire de 8,4 % en 1990 à 5 % en 1991 la part des emprunts dans le financement du déficit budgétaire. La dette cumulée des emprunts

d'Etat depuis 1975 s'élève à 160 000 milliards de yens (soit 1 100 milliards de dollars). L'émission des « emprunts de guerre » ne représentera certes que 0,5 % du total mais, compte tenu des émissions déjà prévues pour 1991, le montant de la dette financée par les émissions de titres sera 2,4 fois supérieur aux revenus de l'Etat à la fin de l'année fiscale prochaine. Le service de la dette pour 1991 s'élèvera à 15 800 milliards de yens, soit 25 % du budget.

Troisième problème : l'augmentation des taxes (doublement de l'impôt sur le pétrole et augmentation de 3,2 % pendant un an de l'impôt sur les sociétés) suscite l'opposition des partis de gauche, de l'opinion publique et des milieux d'affaires. Elle se traduira par 10 000 yens supplémentaires (environ 300 F) pour chaque citoyen, soit le montant déjà consacré par chacun d'eux à l'aide au développement.

Le prix du paquet de cigarettes augmentera de 10 yens. Une mesure qui suscite - ce qui ne manque pas de sel étant donné les pressions de

Washington pour que le Japon soutienne davantage leur effort de guerre - un tollé de la part des fabricants américains de cigarettes.

Beaucoup de Japonais sont mécontents et exigent de savoir comment sera employé le sacrifice qu'on leur demande. Dans le cas où la guerre durerait plus de trois mois, il y a de fortes chances que les Etats-Unis demandent une nouvelle contribution à Tokyo. Cette fois, il sera encore plus difficile de la faire assumer au contribuable.

Les milieux d'affaires pensent que, compte tenu des difficultés qu'ils rencontrent (chute des profits des entreprises, resserrement du crédit), ce n'est pas le moment d'augmenter la pression fiscale sur les sociétés. Une réduction de 1 % des frais de fonctionnement de l'administration permettrait de financer la moitié de la contribution japonaise, a récemment avancé le nouveau président du Keidanren (patronat), M. Gaishi Hiraiwa.

PHILIPPE PONS

Au dernier congrès du PCI à Rimini

Les communistes demandent le retrait immédiat des forces italiennes du Golfe

Dès avant sa naissance officielle qui aura lieu, dimanche 3 février, à l'issue du vingtième et dernier congrès communiste, le nouveau Parti démocratique de la gauche (PDS) s'est aligné, jeudi 31 janvier, à Rimini, sur la position non interventionniste préconisée par l'aile la plus dure de l'ancien PCI.

RIMINI

de notre envoyé spécial

« Arrêtez le massacre ! Rappelez immédiatement les forces italiennes du Golfe ! » M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti jusqu'à l'élection prochaine de nouvelles instances dirigeantes, l'a affirmé avec force : « Nous appellerons immédiatement le gouvernement italien à faire sienne notre proposition d'une trêve unilatérale et à transmettre cette invitation à l'ONU et à la Communauté européenne. » Dans l'esprit de M. Occhetto, une suspension « même temporaire » des combats pourrait permettre à la Communauté européenne, aux pays arabes ou aux non-alignés « de reprendre l'initiative » et d'exercer « une pression sur Saddam Hussein ». Il n'a pas précisé les moyens non militaires qui pourraient être employés pour contraindre l'Irak à lâcher sa proie koweïtienne, mais

sous les acclamations des congressistes, il a néanmoins formellement invité le Conseil de sécurité des Nations unies à déclarer simultanément, avec l'annonce d'une trêve des combats, « son intention de convoquer au plus tôt une conférence sur le Moyen-Orient ».

Dans un premier temps, toutefois, le PCI, qui vit en principe son vingtième et ultime congrès sous l'étiquette communiste (le Monde du 1^{er} février), appelle le gouvernement italien « à soutenir la plate-forme proposée cette semaine conjointement par les Etats-Unis et l'URSS ». De nature à parer la menace de scission brandie avant le congrès par l'aile gauche du PCI, cette position résolument pacifiste qui risque, à l'avenir, de mécontenter sérieusement la faction plus réformatrice et social-démocrate du parti (environ 10 % de l'électorat communiste), s'accompagne bien évidemment d'une rhétorique sans faille contre le « dictateur irakien ». Tour à tour qualifié d'« arrogant, violent, criminel, odieux », l'attitude du président Saddam Hussein est fermement condamnée. Le PCI, rappelle-t-il, avait approuvé l'embargo décidé par les Nations unies contre l'agresseur, mais s'était, en revanche désolidarisé de l'ultimatum lancé à l'Irak pour le 15 janvier.

« La guerre est une aventure sans retour », s'est écrié M. Occhetto.

citant par deux fois le pape Jean-Paul II, dont il a loué au passage la « sagesse ». Clin d'œil aux catholiques, invités à abandonner la Démocratie chrétienne pour rejoindre en masse le nouveau PDS ? Sans doute, mais la position du secrétaire général vis-à-vis du conflit n'est pas de pure tactique électorale. Elle puise sa substance dans la tradition antimilitariste et anti-américaine d'un parti que certains avaient cru en stade terminal et qui, au contraire, a dénoyé une grande vitalité dans des habits presque neufs.

Pour M. Occhetto, la guerre est certes de la responsabilité du gouvernement irakien, mais « le complexe militaro-industriel » des Etats-Unis a également, selon lui, joué un rôle dans le déclenchement des hostilités. En attendant, tant dans les développements politiques qu'économiques de son long discours émaillé de sommaires références anticapitalistes, M. Achille Occhetto semble avoir donné raison à ceux qui prétendaient que la transformation du PCI en PDS ne relevait, au fond, que d'un changement d'étiquette. Le premier commentaire, jeudi soir, de M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste italien, chargé d'instruire le dossier concernant l'éventuelle entrée du PDS dans l'Internationale socialiste, a d'ailleurs été fort négatif.

PATRICE CLAUDE

M. Le Pors en solitaire

M. Ancel Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, qui fait partie, avec M. Charles Fitaam, des principaux animateurs du courant « refondateurs » du PCF, a été invité à titre privé comme l'ont été d'autres contestataires, et, en particulier, l'un des autres anciens ministres communistes, M. Marcel Rigout, animateur des « restructeurs », qui a, lui, ses distances avec les instances nationales du PCF.

La présence de M. Le Pors en Italie risque de provoquer quelques remous à l'intérieur du PCF, qui a envoyé sur place une délégation officielle conduite par M. Maxime Gremetz. Il semble d'ailleurs que M. Le Pors ait accepté cette invitation pour tester, justement, la volonté d'« ouverture » affirmée par M. Marchais, au début de l'année, au terme du vingt-septième congrès du PCF.

Depuis le début des hostilités

Soixante-dix attentats ont été commis dans le monde contre des intérêts alliés

De nouveaux attentats ont eu lieu jeudi 31 janvier contre des intérêts des membres de la coalition anti-irakienne au Yémen, au Pérou ou au Chili.

Trois attentats dirigés contre les pays de la coalition se sont produits jeudi 31 janvier à Sanaa, la capitale du Yémen : des rafales d'armes automatiques ont été tirées sur l'enceinte de l'ambassade des Etats-Unis, une bombe a explosé dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur du Japon, et une grenade a été lancée dans celle de l'ambassadeur de Turquie. Ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, n'avaient pas été revendiqués vendredi 1^{er} février en fin de matinée.

L'action de « groupes locaux »

Des attentats ont également eu lieu en Amérique latine : à Santiago (Chili), une bombe incendiaire a endommagé les bureaux de la banque américaine Chase Manhattan, et trois obus de mortier ont été tirés, vendredi 1^{er} février à l'aube, contre l'ambassade des Etats-Unis à Lima (Pérou).

Selon la police, ce dernier attentat serait l'œuvre du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui a revendiqué, mercredi 30 janvier, la destruction, à

Lima, d'un monument à la gloire du président John Kennedy et l'explosion de deux bombes incendiaires dans les locaux de l'Institut culturel américano-péruvien.

Deux autres attentats, le MRTA, qui apporte son « appui militant au peuple arabe », accuse les Etats-Unis de « violer la libre détermination des peuples ».

Selon le département d'Etat américain, soixante-dix attentats ont eu lieu contre des intérêts des membres de la coalition anti-irakienne depuis le déclenchement de la guerre, le 17 janvier.

Ces attentats ont fait deux morts : un gardien de banque, décédé lors de l'explosion de la Fransabank à Bagdad, le 23 janvier, et un poseur de bombe italien, tué par son propre engin à Manille (Philippines) le 19 janvier.

Selon M. William Baker, qui dirige le département d'investigation criminelle du FBI, seuls trois de ces attentats émaneraient directement d'agents irakiens. « La plupart ont été perpétrés par des groupes locaux dont les liens avec l'Irak ne sont pas établis », a affirmé M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat.

« Alliée fidèle », la Turquie réaffirme ses ambitions européennes

LA HAYE

de notre correspondant

Dans un éditorial publié mercredi 30 janvier par le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, l'ambassadeur de Turquie à La Haye, M. Bişgin Uoan, affirme que « la Communauté européenne a pu constater qu'en période de crise elle pouvait se reposer sur la Turquie », qui est « un allié fidèle », ce même temps qu'un « maillon solide dans la protection de la sécurité en Europe ».

En conséquence, les Doyens « ne peuvent plus [la] maintenir à distance, dès lors qu'il s'agit de son adhésion pleine et entière à la Communauté ». « Imaginez », dit le diplomate, « que la Turquie ait adopté, dans la crise du Golfe, une attitude hésitante ou qu'elle ait choisi l'autre camp : cela aurait été désavantageux pour l'Europe ». Et M. Uoan de constater : « L'Ouest s'efforce de la Turquie pour son attitude déterminée et l'encourage à continuer (...). Mais on ne peut pas, d'un côté, continuer à nous complimenter et, de l'autre, garder fermée la porte de la CEE ».

L'ambassadeur turc ignore pas que la Communauté ne souhaite pas s'élargir avant le 1^{er} janvier 1993. Il sait aussi que l'adhésion de son pays « ne se fera pas du jour au lendemain ».

Mais Ankara, estime-t-il, a le droit de savoir dans quel délai l'intégration de la Turquie pourrait

devenir réalité. A propos de la guerre du Golfe, M. Uoan dément que la Turquie ait des visées sur une portion du territoire irakien : « Nous ne cherchons pas l'aventure et nous n'avons aucunement l'ambition d'agrandir notre territoire ».

Participation néerlandaise à la défense aérienne

se dit par ailleurs convaincu que Saddam Hussein n'ouvrira pas un second front. L'OTAN a néanmoins décidé de renforcer le dispositif de protection aérienne dans la région frontalière avec l'Irak. A sa demande, les Pays-Bas vont déployer en Turquie deux escadrons de défense anti-aérienne, habituellement stationnés en Allemagne. Quelques cent-cinquante militaires néerlandais partiront « à court terme », équipés de deux batteries de missiles air-sol Hawk, qui peuvent détruire les avions ennemis volant à une distance de 35 kilomètres et à une altitude de 15 kilomètres.

L'emplacement définitif du détachement néerlandais est l'objet de pourparlers avec les autorités d'Ankara. Mais il est probable que les batteries de missiles Hawk seront installées à côté des batteries de missiles Patriot déployées par les Pays-Bas sur la base de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Ces équipements peuvent être intégrés au réseau du radar.

CHRISTIAN CHARTIER

En Espagne, polémique entre socialistes et communistes sur la participation au conflit

MADRID

de notre correspondant

La guerre du Golfe est en passe de déteindre sérieusement les relations entre socialistes et communistes espagnols. Depuis le début du conflit, la coalition Gauche Unie, dont la principale composante est le PC, est la seule des grandes formations politiques nationales à avoir clairement pris position contre l'envoi de avions espagnols dans la zone. Son président, M. Julio Anguita, s'est résolument érigé en porte-parole des mouvements pacifistes, dont l'impact sur la population est indéniable. Ce qui lui a notamment valu de se retrouver aux côtés du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avec les principaux leaders de l'opposition pour les informer des derniers développements du conflit.

Dans ce contexte, la polémique entre Gauche Unie et socialistes est désormais centrée sur le thème délicat de la désertion. Les principaux responsables de la coalition communiste ont multiplié ces derniers jours les promesses d'« appui social, juridique et politique » à tous ceux qui « refusent de collaborer à toute intervention militaire de notre pays ». Les socialistes ont pu en tirer qu'il s'agit là d'une question sensible aux yeux de l'opinion publique. Nombre d'Espagnols se sont indignés de voir envoyer dans le Golfe non seulement des professionnels de la marine, mais aussi de simples conscrits. Le gouvernement n'a finalement réagi par l'inter-

médiaire de son ministre de la défense, M. Narcis Serra. Habituellement connu pour sa circonspection, M. Serra, dans une intervention à la télévision, n'a pas mâché ses mots. Il a accusé la Gauche unie d'inciter à « commettre un délit » et d'être ainsi coupable d'un acte d'une « énorme gravité politique », qui « mine les fondements mêmes de l'Etat de droit ».

Ce qui a provoqué, a conclu le ministre, « la rupture de la confiance du gouvernement dans ce parti politique, dont il n'est pas sûr qu'elle pourra se rétablir dans le futur ».

La réponse de la Gauche unie a été sur le même ton. Ses dirigeants ont accusé le ministre de « mentir de manière éhoulante » dans sa présentation des faits et ont mené de porter plainte devant les tribunaux. Ils ont assuré qu'ils n'avaient nullement appelé à la désertion, mais simplement offert leur appui à ceux qui « prennent une telle décision en leur âme et conscience ».

La Gauche unie a également annoncé qu'elle allait demander la modification de la loi actuelle sur l'objection de conscience, afin qu'elle reconnaisse aussi le droit à l'objection aux jeunes gens déjà sous les drapeaux. Une modification qui, dans les circonstances actuelles, conduirait sans doute nombre de conscrits appelés dans le Golfe à se déclarer sur-le-champ objecteurs !

THIERRY MALINIAK

هکلی من الاصل

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Si Pierre Cornille était encore de ce monde, il tiendrait un sujet digne de lui avec le départ de M. Jean-Pierre Chevènement de son poste de ministre de la défense. Tous les éléments d'une tragédie y sont réunis et bien dans le goût du maître de Rouen : à commencer par la guerre, toile de fond obligée d'une bonne pièce dans le style tragique. Sans oublier ces empoignades de tête ou sa collette à l'âme, le cœur, la raison ; et la crainte de trahir, et la souci d'être fidèle.

Où est le trahison ? Où, la fidélité ? Quels sentiments doivent l'emporter, l'émotion ou les convictions ? Peut-on échapper à la trahison de l'un ou des autres lorsqu'il devient impossible de ne pas choisir ? Quo commande la fidélité lorsqu'elle rassemble des exigences à ce point tyranniques ? Le dilemme, ce maître mot de la tragédie, qui unit alors les plus célèbres rivaux du théâtre français, Cornille et Racine : le dilemme, maître mot, aussi, de la vie politique, a réclamé ses droits : qu'il soit tranché.

Décider est par nature un acte de courage (courage, autre repère du vocabulaire tragique), à plus forte raison quand il aurait été possible de s'en abstenir, rien n'empêchait M. Chevènement de faire taire ses inquiétudes et ses objections publiques, de devenir (ou de le feindre) un docile ministre de la guerre se conformant à la voix des sondages pour s'en faire un paravent.

Au contraire, invoquer la République pour se détacher de celui qui la préside, courir le risque de déplaire ; si l'on veut bien convenir que ce n'est ni une provocation ni une insolence ; que le trahison, de l'Etat ou de son chef, est exclue, s'en aller ne manque pas de panache, que Cornille nommait gloire. Il est assez fait reproche aux ministres de consentir à tout afin de conserver leur poste et les petits agréments qui y sont attachés pour que l'on puisse remarquer celui qui s'est résolu à une autre voie. Ce n'était pas si simple.

D'AUTANT que, ce faisant, il y a plus de coups à recevoir que d'éloges à entendre. S'il en est, de ces derniers, ils sont de l'ordre de l'hypocrisie, qu'ils viennent de l'opposition de droite, toujours encluse de l'apprit d'église, ou qu'ils émanent d'un Parti communiste dont les compliments relèvent de la meilleure tradition jésuite.

Cette démission-là n'ayant bien sûr rien à voir avec la précédente, l'avenir, au moins le plus proche, c'est l'isolement et l'exclusion pour longtemps, sinon pour jamais dans la situation actuelle, de toute fonction de gouvernement. Quant au « long terme », celui pour lequel, fièrement, on « prend date », il est riche de doutes et de dangers, plutôt que de certitudes.

De là à supposer que ce geste est « gratuit », il n'y a qu'un pas. Franchissons-le. Ne serait-ce que parce qu'il ne fera pas valoir d'un iota la politique de la France en ces circonstances, qu'il ne compromet rien, qu'il ne nuit à rien, passé la vague de l'événement. Au contraire, pourrait-on penser, en glissant un œil vers le profil de M. Pierre Joxe, s'il se

peut plus douter pour ce poste que pour le précédent. Ensuite, parce qu'il serait tout à fait absurde d'imaginer M. Chevènement prenant la tête des pacifistes, ce moine, ou devenant le 78^e signataire de ce groupe dit des « 75 » qui veut faire bégyer l'histoire en sortant une demi-copie du « manifeste des 121 » contre la guerre d'Algérie. Comme s'il y avait des points communs entre la guerre d'Algérie et la guerre du Golfe ; l'une, quoi qu'on en ait, franco-française, l'autre, sinon mondiale, du moins « mondialisée ».

A ceci près que, même « simple », la guerre d'Algérie a montré aux Français, pour ceux qui pourraient s'en souvenir, qu'une guerre ne se termine pas sur un claquement de doigts, qu'il ne suffit pas de souhaiter un cessez-le-feu pour qu'il intervienne dans les vingt-quatre heures ; autrement dit que, la guerre déclenchée, il est tout à fait vain d'être « comra », la question étant de savoir comment en sortir et non plus d'y être favorable ou hostile.

Chevènement

Faut-il rappeler (pour s'appuyer sur une comparaison après l'avoir écartée) que, entre le moment où Charles de Gaulle parle officiellement de l'autodétermination de l'Algérie et le moment où sont signés, en 1962, les accords d'Evian, il s'écoule trois années. Encore y avait-il à l'époque une volonté commune des adversaires. S'ils divergeaient sur les modalités du passage à l'indépendance, le principe en était acquis de longue date. On peut pas vraiment en dire autant aujourd'hui de M. Saddam Hussein et des forces alliées.

SAIT-ON seulement pour quoi l'on se bat ? Le rétablissement de la souveraineté intérieure et extérieure du Koweït ? Le retour au statu quo ante ? Même cela n'est pas certain, au moins du côté français, si l'on veut bien s'en rapporter aux fameux « tout est possible » de M. François Mitterrand, le 24 septembre, à la tribune des Nations unies, si « l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes ». Et voici que Soviétiques et Américains paraissent faire leur cette proposition selon laquelle une promesse de retrait vaudrait retrait.

Fait-on la guerre pour abattre le dictateur de Bagdad ? Pour rétablir les Etats-Unis dans leur mission de gendarme du monde, ainsi que la promet sans vergogne M. George Bush dans son message sur l'état de l'Union ? Fait-on la guerre pour les pétroliers, si ce n'est pour les gnomes de Zurich ? A mesure que passe le temps, ce temps qui a priori joue en faveur de M. Saddam Hussein, la confusion grandit sur les buts de la guerre.

OR, de toutes les entreprises politiques, la guerre est la plus compliquée. Il y a fait des objectifs clairs et simples, compréhensibles. Les conséquences peuvent ne pas l'être (ainsi qu'on l'a vu après les deux premières guerres mondiales), les buts le doivent. Pour conserver le soutien de l'opinion,

pour préserver la qualité du moral des troupes.

La paix peut se permettre d'être tortueuse et emphigourique – et Dieu sait que la vie politique intérieure française le démontre au-delà du raisonnable. – la guerre ne le peut pas. Ce n'est pas par hasard si l'on accuse les militaires d'avoir un vocabulaire réduit à deux mots : « affirmatif » et « négatif ». C'est le minime du métier.

En quoi on ne cesse de voir que la facette militaire du conflit est, pour partie, accessoire. Tout aussi importante est sa facette psychologique (le célèbre « viol des foules ») que traduit (que trahit ?) la presse, dont les militaires guident le main, l'oreille et le regard.

Pourtant, eussent-ils encadré – restons courtois – que soit l'information, aussi obsédante que soit l'ultra-pédagogique image américaine de la guerre, rien ne pourra empêcher que filtre l'idée d'une guerre confuse, où l'on s'bat et aux côtés de qui.

Car quand on songe que la guerre, dont tous les effets sont éparpillés aux ressortissants civils des nations alliées occidentales, est déjà dite « longue » alors qu'elle ne dure que depuis quinze jours, on se demande quelle épithète il va falloir découvrir ou inventer quand elle aura duré trois mois, quand elle aura duré...

Ces questions sont sans valeur à côté de cette évidence que la guerre est une roue à crémaillère : le retour en arrière est impossible. Si l'on ose dire, la guerre vit sa propre vie et, sur elle, les hommes, fussent-ils gouvernants, n'ont pas autant de pouvoirs qu'ils le croient et qu'ils le devraient.

P.S. – L'« Amateur » du 19 janvier (« Métronome ») craignait que la détention d'armes ne soit hissée, en France, à la hauteur d'un droit de l'homme. A ce propos, M. Pierre Montagnon, de Paris, écrit ceci : « Que les citoyens d'une nation aient subi, durant quatre ans, la poids de la barbarie nazie, prennent, devant les armes, un air de virginité effarouchée me stupéfie toujours. Le premier de nos droits abol par les Allemands, en juin 1940, dans l'heure même de leur arrivée, fut précisément celui de conserver une arme. Sous peine de mort ! Comment pour-on l'oublier ? »

« Les nazis ou leur équivalence ne seront plus jamais les maîtres ? Qu'en savez-vous ? Déjà, certains vous considèrent (votre « Journal » du 2 juin 1990) comme « un salaud et un traître ». Supposez que ceux-là soient un jour au pouvoir. Que feriez-vous s'ils venaient frapper à votre porte ? Vous laisseriez-vous arrêter tranquillement, dans l'attente d'un nécessaire renversement du cours de l'histoire ? Vous donneriez-vous l'intense satisfaction de cracher à la figure de ces nazis, avant de succomber sous leurs crosses ? Ou sauteriez-vous par la fenêtre ? »

Des personnalités s'attendent les parlementaires socialistes pacifistes. – Une trentaine de personnalités viennent de signer un texte de soutien aux parlementaires socialistes qui ont voté contre « cette sale guerre du Golfe ». Dénonçant l'annexion du Koweït comme un « acte de barbarie », les signataires s'élèvent contre la « barbarie généralisée » que constitue les bombardements alliés et ils se demandent si les parlementaires PS anti-guerre ne sont pas « porteurs de la morale du socia-

lisme en considérant que l'autodétermination des peuples est le seul fondement véritable du droit international ». Parmi les signataires figurent notamment MM. Didier Dacineux, Thierry Jonquet, Gilles Perrault, écrivains proches de M. Alain Krivine (LCR, trotskiste), les dessinateurs Cabu, Loup, Sini, Cédric, ainsi que MM. Roland Castro et Félix Guattari.

« Rassemblement des pacifistes du Forum. – Les responsables du Forum pour une paix juste au Moyen-Orient organisent un rassemblement, samedi 2 février, à partir de 14 heures, sur la place de

la Madeleine à Paris au cours duquel se déroulera une « action spectaculaire et non violente ». Les pacifistes du Forum ont annoncé, jeudi 31 janvier, leur intention d'organiser, chaque samedi à partir du 9 février ou rassemblement contre la guerre du Golfe à proximité de l'église Saint-Eustache, au Forum des Halles. Coordonné par le soutien des Verts, de l'AREV (Alliance rouge et verte), des reconstructeurs et des rénovateurs communitaires, du MRAP, de l'Association France-Palestine et de la CIMADE.

« L'Appel des 75 » lance une campagne de télégrammes pacifistes. – Les représentants de « L'Appel des 75 » contre la guerre du Golfe, qui se sont réunis, jeudi 31 janvier à Paris, ont décidé de lancer une campagne tendant à faire parvenir un million de télégrammes pacifistes au président de la République. Le texte actuel de ce télégramme indique : « Avec les 75, je dis : Arrêtez la massacre. Halte à la guerre ! » Ces télégrammes seront remis à la présidence de la République le 16 mars.

Jamais, les médias n'avaient déployé de tels moyens pour nous faire suivre une « guerre en direct ». Jamais, pourtant, nous n'avons été aussi mal informés. Car, pour Saddam Hussein comme pour George Bush, l'information est une arme trop importante pour être laissée aux mains des journalistes. Images censurées, « porte parole » silencieux, explications embarrassées, pronostics aussitôt démentis, bribes de vérités... qui n'en sont pas. Tout est fait également pour minimiser l'action des « Résistants pour la paix » qui s'opposent à la guerre et recherchent des solutions réalistes au conflit. Une gigantesque manipulation est à l'œuvre, interdisant à l'opinion publique de comprendre les pourquoi et les comment, de peser sur l'après.

Manipulation Médias
démontre les mécanismes de LA MANIPULATION
Chez les marchands de journaux ou à T.C.
49, rue Polakowski,
75009 Paris. Tél. 42.46.37.50.
Prix : 15 F.

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS A PARIS 104.7 FM

AGEN-PROVENCE 104.8 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	MARSEILLE 104.8 FM	REIMS 104.7 FM
AMBIENS 104.7 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	METZ 105.3 FM	RENNES 104.7 FM
ANGERS 104.7 FM	DIJON 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM
ARCACHON 104.7 FM	GAP 105.5 FM	MORLAIX 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM
AUXERRE 104.4 FM	GRENOBLE 104.8 FM	NANCY 105.5 FM	ST-MALO 104.7 FM
AVIGNON 94.9 FM	GUERET 88.7 FM	NANTES 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM
BOYONNE 105.1 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	NEVERS 104.6 FM	TOULON 104.7 FM
BESANCON 104.9 FM	LAMAL 104.7 FM	NIMES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
BEZIERS 96 FM	LE HAVRE 104.7 FM	ORLEANS 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
BIARRITZ 105.1 FM	LE MANS 104.7 FM	PAU 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
BORDEAUX 104.7 FM	LILLE 92 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	VALANCE 105.9 FM
BREST 104.7 FM	LYMOGES 104.7 FM	POTTERS 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
CHALON S/S 106.7 FM	LORIENT 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	
CHAMBERY 97.6 FM	LYON 104.6 FM		

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
L'information en continu

L'ODYSSÉE DE L'ESPÈCE !

2100
récit du
prochain siècle

12 milliards d'humains
La révolution de l'intelligence
Le siècle de la femme
Les cités marines
Les sauvages urbains...



700
chercheurs
présentent une
vision globale
et cohérente
de l'évolution
du monde
tout au long
du prochain
siècle.

604 pages tout en couleurs 195 F

Payot

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions en France

M. Rocard se propose d'améliorer l'information des parlementaires

Sans écarter formellement une nouvelle session extraordinaire du Parlement, demandée par les présidents des groupes RPR et PC de l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard a proposé, jeudi 31 janvier, l'ouverture des commissions à tous les parlementaires qui souhaitent y participer, et même, « en tout ou partie », à la presse.

A l'exception de ceux qui représentent des agglomérations dotées du câble et qui peuvent donc recevoir, comme les principaux dirigeants des pays engagés dans la guerre du Golfe, les images et les commentaires de la chaîne américaine CNN, les députés et les sénateurs se trouvent, dans leur département, aussi peu informés que leurs concitoyens pour répondre aux questions souvent précises dont ils font l'objet. A ce sentiment d'impuissance, d'autres ajoutent le fait qu'il ne faudrait pas donner l'impression à l'opinion que le Parlement est en vacances pendant que les soldats français font la guerre au Proche-Orient.

C'est pour tenir compte de ces réactions, notamment, que le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, et son homologues du RPR, M. Bernard Pons, avaient réclamé la tenue d'une session extraordinaire, en vertu de l'article 29 de la Constitution. Celui-ci prévoit que « le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du

premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé ».

« Depuis l'ouverture des hostilités dans la région du Golfe, les Parlements des principaux pays de la coalition siègent en permanence. (...) Il est regrettable que le Parlement français ne puisse, dans les mêmes conditions, bénéficier d'une information officielle et qu'il soit également privé de toute possibilité de débat », avait affirmé M. Pons, après avoir suggéré, dans un premier temps, que le Parlement soit réuni une journée par semaine pendant toute la durée du conflit.

Une solution pragmatique

Après avoir consulté les autres présidents de groupe de l'Assemblée nationale, M. Rocard a préféré opter pour une solution à la fois plus pragmatique et moins risquée. Le mécanisme proposé « consisterait en des réunions de commission qui, sur décision des organes compétents, pourraient être ouvertes à tous les parlementaires, voire, en tout ou partie, à la presse ».

Les membres du gouvernement pourraient être entendus par ces commissions élargies. « Si cette formule ne donnait pas satisfaction et qu'une session extraordinaire apparaisse comme largement souhaitable, je reconsidérerai aussitôt l'opportunité, au vu des circonstances, d'en faire la proposition au président de la

République », ajoute le premier ministre dans une lettre rendue publique dans la soirée de jeudi.

Dans la journée, le président du groupe UDF, M. Pierre Méhaignerie, avait estimé qu'une réunion du Parlement n'apporterait rien de plus que les rencontres organisées chaque semaine, à l'hôtel Matignon, avec les présidents des différents groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat. M. Méhaignerie souhaiterait, en revanche, qu'une session extraordinaire soit consacrée ultérieurement à « la préparation de l'après-guerre ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF, affirmait de son côté : « Est-ce vraiment opportun d'établir de nouvelles divisions alors que l'hypothèse Chevenement vient seulement d'être levée ? Au moment où l'union est requise au front, il ne me paraît pas souhaitable de laisser apparaître des fissures dans la cohésion nationale ».

Enfin, au terme de la réunion de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui a entendu le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, jeudi pendant près de deux heures, M. Jean-François Deniau (UDF, Cher) a exprimé le vœu qu'il puisse y avoir des réunions communes des commissions des affaires étrangères et de la défense nationale, en présence des deux ministres concernés.

J.-L. S.

Les dirigeants du PS veulent éviter tout clivage entre partisans et adversaires de la guerre

Les dirigeants socialistes ont décidé de contourner le problème posé par la démission de M. Jean-Pierre Chevènement. Le comité directeur du PS, réuni samedi 2 février, ne devrait pas voir les amis de l'ancien ministre de la défense s'opposer à la direction du parti, encore qu'ils ne soient pas sûrs de voter le texte qui leur sera proposé. Le bureau exécutif s'est accordé, d'autre part, jeudi 31 janvier, sur une formule constante que « s'étant rangé au côté de Saddam Hussein », l'OLP avait « perdu une grande partie de sa crédibilité internationale ».

Les dirigeants socialistes ont opté pour le maintien du statu quo. Ainsi donc, M. Chevènement a quitté le gouvernement pour des « raisons de fond », comme il l'a écrit le 29 janvier à M. François Mitterrand, mais ces raisons ne provoqueront, jusqu'à nouvel ordre, aucune rupture, au sein du PS, entre les amis de l'ancien ministre de la défense et ceux qui réaffirment leur soutien total à la politique du président de la République. Socialisme et République, le courant dont M. Chevènement est le chef de file, a décidé de remettre à la semaine prochaine, après la réunion, samedi 1^{er} février, du comité directeur du parti, la

publication d'un texte expliquant sa position. Les autres courants sont convenus de soumettre au comité directeur une déclaration qui n'est pas destinée à provoquer un clivage avec les amis de l'ancien ministre.

Amortir le cahot

« M. Chevènement a appliqué la politique du président de la République avec, je crois, loyauté », a déclaré M. Pierre Mauroy après la réunion du bureau exécutif, jeudi 31 janvier. Le premier secrétaire a ajouté : « Il a adressé au chef de l'Etat une lettre qui manifeste un certain désaccord politique. Il appartient à Socialisme et République d'apprécier cette situation et à chacun de ses membres, puisqu'ils sont divisés, de se déterminer ». M. Mauroy a précisé qu'il n'avait « pas l'intention », lors de la réunion du comité directeur, de « déposer un texte particulier », ni d'« essayer de tirer les conséquences » du geste de M. Chevènement, dont les amis, a-t-il observé, ne souhaitent pas, de leur côté, provoquer à cette occasion un « débat d'orientation politique ».

Cette façon d'amortir le cahot que représente le départ de M. Chevènement a plusieurs explications. Pour les dirigeants du PS, l'impératif prioritaire reste d'éviter la formation au sein de leur parti de deux « camps », qui seraient, par conséquent, l'un com-

me belléciste. Au moment où l'Irak s'efforce d'entraîner la coalition qui lui fait face dans une bataille terrestre meurtrière qui donnerait un visage moins béni à la guerre, la majorité du PS, ayant approuvé l'ouverture des hostilités, craint une évolution de l'opinion, qui lui reprocherait d'avoir joué avec le feu. Son souci est, donc, de conserver un lien avec les adversaires de la guerre, afin de montrer que les socialistes dans leur ensemble ne s'y étaient résignés, le 15 janvier, que contraints et forcés par l'attitude de l'Irak, et avec une réprobance partagée par tous.

Cette majorité, d'autre part, est formée de plusieurs courants, qui n'ont pas forcément intérêt à mettre fin à la « synthèse » mise en place après le congrès de Rennes, en mars 1990. Le problème se pose particulièrement pour les deux groupes, issus de l'ancien courant mitterrandiste, c'est-à-dire M. Laurent Fabius et ses amis, d'un côté, M. Lionel Jospin et les siens, de l'autre. Les ex-mitterrandistes se retrouvent, en effet, sur une position semblable face à la guerre du Golfe. Un clivage avec les adversaires de celle-ci obligerait les fabiusiens et les jospiniens à se rapprocher plus qu'ils ne le souhaitent. Aussi les uns et les autres évitent-ils soigneusement de trop s'avancer dans la dénonciation de ceux qui s'opposent, depuis le 15 janvier, au choix majoritaire.

Une illustration anecdotique de cette attitude a été donnée, jeudi soir, lors de la réunion de la commission exécutive de la fédération de Paris, qui devait, entre autres choses, désigner le candidat du PS à l'élection sénatoriale partielle du 10 février. M. Didier Motchane, l'un des principaux animateurs de Socialisme et République, initiateur des positions prises par ce courant depuis six mois, ayant déposé sa candidature, les fabiusiens ont laissé aux jospiniens la charge de s'y opposer en votant contre. M. Motchane a été désigné grâce aux 26 voix de son courant, avec 17 voix contre, tandis que 7 membres de la commission choisissent de voter blanc et que les fabiusiens et les rocardiens - 29 au total - refusent de prendre part au vote.

La crédibilité de l'OLP

Les amis de M. Chevènement argumentent de cette situation pour justifier, eux aussi, leur « retenue ». Pourquoi s'affirmerait-ils à la direction du parti l'occasion de firmer une majorité contre eux, alors qu'il est bien plus profitable, de leur point de vue, de maintenir la situation de non-majorité issue du congrès de Rennes ? C'est l'argument qu'a mis en avant, au bureau exécutif, M. Pierre Guidon, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS et principal représentant de Socialisme et République dans les organes dirigeants du parti. M. Guidon a précisé que son courant est prêt à voter un texte commun au comité directeur, à condition qu'il n'ait pas de caractère « rétroactif », et il a accepté de faire partie du groupe de travail chargé de rédiger ce document. Ce groupe s'est réuni une première fois jeudi après-midi et doit se retrouver samedi matin.

M. Guidon a saisi l'occasion de déplacer le débat que lui donnait le bureau exécutif, la déclaration faite en Israël par M. Mauroy sur la situation de l'OLP. Le responsable des relations internationales a souligné les inconvénients que comporterait selon lui, pour la diplomatie française dans la région, les appréciations du premier secrétaire sur le fait que l'organisation palestinienne, en soutenant la politique de l'Irak, se serait « déconsidérée » et ne pourrait plus se présenter, en tant que l'« interlocuteur unique » face aux Israéliens (le Monde du 31 janvier).

Après discussion, le bureau exécutif est convenu d'une formule constante que l'OLP a « perdu une grande partie de sa crédibilité internationale ». Présentant cette position à la presse, M. Mauroy a ajouté : « L'OLP peut-elle prétendre devenir l'interlocuteur unique ? C'est la question que nous avons posée à Jérusalem. Nous sommes dans un conflit. Qu'est-ce qui surviendra après ce conflit ? Personne ne peut le savoir ».

Ce qui est vrai de la situation au Proche-Orient l'est tout autant de la situation interne au Parti socialiste.

PATRICK JARREAU

Un siècle de débats

Les socialistes et le monde arabe

A la fin du dix-neuvième siècle, un socle commun réunit la grande majorité des socialistes au sujet de l'Orient. Il comprend, certes, la critique des excès de la colonisation « capitaliste », mais il s'organise, surtout, autour de l'idée que la France des droits de l'homme a aussi pour tâche d'apporter la civilisation chez les « barbares ». Chacun apporte sa nuance. Les guesdistes oscillent entre « ni un homme ni un sou » pour les expéditions coloniales et l'insurrection en grande pompe des monuments élevés en l'honneur de ces mêmes expéditions. Quant à Jaurès, il voit dans l'expansion coloniale l'un des acquis de la République. « L'Empire, écrit-il, nous a fait perdre deux provinces, la République nous a donné deux colonies (1) ». Sans doute prend-il en compte, dès 1906, la grandeur de l'héritage islamique et, en 1912, il décline en Afrique du Nord « des forces morales neuves qui s'éveillent, un appétit de liberté, un appétit d'indépendance (2) », mais ces intuitions ne se traduisent guère par des prises de position précises.

Le congrès de Tours et la scission ne modifient pas cette situation. La

motion Blum, au congrès, prend d'ailleurs position contre toute propagande « indépendantiste » : « Le parti (...) ne peut accepter une propagande qui tendrait à fausser la lutte des classes et à déclencher une guerre de races ». Lors de la guerre du Rif, en 1925, Blum s'oppose au mot d'ordre d'indépendance des Rifains, en justifiant la domination des nations plus avancées sur les « races retardataires ».

En fait, dans la SFIO des années 30, à la seule exception de Jean Longuet, le petit-fils de Marx, nul ne semble s'intéresser au monde arabe. L'avènement du Front populaire va-t-il changer cette situation ? Va-t-on assister à une audacieuse entreprise de décolonisation, à l'établissement de liens nouveaux avec le Maghreb, d'abord, avec l'ensemble du monde arabe, ensuite ? Maurice Violette, responsable des affaires algériennes, porte bien des espoirs, à la mesure de la haine que lui avait vouée les colons quand il était gouverneur de l'Algérie - ils l'appelaient « Violette-Larbi », - mais le projet de réforme qu'il élabore, le projet « Blum-Violette », déçoit. Il se borne à accorder le droit de vote à vingt et

un mille musulmans algériens, sur plusieurs millions, choisis en fonction de leurs diplômes ou de leurs décorations militaires. Marquis Moutet, ministre des colonies des colons, estime bientôt le fait colonial « irréversible ».

Les quelques militants qui portent un regard neuf sur le monde arabe et prévoient déjà l'irrésistible vague de décolonisation, de Daniel Guérin à Charles-Audré Julien, sont marginalisés. Non seulement la politique des socialistes ne marque aucune avancée réelle vers le monde arabe, mais elle fait, très symboliquement, un pas en arrière. En janvier 1937, le gouvernement Blum dissout l'Etoile nord-africaine, qui s'était donné comme tâche de maintenir des liens étroits entre le nationalisme arabe et le mouvement ouvrier français, qui avait adhéré au Front populaire, mais qui critique la politique gouvernementale.

La décolonisation

Au sortir de la guerre, la motion du courant « de gauche » qui, en juin 1946, donna la victoire conduira au remplacement de M. Daniel Mayer par Guy Mollet, est prometteuse. Elle propose de « combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale ». Cependant, deux obstacles majeurs s'opposent à une véritable politique arabe.

Le premier est que les socialistes abordent cette question par le biais du Maghreb et de la décolonisation, et non par l'intermédiaire d'une politique à l'égard de pays indépendants où l'influence historique de la France n'est pas négligeable, qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Egypte ou du Liban. Or l'étoile conduit avec une grande suspicion les luttes de libération nationale. Pour lui, la « libération nationale », dans les conditions présentes, conduit inévitablement aux nationalismes, qui font des petits pays des proies faciles pour les dictateurs de tout acabit. Cette étape nationaliste, estime-t-il, peut être évitée. Pour cela, il faut, d'abord, assurer « la libération individuelle de chaque habitant, sa libération économique, sa libération politique (3) ».

Cette conception explique, aux yeux de Mollet, la priorité donnée à la « pacification » et le refus de toute négociation officielle avec le FLN. La tournure que prend, alors, la guerre - tortures, exécutions sommaires, massacre des populations - créera un fossé durable entre les socialistes français et la grande masse des populations arabes, spontanément solidaires du FLN algérien.

Le deuxième obstacle aux relations entre les socialistes et le monde arabe est lié, depuis 1948, à la création de l'Etat d'Israël. La

SFIO s'en proclame, en effet, solidaire, et le Populaire du 15 juin 1948 écrit : « Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté ses racines (4) ». La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre Internationale. » De cette approche, Guy Mollet ne se départira jamais, et il est loin d'être isolé : Léon Blum, par exemple, est ministre depuis 1916 et a fait partie, en 1929, de la délégation française au congrès sioniste.

L'expédition franco-anglo-israélienne de Suez se situe au carrefour de ces deux préoccupations. Les motifs mis en avant n'empruntent guère au droit international, en l'occurrence, le refus égyptien d'accepter les décisions de l'ONU. C'est à peine si Mollet évoque cet aspect des choses. Il insiste longuement, en revanche, sur la nécessaire solidarité avec Israël, et il est persuadé que Nasser est le véritable chef d'orchestre de l'entreprise de subversion à la guerre et qu'il, via l'Algérie, menace la France.

Surtout, en arrière-fond, il y a l'islam. Au conseil national de Puteaux, le 15 décembre 1956, Mollet déclare : « Je découvre que Nasser avait écrit son Mein Kampf (...) Il s'agit d'un monstre qui a dit ce qu'il allait faire (...) Ah ! Certes, nous ne sommes que cinquante millions d'Arabes, mais il y a quatre cent millions de musulmans (...) Nous allons les grouper autour du monde arabe (...) Alors, quand vous me demandez pourquoi on a agi, camarades, je réponds très simplement : oui, oui, c'est bien le complexe de Munich qui nous a animés. » Pierre Mendès France écrit : « Je le mis en garde contre les risques d'une action armée de notre part (...) Il se borna à me répondre qu'il ne souhaitait pas la guerre et qu'il n'y croyait pas ».

Avec l'échec, les tensions s'amplifient au sein du Parti socialiste. En juin 1956, au congrès de Lille, les divergences avaient éclaté sur l'Algérie. En octobre, l'armistissement de l'avion qui transportait Ben Bella entraîna la démission du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Alain Savary, et de son chef de cabinet, M. Claude Cheysson. Avec Suez, ce sont quinze députés socialistes qui condamnent le recours à la force. La question se déplace bientôt sur le terrain disciplinaire.

En janvier 1957, Marcel Pivert est traduit devant la commission des conflits. Début mai, le Comité d'étude et d'action pour la paix en Algérie, présidé par le fils de Léon Blum, Robert, est dissous, accusé de constituer, de fait, une tendance. André Philibet est exclu. Le bureau national des étudiants socialistes, qu'anime M. Michel Rocard, décide une action commune avec les étu-

dants communistes « pour la paix en Algérie » : il est dissous. Daniel Mayer se démet de son mandat de député : il n'est plus compatible, estime-t-il, d'être député-SFIO et président de la Ligue des droits de l'homme.

La minorité qui s'est ainsi constituée sur l'Algérie n'a, alors, aucunement l'intention de quitter le parti, mais la situation se tend peu à peu. Un an plus tard, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et la décision de voter « oui » au référendum finit de déborder le vase. Savary, Depreux et leurs amis quittent la SFIO et fondent le Parti socialiste autonome (PSA).

Israël et Palestine

An fil des années, les distances avec le monde arabe s'accroissent. En 1967, au moment de la guerre des six jours, la SFIO est pro-israélienne, et Guy Mollet s'en prend vivement à la décision du général de Gaulle d'arrêter les envois d'armes au Proche-Orient. Cependant, la constitution, en 1971, du nouveau parti, rééquilibre les inclinaisons. Certes, les anciens de la SFIO, dans leur grande majorité, ne dissimulent pas leurs sentiments pro-israéliens, et M. François Mitterrand est, lui aussi, classé parmi les « amis d'Israël », mais le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement représente un pôle pro-palestinien, que renforce, à partir de 1974, les amis de M. Rocard.

En fait, l'entrée dans le nouveau parti de socialistes qui avaient été d'actifs partisans de la décolonisation permet de meilleures relations avec un certain nombre de partis arabes. La description va plus loin que le Maghreb : les rocardiens, par exemple, peuvent se prévaloir de très anciennes relations d'amitié avec le parti Baas irakien.

En tout cas, de Changer la vie (1971) aux Cent dix propositions (1981) en passant par le Programme commun de gouvernement (1972) et le Projet socialiste de 1980, les programmes sur lesquels s'engage le Parti socialiste affirment, désormais, une minutieuse symétrie : attachement à la pérennité et à la sécurité de l'existence d'Israël dans des frontières sûres et reconnues et reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, y compris celui « de constituer sa propre entité nationale ».

JACQUES KERGOAT

historien

(1) L'Avenir du Tarn, 27 octobre 1883.
(2) Journal officiel, débat à la Chambre, 21 février 1912.
(3) Bilans et perspectives, Plon, Paris, 1983.

« L'Humanité » critique les positions du PS sur l'OLP

Dans l'Humanité du 1^{er} février, l'éditorialiste Jacques Coubar affirme qu'il ne peut manquer de s'étonner de la prise de position du bureau exécutif du PS qui a pris acte, jeudi 31 janvier, de la perte de crédibilité de l'OLP pour des négociations à venir sur les conflits du Proche-Orient. « Avec qui d'autre que l'OLP pourrait-il y avoir des négociations sérieuses ? demande-t-il. Avec qui d'autre une paix durable pourrait-elle être imposée ? A répondre négativement à ces questions, on dilapide un peu plus du crédit dont la France dispose dans les pays arabes ».

Conclusion de l'éditorialiste : « Reconnaître la représentativité de l'OLP, la nécessité brûlante d'en finir avec une conception ségrégative du droit, c'est arracher à Saddam Hussein un prétexte à son crime contre le Koweït ».

Le quotidien du PCF accentue, d'autre part, sa dénonciation des responsabilités de l'Irak dans la guerre avec le souci évident de ne pas paraître ménager M. Sad-

dam Hussein en critiquant la politique américaine.

Son directeur, M. Roland Leroy, dénonçait ainsi, jeudi, « la dictature et l'aventurisme de Saddam Hussein » en soulignant que la poursuite de la guerre « aggrave les problèmes et compromet le règlement de la question palestinienne ».

Dans son numéro du 1^{er} février l'Humanité réaffirme que la France « doit prendre d'urgence une initiative de paix en faveur d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations », en se référant aux prises de position des pays non-alignés, de la Chine et du comité central du Parti communiste soviétique.

o Nouvelles initiatives de soutien aux soldats français. - Diverses personnalités, dont les chanteurs Gilbert Montagné et Serge Lama, l'animateur Michel Drucker et M. Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération, ont rejoint le comité de soutien national aux soldats français, créé par M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron.

سكس واصل

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : lors de l'ouverture de la session parlementaire au Cap

Le président De Klerk s'engage à abolir les trois dernières grandes lois de l'apartheid

Le président Frederik De Klerk s'est engagé, vendredi 1^{er} février, devant le Parlement réuni au Cap, à abolir, dans les prochains mois, les trois derniers fondements juridiques qui constituent le système de l'apartheid : le Land Act, le Group Areas Act et le Population Registration Act. Le chef de l'État a également annoncé la création de conseils municipaux intégrés et l'ouverture de pourparlers sur la suppression de la ségrégation dans les écoles.

LE CAP

de notre envoyé spécial

Les promesses ont été tenues. Les organisations politiques autrefois interdites ont été légalisées par le président Frederik De Klerk lors de son discours du 2 février 1990 devant les députés réunis pour l'ouverture de la session parlementaire. M. Nelson Mandela, l'un des plus célèbres et des plus anciens prisonniers politiques du monde, est libéré le 11 février. L'apartheid dans les hôpitaux n'existe plus - du moins théoriquement - depuis le 16 mai. Le Separate Amenities Act, la loi régissant la ségrégation raciale dans les lieux ouverts au public, est abrogée officiellement le 15 octobre. L'état d'urgence, imposé sur tout le territoire en juin 1986, est finalement levé quatre ans plus tard y compris dans la province du Natal où il est resté en vigueur jusqu'au 18 octobre. En un an, l'Afrique du Sud a bien changé.

Le tournant amorcé est d'autant plus important que le dialogue, institué entre les ennemis d'hier, commence à porter ses fruits. A peine sorti de prison, Nelson Mandela est nommé vice-président du Congrès national africain (ANC) par les cadres de son organisation en exil à Lusaka. Le président De Klerk a enfin un interlocuteur. « Les négociations sur les négociations » peuvent donc commencer.

Le 2 mai 1990, à Groote Schuur,

près du Cap, le président De Klerk et une partie de son gouvernement rencontrent une délégation de l'ANC, conduite par Nelson Mandela, au sein de laquelle figure notamment M. Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste, le diable incarné par les Blancs. En quarante-huit heures d'entretiens, « les obstacles sur la voie des négociations » sont définis. L'ANC exige la libération de tous les prisonniers politiques, la fin des procès, le retour de tous les exilés et la levée de l'état d'urgence. Le gouvernement, de son côté, souhaite contraindre l'ANC à abandonner la lutte armée.

C'est au cours du deuxième round de ces pourparlers, à Pretoria, le 6 août, que l'ANC accepte - mais sans l'abandonner - de suspendre la lutte armée. Le président De Klerk trouve à ce moment-là, dans la suspension de ses choix antérieurs. De concessions en concessions, les deux interlocuteurs, qui se connaissent parfaitement bien maintenant, progressent pas à pas vers ce que l'un et l'autre appellent « une nouvelle Afrique du Sud démocratique et non raciale ».

Cependant, rien n'est joué. M. De Klerk est menacé par une extrême droite blanche qui voit d'un mauvais œil s'effiloche ses privilèges. La mobilisation spectaculaire de quinze mille fermiers qui ont occupé le centre de Pretoria pendant quarante-huit heures, en début de semaine, est révélatrice de cette grogne. Les fermiers blancs n'étaient-ils pas les supporters les plus fidèles du Parti national au pouvoir depuis 1948 ?

Nelson Mandela n'est pas logé à meilleure enseigne. L'immense respect dont il jouit au sein de la communauté noire ne le met pas à l'abri des critiques. La jeune garde de l'ANC, dont la plupart des membres ont été formés idéologiquement en Europe de l'Est, confond parfois nécessité politique et mollesse. Ils reprochent au « compromis Nelson » de faire trop de concessions sans contreparties. Des critiques que les militants d'organisations d'extrême gauche

comme le Congrès panafricainiste (PAC) reprennent volontiers à leur compte.

La communauté noire est loin d'être homogène. L'acte de foi qui a fait au moins huit morts au Natal, dans la nuit du 30 janvier 1991, alors que la veille, à Durban, les délégations de l'Inkatha de M. Mangosuthu Buthezi et de l'ANC convenaient de mettre fin à toutes les violences, vient à point nommé rappeler la fragilité de la trêve.

La levée des sanctions pour cette année ?

Rien ne sera plus jamais comme avant, se plaît-on cependant à répéter dans les milieux libéraux. C'est pour en convaincre la communauté internationale que M. Frederik De Klerk a pris son bâton de pèlerin à trois reprises dans l'année écoulée. Direction : les pays occidentaux, instigateurs des sanctions qui touchent de plein fouet l'économie sud-africaine. Le message est bien passé. Et les sanctions sont vacillantes. La mention « bien », décernée au mois de septembre par M. George Bush - qui a déclaré qu'il considérait les réformes entreprises comme « irréversibles » - a d'autant plus de valeur que les États-Unis sont le seul pays à avoir adopté une loi interdisant tout commerce avec Pretoria.

Ce tour de loi porte en lui-même les modalités de sa remise en cause. Dès que quatre des cinq conditions suivantes seront satisfaites, les sanctions américaines pourront être levées par le président des États-Unis : abrogation du Population Registration Act, du Land Act, du Group Areas Act, du Separate Amenities Act, qui sont les quatre piliers de l'apartheid, ainsi que la levée de l'état d'urgence.

Deux de ces conditions (Separate Amenities Act et état d'urgence) étaient déjà remplies. M. De Klerk, a annoncé, vendredi 1^{er} février, lors de l'ouverture de la session parlementaire que les trois dernières grandes fondations régissant l'apartheid seraient abrogées par le Parlement dans les prochains mois. Il s'agit du Group Areas Act qui réglemente le

lien d'habitation en fonction de la couleur de la peau, du Land Act qui réserve 87 % du territoire à la communauté blanche et du Population Registration Act qui divise les Sud-Africains à la naissance en fonction de leur race.

Cette dernière loi, qui est à la source de la discrimination raciale sera remplacée par des « mesures temporaires de transition » avant l'adoption de la nouvelle Constitution à propos de laquelle les pourparlers devraient bientôt commencer.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

EN BREF

○ CONGO : les partis d'opposition reconnus. - Le gouvernement a décidé de reconnaître les partis d'opposition, sur la base de la loi de 1901 qui prévoit la liberté de création des associations, a-t-on appris, jeudi 31 janvier, de source informée à Brazzaville. Ce geste d'ouverture survient alors que la classe politique - opposition comprise - se prépare à se réunir, le 25 février, en Conférence nationale. - (AFP)

○ MALI : libération des élèves interpellés lors des émeutes de janvier. - Tous les élèves, qui avaient été interpellés au cours des manifestations violentes des 21 et 22 janvier à Bamako, ont été relâchés et remis à leurs parents, a annoncé jeudi 31 janvier, la télévision nationale. Selon elle, 196 élèves - sur les 232 personnes officiellement interpellées - ont été ainsi libérés. Jusqu'à présent, seuls 34 prévenus ont été défilés pour « trouble de l'ordre public, pillage, incendie, dévastation d'édifices, vols et recels », précisent les autorités. - (AFP)

○ TUNISIE : nouvelles condamnations. - Le tribunal militaire a condamné, jeudi 31 janvier, à un an de prison M. Hamadi Jebali, membre du comité directeur du mouvement islamiste Ennahdha et directeur du journal *El Fajr*, et M. Mohamed Nouri, du barreau de Tunis, à six mois de la même peine.

SOMALIE

Des dizaines de milliers de civils continuent à fuir vers l'Éthiopie

Six cents Éthiopiens, réfugiés en Somalie, ont été massacrés, il y a dix jours, à Belet-Weyni (environ 344 kilomètres au nord de Mogadiscio), par un groupe d'hommes armés, a-t-on appris, jeudi 31 janvier, de source officielle éthiopienne. Six camps de réfugiés, hébergeant au total près de 75 000 personnes, ont été attaqués. Un grand nombre de réfugiés se sont noyés dans la rivière Wabe Shebele, alors qu'ils tentaient de s'enfuir, 20 000 autres réussissant à s'échapper et à gagner l'Éthiopie.

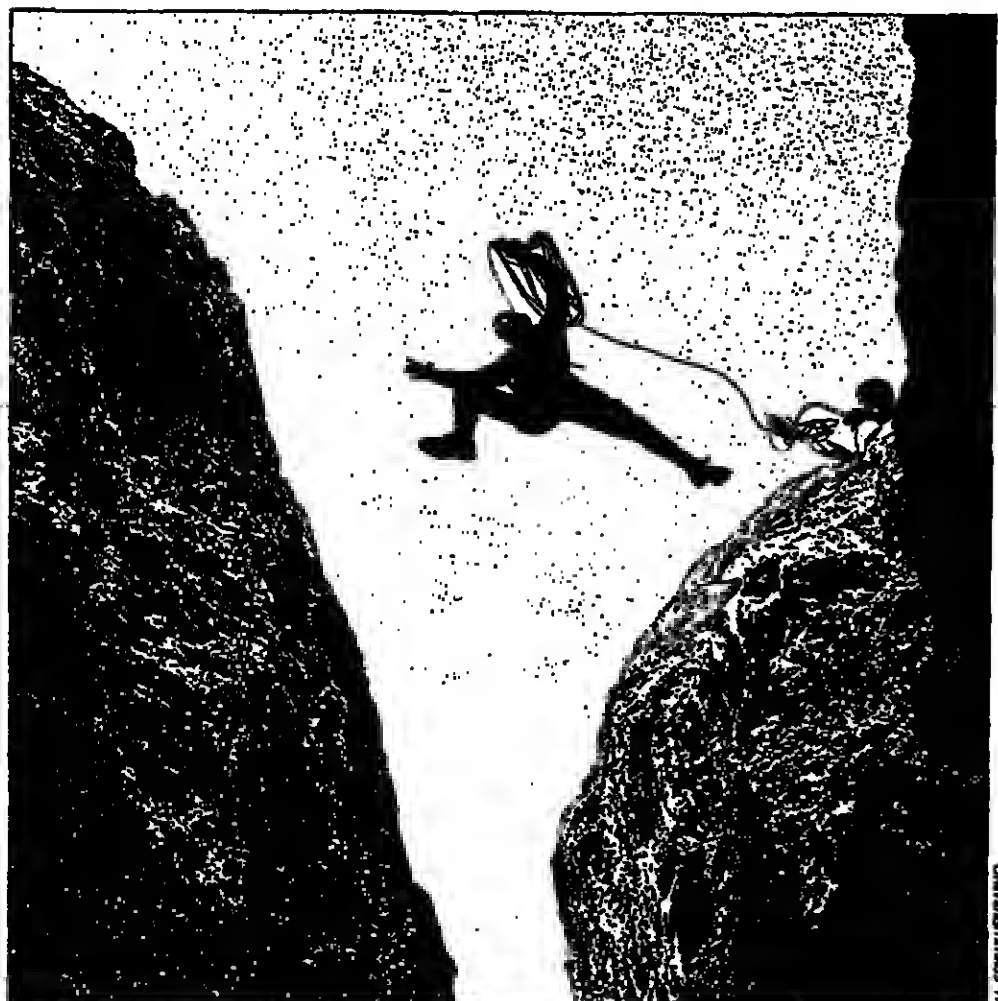
De leur côté, de nombreux Somaliens, fuyant également l'insécurité qui continue à régner dans leur pays, ont pu passer la frontière. Devant ce

soudain afflux de civils - plus de 74 000 Somaliens et 52 000 réfugiés éthiopiens sont arrivés en Éthiopie depuis ces trois dernières semaines - les autorités d'Addis-Abeba manquent de moyens. Selon le représentant local du programme alimentaire mondial (PAM), M. Michael Ellis, le pays « dispose de réserves alimentaires pour seulement six semaines, huit au plus ». Un appel pressant a donc été lancé à la communauté internationale, afin de rassembler d'urgence une aide alimentaire (19 000 tonnes de vivres sont nécessaires) et financière (estimée à 17 millions de dollars) pour loger dans des camps les nouveaux arrivants. - (AFP, Reuters)

○ ROUMANIE : le roi Michel veut rentrer dans son pays pour aider aux réformes. - L'ancien roi Michel de Roumanie a déclaré, jeudi 31 janvier à Londres, qu'il avait « l'intention de rentrer en Roumanie et de contribuer à l'application d'un programme de réformes politiques, sociales et économiques. Réclamant à la fois « des changements politiques qui permettront à la liberté et à la démocratie de se développer » et « une accélération du processus de privatisation industrielle », avec « la création d'une commission chargée d'examiner la situation économique afin d'attirer de nouveaux investissements », il n'a pas précisé la date de son retour. - (AFP, APP)

○ ALBANIE : remaniement ministériel. - Le président du Parlement albanais a procédé, jeudi 31 janvier, à plusieurs remaniements au sein du gouvernement. M. Faton Nano a été relevé de son poste de secrétaire général du gouvernement et nommé vice-président du gouvernement. La même fonction de vice-président a été attribuée à M. Saliqim Cani, tandis que le nouveau ministre de la

Il y a les exploits d'un jour.



Et ceux de tous les jours.

La Diac s'investit chaque jour pour renouveler l'exploit. Celui de vous offrir des

financements exceptionnels. Jusqu'à 23.029 F, vous profitez d'une location avec

option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25 000 F (dont

15 625 F de premier

9 375 F de dépôt de

tion d'achat finale),

17 331 F. Coût total en

66 832 F. Renault 19

TTC clés en main au 01.01.91 : 62 500 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la

Diac, RCS Nanterre B702002221. Contactez M. Financement chez votre

concessionnaire ou agent Renault, ou au **NUMÉRO VERT 05.05.05.05**

Diac. L'exploit financier.



Jeune Vierge

EUROPE

URSS : en présence du commandement militaire

Le Comité central du Parti communiste appelle au « rétablissement de l'ordre constitutionnel »

Réuni jeudi 31 janvier à Moscou en présence des commandants militaires, le comité central du PCUS a appelé au « rétablissement de l'ordre constitutionnel » dans toutes les républiques et à un cessez-le-feu dans le Golfe. Des proches de M. Boris Eltsine n'excluaient pas cependant que le « virage à droite » puisse être amorcé lors de la réunion, vendredi, au sein du Conseil de la Fédération, de dirigeants des républiques et de M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

S'il fallait illustrer l'éclatement du centre de pouvoir en Union soviétique, la journée du 31 janvier en aura fourni un excellent exemple. Tandis que les membres du Comité central du PC, réunis en plénum sous la présidence de M. Gorbatchev, adoptaient, à huis clos, comme aux plus beaux jours, une « déclaration politique » conservatrice à son sujet, le parlement de Russie se débattait dans les méandres de la procédure pour s'opposer aux décisions du pouvoir central et créait un « comité de défense » présidé par un général.

Pendant ce temps, les républiques rebelles rejetaient, les unes après les autres, diverses mesures décidées par Moscou et le Conseil de la Fédération, création de M. Gorbatchev pour coordonner le centre et les républiques, s'apprêtait à se réunir vendredi sans aucune illusion sur l'étendue de ses pouvoirs. La population, elle, attendait l'annonce d'une trêve humanitaire, mais le prix de détail qui paraît désormais inéluctable, alors que les intellectuels voyaient avec appréhension entrer en vigueur, vendredi, les nouvelles mesures de maintien de l'ordre public qui, après les événements des pays baltes, symbolisent, à leurs yeux, la fin de la perestroïka.

Offensive sur le Golfe ?

Dans toute cette incohérence, il est apparu clairement que le Comité central, reprenant du poil de la bête, se tenait, lui, à une ligne directrice bien ferme. Outre les membres du Comité central, assistaient à la réunion les commandants des régions militaires du pays. On ignore ce qu'ils y ont dit, mais leur seule présence – même si, a affirmé à la presse M. Alexandre Dvassokhov, membre du bureau politique, il s'agit du retour d'une « vieille tradition » – témoigne de la convergence de vues et d'intérêts actuels entre le commandement de l'armée et la direction du Parti.

Peut-être le poids de l'armée a-t-il pesé dans l'adoption d'un texte sur le conflit du Golfe qui, appelé au cessez-le-feu, va plus loin que les scrupules diplomatiquement exprimés par le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Gerasimov, d'ailleurs présent au plénum. « Ces événements », a souligné devant la presse M. Valentin Faline, chef du département international du Comité central, se déroulent très près de nos frontières. Nous sentons le souffle de ce conflit. La logique des Nations unies ne doit pas devenir la logique de guerre et l'on ne peut pas admettre que le peuple israélien soit victime d'une politique dont il n'est pas responsable. On assiste visiblement en ce moment à une offensive des conservateurs soviétiques – spontanée ou téléguidée ? – sur la position de l'URSS dans le conflit du Golfe, comme en témoignent certains articles de la presse communiste orthodoxe.

« Comité de défense » russe

Sur le plan intérieur, le plénum a lancé un vibrant appel au rétablissement de l'ordre constitutionnel et au maintien de l'Union soviétique, estimant que ce dont le pays a besoin par dessus tout, c'est d'un « pacte civil et d'entente nationale ». Il a épousé « le désir d'ordre et de calme de la société » et, tout en observant une minute de silence pour les victimes des récents événements dans les républiques baltes et caennaises, en a rendu responsables, selon la version désormais habituelle, les « violations des droits de l'homme et de la Constitution » par les indépendantistes, ainsi qu'une « certaine tolérance de ces violations de la part des organes d'Etat ». Enfin, après un rappel purement rhétorique de sa foi dans les réformes économiques, le Comité central a jugé « inadmissibles la création de formations armées illégales et la violation du principe d'une armée unique ».

Ce dernier avertissement s'adresse tout particulièrement à M. Eltsine, président de Russie, dont des propos récents sur la création d'une « garde nationale russe » ont scandalisé les responsables militaires – et le président Gorbatchev. Attaqué avec virulence dans la presse conservatrice, M. Eltsine a riposté jeudi au parlement russe en accusant « non seulement les généraux, mais aussi certaines structures du Parti » d'orchestrer une campagne pour le discréditer, lui et son parlement.

M. Eltsine a néanmoins jugé utile de rappeler qu'il était favorable à une armée unique et le chef de ce nouveau Comité de défense et de la sécurité de la Russie, le général Konstantin Kobets, s'est efforcé de se prononcer pour le maintien de l'ar-

mée soviétique, « une approche rendue nécessaire par les facteurs militaires, historiques, politiques et économiques ».

Le parlement de Russie a, d'autre part, demandé au président Gorbatchev de suspendre son décret et la directive ministérielle instituant des patrouilles conjointes de la milice et de l'armée, en attendant que le Comité de surveillance constitutionnelle, saisi par les autorités russes, statue sur ces mesures. Plusieurs républiques – Géorgie, Moldavie, Lituanie – ont déjà rejeté ces mesures d'une manière ou d'une autre, mais le flou juridique le plus parfait entoure les compétences républicaines en la matière. Le ministre de l'Intérieur soviétique, M. Boris Pugo, affirmait, mercredi, dans un entretien à Rabotchnaïa Tribuna, que la « décision de rejeter les patrouilles est entre les mains des autorités républicaines. Si elles n'en veulent pas, que Dieu soit avec elles, c'est leur affaire ». Mais, de toute évidence, les autorités des républiques elles-mêmes ne savent pas à quoi s'en tenir. Le décret de M. Gorbatchev, postérieur à la directive ministérielle, est précisément interprété au gouvernement russe comme un moyen de renforcer juridiquement cette directive, dans la mesure où les décrets présidentiels ne sont pas soumis au contrôle constitutionnel.

L'application elle-même de ces nouvelles mesures de maintien de l'ordre est on ne peut plus confuse. Selon M. Pugo, les patrouilles seront placées sous le commandement de l'officier de milice, mais un autre responsable de la milice de Moscou expliquait tout le contraire, vendredi matin, dans la presse : ce sera au militaire de commander, précisant l'absence de ces violences de la part des républiques. Enfin, il n'y avait nul besoin de chars et de blindés dans les rues de la capitale soviétique.

Hausses des prix

Certains n'excluent pas que la réunion du Conseil de la Fédération, qui devait regrouper vendredi les présidents des républiques autour de M. Gorbatchev, permette de désamorcer les tensions. Outre les relations entre Moscou et les républiques, deux sujets devaient y être évoqués : la hausse des prix, que les responsables économiques commentent abondamment ces derniers jours et que le plénum du Comité central a également envisagée, et les mesures de maintien de l'ordre, les deux n'étant d'ailleurs pas forcément séparés.

Mais que peut faire le Conseil de la Fédération ? Sa dernière réunion, le 12 janvier, a tourné au camouflet puisque les appels des républiques à des « solutions pacifiques » à la crise balte se soldaient, le soir même, par

le massacre de Vilnius. M. Eltsine envisageait même de ne pas se déplacer pour assister à la réunion de vendredi, nous a indiqué le vice-ministre des affaires étrangères de Russie, M. Andreï Fedorov, justifiant à l'avance cette absence, avec un sourire jusqu'aux oreilles, par le fait que le président de Russie était, précisément vendredi, ses soixante ans, et qu'il serait dommage de « gâcher » cet anniversaire.

Comment alors exercer, par le poids des « relations humaines » comme dit M. Fedorov, cette pression qui pourrait amener M. Gorbatchev à « abandonner son virage à droite » ? Apparemment, les ponts ne sont pas coupés entre MM. Gorbatchev et Eltsine qui, toujours selon ce responsable russe, « se parlent au téléphone ».

Selon un sondage publié jeudi dans la presse indépendante, 60 % des Moscovites reconnaissent en premier lieu l'autorité de M. Eltsine, en cas d'instauration de l'état d'urgence, contre 11 % pour M. Gorbatchev. Mais on n'en est pas encore à l'étape, comme M. Fedorov, veut le faire croire, que le moment actuel peut constituer un tournant au cours duquel le « virage à droite » soit s'arrêterait, soit, au contraire, s'accroîtrait brutalement.

SYLVIE KAUFFMANN

Le Conseil nordique ouvre un bureau d'information en Estonie

COPENHAGUE

de notre correspondant

M. Thor Pedersen, ministre danois de l'Intérieur, a représenté son pays à l'inauguration, cette semaine, à Tallinn (Estonie), du premier bureau d'information que le Conseil nordique (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède) avait décidé l'an dernier d'ouvrir dans chacune des trois Républiques baltes. Soixante bourses ont été offertes à cette occasion aux étudiants estoniens pour des stages dans l'un des cinq pays d'Europe du Nord.

Par ailleurs, le groupe de presse danois Sjællandske Dagbladet a offert au quotidien de Vilnius Respublika une rotative qui vient d'être embarquée pour la Lituanie, grâce au Fonds d'aide aux démocraties danois. Fondé en 1989, Respublika est devenu le principal journal indépendant de Lituanie où il tire à 230 000 exemplaires.

CAMILLE OLSEN

ALLEMAGNE : arrêté dans l'ex-RDA

Un terroriste repent de la Fraction armée rouge condamné à douze ans de prison

BONN

de notre correspondant

Le jugement du tribunal de Munich, concernant Werner Lotze, trente-huit ans, ancien terroriste de la Fraction armée rouge (RAF), était attendu avec beaucoup d'intérêt en effet le premier procès contre l'un des neuf compagnons d'Andreas Baader, réfugié pendant dix ans en RDA, avec la bénédiction de M. Erich Honecker, et le premier exemple de l'application de la loi dite du « dénonciateur de la couronne ». Adoptée par le Bundestag en 1989 après plusieurs années de vives controverses, cette loi, autorise les juges à prononcer des peines allégées pour des criminels dont les aveux permettent l'élucidation de complots ou l'intervention de la police avant que de nouveaux crimes soient commis.

Après son arrestation au début de cette année, Werner Lotze, qui s'était refait une existence sans histoire en RDA, avait raconté tout ce qu'il savait sur les activités terroristes de ses anciens camarades pendant les années 70, permettant d'écarter les points encore obscurs de l'enlèvement et de l'assassinat du dirigeant patronal Hans Martin Schleyer en 1977 et du président de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, en 1979. Il avait également lancé un appel pour que les membres de la RAF encore en activité abandonnent leur combat.

Le parquet avait estimé que l'attitude de Werner Lotze justifiait un verdict de clémence à son égard. L'avocat général avait requis contre

lui une peine « inférieure à dix ans de prison », ce qui était fort peu au regard des crimes dont il était accusé : assassinat d'un policier, participation à l'attentat manqué visant en juin 1979 le commandant en chef des forces de l'OTAN, M. Alexander Haig.

Le tribunal n'a pas suivi ces requêtes modérées et a condamné Werner Lotze à douze ans de prison, estimant qu'il n'avait pas affaire à un « témoin de la couronne classique » puisque ses aveux n'avaient ni permis l'arrestation d'autres criminels ni rendu possible d'empêcher une action criminelle. Pour le président du tribunal de Munich, les aveux de Werner Lotze ne font qu'ajouter à « d'intéressantes précisions historiques » sur les crimes commis par la « bande à Baader ».

Le procureur fédéral, M. Alexander von Stahl, a immédiatement fait appel d'un jugement qui va à l'encontre de la politique d'apaisement grâce à laquelle les autorités judiciaires allemandes espèrent mettre un terme définitif au terrorisme « made in Germany ».

LUC ROSENZWEIG

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

ASIE

CHINE : la visite de M. Jean-Marie Rausch à Pékin

L'aide française doit s'accompagner de progrès dans le domaine des droits de l'homme

Le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, a achevé vendredi 1^{er} février une visite de quatre jours en Chine qui se termine, à la satisfaction de Pékin, la reprise pleine et entière de la coopération économique franco-chinoise, vingt mois après Tien anmen.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine populaire va reprendre en 1991 sa place de premier bénéficiaire de crédits publics français à l'exportation sur protocole financier dans le monde : 2 milliards de francs, que les deux pays se sont mis d'accord pour répartir lors d'une prochaine réunion, dans une seconde moitié de l'année, de la commission gouvernementale mixte à Pékin.

Cependant, si le contribuable français se retrouve à nouveau en deuxième position derrière le Japon parmi les bailleurs de fonds de la Chine, sa générosité est désormais assortie d'un message plus ferme que par le passé concernant la démocratie. M. Rausch n'a, semble-t-il, pas mâché ses mots pour signifier à ses interlocuteurs que l'assistance française – réclamée à cor et à cri par nombre d'industriels – devait s'accompagner d'une poursuite de l'ouverture économique et d'une amélioration de la situation des droits de l'homme.

« La France entend demeurer fidèle aux idéaux qu'elle a proclamés en 1789. Elle a foi dans leur valeur universelle et elle continue de s'en inspirer pour déterminer son action », a-t-il déclaré à son homologue chinois, M. Li Langqing. Faisant le bilan de sa visite, le ministre français a précisé ne pas avoir reçu de réponse à ces propos, « ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas été entendus et accueillis ».

Fin de non-recevoir

En marge de sa visite et avec sa bénédiction implicite, une délégation humanitaire française (1) a toutefois eu l'impression de faire la démonstration par la négative que les restrictions ministérielles avaient autant d'effet que l'eau sur les plumes d'un canard : malgré l'appui de l'ambassade de France et les encouragements de celle des États-Unis, les mandats de barreau de Paris ne sont parvenus à rencontrer aucun responsable des affaires étrangères, de celui de la justice ou de la cour intermédiaire de Pékin, qui juge les dissidents incarcérés pour participation aux troubles de 1989.

La délégation s'est entendue dire, au téléphone, que la Chine était un « Etat souverain qui n'a nul besoin de recevoir des compléments étrangers ». Elle a repris l'avion et verra compte à la sous-commission des Nations unies pour les droits de l'homme, au Conseil de l'Europe et aux gouvernements

français et américains, de ce « refus total d'engager le dialogue », a constaté M. Jean-Pierre Mignard.

M. Rausch a souligné le caractère « graduel » de la reprise des échanges franco-chinois. Il s'est refusé à solliciter une entrevue avec le premier ministre, M. Li Peng, notoirement impopulaire dans l'opinion occidentale pour son action du printemps 1989, et celui-ci n'a d'ailleurs pas souhaité le rencontrer.

Le ministre français était accompagné de M. Alain Barrau, député de l'Hérault, maire de Béziers, et président du groupe d'amitié France-Chine à l'Assemblée nationale, qui a tenu à des parlementaires chinois un langage identique sur la question des droits de l'homme, reprise de la coopération économique moyennant progrès de la démocratie en Chine. « Nous restons vigilants », a-t-il dit.

Citroën sera, en 1991, le grand bénéficiaire de la reprise des financements publics déjà amorcée fin 1990 avec un premier protocole de rattrapage de 1,3 milliard de francs. Mais M. Rausch a précisé que le gouvernement n'entendait pas consacrer la totalité du protocole 1991 à la construction de l'usine Citroën de Wuhan. Un projet d'équipement téléphonique dans la province du Hunan par CIT Alcatel semble en bonne voie, de même que le principe d'une usine de fabrication de matériel téléphonique à Shanghai.

Taiwan

« élément incontournable »

Les autres projets franco-chinois en cours portent sur l'infrastructure des transports, le matériel aéronautique, l'environnement et l'agriculture. M. Rausch a également prospecté les perspectives de coopération entre la région Lorraine et la province du Hubei, où sera implantée l'usine Citroën. Il a enfin assisté à la signature d'un accord permettant à la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises d'ouvrir un centre de formation de cadres supérieurs au sein du ministère chinois du commerce extérieur. Les étudiants y apprendront les techniques modernes de gestion à la française, concept assez éloigné de la réalité des firmes chinoises où règne encore, dans une large mesure, le secrétaire de cellule du PC.

Malgré la mollesse de la réaction de Pékin à la récente visite à Taiwan du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, M. Rausch a estimé prudent pour la France de ne pas « faire de la provocation envers Pékin dans ce domaine. Il n'y a cependant jugé que l'élément incontournable » pour la France dans la région.

FRANCIS DERON

(1) MM. Jean-Pierre Mignard et Jean-Marie Ollivier, représentant le binationnel de Paris et le Mouvement international des juristes catholiques, et le docteur Jean-Louis Boujnah, de Médecins du monde.

JAPON

Difficile début des négociations entre Tokyo et Pyongyang

TOKYO

de notre correspondant

Les premiers pourparlers entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en vue de normaliser leurs relations se sont achevés, jeudi 31 janvier à Pyongyang, sans que les deux parties aient trouvé un terrain d'entente sur les questions qui les opposent : les compensations japonaises pour le passé et l'inspection des installations nucléaires nord-coréennes (le Monde du 1^{er} février).

Sur le premier point, le chef de la délégation japonaise, M. Noboru Nakahira, a exprimé ses regrets au nom de son gouvernement pour « un passé malheureux », formule désormais consacrée pour désigner soit la période de colonisation de la Corée, soit, lorsque les interlocuteurs sont chinois, l'expansionnisme nippon sur le continent. Mais il a rappelé la position officielle japonaise : Tokyo n'a pas été en guerre avec la Corée et n'a donc pas à verser des réparations à ce titre.

M. Nakahira a en outre déclaré que Tokyo ne se sentait pas lié par

les engagements pris en septembre dernier par les parlementaires libéraux-démocrates et socialistes de verser des compensations à la RPDC pour l'avant et l'après-guerre. Si, étant donné sa situation économique, la Corée du Nord peut espérer recevoir une aide financière du Japon, a poursuivi le diplomate, ce ne sera pas au titre de dommages de guerre. Il a rappelé que la dette nord-coréenne à l'égard du Japon s'élevait à 70 milliards de yens et que les créanciers nippons attendaient un remboursement au plus tôt.

En sujet de l'inspection des installations nucléaires, les Nord-Coréens ont réitéré leur position : il s'agit d'une question à débattre entre Pyongyang et l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et non avec les Japonais. Ils ont néanmoins, semble-t-il, lié l'inspection de leurs installations nucléaires à un dialogue avec les États-Unis. Seul point d'accord de ces premiers entretiens : la permission aux quelque 1 700 épouses japonaises de Nord-Coréens de rendre visite à leurs parents au Japon. La prochaine session des négociations aura lieu début mars.

Ph. P.

YUGOSLAVIE : l'avenir de la Fédération

La Croatie réclame que l'armée soit exclue des débats politiques

BELGRADE

de notre correspondant

La présidence collégiale de Yougoslavie s'est réunie, jeudi 31 janvier à Belgrade, pour poursuivre avec les présidents des six Républiques les discussions sur l'avenir du pays. A l'issue de la première réunion, le 10 janvier dernier, le président en exercice de la fédération, M. Boris Jovic, avait déclaré que « les points de vue des six Républiques étaient si différents qu'il y avait peu de chance qu'ils se rapprochent ». Les rencontres bilatérales entre les dirigeants des six Républiques, qui ont eu lieu ensuite, devaient mettre en évidence aussi bien les divergences (nombreuses) que les points communs (rares) qui existent entre elles. Les partisans d'une confédération (la Croatie et la Slovénie en particulier) s'opposent aux tenants (la Serbie et l'armée) d'une fédération centralisée.

Parallèlement, le premier ministre, M. Ante Markovic, avait entrepris une « tournée » dans les Républiques, pour tenter de définir les bases d'un programme minimal de « vie commune » pendant une période de transition. Les résultats de ces négociations devaient être communiqués au cours de la session de jeudi qui avait été préparée avec un soin minutieux. Elle s'est pourtant soldée par un échec.

Au bout de sept heures de discussions, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, et le représentant de cette République à la présidence collégiale, M. Stipe Mesić, ont quitté la séance. A leur retour à Zagreb, ils ont annoncé à la presse que « le débat, vu l'esprit dans lequel il était mené, était inutile ». En effet,

la délégation croate avait fait savoir que les négociations ne pouvaient être entamées avant que la présidence se prononce sur le film documentaire réalisé clandestinement par les services de renseignement de l'armée yougoslave et qui accuse la Croatie de préparer un « mouvement armé » ainsi que sur le document secret rendu public, mercredi 30 janvier, par les autorités slovènes dans lequel l'armée yougoslave se déclare résolue à « chasser pour l'idée communiste et pour une Yougoslavie fédérale et socialiste » (le Monde du 1^{er} février). La présidence avait déclaré qu'elle répondrait lors d'une prochaine séance, le dirigeant croate a proposé que « l'armée soit exclue des débats politiques sur l'avenir de la Yougoslavie ». La délégation croate a répliqué que les accusations de « complots » portées contre son ministre de la Défense, M. Martin Spigelj, sont « sans fondement (...) et le produit d'une manipulation de l'armée yougoslave ».

Selon M. Mesić et Tudjman, « le ministre a agi sur l'ordre légal du gouvernement croate en déclarant l'armée à la police légale de cette République ». M. Spigelj, qui devait être conduit dans la journée du 30 janvier devant le juge d'instruction du tribunal militaire de Zagreb à la demande du ministère croate de l'Intérieur, se trouvait dans l'appartement en visite officielle dans la République voisine de Slovénie.

Jeudi soir, la présidence fédérale a annoncé, dans un communiqué incohérent, que le débat sur l'avenir de la Yougoslavie, qui n'a donc pas été abordé lors de la session, était reporté au 8 février.

F. H.

POLITIQUE

Conséquence des élections législatives partielles

Les « rénovateurs » de l'opposition ne croient plus en M. Noir

Sans attendre les résultats des trois élections législatives partielles dont le second tour a lieu dimanche 3 février, ceux qui, dans l'opposition, continuent de souhaiter la transformation du système politique ne croient plus aux chances de l'entrepris « rénovatrice » de M. Michel Noir.

Le maire de Lyon a beau expliquer qu'il « ne regrette rien », confirmer son intention de mobiliser les citoyens, il ne convainc pas. Parmi les personnalités rénovatrices de la première heure ou associées à la Force unie, il ne se trouve personne pour soutenir que, dans la partie de jeu de l'écrit commencée en mars 1989, les dés qui ont fait perdre M. Noir, en provoquant des élections législatives partielles dont le premier tour a été marqué par une abstention massive, auront permis d'avancer ne serait-ce que d'une case.

Dès le départ, cette entreprise-là avait paru, il est vrai, entachée de quelques vices de forme et de fond. Les plus optimistes demandaient à voir. Ils ont vu et ont rejoint les sceptiques. Ceux-là ont été frappés par le caractère isolé et médiatique de la démarche de M. Noir, son aveuglement sur l'impact de la guerre du Golfe. Ils n'hésitent plus à reprocher ouvertement au député du Rhône son entêtement et ce qui leur apparaît comme un manque

de discernement politique et de lucidité sur lui-même.

« Depuis notre première tentative de rénovation du printemps 1989, Michel Noir a toujours voulu tout casser, relève M. Philippe Séguin (RPR). Il vient d'apporter la démonstration par l'absurde que cela ne menait à rien. Il faut reculer tout le monde d'une case. Que de temps perdu ! » « Ce qui se passe là, ajoute M. Charles Millon (PR), président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, montre au moins que la rénovation ne se fera pas par les circuits médiatiques. Les Français attendent des réponses de fond et non des coups. » « Preuve est donc faite, selon M. François Bayrou (CDS), que la rénovation par la prise d'assaut est impossible. Ce mauvais coup de Michel Noir va rendre encore plus difficile les audaces. »

Compagnon de M. Noir dans l'éphémère Force unie, M. Pierre-André Wiltzer en tire également « des conclusions attristées ». Sur la méthode : « Les conditions d'une action véritablement collective n'étaient pas remplies, nous avons la démonstration que cette formule-là ne peut déclencher de grands mouvements. » Sur le fond, en soulignant « cette contradiction décevante de l'électorat de l'opposition qui critique les partis politiques, mais ne se dérange pas quand il a l'occasion de changer les choses ».

Ceux qui n'ont jamais cru que la rénovation pouvait réussir à l'extérieur des formations existantes

voient dans le camouflet lancé à M. Noir par les citoyens abstentionnistes une confirmation de leur analyse. Certains, comme M. Etienne Pinte (RPR), parlent déjà de cette affaire comme « d'une péripétie ». Mais tous jugent que les responsables de l'opposition continueraient de se fourvoyer s'ils en concluaient que le besoin de renouveau exprimé par l'électorat de droite s'est éteint.

M. Bayrou, délégué général de l'UDF, qui se dit « en phase harmonieuse » avec M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, souligne « qu'on en revient à une tentative de réhabilitation des mouvements existants ». M. Séguin entend également « continuer à travailler de l'intérieur pour préparer dans la mouvance gaulliste une grande force politique sans a priori idéologique ». M. Wiltzer voudrait que l'on déplace à présent l'entreprise sur le terrain des idées : « Il s'agit moins maintenant de pousser à la rénovation des structures que de redéfinir des convergences sur le fond. »

La guerre et le « subalterne »

A l'unanimité, tous ceux-là disent qu'il sera bien temps de rouvrir ce dossier une fois la guerre du Golfe terminée. Chacun sait que, pour cause de guerre, des lignes de clivages se feront jour, sur l'avenir de la France en Europe, sa défense, sa diplomatie, ses relations avec le monde arabe. M. Millon le pense, attaché aussi à l'idée que les élections régionales de 1992 déclencheront obligatoirement une évolution des structures politiques actuelles. M. François Léotard le croit aussi.

« Les conséquences de la guerre, explique-t-on dans son entourage, seront d'une telle ampleur que tout ce qui se passe aujourd'hui apparaitra bien vite subalterne. » On assure que M. Léotard ne dispose pas d'une minute pour s'intéresser à ce genre de problème, façon fort aimable de renvoyer M. Noir au « subalterne ».

L'histoire du couple Noir-Léotard devient compliquée. Le maire de Lyon a cru un peu vite qu'il distancerait durablement son partenaire de la Force unie. Les

conseillers de M. Noir expliquaient que le départ volontaire de M. Léotard de la présidence du PR avait été « dénoncé » par la démission du RPR et de son siège de député du maire de Lyon. Aujourd'hui, M. Noir reproche au maire de Fréjus de l'avoir laissé plonger seul dans l'aventure, d'être resté figé sur le plot de départ. Il y a là un malentendu qui n'est pas près de se dissiper. Les Léotardiens confient qu'ils ne sont pas enclins à « verser des larmes de sang » sur la mésaventure de M. Noir.

Le maire de Lyon envisage un tour de France, la création de clubs en province, la constitution d'un groupe parlementaire autonome à l'Assemblée nationale. Mais, pour peu qu'il ait été tenté par ce genre de projet, M. Léotard ne semble guère passionné, considérant que le plus important, désormais, « est de savoir attendre ». Le fait que M. Noir agisse comme s'il ne se passait rien sur la scène internationale, comme si, dimanche dernier, l'abstention n'avait pas battu tous les records, est jugé sévèrement. « Il ne pourra pas rester en marge », affirme M. Millon. « Son orner me paraît très sombre, observe M. Bayrou. Ce qui vient de se passer va le handicaper pour longtemps. » « Je souhaite sincèrement, explique M. Séguin, qu'il arrête cette démarche qui le conduit à l'impasse et lui procure tous les désagréments à Lyon, dans sa région et ailleurs. » « Je me fais fort de l'y aider », dit-il, ironique.

DANIEL CARTON

Précision. — A la suite de l'article consacré, dans le Monde du 24 janvier, à M. Michel Noir, M. Jérôme Jaffré, vice-président de la SOFRES, nous prie de préciser que « si son institut réalise bien des enquêtes d'opinion pour le maire de Lyon, il n'exerce auprès de M. Noir aucune activité de conseil politique ».

Le garde des sceaux en visite à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire

M. Nallet en « ministre des prisons »

« L'administration pénitentiaire ne sera pas sous mon ministère l'arrière-boutique un peu honteuse de l'institution judiciaire », créant une certaine surprise par un ton bien différent de celui de son prédécesseur, M. Henri Nallet a présidé, jeudi 31 janvier, la cérémonie de sortie de la dernière promotion de surveillants de l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), à Fleury-Mérogis.

Sortant des considérations habituelles, mélange de patelines recommandations et de promesses jamais datées, le garde des sceaux a touché juste là où, depuis des lustres, le bâillement des ministères de la justice. Aux élèves-surveillants, sur le point de gagner dans quelques jours leur premier poste, M. Nallet, qui veut tout autant être « le ministre des prisons » que celui de professions plus prestigieuses comme les avocats ou les magistrats, a tenu un discours bien éloigné de la langue de bois et qui en a apparemment séduit plus d'un. Conscient de ce que l'ENAP, leur école, est le parfait anagramme de l'ANPE, le ministre sait bien qu'il n'y a pas de « vocation pénitentiaire chez les petits enfants », et que l'on vient là plus par nécessité que par goût. « Il est en effet des environnements de travail plus surs que les établissements pénitentiaires », a-t-il ironisé sans se voir opposer de démenti.

Des promesses et un pacte

Il n'y a pas de quoi déprimer pour autant, estime M. Nallet, qui veut voir dans la fonction de surveillant, « peut-être la plus difficile », « une des grandes administrations de la République », comptable de l'exécution des décisions d'une justice rendue au nom du peuple français. « Cette fonction mérite le respect et la considération de tous nos concitoyens », même si son image est « dévalorisée ». « Il est beaucoup plus facile de considérer les maîtres comme des fonctionnaires de second rang que de régler les problèmes de la délinquance dans notre société », a poursuivi le ministre.

Aussi faut-il changer non seulement l'image de la profession, mais aussi sa réalité si l'on veut se convaincre et convaincre autrui de « l'utilité sociale fondamentale » de la fonction de surveillant.

Les boocées paroles passant mieux avec quelques gratifications sonnantes et trebuchantes, M. Nallet a donc annoncé que les traitements des surveillants — c'est une vieille revendication — seraient ali-

gnés strictement sur ceux des gardiens de la paix et des gendarmes d'ici à 1996. Au-delà de la sensible augmentation de salaire (évaluée à 500 F au plus haut grade), c'est un progrès symbolique qui a été salué par une ovation inattendue dans ce cadre. De même, la promesse a été faite de faire passer, d'ici à 1992, la formation de quatre à huit mois. L'administration — la voie avait été largement ouverte lorsque M. Jean-Pierre Dutilleul, aujourd'hui directeur de cabinet de M. Nallet, était à la tête de l'administration pénitentiaire — devra faire de gros efforts de déconcentration, et les promotions internes seront facilitées et encouragées.

ON VOUDRAIT ÊTRE AIMÉ COMME LES AGENTS DE POLICE.



Ces promesses ne sont pourtant pas à sens unique : les surveillants de prison portent un uniforme, ce qui implique des droits, mais aussi des devoirs. M. Nallet, tout aussi fermement que lorsqu'il prend des engagements dans le sens du poil, les a rappelés à leur propre déontologie : s'ils sont attaqués, il les défendra, mais « si d'aventure », à l'extérieur des établissements pénitentiaires et au détriment des détenus, « la loi était transgressée », « mon devoir », a dit le garde des sceaux, serait d'être à l'égard des contrevenants d'une grande sévérité. Il y va des principes de notre démocratie et de l'honneur de votre administration.

C'est un « pacte », a dit le ministre. Mais pour signer un pacte, il faut être deux. Fortement troublée depuis plusieurs années par des mouvements de protestation et de profondes réformes, l'administration pénitentiaire est peut-être aujourd'hui mûre pour ce genre d'accord.

AGATHE LOGEART

M. Joxe et les questions religieuses

Le fédérateur de l'islam en France

Le premier texte que M. Pierre Joxe ait signé à son arrivée Place Beauvau, en juillet 1984, fut un décret de nomination d'un pasteur en Alsace. N'en déplaise à ses prédécesseurs, dire qu'il fut le premier ministre de l'intérieur à prendre au sérieux la fonction de ministre des cultes, qui est traditionnellement rattachée à son portefeuille, n'est pas excessif.

Non seulement il s'acquitta de ses pouvoirs de reconnaissance des congrégations religieuses et de nomination des fonctionnaires du culte dans les départements concordataires, mais, bien plus, ce protestant de formation et de conviction, familier de l'Oratoire du Louvre (dont le pasteur, Pierre Fath, était l'un de ses conseillers privés) fréquentait les locaux de la Fédération protestante de France, recevait le grand rabbin, le cardinal-archevêque de Paris, de nombreuses personnalités musulmanes, allant même jusqu'à consulter des spécialistes à l'université Al-Azhar, au Caire, avant de s'attaquer au délicat problème de l'organisation de l'islam en France.

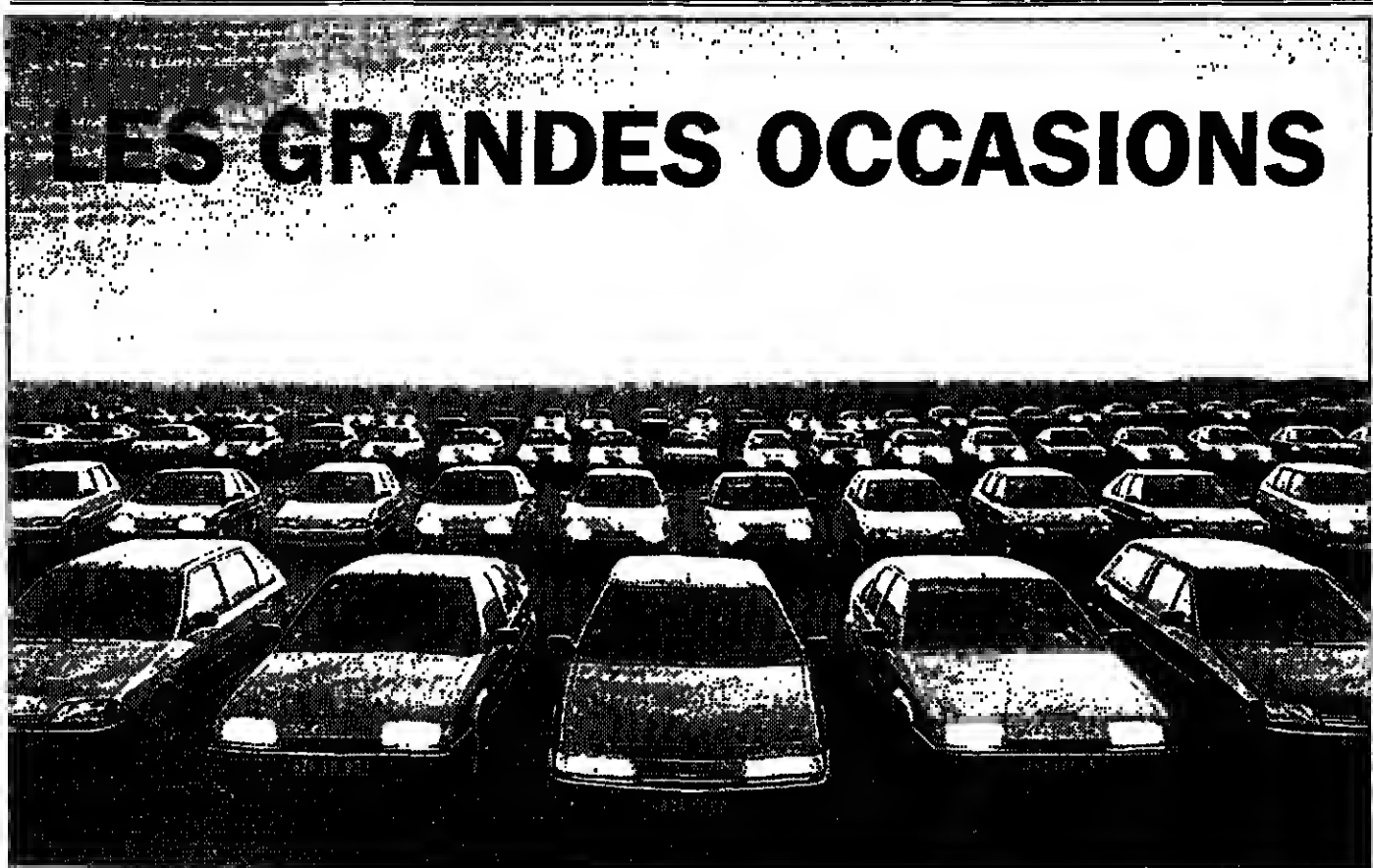
Cet intérêt pour les questions religieuses, M. Pierre Joxe l'avait particulièrement manifesté le 12 septembre 1980 à Strasbourg devant les parlementaires, les autorités religieuses du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Là, il fit un éloge remarqué du régime concordataire, d'une laïcité plus

ouverte et respectueuse de la liberté religieuse pour tous, y compris des musulmans. Des représentants du Comité national d'action laïque (CNAL) sont venus, jusqu'à son bureau, manifester leur désaccord avec un tel discours.

Le principal mérite de M. Pierre Joxe, ministre des cultes, restera cependant d'avoir amorcé l'organisation de la communauté musulmane, dont ses prédécesseurs s'étaient plutôt accommodés de la division. La tâche prise par cette communauté, devenue la deuxième religion de France, la diversité croissante de ses besoins (notamment en lieux de culte), la montée des intégrismes et la fragilité du processus d'intégration (affaire du foulard islamique) ont mis en évidence le besoin d'interlocuteurs reconnus de l'islam de France.

Après maintes consultations, M. Pierre Joxe a refusé toute formule d'organisation autoritaire. Avec une quinzaine de personnalités représentatives de la diversité de cette communauté (origine nationale, sensibilité religieuse, implantation régionale), il a jeté les bases, en 1980, d'un Conseil de réflexion de l'islam de France (CORIF) qui, au fil des mois, fait ses preuves et contribue, dans le climat créé par la guerre du Golfe, à l'apaisement des passions.

H. T.



GAGNEZ 1 AN D'ARGUS* SUR LA REPRISE DE VOTRE VÉHICULE

* Cette offre est réservée aux particuliers dont le véhicule à reprendre est coté à l'Argus, d'une année modèle antérieure à l'année modèle 1988, et qui achètent un véhicule d'occasion d'une cylindrée au moins égale à celle du véhicule à reprendre. Pour les véhicules n'étant plus cotés à l'Argus, offre de reprise 5000 F TTC ou beaucoup plus si son état le justifie.

** Valeur de reprise de l'année modèle qui suit celle du véhicule à reprendre, au cours moyen du jour, modifiée en fonction du kilométrage effectif, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15 % de frais professionnels. Chez Citroën, les reprises ont vraiment de l'avance. Et du 1^{er} au 11 février, il y a encore plein d'autres choses à découvrir.

DU 1^{er} AU 11 FÉVRIER 1991

CITROËN EUROCASSION



Un arrêt de la Cour de cassation

René Bousquet pourra, éventuellement, être renvoyé devant une cour d'assises

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 31 janvier, le pourvoi formulé par René Bousquet contre la désignation de la chambre d'accusation de la cour d'appel pour instruire la plainte déposée contre lui. Plus aucun obstacle juridique ne s'oppose donc désormais ni à l'instruction du dossier ni au renvoi éventuel devant une cour d'assises de l'ancien secrétaire général de la police sous le régime de Vichy, considéré, par les parties civiles, comme l'un des principaux responsables français des grandes rafles du Vel d'Hiv en 1942.

C'est peu dire que le parquet général de Paris aura manqué d'ardeur à diligenter les poursuites contre René Bousquet, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans. Le gymnase judiciaire que courent M^{rs} Serge Klarsfeld et Charles Libman, au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, rejoint par M^{rs} Joe Nordmann et Alain Lévy, au nom de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, a commencé le 13 septembre 1989.

Le subordonné de Bousquet, Jean Leguay, qui fut son délégué en zone occupée, est, à cette date-là, décédé depuis quelques mois, et l'instruction de son affaire, inachevée au moment de sa mort, a mis en lumière les respon-

sabilités propres de M. Bousquet. « En ce qui concerne les fonctions de M. Leguay, il n'avait aucun pouvoir de décision. Il était chargé de transmettre les informations et les ordres des autorités SS à moi-même ou au ministre de l'Intérieur », avait, par exemple, déclaré René Bousquet lui-même au juge d'instruction du dossier Leguay en 1985.

Donc, lorsque les parties civiles, en 1989, portent plainte contre René Bousquet, on peut penser que l'instruction, largement « débroussaillée » par celle de l'affaire Leguay, ira bon train. Mais pendant un an, il ne se passe rien. La plainte paraît avoir disparu dans les tiroirs du procureur général de Paris, M. Pierre Truche. Ce n'est que le 26 septembre 1990 que M. Truche demande l'ouverture d'une information judiciaire contre René Bousquet.

Dernière carte

Les raisons de cette lenteur ont été plusieurs fois évoquées dans ces colonnes. Si la volocité politique à juger Barbie a été sans faille, si le procès d'un Paul Touvier, rouge provincial secrétaire de la Milice, est envisagé sans réticence, il en va tout différemment d'un Bousquet. Jeune technocrate promoteur de la III^e République, René Bousquet a effectué toute sa carrière politique avant la guerre sous les auspices du radicalisme toulousain. Dans les années 50, il reprit une brillante carrière de directeur général adjoint de la Ban-

que d'Indochine. Son procès serait assurément celui d'une certaine élite administrative française, compromise dans le régime de Vichy.

Le chef de l'Etat lui-même ne fait pas mystère à ses proches de sa répugnance à voir la « paix civile » risquer d'être troublée par ce procès. « Il y a d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy. (...) Au-delà de la nécessaire lutte contre l'oubli, il peut paraître important de préserver la paix civile », explique ouvertement, en octobre, à votre confrère Libération, le nouveau ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman.

Ainsi M. Truche requiert-il, le 19 octobre, que la chambre d'accusation se déclare incompétente à instruire les plaintes. Pour le parquet général, l'affaire relève de la Haute Cour de justice, créée à la Libération, procédure lourde et hasardeuse dont le résultat serait à l'évidence l'enterrement définitif du dossier. Les textes d'impénitence pas que les jurés de cette Haute Cour soient choisis sur une première liste comprenant « cinquante sénateurs ou députés en cours de mandat au 1^{er} septembre 1959 » ? Mais la chambre passe outre et, le 19 novembre, dans un arrêt remarqué, se déclare compétente.

Le parquet général renonce, alors, à se pourvoir en cassation. Reste évidemment... M. Bousquet lui-même, qui, jouant sa dernière carte, décide de se pourvoir contre cet arrêt du 19 novembre. La cour de cassation vient de lui ôter ce dernier espoir.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

VOILE : Coupe de l'America

Marc Pajot, capitaine débarqué

A moins d'un an du début des éliminatoires de la Coupe de l'America, programmée en janvier 1992 à San-Diego (Californie), le Défi français est en crise. Le conflit qui opposait, sur la gestion de cette entreprise, l'Association pour l'America's Cup en France, et Marc Pajot, initiateur de ce Défi, a abouti, jeudi 31 janvier, à la mise à l'écart de ce dernier. La Ville de Paris qui devait apporter 45 millions de francs et donner son nom au bateau, considère que les bases de l'accord ne sont plus réunies.

« Fluctuat nec mergitur » (Il est battu par les flots mais ne sombre pas). La devise de la Ville de Paris risque de ne pas s'appliquer au bateau qui devait porter son nom dans la prochaine Coupe de l'America. Marc Pajot qui avait prévu de s'envoler, vendredi 1^{er} février, pour la Californie afin de commencer, sur le plan d'eau de San-Diego, sa campagne d'entraînement pour le premier championnat du monde des « class America » en mai, puis les éliminatoires de la Coupe de l'America en janvier 1991, devra sans doute ajourner son projet.

Après avoir constaté que Marc Pajot refusait de limiter son action au rôle de directeur sportif et de barreur du Défi, le comité directeur de l'Association pour l'America's Cup en France a décidé, jeudi 31 janvier, de « préserver l'avenir du Défi en réorganisant la direction sportive ». Ce comité directeur, formé en décembre 1990 pour tenter de trouver une solution à la crise qui couvait depuis quelques mois, est composé des responsables

de l'Association présidée par l'amiral Brac de La Perrière et des principaux partenaires techniques et financiers du Défi, comme MM. Roger Caille, président de Jet Services et propriétaire du chantier naval Multiplast, Serge Dassault, président de Dassault Aviation, Jacques Dewailly, président de la Compagnie générale de chauffage, et Henri Racamier, président d'ORCOFI.

Dans sa démarche, le comité directeur affirme avoir le soutien des principaux responsables opérationnels du Défi, de l'équipage, (à l'exception peut-être de Marc Bousquet, le tacticien), et de la Fédération française de voile pour réunir les meilleurs talents autour d'un nouveau barreur.

Transparence financière

« Il s'agit d'offrir aux entreprises partenaires toutes les garanties de bonne gestion et de transparence financière (...). Cette mission ne peut être confiée à une société commerciale dirigée par un seul homme », a indiqué l'amiral Brac de La Perrière pour justifier la décision du comité directeur. Afin d'assurer la gestion du Défi au quotidien et de collecter les aides recueillies par l'Association pour l'America's Cup en France, Marc Pajot avait, en effet, créé la société France sup, dont il était l'actionnaire majoritaire. Des divergences sur la gestion du Défi avaient abouti au retrait d'autres actionnaires. Cette situation, acceptée alors que les caisses de France Cup étaient vides, est, semble-t-il, devenue insupportable depuis que Marc Pajot a obtenu le soutien de la

Ville de Paris à hauteur de 45 millions de francs.

L'Association pour l'America's Cup en France peut-elle pour autant se passer de Marc Pajot ? Le navigateur baulois ne peut certes pas lancer un autre Défi. Ce dernier a été déposé au nom du Yacht Club de France dont le président, M. François Cam, est membre du comité directeur de l'Association. D'autres barreaux de talent existent en France, mais aucun ne peut se prévaloir de l'expérience acquise par Marc Pajot et Marc Bousquet qui avaient hissé French Kiss en demi-finale des précédents éliminatoires de la Coupe, en 1987 en Australie. Mais le plus grave dommage est peut-être celui porté à l'image du Défi français auprès des éventuels partenaires financiers.

Ainsi la Ville de Paris, qui venait de verser le 24 janvier un premier acompte de 10 millions de francs, a décidé de différer la signature définitive de l'accord avec l'Association, prévue le 31 janvier. « La Ville de Paris avait décidé d'apporter son soutien à une équipe qui n'existe plus. Nous considérons que les bases de l'accord ne sont plus réunies », a expliqué M. Jean-Michel Hubert, directeur des finances de la Ville de Paris.

Or, pour assurer sa participation au Championnat du monde des class America en mai et la survie du Défi jusqu'à, quelque 30 millions de francs sont nécessaires. Malgré la confiance manifestée par les membres du comité directeur de l'Association, on peut douter qu'une telle somme soit réunie dans le contexte économique actuel.

GERARD ALBOUY

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Le bon cœur de Simone Weber

NANCY

de notre correspondante

En dépit des efforts déployés par ses avocats, aucun des médecins qui a comparu jeudi devant la cour d'assises n'a reconnu à Simone Weber la moindre affection cardiaque. L'accusée souffre de troubles broncho-pulmonaires, d'arthrose, d'allergie, mais de maladie de cœur point. Pourtant, le 5 mai 1980, soit neuf jours avant le décès subit de Marcel Fixard, Simone s'est présentée dans une pharmacie nancéenne, munie d'une ordonnance du docteur Loeb, de Strasbourg, pour y acheter deux boîtes de digitaline. L'ordonnance avait été falsifiée par Simone pour traiter, a-t-elle dit, sa tachycardie.

Gérard Loeb est un médecin ordonné et méticuleux. Avant de venir déposer, il a consulté ses archives. « J'ai soigné M^{rs} Weber du 7 novembre 1974 au 21 décembre 1978. J'ai vérifié. Durant cette période, je l'ai rencontrée quarante-trois fois pour des problèmes broncho-pulmonaires ou allergiques, jamais pour des affections cardiaques ». Il précise qu'en dix-sept ans de carrière « il ne se souvient pas avoir de son propre chef prescrit de la digitaline. La digitaline, c'est trop délicat à manier. C'est un poison qu'on manipule goutte par goutte, pas plus de deux ou trois par jour ». Les trois autres médecins confirmeront n'avoir jamais traité l'accusée pour une quelconque pathologie.

Pourtant, on n'a pas retrouvé de digitaline sur les restes de

Marcel Fixard. M^{rs} Michèle Rudler, « patronne » du laboratoire scientifique de la préfecture de police de Paris, qui a été chargée de l'examen toxicologique est formelle. « J'ai reçu des boîtes scellées provenant de l'exhumation qui avait été faite à l'hiver 1985. Aucun produit toxique, et notamment de la digitaline n'a été retrouvé dans les viscères putréfiés ». Elle explique ces conclusions par l'antériorité du décès. « Malheureusement, cinq ans après la mort et l'inhumation, très peu de molécules résistent à la décomposition ». M^{rs} Lagrange, avocate de la partie civile, interviendrait : « Mais si M. Fixard n'avait absorbé, aurait-il pu le confirmer ? » L'expert répond que non.

La cour a également entendu M^{rs} Rachel Cateau, la pharmacienne qui a délivré la digitaline à Simone Weber, qui, ce jour de mai 1980, a donné le nom de son premier mariage - Simone Thuot - et l'adresse de sa mère. Ce sont ces indications qui figurent dans l'ordonnance que la pharmacienne devra produire aujourd'hui pour demander à M^{rs} Robinet et Behr, les défenseurs de Simone Weber. Ce détail est d'importance. Simone Weber ne sait plus très bien si elle a pris les deux boîtes de digitaline qu'elle s'était prescrite. Or les experts commis par le juge Thiel ont conclu qu'un arrêt cardiaque subit pouvait survenir sur un cœur pathologique en cas d'ingestion de 8 mg de digitaline. Une boîte n'en contient que 4 mg.

MONIQUE RAUX

La Cité des sciences de La Villette « sur les traces de Beaubourg »

La Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette, à Paris, qui fête son cinquième anniversaire, a reçu cinq millions de visiteurs en 1990. Depuis son ouverture, vingt et un millions de personnes se sont rendues à La Villette. « En fréquentation, nous sommes sur les traces de Beaubourg » (plus de neuf millions de visiteurs par an), a estimé M. Roger Legarda, président de la Cité, faisant le bilan de l'activité. L'an dernier, un million de personnes ont fréquenté la médiathèque, 1,1 million les expositions payantes, 1,1 million la Géode, les autres profitant des activités gratuites. Parmi ces visiteurs, 18 % étaient des étrangers, 49 % venaient de Paris et de la région parisienne et 33 % de province. Des groupes scolaires y venaient pour des « classes Villette » pendant lesquelles

les élèves restent une semaine à la Cité avec leur professeur.

Avec un budget total de 722 millions de francs, La Villette entend élargir son public et accentuer ses efforts en faveur de l'éducation et de la formation. C'est ainsi qu'une « Cité des enfants », doit ouvrir ses portes en 1992. Dès cette année, seront également développés les stages de deux jours pour les professeurs du secondaire.

La Cité des sciences et de l'industrie célèbre son cinquième anniversaire en mars prochain, avec notamment deux grandes colloques, intitulés « Science, pouvoir et citoyen » et « La société industrielle et ses mutations : demande sociale et choix politiques, 1890-1990 ».

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

Salem. Cigarettes américaines.

SOCIÉTÉ

La préparation du congrès de Clermont-Ferrand

La FEN, forteresse ébranlée

Quatrième centrale syndicale française, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) traverse une crise profonde. Affaiblie par les divisions internes et par la désaffection des enseignants, confrontée aux mutations brutales du système éducatif, elle va tenter de reprendre souffle à l'occasion de son congrès, qui se réunira à Clermont-Ferrand du 4 au 8 février.

L'histoire de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), depuis une bonne quarantaine d'années, n'est pas avare de crises et de sévères empoisonnements. Le contraire eût été surprenant : faire cohabiter sous le même toit quarante-huit syndicats catégoriels regroupant toutes les familles de la gauche enseignante - depuis les trotskistes jusqu'aux différents clans socialistes en passant par les communistes de toutes sensibilités - n'a jamais été une mince affaire.

Récemment pourtant, à la veille d'un congrès, l'équilibre délicat de la fédération d'« ours » parus si différents, si incertains, son secrétaire général si défensif, la forteresse ébranlée. Comme minée de l'intérieur par ses propres divisions. Parcourez depuis des mois par des rumeurs de rupture ou d'éclatement.

Le signe le plus perceptible de la crise est l'affaiblissement de la majorité de la FEN, organisée autour de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), proche du Parti socialiste et dominée depuis toujours par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) et ses cent soixante-dix mille adhérents, soit près de la moitié des trois cent cinquante mille membres de la fédération. Les élections professionnelles dans le monde enseignant ont ainsi été marquées, il y a quelques semaines, par une chute brutale du SNI, dont l'adhésion a reculé de huit points depuis 1987. Inversement, le Syndicat national des enseignants de second degré, le SNES, qui regroupe les professeurs de lycée, a progressé d'un point. Or le SNES et ses soixante-dix mille adhérents constitue le pilier de la tendance Unité et action, qui ressemble notamment, depuis l'origine de la FEN, les enseignants proches du Parti communiste.

Pilonnage intensif

Cet avertissement sévère devrait être confirmé lors du congrès de Clermont-Ferrand. En effet, comme l'indiquent tous les pointages des scrutins départementaux, le rapport d'activité de la direction ou devrait être approuvé par environ 54 % des mandats (contre 57 % en 1988 et plus de 60 % en 1985). Plus significatif encore, les votes qui auront lieu la semaine prochaine sur les motions d'orientation des différentes tendances devraient marquer un recul très sensible de la majorité UID, celle-ci ne rassemblant guère plus de 54 % des mandats, contre 60 % en 1987. Sans être réellement menacée,

la majorité de la FEN est donc sérieusement bousculée par ses contestataires.

Car les critiques volent bas, depuis des mois. Celles de la tendance Unité et action ne sont pas nouvelles. Mais le pilonnage est de plus en plus intense. « La direction a perdu sa crédibilité sur tous les fronts, morale, idéologique, M. Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, incapable d'être un aiguillon sur les grands enjeux, absence des lueurs quotidiennes sur le terrain, la majorité de la FEN n'a plus ni projet syndical ni projet de société. Du coup, elle se met à la remorque du politique et joue les porteurs d'eau pour le gouvernement. » Bref, la direction de la FEN hypothèque gravement l'indépendance du syndicat. Bien calée sur son siège, le SNES tire indéniablement bénéfice - bien au-delà de la mouvance des enseignants communistes - de l'inquiétude des professeurs face à l'avenir, de leur crainte de voir le système éducatif bouleversé par l'ouverture des lycées, ou encore de leur anxiété face au remodelage annoncé des programmes et de l'organisation pédagogique.

« Syndicalisme de somme »

L'opposition classique d'Unité et action n'aurait cependant pas suffi à plonger la direction de la FEN dans la position très inconfortable où elle se trouve. La goutte d'eau a été l'apparition, un mois tout juste avant le congrès, d'un nouveau courant d'opposition, baptisé Autrement, dont le pilier est le SNETAA, le Syndicat national de l'enseignement technique, troisième poids lourd de la FEN après le SNI et le SNES. Car la création de cette nouvelle tendance, issue d'une scission au sein de la majorité UID, explique pour l'essentiel le recul perceptible de la majorité à Clermont.

Non seulement du fait de l'attitude traditionnelle du SNETAA, défenseur inlassable et efficace des enseignants de technique, ce nouveau courant renforce le pôle corporatiste de la FEN, mais surtout il alimente les critiques de la base contre une direction volontiers jugée trop kobaïniste et trop technocratique. Ainsi le chef de file du congrès de la Rochelle, et l'inspecteur principal de 1988, elle obligeait à pied avec les responsables socialistes, en l'occurrence l'équipe de Laurent Fabius, alors en charge de l'éducation au PS. La base de l'« autre » des enseignants de la FEN, Autrement, est simple : la rénovation et l'adaptation du système éducatif en échange d'une reconnaissance substantielle du métier d'enseignant. Cela s'avère en réalité, comme l'admet un responsable socialiste, un « marché de dupes » dans la FEN, aujourd'hui encore, le plus.

Car, à peine installé rue de Grenelle, en mai 1988, M. Lionel Jospin, après mûre réflexion, et contre l'opinion du premier ministre, le ministre de l'éducation décida finalement d'engager d'abord les négociations sur la reconnaissance de ce corps. C'est un congrès d'étape qui doit établir un diagnostic.

Ces critiques redoublées sont d'autant plus efficaces que la direction de

la FEN a indéniablement du mal à afficher une stratégie claire et mobilisatrice. Sur les deux terrains où elle avait décidé d'avancer lors du précédent congrès, à la Rochelle en 1988, elle se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux. En effet, l'impasse est comblée sur les perspectives carées depuis plusieurs années d'une « reconquête » globale du paysage syndical national. L'an dernier encore, dans le Monde, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, lançait un appel à la « reconstruction » d'une « grande confédération syndicale ». Or cet appel n'a rencontré aucun écho sérieux auprès des deux partenaires auxquels pouvait s'adresser M. Simbron. Difficile en effet d'imaginer que l'enseignant puisse envisager, pour l'instant, de rechercher des convergences avec la FEN alors que M. Marc Blondel a été élu, il y a deux ans, sur une ligne dure et farouchement indépendante. Quant à la CPDT, elle s'est manifestement tenue par un tête-à-tête avec la FEN, et sa branche enseignante, la SGEN, craint à l'évidence de perdre quelques plumes dans un éventuel rapprochement avec la FEN. « Il faut que la FEN se clarifie. On veut ensuite ce qu'on pourrait faire ensemble », note avec beaucoup de circonspection son secrétaire général, M. Jean-Michel Boullier.

L'autre piste stratégique ouverte il y a trois ans n'a pas davantage permis d'engager une réelle dynamique. Il s'agissait de redéfinir le projet éducatif de référence de la FEN et d'inciter les enseignants à « travailler autrement » pour s'adapter à l'évolution de l'école. Vaste et passionnant chantier, qui a conduit la fédération à repenser les pratiques pédagogiques et les contenus d'enseignement, les rythmes scolaires et les « parcours de la réussite », mais sans que cela ait permis pour une bonne partie des enseignants et en particulier pour ceux des lycées, bastion du SNES.

« Un marché de dupes »

A défaut de pouvoir s'appuyer pleinement sur sa base, la direction de la FEN engage alors un pari délicat : dans les mois qui précéderont le congrès de la Rochelle, et l'élection présidentielle de 1988, elle obligeait à pied avec les responsables socialistes, en l'occurrence l'équipe de Laurent Fabius, alors en charge de l'éducation au PS. La base de l'« autre » des enseignants de la FEN, Autrement, est simple : la rénovation et l'adaptation du système éducatif en échange d'une reconnaissance substantielle du métier d'enseignant. Cela s'avère en réalité, comme l'admet un responsable socialiste, un « marché de dupes » dans la FEN, aujourd'hui encore, le plus.

Car, à peine installé rue de Grenelle, en mai 1988, M. Lionel Jospin, après mûre réflexion, et contre l'opinion du premier ministre, le ministre de l'éducation décida finalement d'engager d'abord les négociations sur la reconnaissance de ce corps. C'est un congrès d'étape qui doit établir un diagnostic.

Ces critiques redoublées sont d'autant plus efficaces que la direction de

la FEN a indéniablement du mal à afficher une stratégie claire et mobilisatrice. Sur les deux terrains où elle avait décidé d'avancer lors du précédent congrès, à la Rochelle en 1988, elle se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux. En effet, l'impasse est comblée sur les perspectives carées depuis plusieurs années d'une « reconquête » globale du paysage syndical national. L'an dernier encore, dans le Monde, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, lançait un appel à la « reconstruction » d'une « grande confédération syndicale ». Or cet appel n'a rencontré aucun écho sérieux auprès des deux partenaires auxquels pouvait s'adresser M. Simbron. Difficile en effet d'imaginer que l'enseignant puisse envisager, pour l'instant, de rechercher des convergences avec la FEN alors que M. Marc Blondel a été élu, il y a deux ans, sur une ligne dure et farouchement indépendante. Quant à la CPDT, elle s'est manifestement tenue par un tête-à-tête avec la FEN, et sa branche enseignante, la SGEN, craint à l'évidence de perdre quelques plumes dans un éventuel rapprochement avec la FEN. « Il faut que la FEN se clarifie. On veut ensuite ce qu'on pourrait faire ensemble », note avec beaucoup de circonspection son secrétaire général, M. Jean-Michel Boullier.

L'autre piste stratégique ouverte il y a trois ans n'a pas davantage permis d'engager une réelle dynamique. Il s'agissait de redéfinir le projet éducatif de référence de la FEN et d'inciter les enseignants à « travailler autrement » pour s'adapter à l'évolution de l'école. Vaste et passionnant chantier, qui a conduit la fédération à repenser les pratiques pédagogiques et les contenus d'enseignement, les rythmes scolaires et les « parcours de la réussite », mais sans que cela ait permis pour une bonne partie des enseignants et en particulier pour ceux des lycées, bastion du SNES.

Une réorganisation par branches

Affaiblissement de son audience, impasse ou déphasage de sa stratégie : pour sortir de cette crise complexe, la direction de la FEN a placé le congrès de Clermont-Ferrand sur un autre terrain. Celui de la réorganisation interne. « Dans sa stratégie, commente un observateur, la FEN a mal évalué les conséquences du déplacement du centre de gravité du système éducatif du premier degré - qui constitue le gros de ses troupes à travers le SNI-PEGC - vers le second degré, et vers la chaîne gardée du SNES. » Evolution d'autant plus préoccupante pour l'actuelle direction que le poids de la démographie scolaire et l'ouverture des portes des lycées la rendent inéluctable.

Pour tenter de retrouver des prises solides à long terme, la solution envisagée consiste à remodeler en profondeur l'organisation de la fédération autour de quelques grandes branches d'activité (enseignement, direction, inspection, etc.). Outre la simplification du paysage actuel et l'amélioration de l'efficacité de l'ensemble, une telle refonte aurait surtout l'avantage de casser les fiefs catégoriels aujourd'hui par le courant Unité et action dans les lycées, ou par Autrement dans l'enseignement technique.

C'est tout l'enjeu du congrès de Clermont-Ferrand. Mais un enjeu qui dépasse largement le monde enseignant. De l'issue du débat qui va s'engager dépendra, à terme, la capacité de la FEN à relancer son projet de reconstruction syndicale avec les autres centrales. Comme la possibilité pour le gouvernement de pouvoir s'appuyer sur un pôle réformiste pour piloter les nécessaires évolutions du système éducatif.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

COMMUNICATION

Mobilisation de l'UER et projet Euronews

La coalition des télévisions européennes

Le réseau de communications de l'Union européenne de radio-diffusion (UER) fonctionne à plein pour la couverture de la guerre du Golfe. Parce qu'il a mis en évidence la prédominance des images américaines, le conflit relance aussi l'intérêt pour le projet Euronews de chaîne d'information en continu, préparé par plusieurs membres de l'UER.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Cette coalition-là regroupe trente-neuf membres dans trente-deux pays. Mais ses seules armes sont caméras et satellites de communications. Les membres actifs de l'Union européenne de radio-diffusion - télévisions et radios d'Europe, du Maghreb et du Proche-Orient - ont mis en place des moyens exceptionnels pour couvrir le conflit du Golfe. Mais ces moyens seraient inefficaces sans canaux de transmission et d'échange. Tout en laissant la maîtrise du contenu rédactionnel à ses membres, l'UER a donc considérablement intensifié ses services de support logistique, en sus des traditionnels échanges de « sujets » d'actualité entre membres de l'Eurovision.

Chaque jour, sur les 13 800 kilomètres de liaisons terrestres qui irriguent le continent de Tobrouk à Belfast et d'Helsinki à Rabat, et grâce à deux répéteurs de satellites tous à l'ouest, les images circulent. Au siège de l'UER, sur les bords de Genève, les coordinateurs se relaient dans un bâtiment de verre fumé, relié en permanence aux points chauds du globe. Ici, on pense en heure GMT. Pour la première transmission du jour, à 4 h 45, le bureau de New-York propose des images de George Bush et de Saddam Hussein, mais aussi un reportage sur les tatonnements patriotiques des Américains.

Plus tard dans la matinée, les propositions des membres sont recensées, avec leur contenu résumé, les indications techniques de son couleuvre, etc. Fédéralisme du roi Olaf de Norvège, gagnants du rallye de Monte-Carlo, incendie de l'ambassade américaine à Varsovie... Demandes par plus de cinq milliers de sujets feront partie d'EURN-1, l'envoi de 11 h, le dernier. En revanche, on sera pas du lot, faute de susciter l'intérêt. Et le balai des appels et des téléx reprend, pour EURN-1 à 14 h 15, puis EURN-2 à 17 h 45, dernière limite avant les journaux du soir.

Le « marché aux images »

Plus de 14 000 « sujets » ont ainsi transité par l'UER en 1989. Le principe de base est la gratuité des frais techniques : chaque télévision verse au pot commun ce qu'elle peut y puiser ce qu'elle veut. « Le système n'est pas la seule source d'images internationales des chaînes, comme il y a vingt ans. Mais il demeure un apport essentiel, et surtout une ressource pour les membres : celle de ne rien payer d'important », estime le belge Tony Naets, chef de la division des actualités. Des accords avec les autres unions de radiodiffuseurs d'Europe, pour l'Europe de l'Est, l'Asie, etc. - et avec les grandes agences d'images manuelles complètent ce marché aux images.

Mais l'UER ne se contente pas de ces échanges. Elle étend aussi son réseau en cas de besoin. Elle a, par exemple, loué des antennes de satellite, installées à Dhahran, Jérusalem et Amman. A Genève, ordres et contreordres de réservation se succèdent : « La Cinquième à 11 h 40 de Jérusalem... » La BBC voudrait un additional

de trente minutes à 16 h 35... En liaison avec les coordinateurs de l'UER sur le terrain, chacun s'efforce de gérer au mieux les « files d'attente », qu'il s'agisse d'images « multilatérales » destinées à plusieurs pays - briefings des militaires américains, reprises de la télévision irakienne - comme des reportages de chaque membre, et surtout des directs, les plus difficiles à « caser » dans les créneaux des journaux. Car tous les membres actifs (et certains des cinquante-quatre membres associés, du Japon à l'Australie et au Canada) peuvent utiliser ces antennes et ne s'en privent pas. Aux 200 transmissions quotidiennes par satellite normalement coordonnées par l'UER, sont venues s'ajouter près de 250 liaisons avec le Golfe (70 de Dhahran, 80 d'Amman, 100 de Jérusalem, coviron, depuis la mi-janvier) et un gonflement des liaisons avec le reste du monde. Avec 200 transmissions par jour, Washington confirme néanmoins son rôle de capitale de la guerre.

Cette suprématie irrite un peu Tony Naets, qui y voit une concession à la facilité. « Les sources d'images « brutes » sont limitées pour tout le monde, et nous ne sommes pas en retard sur les chaînes américaines. Par exemple, nous avons transmis en même temps que CNN les images de Saddam Hussein priant, capées à Amman. Malheureusement, certaines chaînes européennes préfèrent reprendre ces images avec le sigle « CNN ». Peut-être parce que, en se contentant de traduire de l'oméricain, elles évitent de faire leur propre commentaire, donc de réfléchir. »

L'effet CNN pourrait pourtant provoquer un tournant européen et accélérer la préparation d'Euronews, ce projet, préparé par un noyau de membres de l'UER, d'une chaîne pan-européenne d'information, diffusée en cinq langues sur le satellite Eutelsat II.

Un contrepoint à la vision américaine du monde

Une des clefs du succès d'audience de CNN tient à son réseau de diffusion permanent, alors que les chaînes généralistes, qui forment le socle de l'UER, ont plus de contraintes pour bouleverser leurs programmes. Euronews désignait les débuts du trésor d'images des membres de l'UER et valoriserait son réseau, en permettant notamment de suivre des événements dans leur continuité. L'idée séduit un nombre croissant d'hommes politiques, soucieux de contrebalancer la vision américaine du monde véhiculée par CNN. Mais sa mise en œuvre est encore suspendue à plusieurs conditions, dont la moindre n'est pas l'argent, car la rentabilité d'une telle chaîne est aléatoire à court terme.

Avant de voir le jour, Euronews doit coovertir au moins une dizaine de télévisions. Alors que les Britanniques sont réticents, les chaînes publiques italiennes, françaises et espagnoles font partie du premier noyau qui a élaboré le projet. Belges, Grecs et Finlandais ont confirmé plus récemment leur accord. Et l'obstacle juridique qui limite la participation des chaînes allemandes au projet pourrait être bientôt levé, à l'issue d'une réunion prévue en février.

Avec des soutiens dans quatre grands pays, Euronews pourrait alors officiellement demander des subsides à la Commission européenne. Celle-ci est prête à contribuer au projet. Mais à quelle hauteur ? Le budget prévisionnel d'Euronews dépasse 200 millions de francs annuels. L'argent réuni, resterait encore à choisir un siège entre plusieurs villes candidates. Et surtout à réaliser un programme répondant aux besoins de publics très divers, à l'image de l'Europe.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un entretien avec M. Yannick Simbron

Il faut « reconstruire le syndicalisme pour éviter sa balkanisation », nous déclare le secrétaire général de la FEN

« Le congrès de Clermont-Ferrand semble placé sous le signe de la crise, voire de l'éclatement de la FEN. La direction de la fédération paraît menacée. Cette dramatisation est-elle justifiée ?

— Qu'il y ait des difficultés, c'est indéniable. Un des objectifs du congrès est de mettre à plat ces difficultés et d'y apporter des réponses. Quitte à poser brutalement les problèmes, j'y suis résolu. Tous les systèmes de représentation - associatif, syndical, politiques - traversent une crise.

— Nous devons nous interroger sur ses causes profondes. Sur la montée des individualismes, les contradictions qui traversent le monde salarié aujourd'hui et l'affaiblissement des structures de réflexion, je n'ai pas de réponses toutes prêtes. Car il n'y a plus de système d'explication global, mécanique, des mutations sociales et politiques de plus en plus complexes. C'est la fin de la « pensée magique ». C'est sur cette toile de fond que nous débattions des raisons particulières de la crise du syndicalisme enseignant au cours du congrès.

— Cette crise du syndicalisme, qui n'est tout de même pas nouvelle, semble vous prendre au dépourvu...

— La crise du syndicalisme est générale dans tous les pays indus-

trialisés. Car les mutations industrielles les plus radicales se sont opérées dans les secteurs de forte implantation syndicale, comme les chantiers navals ou la métallurgie. Néanmoins, tous les pays industrialisés n'ont pas réagi à cette crise de la même manière. Notre congrès doit nous fournir l'occasion de poser ces questions que les responsables politiques et syndicaux ne regardent pas en face. C'est un congrès d'étape qui doit établir un diagnostic.

« La mort à petit feu »

— Mais à quand les remèdes ?

— Dès les milieux des années 80, nous avons souligné le problème de l'évolution interne et cherché à jeter les bases d'une réflexion sur la reconstruction avec d'autres forces du mouvement syndical français. Depuis, l'idée de la reconstruction a avancé dans les ténements. Mais sa perspective concrète, à cause du poids et des résistances des appareils syndicaux, s'est éloignée. Il est sûr que la FEN, plus que d'autres centrales syndicales, a toujours été attachée à l'unité syndicale.

— Maintenez-vous la perspective d'un congrès extraordinaire, avant la fin 1992, pour faire avancer cette « reconstruction » ?

— Nous sommes obligés d'organiser un vote pour convoquer un congrès extraordinaire puisque ce n'est pas prévu dans nos statuts. Nous irons au vote à Clermont. C'est le meilleur moyen de clarifier la situation. Nous ferons ce congrès sur la base d'une consultation individuelle des adhérents de la FEN. La méthode avait été utilisée en 1948, au moment de la constitution d'une Fédération enseignante autonome. Elle n'est pas mauvaise.

— Ces projets de remodelage relèvent-ils d'un projet de « cuisine d'appareil » ? Pourrait-il remobiliser des enseignants souvent désabusés ?

— Nous maintiendrons le cap sur les deux lignes de force définies à la Rochelle en 1988 : le projet de reconstruction syndicale, mais aussi la nécessité de travailler autrement. C'est cela ou la mort à petit feu. La classe politique a pris un retard considérable dans la réflexion sur le système éducatif. Et l'idée qu'il est insensé de faire lentement son chemin. C'est une dérive redoutable.

— Quant à la reconstruction, elle est indispensable pour éviter une balkanisation du syndicalisme, déjà trop largement entamée. Il est bien évident que tout monde partagé sur la perspective de la reconstruction qui bouscule les frontières, les territoires, les équi-

bres actuels. Un syndicat de vingt mille adhérents peut parfaitement vivre douillettement, sans trop se préoccuper de ses voisins. Mais la vraie question, c'est : pour faire quoi ? Un tel émiettement conduirait à une addition de corporatismes sans principes et à la dégradation d'un syndicalisme de proposition, capable de faire des grands choix, de promouvoir un projet global et de fédérer des convergences, aussi bien sur les questions d'éducation que sur les problèmes de société.

— C'est pourtant cette vigoureuse défense corporative qui explique le renforcement du SNES dans le second degré, voire l'émergence de la tendance « Autrement » autour du SNETAA, et des enseignements du technique...

— Nous avions pensé que l'effondrement du communisme aurait des conséquences plus rapides sur les clivages au sein de la FEN. Or, aujourd'hui, nous assistons à une dégradation des idéologies et à une montée d'unisme de « gauche-corporé-populisme ». C'est peut-être efficace à court terme, mais, à long terme, cela signifie la mort d'un vrai syndicalisme de proposition.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Relève

Suite de la première page

Je ne saurais conclure, bien entendu, sans adresser un très grand merci à tous ceux qui, membres ou non de la Société des lecteurs, nous ont suivis ou rejoints au cours de ces six années fertiles en péripéties, crises et rebondissements. Sans leur fidélité, leurs encouragements, leurs critiques souvent salutaires, le journal qu'a fondé et y a bichonné un demi-siècle Hubert Beauvillier ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui : le plus influent, à n'en pas douter, des quotidiens

de langue française. Je leur fais confiance pour aider l'équipe de relève à l'adapter aux temps difficiles que nous connaissons aujourd'hui, à poursuivre sa modernisation et à lui donner les moyens de son développement.

ANDRÉ FONTAINE

PS. — Je ne quitte pas vraiment le Monde, puisque j'y garderai un bureau et continuerai d'y écrire. Je voudrais, de plus, en appeler à l'indulgence des nombreux lecteurs dont j'ai dû laisser, depuis quelques mois, faute de temps, le courrier sans réponse. Je vais tâcher, dans la mesure du possible, de réparer, au moins partiellement, cette omission.

THÉÂTRE

Au comble du bonheur

Jacques Villeret est suffisamment célèbre pour faire rire avec « la Contrebasse » de Süskind

« Je tombe à bras raccourcis sur le plus grand des instruments féminins (je parle de sa forme), et, par contrebasse interposée, je viole ma propre mère. » Jacques Villeret parle, tout seul, à voix haute. Il joue la Contrebasse. Une pièce de théâtre, œuvre de l'écrivain allemand Patrick Süskind, autour du livre best-seller mondial *Le Parfum*.

Patrick Süskind n'impose ni nom ni prénom à son quidam qui soliloque. Uo nom, cela limite. Cela isole. Il préfère l'appeler « Quelqu'un ». « Un quelqu'un ». C'est-à-dire, peu ou prou, tout le monde. Ils. Elles. Vous. Ce « Quelqu'un » est l'un des huit contrebasistes de l'Orchestre National. Il vit seul. Il boit beaucoup de bière (le réfrigérateur est débordé). La musique, souvent, il n'aime pas. « Comme musicien, Mozart est très surestimé... Wagner me laisse plutôt froid... Je suis contre le jazz, et le rock, et toutes ces choses-là ».

Il a ses raisons à lui, de ne pas aimer : Wagner, nous dit-il, a composé *Tristan* « uniquement parce qu'il couchait avec la femme d'un ami qui l'a entretenu, lui Wagner, pendant des années ». Raison volontairement bête. Patrick Süskind sait que les bêtes aiment leur bêtise. Dès qu'ils lui donnent leur cours, elle les requinque, comme un verre de mus-

cadet. « Quelqu'un » est bêtement vantard : « La contrebasse est l'instrument le plus important de l'orchestre. » Il résume bêtement des clichés : « C'est dingue comme les prix ont augmenté depuis dix ans. » Il se trouve très malin de ne pas supporter la présence de sa contrebasse chez lui : il est bêtement miso : « Regardez-la, elle a l'air d'une grosse bonne femme, et vieille ». Il fait aussi des plaisanteries, nécessairement bêtes, vagues : « Beethoven a réduit en miettes plusieurs pianos, mais jamais une contrebasse. Il faut lui reconnaître ça. D'ailleurs il n'en jouait jamais ».

La Contrebasse est un triomphe. La salle est pleine soir après soir. Et, du début à la fin, le public meurt de rire. La raison est simple : Patrick Süskind a écrit exactement, à une virgule près, avec un savoir consommé, le monologue avec quoi, dans chaque pays, une vedette comique réussit un tabac sûr. Car un triomphe mondial comme la Contrebasse est un phénomène tripartite : le texte, la vedette comique populaire et le public.

Par l'emprise du cinéma, de la radio, du disque, de la télévision, de la scène, une écriture ou un acteur, même un acteur capable de finesse et d'art verbeux, comme Jacques Villeret, peut devenir une vedette

comique à laquelle le public s'attache. S'attache de tout cœur, fidèlement. L'un de ses désirs est le rire. Le rire qui dénote, qui dé-fatigue, qui fait respirer un petit peu à fond, après des journées exténuantes, entre les lignes d'une vie décourageante. L'effet immédiat bienfaisant de ce simple rire-là est irremplaçable, il n'a aucun substitut qui suscite juste le même effet. Ce rire a une parenté de thérapie avec l'alcool, qui n'a pas d'équivalent non plus, mais que les médecins ne peuvent recommander parce que la dose efficace est très modérée, et comment la maintenir ?

La revanche des moches

Pour que ce rire soit déclenché, il y a des règles. La vedette comique doit exprimer la revanche des moches. Il faut que ce qu'elle dit soit bête. Il y a la pause-bêtise du soir, comme la pause-sûr du dimanche. Une fois l'acteur devenu vedette comique, son public l'adore qu'elle fasse. Une fois, à Toulon, Bourvil était allé jouer une opérette, *Pacifico*. Tout était loué depuis des semaines. Pour voir Bourvil, j'étais monté au dernier balcon. Le théâtre était ancien, le balcon était très profond, avec des volutes, des recoins, il y avait pas

mal de places d'où l'on ne pouvait pas voir la scène, d'autant qu'il y avait du monde en surplus, debout sur les marches.

En bas, sur le devant de la scène, Bourvil déclenchait des explosions de rires fous en tournant le dos à l'orchestre et en « baissant culotte » (authentique). En haut, des gens qui ne voyaient rien demandaient, quand les rires déchaînaient : « C'est lui ou c'est pas lui ? » — « C'est lui », criaient les gens du fond, au comble du bonheur, hurlaient de rire aussi, de confiance. Si ce n'était pas lui, mais un autre acteur qui provoquait les rires (moins forts) d'un bas, personne ne pipait là-haut.

Le texte de la Contrebasse, mitonné aux petits oignons, est sciemment d'une rare pauvreté, d'une rare naïveté. Jacques Villeret, tel ou tel soir, est d'une rare absence, d'un rare laisser-aller, il joue, comme disent les acteurs, « en pilotage automatique ». Tout cela est attristant (cela se voit de toutes les places, nous ne sommes pas à Toulon). Mais il n'y aura jamais rien à redire à un désir, à un besoin, du monde : rire, oublier, se détendre, respirer.

MICHEL COURNOT

Théâtre Hébertot, du mardi au samedi à 21 heures. Matinées samedi 18 heures et dimanche 16 heures. Tél : 43-87-23-23.

Les rêves coupables d'Adamov

« Si l'été revenait »

une pièce autobiographique proche de Strindberg

MARSEILLE

correspondance

Dans le chœur des Bernardines, église devenue théâtre, les rêves de *Si l'été revenait* ont des silences d'officiants. La dernière pièce d'Adamov, complètement onirique, n'est-elle pas une messe parodique avec résurrection des morts, aveux de culpabilité, confession de désirs troubles ? Isabelle Pousseur, chargée de la mise en scène, n'a rien voulu rationaliser. Elle ne livre aucune explication, met à nu un univers mental labyrinthique où affleurent des souvenirs et des effrois ; où resurgissent, thématiques, certains objets comme la balançoire qui, à la dernière image et aux derniers mots, « Tout est réglé », projette les deux vivants au-dessus d'un champ de morts.

L'espace est défini simplement par trois grands portiques, le mobilier et les accessoires descendant des cintres, parfois comme une pluie, selon les besoins. Il revient aux comédiens, dans ce dépouillement scénique, de prêter apparence et souffle aux fantômes, donner crédit aux fantasmes, sans rien résoudre, sans rien apaiser. Il leur appartient d'être réels et pourtant mystérieux, palpables en même temps qu'évanescent.

Venue de Bruxelles pour travailler

en résidence à Marseille, Isabelle Pousseur a réussi l'amalgame des comédiens belges et régionaux pour créer un style de jeu cohérent dans le balancement constant entre le flou et le précis, l'irréalité et l'hyper-réalisme de certains détails. Tantôt c'est une chorégraphie lente des personnages qui circulent dans une absence au monde, et tantôt un conflit brutal, essor d'une musique assourdissante, pendant lequel ils s'empoignent.

Le spectacle, dans sa beauté formelle, dégage ce qui est la beauté maléfique de l'œuvre, une angoisse de l'inaccompli. Comme si l'exorcisme d'Adamov, concernant l'échec affectif, social et politique, n'avait pas réussi à libérer ses héros — à le libérer — d'un passé qui demeure un passif. La pièce, dont la substance autobiographique est indéniable, doit beaucoup à Strindberg ; une filiation qu'Adamov a lui-même proclamée et revendiquée. Aussi le projet d'Isabelle Pousseur de monter le *Songe* après *Si l'été revenait*, et de les présenter comme un diptyque au prochain Festival d'Avignon, est-il de ceux dont on attend la réalisation avec une véritable excitation.

JEAN-JACQUES LERRANT

Si l'été revenait, jusqu'au 9 février au Théâtre Les Bernardines.

« Le Système du monde » à La Villette

Quand on entra dans la petite salle Boris Vian, à la Grande Halle de La Villette, il y a déjà là un homme, un casque aux oreilles, il tripe une drôle de machine musicienne, qui tient des inventions de Nintj et de l'*Odyssée* de l'Espace. Il donne l'impression de ne pas voir ni entendre les spectateurs, de se trouver réellement sur une autre planète qu'une déflagration instantanée aurait mise à portée de regard.

Le *Système du monde*, de Jean-Pierre Laroche, commence à l'intérieur d'un œil géant et se passe un peu partout sur Terre. Ou plutôt la Terre est juste un globe dans la galaxie. On a'y assiste parfois, on la traverse. Des fragments de statue et des pentins se croisent, se saluent, feignent de jouer d'étranges instruments, tournent autour de poulies, font éclater le Soleil et les étoiles...

Entre illusions et magie

Ici est le monde sans boussole, éclaté, percellé, sans envars ni androit — qui rappelle par moments celui de Philippe Genty. Une musique planante plus que céleste est produite par la machine et les violons amplifiés, dont, imperturbable, joue l'homme au casque.

Avec une naïveté feinte, et une vraie poésie, le *Système du monde* mélange illusions optiques, magie électronique, automates primitifs. C'est tout son charme, un charme qui serait plus efficace si les mouvements de ces automates étaient plus variés. Mais naturellement, on y perdrait beaucoup de poésie, et pas mal de magie. Tel quel, le spectacle, qui dure à peine une heure s'arrête juste à la limite de la lassitude.

COLETTE GODARD

Grande Halle de La Villette, Salle Boris Vian, du mardi au samedi à 21 heures. Jusqu'au 10 février. Tél. : 42-40-27-28.

Travelling de Rome à Rennes. — Consacré à la représentation d'une grande ville par le cinéma, le Festival de Rennes propose pour sa seconde édition, du 4 au 12 février, un voyage à Rome sur grand écran. Fellini, Rossellini, Antonioni, Pasolini, De Sica, bien sûr, mais aussi les péplums, le *Spécial* de Kubrick, le *Jules César* de Mankiewicz et... Astérix figurent au programme de ces « évènements romains » qui comptent plus de cinquante titres.

Renseignements : (16) 99-33-52-55.

MUSIQUES

Sur un fil

Délaissé par le chef, le violoniste Gérard Poulet a joué les équilibristes

Le nez dans la partition, hésitant, Guotter Herbig donne le départ du *Concerto pour violon*, de Sibelius. Gérard Poulet se lance à son tour. D'habitude, en décalage, les interprètes donnent l'impression de piétiner sur place.

Herbig aurait davantage dû se méfier d'une œuvre dont les difficultés de mise en place (pourant célèbres) ne se devinent pas à la simple lecture de la partition. Balance entre les différents pupitres peu soignée, rythmique mal assurée, tempi fluctuants : l'œuvre ne résiste pas.

Désarçonné, Gérard Poulet paraissait en retrait, notamment dans le second mouvement où il s'est trouvé dans la situation de l'équilibriste qui assure ses points d'appui. La tête dans les épaules, nous avons tout de même pu apprécier, une fois de plus, la sonorité soyeuse de Poulet, la légèreté de son bras droit qui n'écraie jamais les cordes, son intonation presque toujours impeccable et la fraîcheur d'un jeu à mille lieues de la virtuosité mécanique, préméditée de tant de violonistes soviétiques. Les musiciens de l'orchestre lui ont fait une telle ovation, qu'il en a donné, le premier soir, un *Caprice* de Paganini et une *Sarabande* de Bach en bis.

En seconde partie, le nouveau patron de l'Orchestre de Toronto, a dirigé la *Première Symphonie*, de Brahms, d'une façon remarquable,

théâtrale dans le bon sens du terme, sanguine, assez festive, vigoureusement articulée mais méageant toutefois, lorsque le texte l'exige, des plages d'un lyrisme assez fondant.

Herbig était aidé, il est vrai, par un orchestre peu rancunier de l'avoir exposé sous un jour aussi peu favorable avant l'entracte, un Orchestre de Paris des bons jours, dont les vents (cors alertes et chantants, trombones décidés), les altos, violoncelles et contrebasses, profonds comme un Cavallotti-Coll (effet saisissant lorsque le contrebasson s'est joint à eux) font regretter la directé nasale de violons qui sonnent comme les anches d'un orgue espagnol.

Gunther Herbig doit une revanche à Gérard Poulet. Pourquoi n'inviterait-il pas le chef de file de l'école française de violon dans son fief de Toronto ?

ALAIN LOMPECH

Vendredi 1^{er} février. Gérard Poulet cède sa place au pianiste Sergei Edelman qui jouera le *Premier Concerto*, de Mendelssohn. Salle Pleyel, 20 h 30. Le 3 mai, l'Orchestre de Toronto se produira, Salle Pleyel, à l'invitation de l'Orchestre de Paris. Gunther Herbig dirigera le *Concerto pour alto*, de Bartok et la *Seconde Symphonie*, d'Anton Bruckner.

Les habits neufs de Kanté Manfila

Le guitariste et chanteur mandingue au Théâtre de la Ville. Justice est rendue

Les musiciens émigrent aussi. Pas nécessairement pour trouver une gloire de magazine ou rentrer dans les eharts occidentaux. Mais souvent pour survivre, économiquement et artistiquement. Kanté Manfila, grand musicien de tradition mandingue, vit aujourd'hui à Paris, en précisant toutefois que s'il le pouvait, il retournerait en Afrique occidentale sans regret. « Car je suis Africain. » Posé, timide par discrétion, l'ancien chef d'orchestre du groupe mythique des Ambassadeurs du Motel de Bamako, dont est issu Salif Keita, plus connu sous ses latitudes, passe en revue les bénéfices et pertes du démenagement.

Respecté comme un ministre à Bamako, puis à Abidjan, où il transporta les Ambassadeurs dans les années 80, il lui a fallu accepter les contrats douteux et la vie de banlieue. Puis défendre sa musique, qu'il veut mandingue par-dessus tout, afin que nul ne la passe à la moulinette de la technologie pop. Mais il y eut aussi des rencontres, impensables au pays, comme celle avec Miles Davis au Festival de jazz de La Haye en 1987, ou avec d'autres musiciens africains également sinistrés pour cause de piratage.

Kanté Manfila, qui est né en Guinée, se définit comme un « essentiel », très attaché à son environnement familial. Son premier vrai disque européen fut donc très traditionnel, avec Mory Kanté à la kora et Djanka Diabaté aux ehours. Puis il signe pour deux albums avec le label Mélodie. Le premier, *Dinlye*, est sorti début 1990. Le second est en vue. Manfila a compris mieux que personne que la technologie était un outil. Pour *Dinlye*, il avait eu recours à l'usage d'un synthétiseur très sophistiqué, qui donnait un habillage singulier à des musiques rigoureusement collées à sa culture. Un exemple, la kora, instrument difficile dont les bons joueurs sont rares : Kanté Manfila a préféré confier à Cheick Tidian Seck, un



ex-Ambassadeur, qui en connaît suffisamment l'esprit le soin d'en jouer sur son synthétiseur. Le griot mandingue, qui a choisi pour ses concerts au Théâtre de la Ville, où il se produira avec dix musiciens, de privilégier des morceaux dansants, voit à chaque pas franchi la

perspective du retour au pays, avec en poche un capital succès et une carrière protégée par une « grande SACEM » africaine et protectrice. VÉRONIQUE MORTAIGNE

Le 2 février à 18 heures et le 3 février à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

VIVANTES DES CULTURES ET DU LIVRE EN VERSION ORIGINALE

EXPO LANGUES

9^e SALON DES LANGUES

8-11 FÉVRIER 91

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

JOURNÉE PROFESSIONNELLE JEUDI 7 FÉVRIER

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Les midis musicaux

février 1991 - 12 h 45

Quatuor Carmina
Schubert, Webern
1^{er} février

Ensemble Carl Stamitz
Mozart
4 février

Robert Höll, baryton
Josef de Beenhouwer, piano
Schubert
6 février

Robert Höll, baryton
Schumann
8 février

Brodsky Quartet
Beethoven
11 février

Quatuor Manfred, Bourgogne
Ligeti, Prokofiev
13 février

40.28.28.40

MINTEL 3915 CHATELET MAIRIE DE PARIS

ANTENNE

AU PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS/ PORTE MAILLOT
À PARTIR DU 6 FÉVRIER 1991

BEJART

BALLET LAUSANNE

L'ÉVÉNEMENT DE LA SAISON 1991

DU MERCREDI 6 AU DIMANCHE 17 FÉVRIER
ET DU MARDI 5 AU SAMEDI 9 MARS

LA MORT SUBITE

AVEC UTE LEMPER

EN ACCORD AVEC LE FESTIVAL DE BECKLINGHAM, EN ANGLETERRE

DU MARDI 12 AU DIMANCHE 24 FÉVRIER
CRÉATION À PARIS

DIBOUK

MUSIQUES DE SCHÖNBERG, ENGEL
ET MUSIQUES TRADITIONNELLES JUIVES

MOZART-TANGO

MUSIQUES DE MOZART ET TANGOS ARGENTINS

DU MARDI 25 FÉVRIER AU DIMANCHE 3 MARS
CRÉATION À PARIS

PYRAMIDE

LE BALLET CREE AU CAIRE EN JUIN 1990

EUROPE 1

LOCATION/RENSEIGNEMENTS:
ENTRÉES-SPECTACLES: 48 78 75 00

日本

DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR

"L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, pays aux mille facettes, les imprimantes STAR lancent un grand concours: "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en tapant, sur votre minitel, le 3615 code L'ÉTUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors: tous à vos copies et que l'esprit des Samouraïs souffle sur vos imaginations débridées.

3615 L'ÉTUDIANT

star votre imprimante

l'avenir

Demande d'inscription au grand concours-Star, "L'avenir, passion du monde" à retourner à L'ÉTUDIANT, Service 3615 CONCOURS STAR, 27 rue du Chemin vert, 75743, PARIS cédex 11.

Je désire recevoir un dossier d'inscription au grand concours STAR*

Nom: _____ Prénom: _____ Date Naissance: _____

Adresse: _____ Code postal: _____ * Concours gratuit sans obligation d'achat

CULTURE

Où s'arrête la critique ?

Le procès, intenté par M. Olivier-Clément Cacoub contre la revue « Urbanismes » plaidé à Paris

C'est devant la 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Paris qu'a eu lieu, mercredi 30 janvier, le procès intenté par l'architecte Olivier-Clément Cacoub contre le mensuel *Urbanismes* et l'architecte Pierre Soria et la journaliste Carine Lénfant (le Monde du 8 août 1990). Au menu, les propos de Soria, retranscrits par Lénfant, sur l'immeuble Le Pontant, construit par Cacoub. Propos assurément sévères. Mais surtout, une formule lapidaire sur le projet du même architecte pour la porte Maillot, par laquelle Soria, selon le défenseur de Cacoub, lui aurait nui de façon peu conventionnelle.

Dans un numéro spécial (et prémonitoire en avril) sur le thème « SOS Villers », et dans le fil d'une série d'interviews toniques de grands architectes, intitulée « Douze hommes en colère », Soria, coauteur de l'Institut du monde arabe, répondait à une demande sans doute un peu simpliste, mais pertinente par les temps qui courent: « Se « moultier » en citant publiquement les bâtiments et les aménagements qui

constituent selon eux des catastrophes urbaines ».

Incitation à la délation? Sans doute, et les colères des douze valeureux architectes, si elles avaient été suivies d'effets immédiats, auraient sans doute épargné à l'histoire passée, présente et à venir, bien des résultats douloureux. Dans le peloton de tête des désastres, la porte Maillot, citée sans mention d'architecte par Jean-Pierre Buffi et Henri Ciriani, et, bien sûr, par Soria, qui est le tort de voir « la catastrophe la plus grave » dans le choix de la Ville de Paris, à savoir de « vouloir confier ce travail à Cacoub ». Théoriquement, sa formulation aurait dû protéger Soria, puisque elle mettait en cause les responsables de la Ville: ils se sont, c'est vrai, obstinés, après avoir été contraints de juger mauvaise la première copie, imprudemment estimée bonne au creux d'un été un peu chaud (le Monde du 1^{er} août 1988).

Mais on ne peut donner tort à Cacoub de se sentir visé. Homme charmant, bien élevé, ami des grands et des puissants de toute l'Afrique et d'une partie de la

France, hôte réputé pour sa générosité, mais aussi ferme et sûr de son talent, efficace et combatif, l'architecte Olivier-Clément Cacoub n'a pas voulu laisser passer l'affront. Renonçant à saisir l'instance professionnelle ad hoc, l'ordre des architectes, que sa politique d'ouverture à la critique pouvait laisser supposer assez mûre, et se méfiant des aléas de la 17^e chambre du tribunal correctionnel, spécialisée dans les affaires de presse, Cacoub a choisi le civil. Il escompte ainsi être à l'abri des variations du baromètre des mœurs et des humeurs du temps. Cacoub demande le franc symbolique et les perquisitions d'usage.

An-delà d'une critique architecturale qui se nourrit de « scandales », de « catastrophes », et autres « abominations », c'est finalement le droit de critique et ses limites qui est revenu sur le devant de la scène, mais dans le domaine particulier de l'architecture. Ici en effet, les revues - rares - tiennent à quelque vingt mille exemplaires, souvent beaucoup moins. Elles ont un public de spécialistes. La quasi-totalité des journalistes et

des intervenants y sont architectes. Il revient donc au tribunal de résoudre une série de problèmes beaucoup plus complexes qu'on ne l'aurait cru au regard des insolences de Soria: le journaliste, même peu informé, est-il nécessairement plus libre que le professionnel? Dans quel cadre un architecte peut-il s'exprimer sur un autre architecte sans risquer de procès: jurys, colloques, presse spécialisée, presse grand public? Y a-t-il une différence d'essence entre la critique de spectacles ou de livres, et celle de bâtiments auxquels personne n'échappera? Cela légitime-t-il une plus grande vigueur des attaques? Et puis, enfin, cette question: qui peut utiliser le droit de critique, quelles sont, dans la décennie 90, ses limites? On finit la retenue, où commence le courage? Selon un juriste cité par la défense, la critique peut conduire à être « sévère, voire féroce ». On s'arrête la féroce? Jugement le 27 février.

FRÉDÉRIC EDELMANN

CINÉMA

Fenêtre à guillotine

D'un sujet de comédie, « Fenêtre sur Pacifique » tente de faire un film d'horreur

Elle est superbe, la maison de Pacific Heights sur les hauteurs de San-Francisco. On comprend que le jeune couple se laisse aller à acheter bien qu'elle soit au-dessus de ses moyens. Quoi que le petit air psychotique de la bâtisse victorienne aurait dû leur mettre la puce à l'oreille: leur nouvelle acquisition va leur attirer de sérieux ennuis.

Pour payer les traites, Drake et Patty louent la pièce du rez-de-

chaussée à un individu d'aspect parfaitement recommandable, puisqu'il a les traits de Michael Keaton, ex-Batman. Commencent les bruits bizarres, les loyers impayés, les invasions de blattes, simples prémices d'une spirale d'avanies dont le squatteur du dessous est l'évident, mais incoïncable responsable. Les malheureux propriétaires vont découvrir que la protection légale d'un locataire l'autorise, si on en croit le scénario, à se livrer impunément aux pires pratiques.

De ce sujet-type pour comédie de mœurs anodine, Schlesinger a choisi de faire un film d'horreur, et le réalisateur de *Marathon Man* s'y entend à ménager ses effets. Mais ce choix est parfaitement arbitraire, et *Fenêtre sur Pacifique* finit par témoigner des pratiques abusives du cinéaste plutôt que de celles du locataire. Du prologue aussi violent qu'incompréhensible à la chute (du méchant qui s'empale sur la poutrelle en gargarisant), ce festival d'ombres inquiétantes, de farces méchantes au détriment du spectateur comme des personnages et de traficotages barriques de la bande-son n'amuse guère, n'effraie pas longtemps, canule bientôt.

JEAN-MICHEL PRODON

BRIGITTE ENGERER
piano
VEN. 8 FÉV. 18H30 - 65 F
2 pianos
avec Oleg Maisenberg
TCHAIKOVSKI
RACHMANINOV
DIM. 10 FÉV. 20H30 - 75 F
avec
O. Maisenberg, Quatuor Keller
et
Quatuor vocal
BRAHMS
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4*

Le Réformateur
Thomas Bernhard
André Engel
Serge Merlín
Nicky Rieti
- 24 FÉV. 48 31 11 45

Une famille à l'épreuve

« La Provocation », de Zivko Nikolic, une fable tissée de symboles

Dans une région montagneuse du Monténégro, deux familles se disputent les ruines d'un bastion jadis défendu contre les Turcs. L'une de ces familles possède la force - plusieurs fils et une volonté obstinée - l'autre a pour elle le droit, mais un seul fils qui, de plus, bien que marié, court les filles. Or une lettre annonce le retour de l'aîné, Mikas, que les deux, comme s'ils l'avaient vendu, ont laissé partir vingt ans en Amérique avec un gâchis.

On choisit, selon la coutume, une femme pour Mikas: elle va rester une épouse silencieuse et sans mari, car celui-ci, que personne n'a reconnu, s'est installé dans un monastère voisin où, avec la complicité du facteur, il joue au saint homme, guérisseur, faiseur de miracles. De là, Mikas met à l'épreuve sa famille et

son épouse autour de qui rôdent les mâles... Tous les films yougoslaves présentés en France ont en commun de magnifiques photographies, un travail des couleurs très esthétique, ce qui, ici, a du charme plus que dans une œuvre purement réaliste. Car, tout en s'élevant, dans *La Provocation* contre les coutumes archaïques et la loi du talion dans cette société rurale figée dans le temps, Zivko Nikolic a réalisé une fable tissée de symboles culturels, religieux, philosophiques dont beaucoup nous échappent. Les paysages nous parlent plus que les personnages, et l'acteur français Alain Noury n'est pas très convaincant en yougo-slavo. Pourtant, en dehors même de sa beauté plastique, le film touche par son émotion diffuse, sa grande dignité morale.

JACQUES SICLIER

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHOPIN-FAVRE: Dimanche 3 février (14 h 30, 18 h 30, 20 h 30), Lundi 4 (18 h 30, 20 h 30), Mardi 5 (18 h 30, 20 h 30), Mercredi 6 (18 h 30, 20 h 30), Jeudi 7 (20 h 30), Vendredi 8 (18 h 30, 20 h 30), Samedi 9 (18 h 30, 20 h 30, 22 h 30), Dimanche 10 (14 h 30, 18 h 30, 20 h 30), Lundi 11 (18 h 30, 20 h 30).
Film de Freddy BOLLER
DU NIL AU ZAMBÈZE
Un grand safari en Afrique orientale. De l'Ouganda au Zimbabwe. Forêts, merveilles de la biosphère, Lac Kariba. Spectaculaire arché de Noël.
PROCHAIN SUREY: MEXIQUE - DU 17 AU 25 FÉVRIER 1991 - TEL: 45-61-18-69

LA RESSERRE Le Seuil du Roi de W.B. YEATS
Théâtre de la Cité Internationale
Traduction Yves de BAYSER
COMPAGNIE JEAN BOLLERY
LOCATION 45 89 38 69
Adaptation superbe, la représentation est d'une beauté rare. M. Gouin LEMONDE

THEATRE NANTERRE AMANDIERS
1^{er} février-17 mars 1991
En attendant Godot
Beckett - Jouanneau
Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

CERCY - PONTOISE Du Vendredi 1^{er} au Mardi 5 Février
DERNIERES PROJECTIONS
INTEGRALE
AKIRA KUROSAWA
Renseignements Films et Horaires 30.30.33.33

مكتبة محمد السادس

هذا من الأصل

AGENDA

VENDREDI 1^{er} FÉVRIER

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

47-04-24-24

Louis Marnett (1933), de Pierre Perrault, 16 h ; Kouchkov et les siens : les Quarante Cœurs (1930), de Lev Kouchkov, 18 h ;

LA CASITA DE TOKYO

47-04-24-24

Avant-première : Havana (1980), v.o. a.f. - sortie réservée aux abonnés, de Sidney Pollack, 18 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE

42-78-37-29

Zavertini : El Joven Roberto (1961, v.o. a.f.), de Julio García Espinosa, 14 h 30 ; Le Jugement dernier, v.f., de Vittorio De Sica, 17 h 30 ; I nostri sogni (1943), v.o. a.f., de Vittorio Cottarelli, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.)

Les Trois Dames, 8 (45-81-10-80) ;

L'AMOUR DANS DE BEAUX DRAPS (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

MIRIAM CONCORDE (A., v.o.)

Sept Paroissiens, 14 (47-20-32-20) ;

LES ARNAQUEURS (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

LA VILLE OÙ L'ON S'ENFUY (A., v.o.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

(45-75-78-78) : UGC Maillot, 17 (40-66-00-18) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-93-93) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

Cinéma, 8 (45-74-85-40) ;

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.)

هنا من الأصل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} février

TF 1
21.10 Variétés : Tous à la Une.
La France à la une.
23.00 Spécial guerre du Golfe.
L'armée française dans la guerre.
0.20 Série : Crimes passionnels.
1.25 Journal, météo, Bourse.
1.50 Au trot.

A 2
20.45 Variétés : Avant que le ciel nous tombe sur la tête.
Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Tranches de vie. Invité : Haroun Tazieff (les Dîes et le Chancel). Raymond Kijak, personnage principal de l'œuvre, de Daniel Goldenberg, Svetlana Alexievitch (les Caravelles de zinc), Maurice Guénot (la Chance appropriée).
23.20 Sport : Ski. Championnats du monde à Seefeld (Autriche).
23.30 Journal et Météo.
23.50 Cinéma : Les lumières de la ville. ■■■■ Film américain de Charles Chaplin (1931).

FR 3
20.40 Magazine : Thalassa. La faucon et le macarou. Dans les Highlands.
21.35 Napoléon et l'Europe. 4. Le blocus, de Jean

Grusit, avec Jean-François Stvenin, Béatrice Agenin.
22.30 Journal et Météo.
22.50 ► Traverses. Ukraine (1). De la petite Russie à l'Ukraine.
23.50 Magazine : Mille Bravo.
0.45 Musique : Carnet de notes.

Vous habitez une cité en Ile-de-France
Regardez FR3 samedi 2 février à 11 h 15
SCIC Gestion Ile-de-France parle de vous

CANAL PLUS
20.05 Sport : Football. Championnat de France : Bordeaux-Marseille.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploits 2.
23.00 Cinéma : Gorilles dans la brume. ■ Film américain de Michael Apted (1988).

LA 5
20.50 Téléfilm : La cinquième victime.
22.25 Spécial Golfe.
0.00 Journal de minuit.

M 6
20.35 Téléfilm : Mortelle rencontre.
22.20 Série : Equalizer.

23.15 Magazine : La 6^e dimension.
23.45 Capital.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Concert : Les Gipsy Kings. Enregistré en 1988.
0.40 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT
21.00 Vidéoport (et à 23.55).
21.05 Téléfilm : La peau est difficile.
22.15 Moyen métrage : Médin de mariage.
22.35 Documentaire : Enfance. Les enfants de la danse.
23.00 Documentaire : Les enfants de la danse.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives. Les voix de l'avant-garde.
21.30 Musique : Black and blue. Blue bird migrateur, maison de disques américaine.
22.40 Les nuits magnétiques. Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert donné le 3 novembre 1980 à Serebrudj : Collège samel Bach, de Part; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski; Symphonie n° 2 en ré majeur op. 43, de Shostak.

23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 2 février

TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Sans famille, de Dominique Thourès et Jean-Michel Chapuis.
13.50 La Une est à vous. (et à 14.30, 15.25, 17.10).
13.55 Faut-il ton ?
14.10 Salut les homards !
15.15 Tiroc à Vincennes.
15.30 Téléfilm : Dans la chaleur de la nuit.
17.30 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapie vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Surprise sur prise.
22.30 Magazine : Ushuala.
23.30 Magazine : Formule sport.
0.20 Au trot.
0.30 Journal et Météo.

A 2
13.20 Magazine : Objectif économie.
13.55 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sport passion. Rétro ski / Rugby.
18.00 Série : Qui c'est ce garçon ?
18.50 INC.
18.55 Série : Les deux font le paire.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Solitude spéciale : Les Victoires de la musique. En direct du Zénith. Le sublime cérémonial de remise des prix.
23.00 Magazine : Bouillon de culture.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Série : Médécine de nuit.
2.00 Magnétophone : Patinage artistique. Championnats d'Europe (120 min).

FR 3
13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres. De 15.00 à 19.00 le SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
0.00 Série rose : Lola et quelques autres.
0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : La perfection fatale.
15.05 Documentaire : L'ère Mungeshkar.

16.05 Série : Les inventions de la vie. 5. Les surdoués mous.
16.35 Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch.
18.00 En clair jusqu'à 20.30 —
20.35 Dessins animés : Dédé et ses amis.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Les tribulations de Samanthia.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : Possessions I. Film français, classé X, de Pierre Reinhard (1977).
1.10 Cinéma : Son affût. Film américain de Bruce Beresford (1988). Avec Tom Selleck, Pauline Polizzi, William Daniels (v.o.).

LA 5
13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : Simon et Simon.
15.30 Série : Gaieties.
16.30 Série : Superdix.
17.05 Série : TV 101.
18.00 Magazine : Intégral (et à 0.10).
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Auto-école en folie. Leçon de conduite au lycée.
22.25 Téléfilm : Silence ! On tue... Mourte pendant un tourage.
0.00 Journal de minuit.
0.40 Série : Salut champion (et à 3.15).

M 6
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme invisible.
14.45 Série : L'homme invisible.
15.30 Série : Les espions.
18.20 Série : Poigne de fer et séduction.
18.45 Série : La sainte.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Ils étaient tous mes enfants. D'après le récit autobiographique de Lane Kuchler.
22.20 Téléfilm :

La fille du lac. A la recherche de son père disparu.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Rapline.
0.40 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
13.20 Téléfilm : La chouette aveugle.
14.55 Vidéoport (et à 18.55, 19.30, 18.55).
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Documentaire : Enfance. Hôtel periculis. De Thierry Michel et Fabienne Ramard.
17.00 Magazine : Anicroches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Spectacle : Des tréteaux en plein vent.
18.35 Journal de FR 3.
20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 ► Magazine : Cinéma de poche.
22.25 Soir 3.
22.45 Vidéo : Trois brouillons pour un portrait d'Avery.
23.00 Magazine : Lire et écrire.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Jean-Noël Vuarnet, écrivain.
20.45 Dramatique. Harry ou Henry, de Michel Schlovis.
22.35 Musiques : Opus. Les Halles, chanteurs-danseurs des bas du bout du monde.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert donné le 31 janvier à l'Opéra Bastille : Un re in acouto, drame musical en deux parties, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Steven Harap; sol. : Donald McIntyre, Graham Clark, Graham Valentine, Eddie Moser, Penelope Welmeley-Clark, Lucia Scappellato, Elisabeth Laurence, Robert Dume, Jean-Philippe Méfère, Michel Philippe, Marie-Christine Fort, Martine Mahe, Antoine Garcin, Bernard Van der Meerach, Denis Dubois.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 3 février

TF 1

10.05 Club Dorothée.
10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.17 La minute du trotteur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiroc à Vincennes.
15.20 Série : Agence tous risques.
16.15 Divertissement : Vidéo gag.
16.45 Disney parade.
16.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
19.50 Journal, Météo et Tapie vert.
20.00 Cinéma : L'indie. ■ Film français de Serge Laroy (1982). Avec Daniel Auteuil, Thierry Lhermitte, Pascale Rocard.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : A nous quatre, cardinal. ■ Film français d'André Hunebelle (1973). Avec les Charlots, Bernard Blier, Daniel Ceccaldi.
0.10 Au trot.
0.15 Journal et Météo.
0.35 Sport : Ski. Championnats du monde.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église Notre-Dame du Raincy (93).
12.05 Dimanche Martin. (et à 13.20, 15.45).
13.00 Journal et Météo.
14.55 Série : Mac Gyver.
19.35 Série : Eurofiles.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Les dernières années.
18.25 Magazine : Stade 2. Soccer-ball : Cyclisme : Football : Handball : Cyclisme : Football : Rugby : Saut à ski : Ski alpin : Volley-ball : Les résultats de la semaine.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Passez une bonne nuit. Tom Lapski est chargé de protéger une star.
22.20 Magazine : Musique au cœur. Mozart en Berlioz.
23.30 Journal et Météo.
23.50 Festival du court métrage de Clermont-Ferrand.
0.20 Série : Le saint.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. Mozart 1781.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis de table : Cyclisme : Ski alpin.
17.30 Magazine : Montagne. Le retour du lynx, de Christian Bouchardy et Dominique Sanfourche.
18.00 Amuse 3.
19.00 La 19-20 de l'information. Invité : Jean Lecanuet. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Spectacle : Les grands cirques russes.
21.50 Magazine : La diva. D'Henry Chaplin.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Cinéma : Rendez-vous avec la peur. ■■ Film brésilien-américain de Jacques Tourneur (1957). Avec Dana Andrews, Peggy

Cummings, Nial McGinnis (v.o.).
0.05 Musique : Carnet de notes. La tertine bourrée, de Mozart, par Brigitte Engerer, piano.

CANAL PLUS

10.20 Cinéma : Gorilles dans la brume. ■ Film américain de Michael Apted (1988). Avec Sigourney Weaver, Bryan Brown, Julie Harris.
En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : La fille du pouvoir.
15.45 Magazine : 24 heures (rediff.).
19.40 Dessin animé : Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : Natty Gan. ■■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1988). Avec Meredith Salenger, John Cusack, Ray Wilsa.
En clair jusqu'à 20.40 —
19.35 Flash d'informations.
19.40 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme «...?». Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Mort à l'arrivée. ■■ Film américain de Rocky Morton et Annelise Jankel (1988). Avec Dennis Quaid, Meg Ryan, Charlotte Rampling.
22.10 Flash d'informations.
22.20 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : Basket-ball américain.
22.30 Cinéma : L'œuvre au noir. ■■ Film belge d'André Delvaux (1988).

LA 5

11.05 Série : Bonanza.
11.55 Série : Wonder woman.
12.45 Journal.
13.15 Série : Deux filles à Miami.
14.10 Série : Simon et Simon.
15.05 Série : Seracen.
16.00 Série : Lou Grant.
16.50 Série : Bergerac.
17.50 Sport : Football.
18.00 Série : La loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma : La secouronne. ■■ Film français de José Giovanni (1972). Avec Jean-Paul Belmondo, Claude Cardinale, Michel Constantin.
22.30 Cinéma : Un fil aux trousses. ■■ Film américain de Jeff Kanew (1982). Avec Kirk Douglas, John Schneider, Lee Purcell.
0.10 Le journal de minuit.

M 6

10.30 Magazine : Turbo.
10.50 Série : Hongkong connection.
11.50 Magazine : Sport 6 première. Informations : M8 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Dis-donc, papa.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : La famille Ramdam.
14.15 Téléfilm : Y'a-t-il un cerveau dans l'ordinateur ?
15.40 Série : L'ami des bêtes.
18.30 Série : Roseanne.
17.10 Série : Poigne de fer et séduction.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Cinéma : Les yeux de Laura Mars. ■■ Film américain d'Irving Kershner (1978). Avec Faye Dunaway, Tommy Lee Jones, Brad Dourif.
22.20 M8 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : L'enchaînement. ■■ Film italien de Giuseppe Patroni Griffi (1986). Avec Laura Antonelli, Tony Musante, Florinda Bolkan.
0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

10.00 et 12.00 Cours d'anglais.
12.35 Ici bat la vie.
13.00 Histoire parallèle.
13.55 Téléfilm : Le beau est difficile.
15.10 Documentaire : Les enfants de la danse.
16.15 Documentaire : I do not know what it is like.
18.00 Concert (œuvres de Beethoven).
19.30 Danse : A force de partir je suis resté chez moi.
20.00 Magazine : La SEPT-le Monde.
20.30 ► Cinéma : L'œuvre au noir. ■■ Film belge d'André Delvaux (1988).
22.20 Court métrage : Jour de congé.
22.30 Cinéma : Jour de fête. ■■ Film français de Jacques Tati (1949).
23.55 Documentaire : Sur les pas de Monsieur Hulot : A la recherche de la couleur perdue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Tentative d'idyle au site syllabique.
22.35 Musique : Le concert donné le 25 janvier à Tokyo : Symphonie n° 35 en ré majeur K 395, de Mozart; Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Ravel; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 79, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski; sol. : Pascal Roge, piano, Naomi Matsui, orgue.
23.05 Poussières d'étoiles. Listes et Itinéraires.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 25 janvier à Tokyo : Symphonie n° 35 en ré majeur K 395, de Mozart; Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Ravel; Symphonie n° 3 en ut mineur op. 79, de Saint-Saëns, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski; sol. : Pascal Roge, piano, Naomi Matsui, orgue.
23.05 Poussières d'étoiles. Listes et Itinéraires.

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COLJEAN et la collaboration de Le Monde.

Audience TV du 31 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	80,0	Roue fortune	McGyver	19-20	Nulle part	K 2 000	Maison privée
		18,8	12,8	21,4	2,0	2,8	3,2
19 h 45	84,9	Roue fortune	McGyver	19-20	Nulle part	Journal	Maison privée
		28,8	15,4	12,2	3,9	3,4	3,9
20 h 15	73,5	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	M= est servie
		30,9	20,5	8,5	3,2	5,4	5,0
20 h 55	71,9	Mémoire Rose	Envoyé spéc.	Hodog...	Objectif...	Secrets...	Une femme...
		19,4	18,0	18,2	3,3	7,7	5,3
22 h 8	56,4	Mémoire Rose	Défilé...	Hodog...	Journal	Rendez-vous	Femme...
		18,6	9,1	16,9	1,5	7,4	3,0
22 h 44	33,2	Ex-Libris	Défilé...	Sol 3	Running Men	Journal	Racologie
		4,3	12,0	7,6	1,2	4,6	3,2

ÉCONOMIE

La Bundesbank prend les marchés à contre-pied

Les déficits de la réunification

Les Allemands sont-ils de fiers égoïstes ou au contraire des parangons de vertu ? En relevant une nouvelle fois leurs taux d'intérêt, accentuent-ils les difficultés des nations industrialisées ou luttent-elles contre les risques d'une accélération de l'inflation chez eux et dans le monde ?

On pourra discuter de l'efficacité d'une politique monétaire de plus en plus restrictive pour combattre les dépenses que pourrait entraîner la réunification allemande. Mais une chose est sûre : des risques existent.

Le déficit des finances publiques de l'Allemagne a avoisiné 3 % du PNB (produit national brut) l'année dernière. C'est une véritable rupture avec les années qui viennent de s'écouler. En 1989, grâce à une très forte croissance économique, le RFA avait pratiquement équilibré l'ensemble de ses comptes, ceux de l'Etat, des Länder, de la sécurité sociale (- 0,2 % du PNB). Si, sur une plus longue période, le déficit avait été plus important, il n'avait jamais excédé, depuis 1985 par exemple, 1,5 à 2 % de la richesse nationale.

L'année dernière, le besoin de financement des administrations publiques allemandes - en gros leur déficit - aura atteint 80 milliards de deutschemarks, soit l'équivalent de 270 milliards de francs. La situation ne devrait pas s'améliorer cette année. Au contraire. Le déficit global des finances publiques allemandes pourrait atteindre 110 milliards de DM (plus de 370 milliards de francs).

Cela malgré la décision prise récemment de réduire de 15 milliards de DM les dépenses et d'augmenter de 20 milliards les recettes. Le déficit de l'Etat fédéral atteindrait 65 milliards de DM, celui des régions et des communes 34 milliards, celui du Fonds pour l'unité allemande 31 milliards. Encore une fois, le régime de la sécurité sociale limitera les dégâts, avec un excédent de 20 milliards de DM.

Ainsi donc l'Allemagne va s'offrir, si l'on peut dire, en guise de cadeau fait à la réunification, un déficit public de l'ordre de 4 % du produit national. La France en est à 1,2 % pour 1991, après 1,4 % en 1990, et trouve ce fardeau bien lourd à financer.

Nos voisins d'outre-Rhin remontent leurs taux d'intérêt pour rester sages. Mais ils n'échapperont pas à des augmentations d'impôts. Malgré toutes les promesses faites il n'y a pas si longtemps par M. Helmut Kohl, qui vient d'ailleurs d'en reconnaître la nécessité.

Après des décisions semblables de M. Bush aux Etats-Unis, voici l'impôt en voie d'être réhabilité dans les grands pays industrialisés qui l'ont tellement critiqué.

Al. V.

La France ne réagit pas à la hausse des taux allemands

La décision, annoncée jeudi 31 janvier à l'issue de la réunion du conseil des gouverneurs de la Bundesbank, de relever les taux directeurs allemands a été peu suivie par les autres pays européens. Seuls les Pays-Bas et l'Autriche ont répondu par une hausse de 0,5 % point de leurs taux. La Belgique, qui a récemment mis en place une politique d'alignement sur le mark, n'a pas modifié le coût du crédit. En France, les responsables du ministère des finances et de la Banque de France n'ont pas souhaité réagir ou commenter publiquement la décision allemande. Le relèvement des taux directeurs outre-Rhin a pro-

voqué la surprise sur les marchés financiers, même si les opérateurs ont conscience depuis plusieurs mois de la volonté de la Bundesbank de maintenir une politique monétaire très stricte.

Le cours du mark s'est immédiatement raffermi, mais l'ampleur des mouvements est restée limitée. La monnaie américaine s'échangeait, vendredi 1^{er} février, à 1,48 DM, contre 1,49 DM la veille à la cotation officielle. La parité franc/mark a peu varié. Le cours de la monnaie allemande passant de 3,3963 francs jeudi à 3,3982 francs vendredi matin.

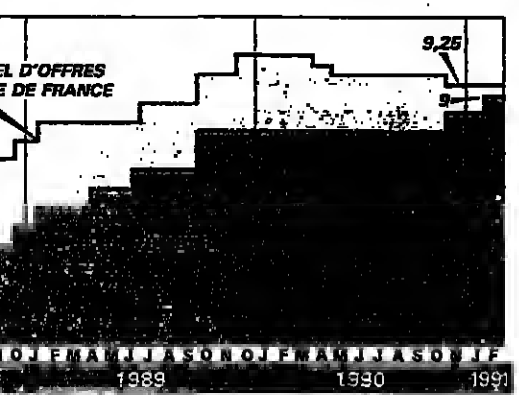
FRANCFORT

correspondance

A la surprise générale, malgré la guerre du Golfe et le ralentissement de la conjoncture mondiale dans les principaux pays industrialisés, la Bundesbank a annoncé, jeudi 31 janvier, une augmentation de ses taux directeurs d'un demi-point (lire nos dernières éditions du 1^{er} février). A compter du vendredi 1^{er} février, le taux d'escompte passe de 6 % à 6,5 % et le taux Lombard, qui avait déjà été réajusté d'un demi-point le 1^{er} novembre dernier, de 8,5 % à 9 %. Par ailleurs, la banque fédérale allemande a décidé de procéder, à la même date, à un appel d'offres pour les prises en pension d'effets de commerce à un taux fixe inchangé de 8,5 %.

Une fois de plus, cette décision d'augmenter le loyer de l'argent a été justifiée, à Francfort, par des arguments techniques. Dans un effort pour « dédramatiser » la situation, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, a souligné, lors d'une conférence de presse impromptue, qu'il s'agissait d'une « correction », d'ailleurs anticipée dans les cours observés sur les marchés monétaires. « Je suis conscient que cette décision ne va pas être bien accueillie, particulièrement à l'étranger », a-t-il déclaré, en ajoutant que le principal devoir de la Bundesbank est de préserver la stabilité monétaire.

Pour la Bundesbank, le crédit Lombard (avances sur titres) a un caractère exceptionnel de compensation à court terme sur le marché de l'argent. Il constitue, en quelque sorte, une limite supérieure et ne peut donc, en aucun cas, servir aux banques à se refinancer moins cher par rapport au taux au jour le jour comme c'est le cas depuis plusieurs semaines. Quant au taux d'escompte, qui avait été laissé inchangé en novembre, M. Pöhl a estimé qu'un rajustement même minime s'imposait par rapport au Lombard afin « d'éviter de subventionner encore davantage les banques ». Au-delà des arguments techniques, le chef de la Bundes-



bank a également cité un certain nombre de facteurs jugés « déstabilisateurs » par la Bundesbank. D'abord, les négociations salariales actuellement en cours, avec des augmentations de 10 % demandées par le syndicat de la fonction publique - « qui a la réputation de donner le ton » - et qui font donc courir un risque inflationniste, a-t-il précisé. Ensuite, l'endettement croissant du secteur public, qui devrait totaliser entre 140 et 160 milliards de deutschemarks cette année, soit plus de 5 % du PNB.

M. Pöhl contre le laxisme

La Bundesbank s'est toujours montrée très critique en ce qui concerne tout laxisme budgétaire et a condamné le recours systématique à l'emprunt sur les marchés monétaires pour financer le coût de la réunification. Du point de vue de la politique monétaire, a précisé M. Pöhl, « toutes les augmentations d'impôts éventuelles ne pourront avoir que des effets négatifs sur les prix ». Il s'agit là d'un avertissement à l'attention du chancelier Kohl.

Pour sa part, M. Helmut Schlesinger, le vice-président de la Bundesbank, a souligné que le principal indicateur de la masse monétaire (M3) avait progressé au taux annuel de 7 % entre juillet et décembre, c'est-à-dire depuis

Augmentation des impôts dès l'été ?

FRANCFORT

Correspondance

Il aura fallu la guerre du Golfe et la promesse du chancelier Kohl de verser 5,5 milliards de dollars (près de 30 milliards de francs) supplémentaires aux Etats-Unis, dans le cadre de la nouvelle contribution financière que le gouvernement allemand entend apporter à l'effort de guerre allié, pour que la discussion budgétaire prenne un tournant décisif en Allemagne. Dans son discours programme devant le Bundestag, le mercredi 30 janvier, M. Helmut Kohl, qui avait construit toute sa campagne électorale sur la promesse qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts, s'est finalement laissé tomber le mot fatidique. Le chancelier s'est bien gardé, pour l'instant, d'entrer dans le détail. Il a chargé son ministre des finances, M. Theo Waigel, de présenter un « paquet » acceptable en avril.

Les laborieuses négociations entre les trois partis de la coalition au pouvoir en Allemagne, qui ont finalement abouti à un accord le 10 janvier pour réaliser 35 milliards de deutschemarks d'économies sur le budget de l'Etat fédéral, semblent lui donner raison. Ce « paquet », composé d'environ 15 milliards de réductions de dépenses et de 20 milliards de recettes supplémentaires, a surtout posé problème du côté des recettes : notamment les prélèvements sur la sécurité sociale, les services du chômage, la hausse des tarifs postaux ou la suppres-

sion d'avantages fiscaux pour Berlin et les anciennes régions frontalières.

Mais une fois que le gouvernement sera parvenu à un accord sur les nouveaux impôts, ceux-ci pourraient immédiatement entrer en vigueur - sans doute pendant l'été - dans la mesure où le chancelier Kohl s'est solennellement engagé à limiter le déficit de l'Etat en 1991 à 70 milliards de deutschemarks. Une chose reste certaine : les expédients auxquels la coalition gouvernementale a eu recours jusqu'à présent pour tenter de financer la réunification, comme par exemple les 2 milliards de deutschemarks prélevés sur les communications téléphoniques ou bien la tentative - avortée - d'instaurer une vignette annuelle pour l'utilisation des autoroutes, ne peuvent plus être utilisés.

Les partenaires de la coalition gouvernementale sont d'accord sur le principe d'un relèvement des impôts, même si un impôt « spécial » pour le Golfe est impensable après les violentes critiques dont l'Allemagne a été l'objet, à cause des manifestations pacifistes et des contrôles trop laxistes des ventes de technologie militaire à l'Irak. En revanche, une augmentation des taxes sur l'essence, une augmentation du taux de la TVA et la suppression de certains avantages fiscaux pour les plus hauts revenus semblent beaucoup plus probables.

C. H.-M.

Bien que les opinions publiques soutiennent l'Irak

Les pays du Maghreb restent très dépendants de l'Europe

L'Europe pourrait-elle utiliser l'arme économique au cas où les gouvernements des pays du Maghreb devraient - sous la pression de leurs opinions publiques - s'engager totalement aux côtés du président irakien ? Ce n'est en tout cas pas l'intention du gouvernement français ni celle de M. Michel Vauzelle, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui effectue une visite dans les trois capitales arabes (Alger, Tunis et Rabat). Il y a en tout cas une imbrication totale entre les économies des Douze et celles des pays d'Afrique du Nord.

La fin de l'ère Bourguiba en Tunisie, la poussée des islamistes en Algérie, le refroidissement des relations franco-marocaines, tout a concouru dans une période récente à nourrir le sentiment que, de part et d'autre de la Méditerranée, le Maghreb et l'Europe, même élargie au sud, s'éloignent l'un de l'autre. L'éclatement de la guerre du Golfe a renforcé cette impression troublante que l'Afrique du Nord, somme toute si proche, devenait étrangère en se rangeant ouvertement derrière Saddam Hussein. Le Maghreb, francophone et aussi souvent francophile, est avant tout arabe, d'aucuns semblent le découvrir aujourd'hui. Mais cette solidarité politique en faveur du président irakien contre les « coalisés » est un élan du cœur plus qu'un appel de la raison.

Les opinions publiques maghrébines soutiennent le maître de Bagdad mais à Tunis comme à Alger ou à Rabat, nul ne perd de vue que le sort économique de la région repose sur une imbrication quasi siamoise avec l'Europe des Douze, la France, l'Italie et l'Espagne en particulier. Deux tiers des exportations du Maghreb trouvent leurs débouchés dans la Communauté qui fournit aux trois pays du « noyau » maghrébin 68 % de leurs importations. Depuis 1981 la CEE n'a cessé d'accroître son appui financier à travers des accords de coopération. De 489 millions d'écus entre 1981 et 1986, cette aide est passée à 786 millions d'écus puis à 1,8 milliard d'écus pour la période 1992-1996. De son côté, la France n'a pas ménagé ses aides directes : accordant, en 1989, 3,8 milliards de francs à l'Algérie, 1,9 milliard de francs au Maroc et 1,7 milliard de francs à la Tunisie, sans compter les soutiens indirects comme les crédits aux exportations ou les rééchelonnements de dettes. Pour 38 % des investissements étrangers au Maroc sont français. Paris achète 30 % du gaz et 15 % du pétrole exportés par l'Algérie. Chaque année, plus de 400 000 touristes quittent l'Hexagone pour

passer leurs vacances « à la-bas ». L'un Maghrébin sur dix vit en Europe et les salaires rapatriés peuvent représenter, comme au Maroc, quelque 9 milliards de francs par an de recettes pour la balance des paiements.

Conjuguée à une croissance démographique forte, la dégradation du potentiel agricole et hydrique, ces dernières années, sa vulnérabilité alimentaire. Le Maroc couvre la moitié seulement de ses besoins par ses exportations. L'Algérie dépense tous les ans environ 2 milliards de dollars pour ses achats de nourriture. Entre 1981 et 1986 le déficit céréalier marocain s'élevait à 32 %, celui de la Tunisie à 50 %, celui de l'Algérie à 70 %. Outre les Etats-Unis et leurs programmes d'exportation de grains subventionnés, c'est la CEE qui tient dans ses mains l'« arme » alimentaire. Comme a pu le remarquer un haut fonctionnaire de Bruxelles « une donnée est incontournable : en raison de l'ampleur des échanges de tous ordres, les pays du Maghreb sont économiquement dans la Communauté ».

« Déconnecter la politique et l'économie »

A Paris on considère qu'il serait inconvenant d'utiliser ces dépendances évidentes comme des instruments de pression sur le Maghreb. Et les milieux officiels en contact avec les dirigeants ou même les opposants de ces pays savent que ces derniers ne sonnaient en aucun cas rancune en cause le partenariat avec la France ou avec les Douze. « La politique et l'économie sont entièrement déconnectées », témoigne un conseiller de M. Pierre Bérégovoy. Chacun est conscient qu'il faut ou contraire resserrer les liens, entretenir des relations économiques intenses, accroître les investissements en Afrique du Nord. Une réflexion est ainsi menée pour créer un outil de financement en faveur du Maghreb.

Elle pourrait aboutir à la mise sur pied d'une banque comparable à la BERD pour les pays de l'Est. Le conflit du Golfe semble renforcer le désir d'une politique méditerranéenne plus volontariste entre deux partenaires condamnés par la géographie, sinon par l'histoire, à vivre ensemble. C'est-à-dire l'un près de l'autre. Malgré la guerre.

ERIC FOTTORINO

□ L'ONU estime que la crise du Golfe a réduit de 0,3 point la croissance mondiale. Dans un rapport publié jeudi 31 janvier et présenté au conseil économique et social de l'ONU, les experts de l'Organisation internationale estiment que « la crise du Golfe a imprimé un choc sérieux à l'économie mondiale, mais [qu'elle] n'a pas été la cause principale du ralentissement en 1990 ». Cependant, la hausse des prix du pétrole, les conséquences de l'embargo imposé à l'Irak les rapatriements des travailleurs émigrés dans le Golfe sont à l'origine d'une réduction de 0,3 point de la croissance de la production l'an dernier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIGT

BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRÉSORERIE

Le directeur de la Banque internationale de gestion et de trésorerie, réuni le 21 janvier 1991 sous la présidence de M. André Martinez, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. Ces comptes ont été présentés au conseil de surveillance le 28 janvier.

Après impôt, le bénéfice net de la banque s'élève à 52,6 millions de francs.

Le directeur propose à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, le 4 mars, la distribution d'un dividende de 10 %, donnant un revenu global de 37,50 francs par action, soit un dividende de 25 francs auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 francs.

Comme les années précédentes, l'affectation d'une partie importante des résultats aux réserves permettra une nouvelle augmentation des fonds propres nets qui s'élèveront, après affectation du résultat, à 472 millions au sens du ratio Cooke.

JOSÉE DOYÈRE

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	31 jan.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New-York, le 31 jan.	21,55	+ 0,60
Brent à Londres, le 31 jan.	20,10	+ 0,04

(Source : Arbitrages pétroliers France)

A la veille du week-end, les opérateurs pétroliers continuaient d'observer la plus grande prudence. A Londres, comme à New-York la veille, l'inquiétude commerciale à monter après l'annonce d'une nouvelle incursion irakienne en Arabie saoudite. Mais la plupart des professionnels restent absents du marché, les seuls intervenants désirant surtout liquider leurs positions avant la fermeture du marché pour deux jours.

Rentacac

MARCHÉS FINANCIERS

La réforme des marchés suisses

La Bourse de Lausanne a fermé ses portes

Le glas des Bourses de proximité ne sonne pas qu'en France. Au-delà des Alpes, il a momentanément couvert le son du traditionnel Alpenhorn. En effet, la Suisse a décidé de ramener le nombre de ses places boursières de sept à trois. Toutes les valeurs inscrites se trouveront transférées dans un premier temps à Zurich, Genève et Bâle.

Quatre places vont donc disparaître. Lausanne a été la première à fermer ses portes le 31 janvier et à transférer ses activités et la trentaine de valeurs cotées à Genève. Suivront Nouchâtel et Saint-Gall le 31 mars prochain, et Berne le 30 juin.

Cette démarche, explique M. Bernard Rueff, directeur de la Bourse de Lausanne, s'inscrit dans un processus de concentration de places, le

marché suisse n'ayant pas d'unicité de cotation, c'est-à-dire qu'une même valeur peut être inscrite à plusieurs Bourses.

A terme, c'est le traitement informatisé de toutes les opérations boursières qui est souhaité : après la mise en place du SOFFEX (le Monde du 25 mai 1988) viendra la création d'un futur sur les taux d'intérêt au mois d'avril prochain, puis le tour des obligations au printemps 1992, event de traiter les actions.

Le chiffre d'affaires de la place vaudoise s'est élevé pour l'année qui vient de s'achever à 17,4 milliards de francs suisses, ce qui la classe en quatrième position derrière Zurich (51,8), Genève (15,8) et Bâle (71,6).

Des arrêtés modifient les conditions d'attribution des prêts aidés à l'accession à la propriété. Les mesures modifiant les conditions d'attribution des PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) pour permettre à un nombre plus grand de familles de pouvoir en bénéficier ont été publiées au Journal officiel de jeudi 31 janvier. Elles avaient été annoncées par le ministre du logement, M. Louis Besson, lors du débat budgétaire au Parlement à l'automne dernier. Cet ensemble comprend à la fois un relèvement substantiel des plafonds de ressources au-delà desquels on ne peut plus prétendre à ces prêts (de 3 % à 15 %

selon les zones géographiques); une augmentation de 2,8 % du montant des prêts; un relèvement (de 2,5 à 7 %) des prix témoins des logements donnant droit à PAP. Les prêts à taux fixe et à annuités progressives qui ont contribué à aggraver le surendettement de certaines familles sont supprimés, mais les accédants à la propriété pourront continuer à choisir, soit un prêt à taux fixe et à annuités constantes (PAP), soit un prêt à taux révisable et à annuités progressives (PAJ). En revanche, le taux d'intérêt du PAP est augmenté de 0,6 %, en raison de la tension sur les marchés financiers mondiaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information SICAV

FRAIS DE GESTION SICAV COURT TERME

Le Crédit Agricole informe sa clientèle qu'à compter du 2 mai 1991, les frais de gestion annuels HT perçus par les SICAV suivantes seront de:

UNIVAR: 1 %
MONÉ-J: 0,85 %
ELICASH: 0,45 %
UNI-ASSOCIATIONS: 1 %

Ces pourcentages sont calculés sur l'actif net des SICAV évalué quotidiennement, déduction faite des parts de FCP et des actions de SICAV.

SEGESPAR

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

52,9 milliards de francs
chiffre d'affaires consolidé 1990

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 52,9 milliards de francs pour l'exercice 1990 contre 48,7 milliards de francs en 1989. Après retournement des données de l'exercice 1989 pour tenir compte du transfert de la société La Familiale de la Branche Biscuits à la Branche Epicerie, la répartition par Branche du chiffre d'affaires consolidé est la suivante:

Données par Branche:	1990	1989
(en millions de francs)		
Produits Frais	13 264	12 627
Epicerie	10 603	10 008
Biscuits	12 766	11 047
Boissons	6 598	6 188
Champagne, Eau minérale	1 863	1 320
Emballage	5 877	5 357
Cessions internes	64 071	49 747
Total Groupe	111 741	107 078

Les données relatives à la Branche Biscuits intègrent le chiffre d'affaires des sociétés Bida (France), Javel's (Angleterre) et Sainco (Italie), sur la totalité de l'exercice 1990, contre sept mois en 1989.

A structure et à taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante:

Produits Frais: 8,8 %
Epicerie: 7,6 %
Biscuits: 5,0 %
Boissons: 5,0 %
Champagne, Eau minérale: 16,5 %
Emballage: 6,0 %
Total Groupe: 7,5 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel: 3616 - CLIFF

BSN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

NEW-YORK, 31 janvier ↑

Nouvelle hausse

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont monté jeudi à Wall Street. Même si le mouvement s'est ralenti en l'absence de vingt-quatre heures, il n'en a pas moins été important et après quelques indécisions à coups d'indicateurs, les investisseurs se sont établis en clôture à 2 738,38, avec un gain de 23,26 points (+ 0,86 %). En trois jours, il a ainsi monté de plus de 3 %. Le bilan de la journée a encore été de très bonne qualité. Sur 2 010 valeurs traitées, 1 081 ont progressé, 504 seulement ont baissé et 425 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, le marché continue de parier sur la perspective d'une récession de courte durée, évincée par les dernières statistiques. Les bons résultats annoncés par de nombreuses entreprises confortent les investisseurs dans leur impression, sans qu'apparemment l'avertissement lancé par M. Alan Greenspan, président du FED, sur le risque d'une crise économique lors et lorsque la guerre du Golfe ne s'arrête pas avant le printemps n'ait été entendu. Le comportement boursier semble rassuré après la reprise de la ville saoudienne de Khafji occupée par les forces irakiennes. Sur le marché obligataire, les taux des bons du Trésor à 30 ans, qui font référence, sont restés de 8,21 % à 8,19 %, ce qui a contribué à enrayer l'optimisme.

VALEURS	Cours du 31 janv.	Cours du 30 janv.
Alcoa	85	84,38
AT&T	32 1/8	32 3/4
Banque	47 5/8	49 1/4
Chemical Bank	11 3/4	11 1/2
Du Pont de Nemours	25 3/4	26 1/4
Eastman Kodak	42 1/4	42 5/8
Exxon	51 3/4	51 1/4
Ford	27 7/8	28
General Electric	52 1/8	54
General Motors	38 1/4	38 1/8
Goodyear	21 1/4	20 3/4
IBM	127 1/2	126 7/8
ITT	58 1/2	57 1/8
Mobil Oil	58 5/8	58 3/4
Pfizer	89 1/2	89 7/8
Schering	57 1/8	57 1/4
Texas	58	58 1/8
Unit. Corp. Indus.	18 3/8	19
Union Carbide	22 3/4	23 1/4
USC	22 3/4	23 1/4
Westinghouse	43 3/8	43 1/2
Xerox Corp.	43 3/8	43 1/2

LONDRES, 31 janvier ↑

Nette hausse

Les valeurs ont clôturé en hausse jeudi au Stock Exchange de Londres. L'indice Fonds de cent grandes valeurs a progressé de 17,7 points à 2 170,3, soit un gain de 0,8 %. Le volume des échanges a atteint 1,1 million de titres (niveau record depuis début octobre) contre 555,9 millions la veille, gonflé par le placement d'un bloc de plus de 100 millions d'actions du groupe agroalimentaire Rank's Hovis McDougall, conséquence de la vente de la participation de 29,9 % détenue par Sir James Goldsmith.

Les titres avaient fortement progressé au début de séance dans l'attente d'une baisse des taux d'intérêt. Leur avance a été réduite des deux tiers par le placement des taux allemands mais s'est ensuite reconstruite progressivement.

Les titres avaient fortement progressé au début de séance dans l'attente d'une baisse des taux d'intérêt. Leur avance a été réduite des deux tiers par le placement des taux allemands mais s'est ensuite reconstruite progressivement.

FAITS ET RÉSULTATS

Goldsmith cède sa participation dans Rank's Hovis McDougall. Sir James Goldsmith n'a pas pu vendre, jeudi 31 janvier, son dernier investissement significatif en Grande-Bretagne: une participation de 29,9 % dans le groupe de minoteries Rank's Hovis McDougall (RHM). Les 100 millions d'actions acquises en 1989 au prix unitaire de 400 pence ont été cédées le 31 janvier au cours de 303 pence, représentant un manque à gagner d'environ 100 millions de livres. La perte finale serait tout de même moins élevée après prise en compte des fluctuations de change et des opérations de couverture. Sir James, cinquante-sept ans, a récemment annoncé qu'il souhaitait se consacrer aux problèmes de l'environnement, dont son frère aîné Edward est un spécialiste. Au cours de l'automne dernier (le Monde du 20 octobre), il avait échangé son groupe forestier Cavendish Forest Industries contre une participation de 42 % dans le producteur américain d'or Newmont Mining, reflétant son pessimisme sur l'évolution des marchés financiers.

Polly Peck: restructuration. Le groupe britannique Polly Peck International (PPI), placé sous administration judiciaire à l'automne dernier, a mis en vente jeudi 31 janvier trois de ses centres de distribution de fruits frais aux États-Unis, a annoncé l'administrateur du conglomérat, le cabinet Coopers and Lybrand Deloitte. Ces trois centres, qui n'incluent pas le joyau de Polly Peck, le distributeur de fruits Del Monte, sont Prevor Marketing (New-York et Subde), Mandelson-Zeller (Californie) et Standard Fruit and Vegetables (Texas). L'administrateur judiciaire n'a donné aucune indication sur le prix qu'il comptait en obtenir.

Dow Chemical: 45 % de bénéfice en moins pour 1990. Dow Chemical, deuxième groupe chimique américain, annonce pour le quatrième trimestre 1990 un bénéfice net en baisse de 36 %, tant et si bien que pour l'ensemble de l'exercice écoulé son résultat net s'est établi à 1,38 milliard de dollars, soit à 45 % en-dessous du niveau de 1989. Le chiffre d'affaires annuel a en revanche progressé de 12 % à 19,77 milliards de dollars.

PARIS, 1^{er} février ↓

Petite baisse

Deuxième séance consécutive de baisse, vendredi, à la Bourse de Paris. En raison de 0,23 % des premières transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'accentuer leurs pertes au fil des échanges. En fin de matinée, le repli moyen avoisinait 0,7 %. En début d'après-midi, la tendance se stabilisait quelque peu. Plus tard dans la journée, peu avant le début des transactions à Wall Street, le repli de l'indice CAC 40 était ramené à - 0,42 %.

La place parisienne aura, malgré tout, fait preuve d'une assez bonne résistance à la hausse des taux étrangers, par l'institut d'émission allemand. Cette résistance était également sensible sur le MATIF, qui s'est soutenu depuis quelques semaines par l'achat d'OAT effectué par les investisseurs étrangers. Toutefois, après le durcissement de la politique monétaire d'outre-Rhin, les milieux boursiers s'interrogent sur l'évolution des taux et de l'investissement français, tout comme sur le devenir de l'économie américaine et sur la durée de la récession. Sur le marché à règlement mensuel, les plus fortes hausses étaient enregistrées par Bie, Majorat et CCMC mais dans des volumes peu élevés.

On coté des baisses, on notait la forte baisse de Paribas après l'annonce d'une chute de 28 % de ses bénéfices en 1990. Cette mauvaise nouvelle entraînera la baisse d'autres valeurs du compartiment bancaire. Sur le marché des obligations, la hausse de Napoléon (405 francs) et un effacement du lingot, qui s'échangeait à 60 000 francs (contre 60 500 francs).

TOKYO, 1^{er} février ↓

Nouveau repli

La bourse a de nouveau été au rendez-vous vendredi 1^{er} février à la Bourse de Tokyo. Et après une séance jugée fidèle par les spécialistes, l'indice Nikkei, un instant tombé sous la barre psychologique des 23 000 points, s'est établi en clôture à la cote de 22 970,70, soit 136,44 points (- 0,59 %) en-dessous de son niveau précédent.

Manifestement, l'excellente tenue de Wall Street n'a pas réussi à déborder le marché japonais. Les courtiers continuent d'Allemagne responsable du pessimisme ambiant en ayant relevé les tendances négatives. L'indice Nikkei est négatif, mais l'un d'entre eux, car elle semble le doute sur l'immensité d'une baisse du crédit au Japon. Beaucoup évoquent aussi la reprise en main muscled de la situation en URSS par l'armée et le Parti communiste.

VALEURS	Cours du 31 janv.	Cours du 1 ^{er} fév.
Alcoa	85	84,38
AT&T	32 1/8	32 3/4
Banque	47 5/8	49 1/4
Chemical Bank	11 3/4	11 1/2
Du Pont de Nemours	25 3/4	26 1/4
Eastman Kodak	42 1/4	42 5/8
Exxon	51 3/4	51 1/4
Ford	27 7/8	28
General Electric	52 1/8	54
General Motors	38 1/4	38 1/8
Goodyear	21 1/4	20 3/4
IBM	127 1/2	126 7/8
ITT	58 1/2	57 1/8
Mobil Oil	58 5/8	58 3/4
Pfizer	89 1/2	89 7/8
Schering	57 1/8	57 1/4
Texas	58	58 1/8
Unit. Corp. Indus.	18 3/8	19
Union Carbide	22 3/4	23 1/4
USC	22 3/4	23 1/4
Westinghouse	43 3/8	43 1/2
Xerox Corp.	43 3/8	43 1/2

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	2830	2825	Groupe Ogey	470	464 1/2
Amtrak Assocs	230	221	Guyot	550	543
Ayco	105	102	ICC	227 5/8	225
BAC	151 7/8	150	IDA	277 8/8	276
BICM	840	830	Idemco	123	118 5/8
Bonnet Ely	384	380	IPSM	118	116 7/8
Bonnet Lyon	177	175	Loca service	273	275
CAL-de-Fr. (CCU)	880	835	Locomac	83 5/8	83 3/8
Calsonic	377	386	Marco Compt.	124	125
Carif	485	480	Moire	117 1/2	120
CEGEF	175	175	Olivier Logis	590	589
C.F.P.T.	257	255	Pratburg	75	75
C.H.M.	785	785	Publi-France	384	345
Comar	287	278	Razet	451	454
Comeng	240	252	Rhone-Alp. Ecl. (Ly.)	304	303
Conforama	780	780	St-H. Mergon	181	180
Crestal	198 5/8	198	Select Invest (Ly.)	35	38 7/8
Dalmeida	341	350	Selma	429	428
Dalmeida	634	630	S.M.T. Compt.	167 5/8	168 5/8
Danubio Worme Co.	260	268	Sopre	174	174
Dequignon et Gr.	227	218	Thomson H. (Ly.)	223	214
Dowdell	842	825	Udeco	155	150 10
Dreier	328	345	Val de Sa.	88	89 8/8
Dukon	165	169	Y. St-Laurent Group	630	617
Editions Balland	245	245			
Euro. Propulsion	319 5/8	319 5/8			
Financ	140	120			
Frankopac	155	161 5/8			
GFF (group. Ind.)	289 20	279			
Grand Lys	367	385 40			
Gravograph	175	175			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 31 janvier 1991
Nombre de contrats : 89 923.

MONTRE DE COMMERCE, 87 725.			
COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	102.94	103.28	103.14
Précédent	102.86	103.16	103.12

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
103	0.63	1.56	0.82	1.35

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 591	1 592	1 620
Précédent	1 587	1 601	1 592

CHANGES

Dollar: 5,0305 F ↓
Le dollar s'échangeait en baisse, vendredi 1^{er} février, après l'annonce de la réduction des taux d'intérêt en Allemagne. À Paris, la monnaie américaine cotait 5,0305 F contre 5,0460 F la veille à la cotation officielle, et après être tombée jusqu'à 5,0190 F après l'annonce de la décision de la Bundesbank. Le mark s'est légèrement raffermi contre le franc, à 3,4015 F contre 3,3963 F jeudi au fixing. Les marchés des changes ont réagi globalement avec calme au réajustement de la politique monétaire outre-Rhin.

FRANCOFORT	31 janv.	1 ^{er} fév.
Dollar (en DM)	1,4900	1,4801
TOKYO	31 janv.	1 ^{er} fév.
Dollar (en yen)	111,40	131,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (1 ^{er} février)	New-York (31 janvier)
	97,8 - 10 %	97,2 - 10 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 28-12-90)	30 janv.	31 janv.
Valeurs françaises	104,20	104,20
Valeurs étrangères	98,20	98,70
(SBF, base 100: 31-12-91)		
Indice général CAC	412,30	419,18
(SBF, base 1000: 31-12-91)		
Indice CAC 40	1 582,45	1 586,67

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES								
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep.	ou dép.	Rep.	ou dép.	Rep.	ou dép.
E.-U.	5,0320	5,0390	+ 121	+ 131	+ 248	+ 268	+ 780	+ 840
can.	4,3267	4,3330	- 45	- 18	- 75	- 30	+ 5	+ 91
yen (100)	3,8324	3,8377	+ 51	+ 73	+ 101	+ 140	+ 391	+ 463
DM	3,3999	3,4032	+ 20	+ 38	+ 46	+ 71	+ 128	+ 191
florin	3,0159	3,0195	+ 13	+ 30	+ 31	+ 57	+ 108	+ 171
FR (100)	16,5146	16,5353	- 9	+ 104	+ 1	+ 201	+ 173	+ 740
FS	3,9937	3,9992	+ 48	+ 66	+ 105	+ 133	+ 373	+ 446
L (1 000)	4,5191	4,5258	- 104	- 545	- 192	- 114	- 494	- 345
£	9,8828	9,8938	- 307	- 268	- 615	- 552	- 1463	- 1313

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.-U.	7	1 1/4	6 7/8	7 1/8	7 1/4	7 1/8	6 15/16	7 1/16
DM	7 15/16	7 15/16	7 15/16	7 15/16	7 15/16	7 15/16	7 15/16	7 15/16
DM	9	9 1/4	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16
DM	8 7/8	8 7/8	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16	8 15/16
FR (100)	9 1/4	10 1/4	9 15/16	10 1/8	9 15/16	10 1/8	9 15/16	10 1/8
FS	8 1/8	8 3/8	8 3/4	8 5/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/4
L (1 000)	12	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£	11 3/4	14 1/4	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	13 1/4	13 1/4
£	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

هذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} FEVRIER

Réglement mensuel																	Cours relevés à 14 h 28									
Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%			
3720	CAC 20	3740	3740	3740	+0,27	320	CAC 20	3740	3740	3740	+0,27	43	Euro Day	38 50	38	38	38	+1,20	43	Euro Day	38 50	38	38	+1,20		
3725	Alcatel T.P.	925	925	925	+0,00	325	Alcatel T.P.	925	925	925	+0,00	44	Alcatel	184	184	184	184	+0,00	44	Alcatel	184	184	184	+0,00		
3730	Alcatel T.P.	940	940	940	+0,00	330	Alcatel T.P.	940	940	940	+0,00	45	Alcatel	184	184	184	184	+0,00	45	Alcatel	184	184	184	+0,00		
1140	Alcatel T.P.	1230	1230	1230	+0,00	1000	Alcatel T.P.	1230	1230	1230	+0,00	1000	Alcatel T.P.	1230	1230	1230	1230	+0,00	1000	Alcatel T.P.	1230	1230	1230	+0,00		
1145	Alcatel T.P.	1240	1240	1240	+0,00	1005	Alcatel T.P.	1240	1240	1240	+0,00	1005	Alcatel T.P.	1240	1240	1240	1240	+0,00	1005	Alcatel T.P.	1240	1240	1240	+0,00		
1150	Alcatel T.P.	1250	1250	1250	+0,00	1010	Alcatel T.P.	1250	1250	1250	+0,00	1010	Alcatel T.P.	1250	1250	1250	1250	+0,00	1010	Alcatel T.P.	1250	1250	1250	+0,00		
1155	Alcatel T.P.	1260	1260	1260	+0,00	1015	Alcatel T.P.	1260	1260	1260	+0,00	1015	Alcatel T.P.	1260	1260	1260	1260	+0,00	1015	Alcatel T.P.	1260	1260	1260	+0,00		
1160	Alcatel T.P.	1270	1270	1270	+0,00	1020	Alcatel T.P.	1270	1270	1270	+0,00	1020	Alcatel T.P.	1270	1270	1270	1270	+0,00	1020	Alcatel T.P.	1270	1270	1270	+0,00		
1165	Alcatel T.P.	1280	1280	1280	+0,00	1025	Alcatel T.P.	1280	1280	1280	+0,00	1025	Alcatel T.P.	1280	1280	1280	1280	+0,00	1025	Alcatel T.P.	1280	1280	1280	+0,00		
1170	Alcatel T.P.	1290	1290	1290	+0,00	1030	Alcatel T.P.	1290	1290	1290	+0,00	1030	Alcatel T.P.	1290	1290	1290	1290	+0,00	1030	Alcatel T.P.	1290	1290	1290	+0,00		
1175	Alcatel T.P.	1300	1300	1300	+0,00	1035	Alcatel T.P.	1300	1300	1300	+0,00	1035	Alcatel T.P.	1300	1300	1300	1300	+0,00	1035	Alcatel T.P.	1300	1300	1300	+0,00		
1180	Alcatel T.P.	1310	1310	1310	+0,00	1040	Alcatel T.P.	1310	1310	1310	+0,00	1040	Alcatel T.P.	1310	1310	1310	1310	+0,00	1040	Alcatel T.P.	1310	1310	1310	+0,00		
1185	Alcatel T.P.	1320	1320	1320	+0,00	1045	Alcatel T.P.	1320	1320	1320	+0,00	1045	Alcatel T.P.	1320	1320	1320	1320	+0,00	1045	Alcatel T.P.	1320	1320	1320	+0,00		
1190	Alcatel T.P.	1330	1330	1330	+0,00	1050	Alcatel T.P.	1330	1330	1330	+0,00	1050	Alcatel T.P.	1330	1330	1330	1330	+0,00	1050	Alcatel T.P.	1330	1330	1330	+0,00		
1195	Alcatel T.P.	1340	1340	1340	+0,00	1055	Alcatel T.P.	1340	1340	1340	+0,00	1055	Alcatel T.P.	1340	1340	1340	1340	+0,00	1055	Alcatel T.P.	1340	1340	1340	+0,00		
1200	Alcatel T.P.	1350	1350	1350	+0,00	1060	Alcatel T.P.	1350	1350	1350	+0,00	1060	Alcatel T.P.	1350	1350	1350	1350	+0,00	1060	Alcatel T.P.	1350	1350	1350	+0,00		
1205	Alcatel T.P.	1360	1360	1360	+0,00	1065	Alcatel T.P.	1360	1360	1360	+0,00	1065	Alcatel T.P.	1360	1360	1360	1360	+0,00	1065	Alcatel T.P.	1360	1360	1360	+0,00		
1210	Alcatel T.P.	1370	1370	1370	+0,00	1070	Alcatel T.P.	1370	1370	1370	+0,00	1070	Alcatel T.P.	1370	1370	1370	1370	+0,00	1070	Alcatel T.P.	1370	1370	1370	+0,00		
1215	Alcatel T.P.	1380	1380	1380	+0,00	1075	Alcatel T.P.	1380	1380	1380	+0,00	1075	Alcatel T.P.	1380	1380	1380	1380	+0,00	1075	Alcatel T.P.	1380	1380	1380	+0,00		
1220	Alcatel T.P.	1390	1390	1390	+0,00	1080	Alcatel T.P.	1390	1390	1390	+0,00	1080	Alcatel T.P.	1390	1390	1390	1390	+0,00	1080	Alcatel T.P.	1390	1390	1390	+0,00		
1225	Alcatel T.P.	1400	1400	1400	+0,00	1085	Alcatel T.P.	1400	1400	1400	+0,00	1085	Alcatel T.P.	1400	1400	1400	1400	+0,00	1085	Alcatel T.P.	1400	1400	1400	+0,00		
1230	Alcatel T.P.	1410	1410	1410	+0,00	1090	Alcatel T.P.	1410	1410	1410	+0,00	1090	Alcatel T.P.	1410	1410	1410	1410	+0,00	1090	Alcatel T.P.	1410	1410	1410	+0,00		
1235	Alcatel T.P.	1420	1420	1420	+0,00	1095	Alcatel T.P.	1420	1420	1420	+0,00	1095	Alcatel T.P.	1420	1420	1420	1420	+0,00	1095	Alcatel T.P.	1420	1420	1420	+0,00		
1240	Alcatel T.P.	1430	1430	1430	+0,00	1100	Alcatel T.P.	1430	1430	1430	+0,00	1100	Alcatel T.P.	1430	1430	1430	1430	+0,00	1100	Alcatel T.P.	1430	1430	1430	+0,00		
1245	Alcatel T.P.	1440	1440	1440	+0,00	1105	Alcatel T.P.	1440	1440	1440	+0,00	1105	Alcatel T.P.	1440	1440	1440	1440	+0,00	1105	Alcatel T.P.	1440	1440	1440	+0,00		
1250	Alcatel T.P.	1450	1450	1450	+0,00	1110	Alcatel T.P.	1450	1450	1450	+0,00	1110	Alcatel T.P.	1450	1450	1450	1450	+0,00	1110	Alcatel T.P.	1450	1450	1450	+0,00		
1255	Alcatel T.P.	1460	1460	1460	+0,00	1115	Alcatel T.P.	1460	1460	1460	+0,00	1115	Alcatel T.P.	1460	1460	1460	1460	+0,00	1115	Alcatel T.P.	1460	1460	1460	+0,00		
1260	Alcatel T.P.	1470	1470	1470	+0,00	1120	Alcatel T.P.	1470	1470	1470	+0,00	1120	Alcatel T.P.	1470	1470	1470	1470	+0,00	1120	Alcatel T.P.	1470	1470	1470	+0,00		
1265	Alcatel T.P.	1480	1480	1480	+0,00	1125	Alcatel T.P.	1480	1480	1480	+0,00	1125	Alcatel T.P.	1480	1480	1480	1480	+0,00	1125	Alcatel T.P.	1480	1480	1480	+0,00		
1270	Alcatel T.P.	1490	1490	1490	+0,00	1130	Alcatel T.P.	1490	1490	1490	+0,00	1130	Alcatel T.P.	1490	1490	1490	1490	+0,00	1130	Alcatel T.P.	1490	1490	1490	+0,00		
1275	Alcatel T.P.	1500	1500	1500	+0,00	1135	Alcatel T.P.	1500	1500	1500	+0,00	1135	Alcatel T.P.	1500	1500	1500	1500	+0,00	1135	Alcatel T.P.	1500	1500	1500	+0,00		
1280	Alcatel T.P.	1510	1510	1510	+0,00	1140	Alcatel T.P.	1510	1510	1510	+0,00	1140	Alcatel T.P.	1510	1510	1510	1510	+0,00	1140	Alcatel T.P.	1510	1510	1510	+0,00		
1285	Alcatel T.P.	1520	1520	1520	+0,00	1145	Alcatel T.P.	1520	1520	1520	+0,00	1145	Alcatel T.P.	1520	1520	1520	1520	+0,00	1145	Alcatel T.P.	1520	1520	1520	+0,00		
1290	Alcatel T.P.	1530	1530	1530	+0,00	1150	Alcatel T.P.	1530	1530	1530	+0,00	1150	Alcatel T.P.	1530	1530	1530	1530	+0,00	1150	Alcatel T.P.	1530	1530	1530	+0,00		
1295	Alcatel T.P.	1540	1540	1540	+0,00	1155	Alcatel T.P.	1540	1540	1540	+0,00	1155	Alcatel T.P.	1540	1540	1540	1540	+0,00	1155	Alcatel T.P.	1540	1540	1540	+0,00		
1300	Alcatel T.P.	1550	1550	1550	+0,00	1160	Alcatel T.P.	1550	1550	1550	+0,00	1160	Alcatel T.P.	1550	1550	1550	1550	+0,00	1160	Alcatel T.P.	1550	1550	1550	+0,00		
1305	Alcatel T.P.	1560	1560	1560	+0,00	1165	Alcatel T.P.	1560	1560	1560	+0,00	1165	Alcatel T.P.	1560	1560	1560	1560	+0,00	1165	Alcatel T.P.	1560	1560	1560	+0,00		
1310	Alcatel T.P.	1570	1570	1570	+0,00	1170	Alcatel T.P.	1570	1570	1570	+0,00	1170	Alcatel T.P.	1570	1570	1570	1570	+0,00	1170	Alcatel T.P.	1570	1570	1570	+0,00		
1315	Alcatel T.P.	1580	1580	1580	+0,00	1175	Alcatel T.P.	1580	1580	1580	+0,00	1175	Alcatel T.P.	1580	1580	1580	1580	+0,00	1175	Alcatel T.P.	1580	1580	1580	+0,00		
1320	Alcatel T.P.	1590	1590	1590	+0,00	1180	Alcatel T.P.	1590	1590	1590	+0,00	1180	Alcatel T.P.	1590	1590	1590	1590	+0,00	1180	Alcatel T.P.	1590	1590	1590	+0,00		
1325	Alcatel T.P.	1600	1600	1600	+0,00	1185	Alcatel T.P.	1600	1600	1600	+0,00	1185	Alcatel T.P.	1600	1600	1600	1600	+0,00	1185	Alcatel T.P.	1600	1600	1600	+0,00		
1330	Alcatel T.P.	1610	1610	1610	+0,00	1190	Alcatel T.P.	1610	1610	1610	+0,00	1190	Alcatel T.P.	1610	1610	1610	1610	+0,00	1190	Alcatel T.P.	1610	1610	1610	+0,00		
1335	Alcatel T.P.	1620	1620	1620	+0,00	1195	Alcatel T.P.	1620	1620	1620	+0,00	1195	Alcatel T.P.	1620	1620	1620	1620	+0,00	1195	Alcatel T.P.	1620	1620	1620	+0,00		
1340	Alcatel T.P.	1630	1630	1630	+0,00	1200	Alcatel T.P.	1630	1630	1630	+0,00	1200	Alcatel T.P.	1630	1630	1630	1630	+0,00	1200	Alcatel T.P.	1630	1630	1630	+0,00		
1345	Alcatel T.P.	1640	1640	1640	+0,00	1205	Alcatel T.P.	1640	1640	1640	+0,00	1205	Alcatel T.P.	1640	1640	1640	1640	+0,00	1205	Alcatel T.P.	1640	1640	1640	+0,00		
1350	Alcatel T.P.	1650	1650	1650	+0,00	1210	Alcatel T.P.	1650	1650	1650	+0,00	1210	Alcatel T.P.	1650	1650	1650	1650	+0,00	1210	Alcatel T.P.	1650	1650	1650	+0,00		
1355	Alcatel T.P.	1660	1660	1660	+0,00	1215	Alcatel T.P.	1660	1660	1660	+0,00	1215	Alcatel T.P.	1660	1660	1660	1660	+0,00	1215	Alcatel T.P.	1660	1660	1660	+0,00		
1360	Alcatel T.P.	1670	1670	1670	+0,00	1220	Alcatel T.P.	1670	1670	1670	+0,00	1220	Alcatel T.P.	1670	1670	1670	1670	+0,00	1220	Alcatel T.P.	1670	1670	1670	+0,00		
1365	Alcatel T.P.	1680	16																							

La guerre du Golfe

Le porte-avions français « Clemenceau » s'apprête à appareiller

Le porte-avions français « Clemenceau » doit appareiller lundi 4 février du port militaire de Toulon pour la Méditerranée occidentale, a-t-on appris vendredi de source militaire française. Il s'agit, a-t-on précisé de même source, d'une mission d'entraînement.

Mais, selon le général Raymond Germain, chef du service d'information des armées, on ne peut

exclure « que nos porte-avions puissent venir s'insérer dans un dispositif plus large » intégré aux forces alliées dans le Golfe.

Le porte-avions « Clemenceau » possède mille neuf cents hommes à son bord, qui ont tous souscrit un engagement volontaire. Il embarque une quarantaine d'avions et d'hélicoptères de tous types.

L'action du secrétaire d'Etat aux handicapés

M. Michel Gillibert inaugurerait un centre pour invalides à Moscou

M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, vient de dresser le bilan de son action au cours de l'année 1990 et a annoncé un prochain voyage à Moscou pour inaugurer un centre de rééducation destiné à des personnes invalides.

M. Gillibert devrait se rendre en Union soviétique à la fin du mois de février pour inaugurer un centre de rééducation pour invalides. C'est le premier résultat d'un programme d'aide technique mis au point entre les spécialistes français du traitement des handicapés et la République de Russie.

Le ministre français s'intéresse de près au sort des handicapés dans les pays de l'Est. En Roumanie, il a observé que les adultes invalides et les personnes âgées dépendantes, considérés comme irréductibles, sont parqués dans des établissements ou abandonnés à leur sort, démunis de toute aide et même de faiblesse humaine. Une situation que M. Gillibert a qualifiée d'« inhumaine et atroce ». La première urgence consiste à former du personnel. Un plan de quatre ans a été mis sur pied.

En URSS, on évalue à au moins 20 millions le nombre de handicapés. Ceux-ci ne bénéficient apparemment d'aucun statut particulier. Jusque récemment, ils étaient même privés des droits d'un citoyen ordinaire. Des médecins soviétiques, dont la plupart étaient des spécialistes modernes de rééducation, sont venus accomplir des stages dans trois centres français, à Lorient, à Nancy et à Lyon. Un groupe de travail franco-soviétique s'est constitué. La première conséquence de ces échanges a été l'aménagement d'un centre de rééducation et d'adaptation des invalides moteurs à Moscou.

Les invalides du troisième âge

Ces satisfactions à l'extérieur de la France consolident-elles le secrétaire d'Etat chargé des handicapés des déceptions éprouvées dans le pays? Certes, M. Gillibert a obtenu la mise en chantier d'un plan pluriannuel qui offrira aux adultes lourdement handicapés 4 480 places nouvelles dans des maisons d'accueil spécialisées (MAS). Le programme de création de 2 800 places par an dans les centres d'aide par le travail (CAT) a été poursuivi en 1990, et de nouvelles mesures facilitant l'accès des transports en commun, des lieux publics et des salles de spectacles ont été lancées.

Mais le ministre ne cache pas les difficultés que sa politique rencontre en plusieurs domaines. Ainsi, Renault n'a pas encore réussi à mettre en point l'autobus adapté aux handicapés qui est demandé depuis longtemps au constructeur. Les municipalités qui, à l'occasion du renouvellement de leur parc, veulent équiper de véhicules accessibles non seulement aux invalides, mais aux enfants, aux mères de famille et

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Aie pas peur!

J'ai l'air de rien, comme ça, hein, à faire concierger dans ce journal. Je balaye mes quarante-cinq pages, je vide les poubelles des collègues, je leur sers le café. Jamais une gratification, un sourire, un mot aimable. La contraire : Dégage, tu veux ! Et puis on arrive, là, aujourd'hui, qu'est-ce que je trouve dans ma loge ? Encadrés de noir, cinq mots imprimés dans un rectangle blanc : SARRAUTE CLAUDE... CONDAMNÉE A MORT!

Tout le monde, toute contents, je dégringole à la rédaction et je leur sers le carton sous le nez : Tenez, regardez un peu ce qu'elle s'est racontée. Même Michu. Une menace de Saddam, pareil que le président Bush!

Il ont verdi. L'angoisse ? Pensez-vous ! La jalousie :

— Non, mais t'as la folie des grandeurs. Tu t'imagines quand même pas que Saddam, il est là, assis sur tes épaules dans son bunker et qu'il t'a donné de l'urticaire.

— La preuve !

— Quelles preuves ? C'est pas signé.

— Normal, il l'a dicté à sa secrétaire. Là-dessus, alerte à la

bombe. Et quand il est ressorti de sous son lit, elle était déjà allée le poster. De toute façon, la question n'est pas là, va falloir me protéger.

— T'as qu'à mettre un gilet pare-balles.

— Sûrement pas. Ça irait pas avec ma jupe à fleurs, et puis ça grise. N'importe quoi, faut que vous m'obteniez une autorisation de port d'arme.

— Manquerait plus que ça ! T'es tellement trouillard et tellement maladroit que tu tirerais sur la chasse d'eau en croyant voir un terroriste t'empêcher de te faire pipi.

— Bon, ben, une protection rapprochée, des vigiles, des supergendarmes, des... Tiens, j'y pense, ils sont très gentils, les flics postés sous les fenêtres de mon Min. Je les croise matin et soir en passant rue de Bievre. Il pourrait peut-être m'en refiler un.

— Impossible. Yves Montand vient de lui en piquer deux. Il crève de peur. Il a traité Chevènement de déserteur.

— Alors, ils vont me réduire en miettes, moi !

— Avec un peu de chance, oui. T'as pensé à garder l'enveloppe ? Ça permettra d'orienter l'enquête après l'attentat.

EN BREF

Le Figaro augmente son prix. — Le prix de vente du quotidien Le Figaro est passé, le vendredi 1^{er} février, de 4,50 F à 5 F, s'alignant ainsi sur la plupart des quotidiens parisiens. La dernière augmentation du prix de Figaro (de 4,30 F à 4,50 F) datait du 18 novembre 1985.

A la Société des employés du Monde. — Au cours de l'assemblée générale de la Société des employés du Monde, qui s'est tenue le mercredi 30 janvier, la candidature de Jacques Lespère, à l'âge de 78,02 % de votes favorables, contre 10,44 %. Il y a eu 9,89 % d'abstentions et 1,65 % de blancs ou nuls.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Edition Éole 150 F

SCIENCE & VIE

NOUVEAU RADAR CONTRE AVIONS INVISIBLES

Le F 117, le chasseur bombardier "furtif" de l'US Air Force est-il déjà dépassé ? Des électroniciens français auraient mis au point un super radar capable de voir les avions "invisibles". Tous les détails dans Science & Vie.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Une attaque aérienne comme un jeu vidéo
- Peut-on vivre jusqu'à 100 ans ?
- Drogue : les pays "dépendants"

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

L'ESSENTIEL

DÉBATS

France-Allemagne : « L'unification ne nous divise pas », par Franz Pfeiffer / Pacifisme : « La dérive du SOS-Racisme », par Guy Konopnicki..... 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe..... 3 à 10

Journal d'un amateur

« Chavènement », par Philippe Boucher..... 9

Le terrorisme en Allemagne

Un « repenti » condamné à douze ans de prison..... 13

Relations franco-chinoises

Reprise de la coopération économique..... 13

La tension en URSS

Le comité central du parti demande le retour à l'ordre constitutionnel..... 13

POLITIQUE

L'avenir de l'opposition

Les rénovateurs ne croient plus à M. Noir..... 14

SOCIÉTÉ

L'affaire Bouquiquet..... 15

Le congrès de la FEN

Un entretien avec M. Yannick Simbrion..... 16

CULTURE

« La Contrebasse »

Jacques Villerey au Théâtre Hébertot..... 17

ÉCONOMIE

Le commerce en 1990

Un léger ralentissement de la croissance..... 22

La réforme du service public de l'emploi

Une clarification attendue..... 23

SANS VISA

• L'Himalaya descend vers le Gange • Coup d'œil : « Armes et bagages » • Vent d'ouest à Novgorod • Visite au château d'Arstetten (Autriche) • Parcours : Jean Rouch, l'errant..... 27 à 34

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 23
Cartes..... 20
Jeux..... 32
Loto et Tac-o-Tac..... 20
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 20
Philatélie..... 20
Radio-Télévision..... 21
Spectacles..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} février 1991 a été tiré à 599 549 exemplaires.

M. Ahmed Ghazali invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Ahmed Ghazali, ministre des affaires étrangères du gouvernement algérien, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 3 février, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le ministre répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Pierre Langellier, du Monde, et de Pierre-Marie Christin et Bernard Lahut, de RTL, le débat étant animé par Olivier Mazarolle.

Près de Douai (Nord)

Incendie criminel d'une salle de prières de la mosquée de Montigny-en-Ostrevent

La salle de prières de la mosquée de Montigny-en-Ostrevent, près de Douai (Nord), a été incendiée vendredi 1^{er} février vers 5 h 30. Le feu n'a pas fait de victime.

Selon les enquêteurs du commissariat de Somain, ce sinistre serait d'origine criminelle. En effet, une vitre de la salle de prières a été brisée. Les policiers recherchent d'autres indices dans les décombres de l'appentis qui l'abritait et dont le toit s'est effondré. Cette mosquée est gérée par une association de travailleurs marocains, nombreux à avoir été recrutés jadis dans les mines par les Houillères.

D'autre part, la CIMADE (Service communautaire d'entraide) s'est émue « dans un communiqué, le 31 janvier, des mesures d'expulsion en urgence, frappant selon elle des résidents étrangers en désaccord avec la politique française dans le Golfe. La CIMADE estime que « si ces résidents se rendent coupables de faits mettant en danger la sécurité de l'Etat, ils doivent être traduits devant les tribunaux (...). Si aucun fait délictueux ou criminel ne peut leur être imputé, on ne saurait accepter leur élimination dans le cadre d'une procédure expéditive ». Cette prise de position intervient après l'expulsion en urgence absolue le 23 janvier de dix-neuf ressortissants de pays arabes.

(Publié)

sous l'Entrepôt du Marais

à 159^h, ils

baissent

le pantalon

le haut... aussi

Soldé à 159 F pour homme, en flanelle doublée, on le trouve chez ces champions du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, ainsi que des vestes pure laine : 450 F ; en cachemire et laine : 550 F ; en Harris tweed : 650 F. Costumes pure laine : 795 F (également en laines Noblet ou Dormeuil) ; pardessus laine et cachemire : 1.036 F. Également au rayon grands et forts (jusqu'à 62). Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (8^e), métro St-Sébastien-Prochamps et 112, rue du Cherche-Midi (6^e), métro Duroc, de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

PRATIQUEZ



ET GAGNEZ

- Impact sur un public
- Qualité des contacts
- Influence en réunions
- Maîtrise en entretiens
- Force de conviction
- Rayonnement de votre personnalité

CONFÉRENCES D'INFORMATION

PARIS : 80 Champs Élysées 75008 les 4, 5, 6 et 7 février de 15 h 30 à 17 h 15 ou de 18 h à 20 h 45
PARIS Gare de Lyon 75012 jeudi 4 février de 19 h à 20 h 45
Pierrefort, 2 Place Louis Armand à noter !

ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation Présente en France par la Sté Wayne 2, Rue de Marly - 7800 Le Chesnay Tél 1 39 54 41 06 - Fax 1 39 54 81 25

UNE FEMME :

— « CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU ! »

SON AMIE :

— « FORCÉMENT ILS JETTENT LEURS TISSUS PAR LES FENÊTRES... »

COUPONS-SOLDES (MODE ET DÉCORATION)

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LES LANGUES EN RESIDENTIEL

Latin de vos préoccupations, rentabilisez votre temps : ENGLISH • DEUTSCH • ESPAÑOL • NEDERLANDS • FRANÇAIS
Étude et mise en pratique : 86 leçons avec vos professeurs. Pour personnes motivées : affaires, diplomatique, etc.

CERAN (Paris 1^{er} Arrondissement) Tél. 01 42 55 25 25 ou 01 42 55 25 26 25000 PARIS

مكتبة الجليل

S A N S • V I S A

L'Himalaya descend vers le Gange

Avec pour tout viatique cette foi qui renverse les montagnes, ils étaient près de deux cent mille, venus de tous les coins de l'Himalaya et même du Tibet pour entendre leur chef spirituel, le dalaï-lama, et participer à la grande initiation du Kalachakra, à Sarnath, près de Bénarès, là où, il y a plus de deux millénaires et demi, le Bouddha historique prodigua son premier enseignement. Cérémonie hors du temps mais combien ancrée dans le présent!



Descendus de la haute montagne, des Ladhakhs, dans leur turban de soie.



ETAIT-CE le moment - le passage d'une année à l'autre, ou la voie étroite entre guerre et paix ? Etait-ce l'endroit - le site sacré pour ses fidèles - le Bouddha Sakyamouni a fait son premier discours au Parc aux daims ? Etait-ce simplement la ferveur et l'attente du bouddhiste venus par milliers écouter leur guide spirituel, le dalaï-lama ; à Sarnath près de Varanasi, la cité sacrée qu'un appelait autrefois Kashi, l'éclatante, un encore Bénarès ? En tout cas, tant que durèrent les préliminaires, l'enseignement préparatoire et l'initiation à la Roue du Temps, le hameau d'ordinaire somnolent et presque désert a vécu à l'heure sinu tibétaine, du moins himalayenne.

Rythmé par des appels de ennuies, de lancinants roulements de tambour et le son aigrelet des flûtes murmurant dans l'éclatement des cymbales, le flot de pèlerins ne cessait chaque jour de

grossir jusqu'à la veille de l'initiation du Kalachakra. Ce jour-là, danses sacrées et profanes se mêlaient avec délice sur la vaste esplanade au pied du petit temple surélevé où les mines avaient été, dans la tranquillité des petits matins, le diagramme méticuleux et coloré de la Roue du Temps. Cet enseignement singulier, l'un des plus complexes et des plus riches de la tradition tibétaine, est considéré comme créateur de vibrations bénéfiques visant à apaiser les tensions dans la société des hommes.

Étrange sensation que de se retrouver dans un espace sacré hors du temps, relié par d'invisibles passerelles à la plus haute antiquité du Tait du monde, et pourtant solidement ancré dans l'actualité immédiate. Multiple, bigarrée, paisible et souriante, forte de son credo et de la puissance de l'esprit, la foule aux mille visages témoignait par le vêtement de ses origines diverses et néanmoins cousines. Certains avaient cheminé des jours, parfois des semaines, à pied, en autocar brinquebalant, en voiture, en train ou même en char à bœufs, pour être au rendez-vous de la pleine lune de décembre.

Descendus de la haute montagne, Ladhakhs en tuniques lie-de-vin, Lahoulis vêtus de brun et gens de Spiti drapés dans de vastes châles de laine blanche cassée, retrouvaient les Minpas des vallées reculées de l'Arunachal Pradesh avec leurs drôles de petits chapeaux aplatis de feutre noir à quatre gouttières. Ils étaient arrivés de Bumdila où pousse le thé et de Tawang, qui vit se réincarner le sixième dalaï-lama, poète frondeur et malicieux dont les frasques sont restées célèbres dans l'histoire du Pays des neiges. Du Sikkim montagneux et secret, ils étaient quelque quinze mille, heureux de retrouver des gens d'ailleurs et de partager, ravis d'échanger les nouvelles et de regagner ensuite leurs vallées isolées d'où, naguère, plusieurs chemins menaient au Tibet. Des communautés tibétaines en exil depuis maintenant plus de trente ans, ils étaient venus du nord et du sud du sous-continent indien, même si un certain nombre avaient renoncé au pèlerinage en



raison des troubles qui ont dernièrement secoué le pays.

Car, peu avant le grand rassemblement, Varanasi avait été elle aussi soumise à un couvre-feu d'abord total, pendant deux jours, puis partiel, finalement levé à l'approche des cérémonies de Sarnath. La cité sacrée au bord du Gange n'a pas été épargnée par les affrontements intercommunautaires qui ensanglantent la vie quotidienne de l'Inde, et à Bénarès même, les hindous veulent maintenant récupérer le site de l'actuelle mosquée Gyanvapi, dirigée par le belliqueux empereur Aurangzeb sur les ruines du temple de Vishwanath, détruit pour proclamer la grandeur d'Allah. Ayodhya, où se situe le lieu de la querelle *mandir-masjid* (temple-mosquée) à propos du sanctuaire du dieu Rama, n'est qu'à 200 kilomètres de Bénarès, juste sur la route des pèlerins du Népal.

Cela n'a pas empêché trente mille d'entre eux, Tamangs, Gurungs, Sherpas et Newars, de descendre jusqu'à Sarnath et de participer à la fête. Quelques-uns de leurs représentants, dont deux anciens ministres, ont invité le chef spirituel tibétain à venir donner un enseignement à Katmandou à la fin de février. Une manière comme une autre pour eux de s'assurer que la démocratie est bien en marche dans le seul royaume hindou de la planète, devenu depuis peu monar-

chie constitutionnelle par la vertu de manifestations pacifiques dans les rues.

Les Bhoutanais, en revanche, étaient nettement moins nombreux qu'à une cérémonie analogue cinq ans auparavant à Bodhi-Gaya : les renouveau qui agitent l'aimable royaume bouddhiste enserré dans les montagnes montent qu'il n'est plus à l'abri des huits du monde et combien il est malaisé aujourd'hui de demeurer à l'écart des ennuis qui secouent la planète. Autre signe des temps, le président de la Société orientale de Tarte, en Estonie, avait fait le voyage en compagnie de celui de la Société bouddhiste d'Union soviétique. Il fallait voir l'émotion de ce dernier devant cette image baroche d'un autre temps, et l'éclatante d'esprit de son regard quand il nous confiait que, bientôt, le grand sanctuaire bouddhique, qui avait été l'un des fleurons artistiques de Saint-Petersbourg allait être réouvert ! Et l'étonnement du lama kalmouk, abbé du temple d'Elstia en Asie soviétique, qui a tenu à nous préciser que, soviétique peut-être encore, il n'était en tout cas pas russe, mais bel et bien fidèlement mongol.

Même langage chez ses compagnons bouddhistes, jeunes lamas en quête d'instruction spirituelle, à la recherche de racines oubliées, et chez le civil furtivement charpenté, à la poitrine constellée de médailles, qui les chaperonnait. Venu des bords du lac Baïkal, il

s'étonnait de découvrir l'Inde si différente de ce qu'il avait imaginé, mais s'avouait touché d'une ferveur occultée des Indes durant dans son pays. Serait-ce un effet de la perestroïka, leur voyage encore impensable il y a une année ? Il refusa de répondre explicitement, mais avec une nuance désabusée, son geste fut plus éloquent que n'importe quel discours.

Tout aussi significative, la présence d'hôtes de marque de Mongolie. Depuis qu'ils ont lancé, il y a quelques mois à peine, l'appel ancestral *« Mongols, à vos chevaux ! »*, les cavaliers des steppes d'Asie centrale semblent avoir déjà parcouru un bon bout de chemin. Non seulement Davaa Dorji, le plus haut dignitaire bouddhiste d'Oulan-Bator, était venu en personne, accompagné d'une dizaine de lamas aux solides carrures dans leurs robes carmin sur lesquelles ils arboraient un badge à l'effigie de Gengis Khan, mais il avait toujours sur ses talons une équipe officielle de la télévision mongole. Agiles comme des chats, réalisateurs et preneur de son se faufilaient entre les rangs serrés d'une bonne dizaine de milliers de mines tibétaines aux longues tuniques grenat, plongeant dans la foule pour en émerger plus loin, émerveillés de tant d'innatenda, avides de tout saisir et de tout mettre en boîte enfin, en retour, de pouvoir dire qu'eux aussi, avaient participé à un événement exceptionnel. Comme le sera sans doute également l'initiation du Kalachakra que le dalaï-lama a accepté d'aller confier à la pleine lune de juillet prochain chez eux, à Oulan-Bator.

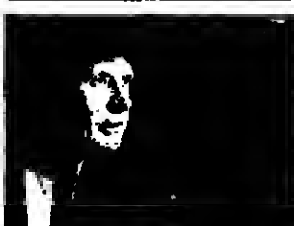
Sous le voile de tente soie décorée des symboles auspiciens de longue vie ou de pérennité de l'enseignement bouddhiste, tendue aux quatre coins de l'esplanade, la marée humaine crée un fond de chaleur sur lequel tanguent et vient rouler un chant issu du plus profond des entrailles de la terre ou des âmes : rien n'est plus discernable quand la source litane monte, gronde, s'amplifie, s'enroule et se déroule comme pour emporter dans sa vague purificatrice tous les maux de l'instant. Privilège de la voix aux

résonances d'outre-nulle part, elle invoque un univers qui éclate en un rugissement tonitruant et se résout en silence. Celui du début des temps. Sagement assis en tailleur, ils sont des centaines, des milliers, mines, mines, mines, jeunes et vieux, enfants turbulents et vieillards parcheminés, matrones et jolies filles, à écouter des heures durant le dalaï-lama commenter un texte sacré et à se recueillir de concert. Attentive, l'assemblée n'en est pas moins détendue, et devient joyeusement bourdonnante au moment de la pause qui entrecoupe l'enseignement : dans une cavalcade de robes de jeunes novices munis de grosses théières parcourant au galop les rangs de plus en plus serrés des participants pour verser à chacun un bol de breuvage brûlant. La psalmodie des mines ne désemplit pas durant l'intermède, enveloppant dans un cocon sonore et protecteur une famille si nombreuse qu'elle semble étendre ses ramifications loin au-delà des murs qui l'enserment.

Si les journées de préparation furent bien remplies, à charge notamment pour les mines de Namgyal, le monastère privé du dalaï-lama où se retrouvent les quatre grandes écoles du bouddhisme tibétain, de dresser le diagramme sacré, les quatre jours de l'initiation proprement dite ne furent pas moins. Des potron-minet, alors que des vents froids balayaient la région comme jamais depuis vingt ans, des silhouettes fantomatiques emmitouflées dans des châles ou de simples couvertures s'affairaient sur les lieux afin que tout soit impeccable quand, un peu plus tard, s'installeraient les participants. L'élaboration du mandala du Kalachakra, de la Roue du Temps, est à elle seule une minutie défiant l'imagination : un masque quasi chirurgical sur la bouche et le nez, les mines hâtissent grain après grain, couleur après couleur, trait après trait, symbole après symbole, une œuvre d'art d'autant plus extraordinaire qu'elle est éphémère. Elle ne dure que le temps de l'initiation.

Jean-Claude Buhner
Lire la suite page 30

AU SOMMAIRE



Jean Rouch, entretien avec le cinéaste lors du Festival de Manosque consacré à l'errance p. 34

Le bagage, âme du voyageur p. 28

Novgorod construit ses hôtels à l'occidentale. Rencontres avec la population et les promoteurs p. 31

Arstatten, résidence des Habsbourg p. 31

Vin, quand le boire quand il s'agit d'un grand cru ? p. 33

Échecs (p. 28) • Jeux (p. 32) • Table (p. 33)

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

RAYMOND ROUSSEL, qui n'était pas la moitié d'un voyageur, se déplaçait longtemps en solitaire, n'emportant avec lui qu'une valise. Jusqu'à un jour où il inventa la valise-caravane, menée par un chauffeur et servie par deux valets, maison miniature où il put disposer de toutes les commodités et serrer d'amples provisions de sonary, sa drague. Avant sa retraite dans une banlieue moyen-occidentale, William Burroughs préférait, lui, la serviette d'agent du FBI reculant un pistolet automatique. Il fallait bien un wagon entier à un Valéry Larbaud débarrassé du démon de la propriété immobilière, pour trémousser sa mélancolie, ses douze dnuaines de caleçons d'été, la clochette que Barnabooth déroba avec un frisson au empoir d'une papeterie de luxe et tout un arsenal hétéroclite, de Cahors à Schopenhauer, du beau Daoube aux flots bleus à Palavas-les-Flots.

Les voyages furent la jeunesse et, ajoute l'humoriste, déforment les valises. Chacun dit les siennes au gré de son tempérament et de ses besoins. Les gens du voyage, les vrais, les nomades ancestraux, emportent toutes leurs possessions et forment de lentes caravanes où s'accumulent d'étranges marchandises, de blancs éléphants et des tigres du Bengale, de faux nez écarlates et des maillots d'écuyère saupoudrés de poussière d'étoile. Les autoroutes américaines sont hantées de démenagements compulsifs véhiculés par des remorques U-Haul, identifiables d'un coup d'œil à leur couleur orange, ou, mieux, par des moitiés de maisons

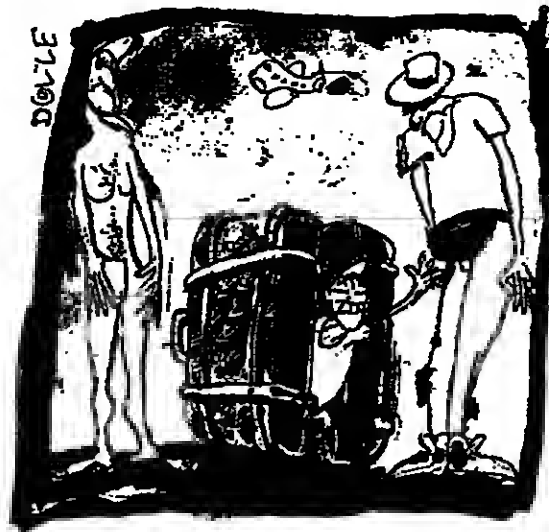
mobiles exposant tantôt une façade entière et tantôt une croupe vide, comme les enlises d'uo théâtre. On pourrait donc, si on le voulait, tout emporter, à l'exception de sa patrie, à la semelle de ses snuliers. Mais le voyageur amateur, lui, doit choisir, privilégier le contenu ou le contenant, l'un commandant l'autre et réciproquement.

Rien n'empêche, il est vrai, celui qui se veut léger de voyager sans bagage aucun, pourvu qu'il ait en poche quelques-unes de ces jolies cartes de plastique bleu, vert, or ou irisé que lui délivre avec générosité sa banque (si la fortune l'a placé entre les mains d'une personne du sexe). Le promeneur moins audacieux devra évaluer le volume des objets indispensables à sa survie provisoire le temps d'un week-end, d'une villégiature à Saint-Jean-de-Luz ou d'une marche dans les Abruzzes. Et se doter du contenant approprié.

Le dernier cri, c'est la ceinture noire munie d'une poche à fermeture éclair se portant sur les reins, la hanche ou le nombril selon l'humour du moment. De faible contenance (un peigne, un mouchoir de papier, un passeport, une brosse à dents, sa pâte dentifrice, une pince à épiler, un préservatif, une tablette de che-

wing-gum par exemple), il se répond qu'à des besoins limités, de brefs transports et suppose de fréquents retours au port. Entre cet objet minuscule et la malle de fer des exils transocéaniques, l'ogéniosité humaine, qui o'a pas de limites, a inventé toute une gamme de bagages de toutes formes et de toutes couleurs, des durs et des mous, des gros et des

petits, des oblongs et des parallépipédiques. Il y a des valises de carton et de cuir sauvage, des trousses, des rucksacks et des sacs de matelot. Mais quoi? La société industrielle et même post-industrielle n'aurait-elle rien conçu qui les résumât tous et toutes : l'objet idéal et beau, définitif et imperfection? La valise des valises, la malle des



Armes et bagages

malles, le bagagisme? Ce pourrait être, par exemple, celui que présentait récemment une exposition au Musée de la Poste, un rêve d'écrivain en voyage : le coffre-secretaire, haute malle qui, ouverte, déploie un petit plan de travail revêtu de maroquin fauve, soutenu par un piétement de bois fragile. On devine que c'est le genre d'appareil qu'aurait pu emporter dans son périple le docteur Livingstone, je présume, avant qu'un journaliste en mal de sensationnel l'allât soustraire aux magies de l'Afrique. On se trompe : cette malle avait été faite à la commande en 1936 pour le chef d'orchestre Léopold Slogowski afin qu'il pût travailler pendant ses tournées.

A regarder de plus près, l'objet offrait quelques traits particuliers : dans un creux ménagé sous le couvercle, une étiquette indiquant un nom et un numéro de série (illisible) et un bout de ficelle ; plus bas, deux étagères médianes servant de bibliothèque, une manière de promener son bagage culturel. On pouvait y inventorier trois tomes d'une œuvre théâtrale, la *Vie de la Sœur Rosalie*, ou Victor Hugo, les lettres de Baro Nordenskiöld, les *Chefs d'épingle* de Capendu et la *Mouette* de Mül-

ler (dans un même recueil), l'homme intérieur de Charles Guérin, la *Chanson de Roland*, ainsi que sept volumes divers dont ne se lisait que la tranche et qui auraient pu être les *Mémoires d'outre-tombe* aussi bien que celles de Saurin, portier des Chartreux. On se dit que les musiciens ont de drôles de lectures, du moins en voyage.

Une visite à la maison-mère, inventeuse de cette malle-cabine, laisse à penser que, depuis un siècle, elle faisait de la communication sans le savoir. Un beau jour, elle s'est trouvée propulsée au zénith du succès par la grâce d'un sigle d'initiales entremêlées ponctuant régulièrement la toile brune dont elle enveloppait ses coffres de peuplier. Un chercheur qui s'interrogeait sur les raisons de sa gloire nipponne prétend qu'elle est due à un à-peu-près sémantique, et que la marque évoquerait un pictogramme signifiant « jeune homme mélancolique marchant sous les cerisiers en fleurs au pied du Fuji ». Un concurrent déloyal aurait même été piqué : le logo qu'il s'était inventé signifiait « frénésie », d'où une déroutante (méritée) sur le marché.

La boutique est vaste et futurée. Des hôtesse discrètement efficaces guident aimablement le chaland. La malle offre les options « tous tiroirs » ou « tiroir + penderie ». Elle mesure 110 x 62 x 55 ou 140 x 62 x 55. Le grand modèle coûte 65 000 francs, le petit, 55 000. Mais elle peut servir d'armoire dans une maison de campagne. Pour une malle, c'est dur de renoncer au voyage.

Olivier Boissière

ESCALES

Quand le Club bouge

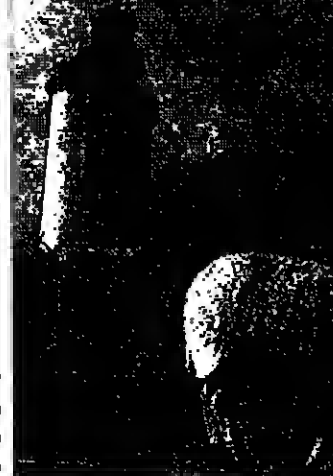
Jusqu'à un passé récent, Club Méditerranée était synonyme de « villages ». Mais les temps changent, et le spécialiste des loisirs organisés évolue. Par exemple en jouant dans les villages la carte de la souplesse et des services hôteliers, ainsi qu'en témoignent les derniers-nés, Opéra en France ou Waterville en Irlande. Ou encore en regardant vers l'Est (avec l'ouverture d'un village en Roumanie) ou en larguant les amarres, à l'image du *Club Med 1*, qui croise aux Antilles et en Méditerranée, ou du futur *Club Med 2*, qui opérera dans le Pacifique. A présent, voilà les GM invités à quitter leur base pour partir à la « Découverte ». Un mini qui figure à la une de la deuxième édition d'une brochure qui propose plus de soixante-dix circuits, dont onze nouveautés. Parmi ces dernières, des croisières sur le Nil et en Grèce (où est également programmée une randonnée) et des circuits en Asie du Sud-Est (de Hanoï au delta du Mékong), en Andalousie et au Maroc, en Italie, au Portugal, en Turquie (croisière + randonnée) et aux Etats-Unis (notamment pour le Festival de jazz de La Nouvelle-Orléans), pays qui fera, au printemps, l'objet d'un dépliant spécial. Des itinéraires proposés au départ de Paris (avec possibilité d'extension dans un village ou compris dans des forfaits incluant un séjour dans un village). Renseignements au 42-96-10-10 à Paris, au 93-77-41-00 en province et par Minitel code 3615 Club Med.

Champollion l'Egyptien

Ce fut un intellectuel précoce. A quinze ans, Champollion maîtrisait plusieurs langues anciennes, dont le latin, le grec, le copte et l'hébreu, auxquelles il ajouta plus tard le persan, l'arabe et le sanskrit. Une préparation idéale pour décrypter les hiéroglyphes de la pierre de Rosette. Paradoxalement, il effectua un seul voyage, de 1828 à 1830, sur la terre objet de sa passion, l'Egypte. Un ensemble cohérent d'exposition, de films et de conférences, intitulé « Autour de Champollion », présente à l'Espace Kronenbourg Avenue (30, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 44-31-16-00) les témoignages de quelques contemporains de ce grand savant

ainsi qu'une trentaine de dessins, lithographies et aquarelles de Frédéric-Auguste Bartholdi - le sculpteur alsacien auteur de la statue de la Liberté. Parmi les objets présentés, une tête de reine de la XVIII^e dynastie, en granit rose, un vase à parfum du Moyen Empire en marbre avec une couronne de lotus, en calcaire peint. Deuxième volet, les conférences, le mardi et le mercredi à 16 heures, le samedi à 14 heures. Le 12 février, Christine El Mahdy, professeur d'égyptologie et écrivain, développera le thème « Mmes, mythe et magie » ; le 27 février, Jean Lacouture parlera

PHOTO H. J. DEBELCOLE



de « Champollion le découvreur » et, le 6 mars, Jean-Claude Golvin, directeur de recherche au CNRS, s'intéressera à « Ramsès II, grand bâtisseur à Thèbes ». Troisième volet, les films documentaires du dimanche. Ils sont projetés les lundis, vendredis et samedis de 12 à 17 heures. Ainsi, *Abou-Simbel : journal d'une résurrection* et *Victoire en Nubie*, deux réalisations de l'UNESCO, et *Adieu Bnnaparie* de Youssef Chahine. Du lundi au samedi, de 10 à 18 heures, jusqu'au 16 mars prochain. Le programme complet des manifestations est à demander à l'Espace. Cette exposition vient en complément de celle de la Bibliothèque nationale (le Musée daté 18-19 novembre 1990).

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard.

Feux de mer

Ils dressent leur architecture ronde et solitaire au-dessus des flots. Motifs poétiques pour qui les regarde du plancher des vaches, les phares sont la sauvegarde du marin en mer. Leur origine remonte, dit-on, au III^e siècle avant J.-C., époque à laquelle le roi Ptolémée II d'Egypte fit construire sur l'île Pharos, près d'Alexandrie, une très haute tour sur laquelle on allumait un feu pour guider les navigateurs. La tour, le feu, le nom même : le phare était défini et destiné. En Bretagne, le Finistère, avec ses 795 km de

Le phare du Stiff (île d'Ouessant).



côtes décapitées, de baies, de caps, criques et promontoires, ses écueils semés dans la mer, a toujours été redoutable pour la navigation. Le service des phares et balises, à Brest, gère le bon fonctionnement de 23 phares, 63 feux, 14 stations de radiodiffusion et 258 bouées. Un capital d'histoire et de lumière mis en valeur aujourd'hui par la Route des phares et balises, terrestre et maritime. La route terrestre court sur 194 km de Brest à Brignogan, passe par Plunogvelin, Le Conquet, Plouarzel, Porspoder, Lannilis, Plouguerneau, Guisseny et s'arrête pour admirer belvédères, manoirs, menhirs et chapelles. La voie maritime, de Brest à Ouessant, via Le Conquet et l'île Molène, la plus instructive pour comprendre le balisage, aboutit au Musée des phares d'Ouessant. Parmi les plus pittoresques, ceux de l'île Vierge, une magnifique tour en granit, de Kéréol, le dernier phare-mouquet érigé en

mer (entre 1907 et 1916), de Stiff commandé par Vauban et flanqué de deux tours de guet, le phare de Saint-Mathieu et celui de Trezien. Cette Route des phares et balises fait l'objet d'une très jolie plaquette disponible à la Maison de la Bretagne (17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, tél. : 45-38-73-15).

Neige garantie

Garantir la neige! Rêve de toutes les stations. Aux Deux-Alpes (tél. : 76-79-22-00 et, à Paris, au 48-87-74-96), on en a fait un slogan. Encouragé, sans doute, par le précédent de l'hiver 89/90, cauchemar de la montagne française, mais où les Deux-Alpes avaient maintenu ouvertes une trentaine de pistes, emprises entre 2 000 mètres et le sommet du glacier, le plus grand équipé d'Europe. En fait, il s'agit de deux (le mont de Lans et la Girose), au pied de la Meije, qui les contemple du haut de ses 3 987 mètres. Ajoutez aux glaciers, la bonne exposition des pistes et, si nécessaire, l'enneigement artificiel du bas des pistes, et vous voilà en mesure de garantir la neige, de décembre à la mi-mai. Sur un domaine skiable qui s'étend des pistes boisées aux neiges éternelles. Au total,

196 kilomètres de pistes balisées desservies par 63 remontées mécaniques, un domaine de ski bien-piste de qualité et un site exceptionnel pour le parapente. Malgré un tel capital, la station n'en a pas, pour autant, oublié une race menacée d'extinction : le piétn. Aux Deux-Alpes, plusieurs remontées mécaniques sont accessibles aux non-skieurs, notamment le Dôme Express, construit sous le glacier du mont de Lans (ce qui en fait le plus haut funiculaire de France), Jandri Express, un double téléphérique qui permet lui aussi aux promeneurs d'accéder au sommet du glacier qui offre une vue unique sur les Alpes. En bas, au cœur de la station, vient d'ouvrir un club Aquarius (agences Aquarius et au 42-96-14-12, ou par Minitel code 3615 Aquarius) de 300 chambres (avec restaurant, terrasse, salle de spectacles et mini-club pendant les vacances scolaires) qui, lui, s'est donné pour objectif de faire fondre... les prix. On peut y passer une semaine à partir de 2 200 F, tout compris, bérègement en pension complète, forfait remontées, cours quotidiens.

Premier catalogue de quarante-neuf sociétés touristiques, de qualité contrôlée, pour les activités vélo, eau vive et cheval en espace rural. Une initiative de la Fédération nationale des pays d'accueil touristique, en liaison avec treize organisations nationales de consommateurs. Un contrôle indépendant aide à garantir la qualité des produits proposés. Renseignements au siège de la FNPAF, BP 558, 33505 Fougères Cedex, tél. : 99-99-75-75.

Le guide international de la location de bateaux est paru. Ses informations sont réparties selon trois clés : les 300 loueurs de 35 nationalités et leurs bases de départ, les 360 lieux d'embarquement de 54 pays, les 950 bateaux. En quatre langues, 900 pages, cartes et pictogrammes, 170 F (franc de port, 25 F). Horizons immédiats, B. P. 222, 92366 Meudon-la-Forêt Cedex, tél. : 45-37-17-17.

Le carnaval de Venise aura finalement lieu, du 2 au 12 février. Sur un mode mineur étant donné le contexte international. Une décision prise par la mairie de la ville, le syndicat d'initiative et l'association des hôteliers. Programme des manifestations : office italien du tourisme (tél. : 42-66-66-68).

Paris-Madrid-Paris, 1 490 F jusqu'au 17 mars avec Iberia (31, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 47-23-01-23). Egalement au départ de Paris et en aller-retour, vols vers Séville et Malaga, 1 600 F, Palma, 1 300 F, ainsi qu'un Lyon-Madrid, 1 670 F et un Nice-Madrid, 1 460 F.

Traverser la Manche, du Havre ou de Cherbourg à Portsmouth, jusqu'au 10 mars avec PO Ferries : 350 F pour 2 personnes et leur voiture (3 personnes, 430 F ; 4 personnes, 450 F). Cette offre spéciale permet de passer trois jours en Angleterre. Dans les agences de voyages et auprès de PO Ferries (Paris, 42-66-40-17 ; Le Havre, 35-21-36-50 ; Cherbourg, 33-44-20-13).

La Musée instrumental de Bruxelles, l'un des plus beaux au monde de l'avis des musicologues, présente des instruments d'époque ayant pu servir dans des œuvres de Mozart : un oboe à vent, un cor de basset (clarinette basse) de Johann Ziegler et un piano de Johannes Andreas Stein, notamment. La bibliothèque du Conservatoire royal de Bruxelles prête des éditions d'époque et des documents originaux de la main de Constance

Mozart. Jusqu'au 26 mai, du mardi au samedi, de 14 h 30 à 16 h 30, le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30. Entrée gratuite. Renseignements auprès du musée (Petit-Sablon, 17, 1000 Bruxelles, tél. : 2-512-08-48) et à l'office du tourisme belge à Paris (21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-72-41-18).

Retourer relie les villes de province aux aéroports par la route. Tous les jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en Renault Espace. Les tarifs, dégressifs selon le nombre de personnes, comprennent tous les frais (péage, essence, assurance, parking). Exemple : Reims-Roissy : 200 F par passager pour une réservation de 4 ou 5 personnes ; un seul passager, 250 F. Supplément de nuit : de 50 F à 80 F. Pour hommes d'affaires et personnes âgées voyageant seules, notamment.

A Singapour, ouverture d'un second terminal voyageurs à l'aéroport Changi. Avec 10 compagnies aériennes, 132 comptoirs d'enregistrement, 100 boutiques, 20 restaurants et 2 centres d'affaires pour 24 millions de voyageurs par an, c'est le plus grand aéroport de la région du Pacifique asiatique. Conçu comme une ville au cœur de l'aéroport, il a reçu le nom d'Airportopolis.

Retrouver la Chine, thème du forum annuel de Voyageurs en Chine, à l'occasion du nouvel an chinois. Des images, un reportage et un débat sur les enjeux de la période actuelle. Avec Raymond Barre, Alain Peyrefitte, Claude Larre, Jean-Luc Domenach, Patrick Sabatier et Jean-Pierre Cabestan. Samedi 16 février, de 9 h à 18 heures. Programme et inscriptions (100 F ou 50 F par personne) : Voyageurs en Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-08-28.

« La montagne l'été », catalogue spécial du Club Aquarius (dans les agences de voyages). Son forfait tonique allie sport et détente dans quatre stations : les Deux-Alpes, la Pagne, Tignes et Val-Thorens. Aux Deux-Alpes, dix prestations (ski sur glacier, tennis, équitation, tir à l'arc, kayak, etc.) à partir de 1 960 F la semaine, en pension complète.

Réservé aux passagers UTA voyageant au plein tarif en classe économique sur le réseau Afrique (vingt-deux villes desservies), le nouvel Espace Harmony accueille une soixantaine de passagers bénéficiant d'un espace accru, d'un accueil privilégié à l'enregistrement et de nouvelles attentions en vol.

Vent d'Ouest à Novgorod

Vent d'Ouest à Novgorod

Comment une municipalité soviétique s'adresse à un promoteur occidental pour créer, avec un hôtel de quatre cents chambres, confort compris, la halte qui remettrait la ville sur la carte du voyageur.

Le mot revient constamment dans la phrase russe de ces élus, de ces hommes politiques, de ces cadres d'usine : « Joint-venture ». De même que nous avons adopté *glasnost* et *perestroïka* sans les traduire, même si on doit se demander aujourd'hui si la portée de ces deux slogans est toujours aussi « claire », de même les Soviétiques ont intégré à leur vocabulaire un mot de l'anglais des affaires qu'ils prononcent à la russe avec confiance et délectation et qui désigne ce que les réformes économiques les autorisent à entreprendre : l'association de capitaux ou d'intérêts dans des projets qui les mettent directement en relation avec les investisseurs étrangers.

L'hôtellerie est l'un des domaines où s'exerce cet art. A Moscou, à Leningrad, mais aussi dans des étapes moins connues et qui aspirent à le devenir, en organisant le développement du tourisme, ou de l'industrie, ou des deux. C'est le cas de Novgorod, où une société autrichienne construit un hôtel de quatre cents chambres de classe internationale pour le compte d'une société mixte constituée avec les pouvoirs locaux.

Novgorod, l'une des cités qui ont compté dans l'histoire de la création de l'Etat russe. Bien placée sur la route commerciale de la Baltique à la mer Noire, ancienne ville libre, elle fut, du douzième au quinzième siècle, à la tête d'un territoire qui, jusqu'à l'Oural, couvrait la huitième de la Russie actuelle.

Le centre de Novgorod (240 000 habitants) a été reconstruit après la guerre, sur les plans de l'architecte moscovite Chitov, adepte de l'historicisme et du régionalisme. Il avait fait préserver des espaces libres autour des églises, plusieurs dizaines, dont beaucoup sont restaurées - mais souvent fermées (deux sont restées constamment ouvertes au culte et on parle de rendre la cathédrale aux fidèles) - et leur présence ponctue les perspectives dégagées. L'atmosphère de grand village de la cité au plan orthogonal, celle du dix-neuvième siècle, celle qui fait face à la citadelle, kremlin entouré d'une muraille de briques rouges, protégeant dans un grand parc mélancolique les bâtiments les plus vénérables.

En ce 18 janvier qui est la veille d'une fête importante du calendrier orthodoxe, le baptême du Christ, la fine couche de neige, fine mais persistante, semble posée là pour adoucir le paysage, estomper les formes et l'unifier. En entrant dans la cathédrale Sainte-Sophie, construite au onzième siècle, le visiteur est surpris par la sonorité de l'endroit (des chœurs enregistrés mais qui ont l'air vivants), et la luminosité assourdie d'un mur d'icônes, sur cinq rangs. Époque : du douzième au dix-septième siècle. État, excellent. La restauration du monument s'est achevée en 1989 : au sommet d'un des cinq « bulbes », le plus haut, celui qui est doré, est posée une colombe. « Novgorod ne sera pas détruite tant que la colombe ne s'envolera pas », nous dit Tatiana Vendrik, qui commentera tout à l'heure avec une conviction passionnée les plus belles icônes du musée, qui en conserve un millier et ne montre que les plus importantes, une centaine.

« Nous comptons beaucoup sur les visiteurs pour nous apprendre à regarder les monuments de notre ville que nous ne remarquons plus », dit un habitant de Novo-

rod. Discrets, très « nordiques » dans leurs propos, nos interlocuteurs exprimeront à la fois l'assurance que « ce ne sera plus jamais comme avant », qu'on ne leur cultivera pas le droit de parler, de rencontrer les autres. Mais le ferme désir de vivre mieux sera toujours assorti d'une sorte de réserve, une pudeur que résume cette femme d'une cinquantaine d'années, professeur de français, qui se souvient que la vie a été dure pour elle, pour ses parents (« la guerre, une guerre civile, les privations, encore la guerre, et toujours la vie dure ») et qui comprend, mais sans la partager, l'agressivité des jeunes à exiger plus et tout de suite. Des jeunes, avides de contacts avec l'étranger, qui se souviennent de la visite des étudiants de Rochester (Etat de New-York) et tiennent à faire savoir qu'il y a, même à Novgorod, des endroits pour le disco, la musique rock et la danse, les clubs des collèges de l'université, où l'on entre pour 50 kopecks, soit un demi-franc.

Un tour de ville ne se fait pas sans que l'on vous indique les premières banques - invisibles, il est vrai, derrière des façades ordinaires - et que l'on vous conduise au premier café « libre ». Chez Ramon Rapoport, la tasse de café vaut 66 kopecks (au lieu de 28 à la buvette étatique) mais on peut s'asseoir dans l'atmosphère chaleureuse de ce sous-sol auquel les miroirs teints qui couvrent les murs, les candélabres électriques et un petit comptoir, armé de quelques badges (libre Novgorod), côté de Georges Basilevitch, de quelques paquets de cigarettes de marque étrangère donnent l'air d'un bar d'aéroport militaire dans une contrée éloignée de tout.

Rassemblés en un solennel demi-cercle sous un profil de Lénine inscrit dans une marqueterie de bois, une douzaine de hauts responsables politiques sont prêts, dans une salle du soviet municipal, à répondre aux questions des journalistes occidentaux à propos de l'hôtel en chantier près du fleuve. Des officiels qui n'hésiteront pas à répondre aussi, pour donner le ton, aux questions d'actualité, quelques jours après les morts de Vilnius : « Il ne faut pas verser le sang. On ne résoudra pas les problèmes par la force. Cherchons des issues politiques. » Et même : « Les Lituanais ont leur propre terre, leur langue, leur culture. Ils ont droit à l'autonomie. » Opinions qui donnent un éclairage et une force aux autres déclarations : « Nous sommes pour toutes les formes de la propriété privée. Les sociétés étrangères ne pourront pas acheter la terre. Mais ce ne sera pas un obstacle. »

Le maire de Novgorod, Viktor Ivanov, et ses collègues de la région, sont décidés, ils le disent, à développer la coopération et ils espèrent attirer des entreprises étrangères pour la restauration des monuments qui, en vertu de la décision n° 816, a reçu du gouvernement de la Russie une dotation de 900 millions de roubles sur sept ans. Le tourisme, c'est l'accueil. L'accueil, c'est le nouvel hôtel qui ouvrira en septembre et pour lequel la municipalité est directement engagée dans le « joint-venture ». Quel est son apport ? Eh bien, le terrain, justement, et ce qui pourrait être trouvé sur place, le ciment, l'acier, ou bien, à l'autre bout de la chaîne, les œuvres picturales d'artistes locaux qui ornent les murs.

Entre les deux, peu de chose. Même le ciment, à entendre l'investisseur autrichien, Heinrich Ferstel, a pu, à un moment, poser problème. « Le chantier a dû être arrêté pendant trois mois. Trois mois de retard. Difficile même de faire admettre cette idée dans une société qui n'a pas la notion du coût, ni du prix du temps. » La compagnie autrichienne ABV est à la tête de quatre chantiers en URSS, à Moscou, à Leningrad, à Tbilissi et à Novgorod, qui n'est sans doute pas la localisation la plus prometteuse mais elle faisait partie du lot. « Les grandes sociétés hôtelières », dit Heinrich Ferstel, comme Intercontinental, Hilt-

on, Méridien, sont en pourparlers avec les Soviétiques. Depuis longtemps. Mais rien n'aboutit, car ils ne veulent pas apporter la totalité du financement. Ici, pour réussir, il faut venir avec les architectes, les ingénieurs, les plans et le financement.

D'ailleurs, nous devons tout importer, y compris de quoi nourrir le personnel sur le chantier. Les ouvriers sont polonais, tchèques, russes aussi. Les vitres, les ascenseurs viennent d'Autriche, les carrelages sont produits en Italie et posés par des Yougoslaves. S'il nous manquait des clous, ou des vis, il n'y aurait pas un endroit à Novgorod où l'on puisse en trouver. Il faudrait attendre. Le transport lui-même est une aventure : le chauffeur ne quitte jamais son camion, il emporte l'eau, l'essence, sa propre subsistance. La nuit, ils s'arrêtent à plusieurs, serrent porte contre porte, et organisent des tours de garde. »

Dans un pays où le rouble ne vaut pas un kopeck - la panique engendrée par le retrait des grosses coupures de la circulation l'a confirmé tout récemment - comment un « capitaliste » gagne-t-il sa vie ? « Nous agissons par étapes », explique Heinrich Ferstel. Notre société doit prendre son bénéfice au stade de la construction et le financement est assuré par des prêts de banques occidentales. Le constructeur, 100 % étranger, vend l'hôtel à une société d'économie mixte qui va le gérer en dehors du monopole d'Intourist. Nous estimons qu'un taux de remplissage de 60 % la première année, étant donné le faible coût des salaires, serait correct. Nous avons commencé à recruter : il y aura une vingtaine d'étrangers, chef de cuisine, directeur, et, pour le personnel soviétique, nous retenirons, beaucoup plus que d'éventuelles compétences techniques, une véritable disposition à l'accueil, à l'hospitalité. Lénine leur avait dit : vous ne servirez pas, ce sont les esclaves qui servent, résultat, vous entrez dans un restaurant, on vous désigne une table, sans un sourire. Ou bien le personnel lui-même est attiré, et ne bronche pas. »

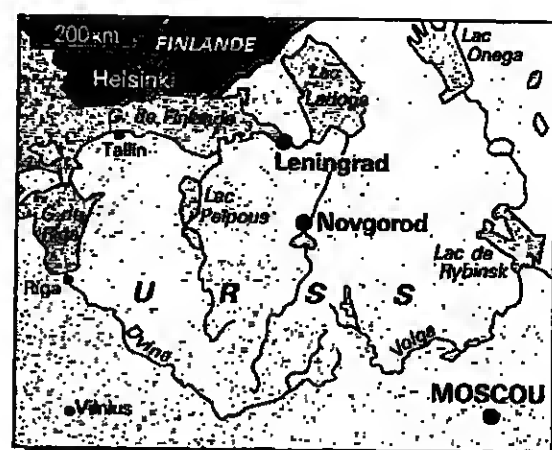
Le plus délicat est sans doute de mener sa barque dans la législation et la réglementation soviétiques. C'est là qu'apparaît le rôle-clé que peut jouer, tel maintenant, un personnage formé dans le pays mais décidé à passer « de l'autre côté ». Pour l'hôtel en construction à Leningrad, derrière des façades anciennes conservées de la perspective Nevski, ABV a fait appel à un jeune homme de vingt-cinq ans, formé à l'université de la ville qui raconte, avec l'accent de Cambridge (Massachusetts) et la froideur vernissée d'un *golden boy*, comment on lui a enseigné l'histoire du Parti communiste et le marxisme-léninisme, « et le droit seulement le tiers du temps », mais qui saura parfaitement par quels cheminement pénétrer l'âme bureaucratique. Ce que ne pourront pas importer les hôteliers, même les plus entrepreneurs, dans leurs camions bédés et surveillés, ce sont les lignes de téléphone. « On en discute », dit Heinrich Ferstel. Sans doute, pourra-t-on installer quelques cabines au rez-de-chaussée, à Tbilissi par exemple, reliées ou récevant par satellites. Mais ce n'est pas sûr. »



La ville d'où Alexandre Nevski conduisit, à seize ans, la guerre contre les Suédois.

Aussi le voyageur aura-t-il encore le plaisir exotique, après avoir dégusté son petit déjeuner d'importation dans sa chambre d'importation, de demander une communication téléphonique et de s'entendre répondre, comme c'est aujourd'hui le cas à l'hôtel Intourist de Novgorod, où les télévisions fonctionnent parfois dans les chambres, et où désormais il y a des savonnettes sur les lavabos, que l'on essaiera « après 9 heures », mais seulement demain. Aujourd'hui, maintenant, non, vraiment, on ne voit pas comment.

de notre envoyée spéciale
Michèle Champenois



Maintenant, l'Argentine regarde au-delà de l'horizon

Quand ils se tournent vers l'horizon, les argentins prennent conscience de l'incroyable beauté de leur pays : que ce soit les Andes aux neiges éternelles, les routes tortueuses menant aux chutes d'Iguazu ou les merveilles naturelles exceptionnelles de la Patagonie.

Mais les argentins voient plus loin. que cela, ils voient que leur pays a pris un nouveau départ. L'Argentine est une

nation responsable, fiable, qui tient ses engagements et qui s'aligne sur le rythme des autres pays modernes grâce à son éthique solide dans le monde du travail et à son esprit créatif et ambitieux.

Telles sont les raisons qui doivent motiver votre visite chez nous afin de vous rendre compte par vous-même de nos séduisantes opportunités d'investissement. Nos horizons vous ouvrent d'impressionnantes possibilités.

L'Argentine
Un pays riche de découvertes et d'investissements à faire.



L'Himalaya descend vers le Gange

Suite de la page 27

Le temps pour les pèlerins de s'imprégner de son sens, d'en percevoir certaines significations, puis d'y pénétrer mentalement en en faisant le tour, de se remplir le regard de cette débauche de couleurs hautement significative et puissamment évocatrice — un chef-d'œuvre d'une insigne beauté, voué à la destruction dès qu'il aura joué son rôle de véhicule porteur d'une parcelle de sagesse.

Enseignement philosophique transmis de génération en génération, de maître à disciple, la Roue du Temps occupe une place particulière dans la tradition tibétaine : c'est l'essence en quelque sorte d'un apprentissage long et ardu, secret dans ses phases initiales dispensées à quelques élus ayant apporté la preuve de leurs capacités et de leur engagement personnel par des années d'études solitaires et assidues. Paradoxalement, c'est aussi le seul à pouvoir être dispensé en toute prodigalité à tous ceux qui veulent prendre la peine de l'écouter : un jour, dans une autre vie peut-être, les précieuses semences ainsi engrangées porteront leurs fruits, qui sont connaissance et sagesse conjuguées pour le bien de tous.

« Il était de tradition, autrefois au Tibet, nous disait le dalaï-lama, de conférer cette initiation publique quand les tensions se faisaient menaçantes parmi les hommes. Nous vivons ces dernières années des moments difficiles, et c'est peut-être pourquoi il est nécessaire de recourir plus souvent à ce genre de rituels. Même si l'effet n'est pas immédiat, cela ne fait de mal à personne d'arrêter pendant quelques jours de courir dans tous les sens, d'écouter le silence et de réfléchir. Le but ultime du Kalachakra, de la Roue du Temps, est de créer la paix intérieure. Encore faut-il en connaître les moyens et la méthode. »

Cet enseignement peut y contribuer, non seulement sur le plan individuel dans un sens très pratique et terre à terre, mais également en cette époque où les tensions sociales éclatent sur notre planète et où les nations sont engagées dans la compétition et la lutte pour le pouvoir. Je suis persuadé de sa valeur, aussi modeste puisse-t-elle paraître, car cet enseignement supérieur de sagesse est directement lié à la terre où nous vivons, pour avoir été dispensé par le Bouddha à la requête du roi de Shambhala, le royaume légendaire d'où tant de grands sages ont reçu les clés pour s'accomplir sur les chemins de la connaissance. »

Cela ne veut pas dire que chacun des participants à l'initiation de Sarnath ira aussi loin. Simple-ment, il aura partagé avec des milliers d'autres les instants d'un arrêt privilégié à l'histoire du temps, quand hier et demain perdent de leur acuité pressante et que seul compte l'instant intensément vécu. Une manière de joie grave était perceptible, comme si ce rassemblement d'une dimension insolite était porteur d'un espoir malaisé à exprimer. Malgré le sérieux du rituel, il régnait une atmosphère de fête dans le village de tentes aménagé en marge du site archéologique de Sarnath. Des couples à peine et des bougies brûlaient sans arrêt en guise d'offrandes purificatrices près du stupa d'Ashoka, un hâzâr s'était improvisé sous les arbres : fruits frais, glaces, verroterie poussiéreuse et objets de piété voisinaient en bonne entente, tandis qu'amuseurs publics et montreurs de singes faisaient rire petits et grands agglutinés tout autour. Dès midi cependant, le flot coloré se canalisa vers l'esplanade, et jusqu'à la tombée du soleil, les activités profanes tournaient au ralenti. Même les mendiants en grappes serrées étaient de la fête.

Pas le moindre incident durant ces deux semaines n'a retenu l'attention du commandant des forces de police dépêchées sur place pour veiller au maintien de l'ordre. Les *lathi*, ces solides et longs gardiens que les gardes indiens manient avec dextérité, n'ont servi à rien. Pourtant, il y eut des boulevardiers, mais jamais méchantes : quand, le premier

jour de l'initiation, des moines avaient pour tâche de distribuer à chacun un grand brin d'herbe *kusha* consacrée et trois plus petits, à mettre sous l'aile et le matelas avant de s'endormir pour les rêves nocturnes. Nuit des rêves : à interpréter au lever du jour, selon la couleur, l'humour du moment, la tonalité de l'entre-veille — rêve prémoniteur ou songe avertisseur d'un temps à venir, rappel d'un instant oublié, nuit magique à traduire en termes de quête spirituelle ou d'aspiration à une meilleure connaissance de soi. Immense tapis vivant frémissant frangé de groat et d'orange, bérissé de plumeaux réveillant des tourbillons de poussière et de graines — symbole, peut-être, que ces visions dérivées à la vitesse du kaléidoscope sur une mer d'ombres mouvantes et éphémères, portée par le chant lancinant venu d'une autre dimension d'être.

Où encore cette nuit particulièrement agitée, celle du Nouvel An justement, où l'orage a vilainement frappé, dans un déluge aussi rapide qu'inattendu, le village de toile. Certes, la tradition prétend qu'une initiation du Kalachakra sans une pluie purificatrice, ça n'existe pas, mais là vraiment, point tant qu'il fallait. Nul affolement pourtant, pas le moindre accident à déplorer, même si, au petit matin, le spectacle était désolant de boue, de tentes effondrées et de gamins barbouillés s'en donnant à cœur joie dans les flaques, tandis que les adultes s'efforçaient de nettoyer l'esplanade. Ils se sont tellement affairés qu'à midi, comme si de rien n'était, chacun a pu reprendre sa place. La grande toile tendue au-dessus avait été élevée, le soleil avait séché le sol jonché de paille fraîche, et de longues orfèvreries colorées proleptiquement à tous vents : « Longue vie au dalaï-lama ! » La bonne humeur était au rendez-vous, et le soleil tapait si fort sur les crânes rasés qu'une forêt de parapluies jaillit soudain pour faire office d'ombrelles. Visiblement, ce n'était pas les caprices d'un temps déboussolé qui allaient perturber l'initiation à la Roue du Temps.



Moines devant le centre de recherches.

Le lendemain, ce fut la lente pérégrination de milliers de pèlerins pour voir le mandala, nu plus exactement y « entrer » symboliquement. De dix heures du matin à minuit passé, la double file d'attente serpente sans discontinuer jusqu'au temple où s'entassaient, au fur et à mesure, des milliers de *khatras*, ces langues écharpes blanches qu'échangent les Tibétains pour se souhaiter bonne chance ou qu'ils reçoivent des maîtres de sagesse comme bénédiction. Après, ce devait être la fin de l'enseignement initiatique et la fin du mandala.

En ce dernier jour, pour le remercier, les participants ont offert une cérémonie de l'acquaie au dalaï-lama. Pendant toute la matinée, sous un soleil d'hiver froid et lumineux, le rituel de la *pouja* roula sur la foule avant que ne défile l'interminable théorie des porteurs de cadeaux. Sur son trône tendu de brocard, le chef

spirituel tibétain se cillait pas, un sourire chaleureux aux lèvres et l'œil attentif à la fête déroulant ses fastes en son hooocour. Non seulement, il s'était dépensé sans compter pour faire de ce rassemblement un moment inoubliable de la vie de ses fidèles, mais il avait aussi remis à des représentants de diverses communautés des sacs de semences d'abricot, de pomme, de goyave et de papaye. Il avait saisi l'occasion de rappeler son constant souci de l'environnement et combien il fallait prodiguer soin des jeunes plantes, les cultiver avec diligence et attention pour qu'elles donnent des fruits afin de nourrir les hommes. La répartition, en fin de *pouja*, des tas d'offrandes — pommes, mandarines, biscuits, argent et *tas*, gâteaux rituels d'orge en forme de petites pyramides dorées — donna ensuite lieu à de joyeuses empoignades sans la moindre gravité, au milieu d'éclats de rires et d'une précipitation sans retenue.

Il y eut aussi cette reneote

avec les Tibétains arrivés tout exprès du Tibet. Cette fois, ils étaient à peine trois mille à avoir réussi à franchir les mailles du filet ressemblant à ceux, car des dispositions extrêmement strictes avaient été édictées par les autorités chinoises afin d'empêcher les pèlerins potentiels de se rendre à Sarnath. Signe des temps sans doute, le document n° 46 de 1990 du comité régional du Parti communiste de Shigatse, la deuxième ville du Tibet, est formel à cet égard : « Il est extrêmement important pour la stabilité et la paix dans notre région que des mesures soient décidées afin de prévenir et d'empêcher les membres du public de traverser la frontière pour aller écouter des enseignements religieux. » Et d'ajouter : « L'initiation du Kalachakra organisée fin décembre par la clique du dalaï n'a des visées séparatistes. Il convient donc de surveiller de près les mouvements

de personnes, de suivre tout déplacement dans les zones frontalières et, le cas échéant, de renforcer les contrôles et d'appliquer toutes les mesures qui s'imposent. » Ce document confidentiel de six pages porte la date du 11 novembre 1990, et en dit long sur l'ambiance dans la région dite autonome du Tibet sous la botte chinoise. D'ailleurs, nombre de ces voyageurs sans bagage et sans visa ont confirmé que, en dépit des affirmations officielles, la répression n'avait guère fléchi sur le Toit du monde et que, jamais, peut-être, les relations entre les deux communautés d'habitants n'avaient été aussi tendues.

C'est le dernier jour, quand les organisateurs commencent enfin à se dire que tout s'était bien passé, que le drame faillit se produire. Une partie des pèlerins n'avaient pas réussi la veille à voir le mandala et croyaient pouvoir encore entrer dans le temple avant sa destruction. Mais tel n'était pas l'ordonnement du rituel, et la demi-douzaine de moines qui balayaient le petit sanctuaire pour le préparer à l'ultime cérémonie n'avaient aucune intention de l'enseigner. Alors que deux d'entre eux se déchaînaient de ranger les manuscrits manuscrits de *khatras* au pied de l'autel en en retirant les menues choses qu'elles cotoient — ils avaient même trouvé une pièce de l'rouleau enveloppée dans l'une d'elles, — une foule compacte, suppliante et grondante, s'agglutinait sur les marches vers la porte d'accès. Parmi les premiers, un jeune nomade venu du Tibet s'obstinait à franchir la porte fatidique, une détermination farouche dans le regard : il n'aurait pas de cesse qu'il n'ait jeté un coup d'œil au diagramme sacré. Il lui fallut une demi-heure pour monter une marche, la dernière, mais il était animé d'une telle force que nul ne semblait en mesure de l'arrêter. Une vitre vitra en éclats, et, profitant de la diversion, il put se prosterner devant le mandala et repartir, un sourire radieux illuminant son visage. Quelques secondes plus tard, le dalaï-lama arrivait pour procéder selon les rites du démantèlement de l'emblème sacré.

Coup de baguette magique nu tour de passe-passe ? Toujours est-il que, dans la liane ondoyante psalmodiée par une poignée de lamas, après une brève prière, le dalaï-lama s'approcha du mandala et, en quelques minutes, il ne resta plus rien du lumineux arc-en-ciel porteur d'un prodigieux message spirituel : quelques grains brisés par-ci, des socles brisés par-là aux quatre points cardinaux, des rayons vivement tracés d'un doigt expert dans les dix directions de l'espace, et le magie subtile des ténies se brouilla, les sables colorés perdirent leur éclat pour redevenir simplement sable. Belle démonstration pratique, au-delà des mots et de la vision fugitive, de l'impermanence des choses, et résumé saisissant de la loi d'airain qui gouverne le monde : poussière d'étoile, poussière de

lumière, poussière de sable. C'est aussi cela, la Roue du Temps, savoir saisir et apprécier la beauté de l'éphémère, car nous ne faisons à jamais que passer.

Et puis la fin, celle qui porte déjà les germes du recommencement. Une fois soigneusement ramassés les grains, tous les grains de sable dans l'urne votive, et accomplie une rapide circumambulation du temple pour la plus grande joie de centaines de Tibétains assis sur l'esplanade, le regard brillant et les mains levées en geste d'offrande, c'est le départ en voiture et vers le fleuve. Quand l'Himalaya descend vers le Gange — là, après une brève prière à l'effigie de la Shakti créatrice, le dalaï-lama descendit les marches de l'Adi Keshav Ghât au confluent de la Varuna et du Gange, le dernier ghât sacré de la ville, pour emprunter une barque et aller jusqu'au milieu du fleuve disperser aux quatre vents le sable de ce qui fut le mandala du Kalachakra à Sarnath. Une image

se grave dans la mémoire, celle d'un moine souriant vêtu de grenat et de safran, qui sème à sa manière les graines d'un avenir aux contours encore indécidés dans la hume du fleuve sacré.

Il sait, lui, que Shangri-la n'existe plus, des hommes l'ont saccagée. Pourtant, il sait aussi, et il s'efforce inlassablement de le faire comprendre à l'entour, que la vallée heureuse existe toujours et encore, dans le cœur d'autres hommes qui l'appellent Shambhala ou la Montagne sacrée, et qui la conservent précieusement comme le joyau le plus pur de la connaissance. De la sagesse ou de la beauté, qui sont autant de visages d'une même réalité. Celle qu'ils sauront toujours et à jamais retrouver, pour peu qu'ils en fassent l'effort, car, selon la tradition de la Roue du Temps, la source est en eux-mêmes.

de notre envoyé spécial
Jean-Claude Bahner

Guide

■ A une dizaine de kilomètres de Varanasi (Bénarès), ville sacrée des hindous par excellence, Sarnath est l'un des hauts lieux du bouddhisme. Après avoir atteint l'Eveil à Bodhi-Gaya, à quelque 250 kilomètres de là, c'est à Sarnath que Bouddha prodigua son premier enseignement sur les quatre Nobles Vérités et la cessation de la souffrance, dans le Parc aux daims. Les cinq brahmines qui l'écoulaient devinrent ses premiers disciples, donnant ainsi naissance à l'école de la Voie du Milieu.

Trois cents ans plus tard, l'endroit devait prendre un rapide essor après le passage du grand roi Ashoka, qui s'était converti au bouddhisme à la suite d'une sanglante bataille avec le roi de Kalinga. Le souverain en fit un important centre bouddhiste, dont on peut voir encore les vestiges aujourd'hui : fondation d'anciens monastères, le Parc aux daims, le pilier d'Ashoka et deux imposants stupas. Le musée archéologique abrite certaines des plus belles pièces de l'art bouddhique indien.

Saccagée en grande partie par les invasions mongoles à partir du douzième siècle, Sarnath n'a jamais cessé d'attirer les pèlerins et est en passe de retrouver une parcelle de sa grandeur passée. Un nouveau sanctuaire, le Mulegandhakuti Vihara, a été construit en 1922 pour abriter des reliques du Bouddha découvertes à Taxila, sur le territoire actuel du Pakistan. Ensuite sont venus s'ajouter des temples chinois, thaïlandais, birman, japonais et surtout l'Université des hautes études tibétaines. En quelques années, cette dernière a su se faire une brillante réputation parmi les érudits. C'est en ses murs que s'est déroulée l'initiation du Kalachakra.

La bibliothèque de la Société Mehebodhi vaut également le détour pour ses livres rares et ses anciens manuscrits bouddhiques, sans oublier le Parc aux daims qui abrite toujours plusieurs dizaines de ces charmants animaux. Parmi les fêtes les plus courues de Sarnath, celles de Bouddha Pournima en mai (mabile, selon le calendrier lunaire) et de la pleine lune de novembre, attirent des milliers de fidèles.

Les possibilités d'hébergement à Sarnath sont modestes, avec deux auberges, l'une de l'office du tourisme de l'Uttar Pradesh et le Birle Resthouse. En revanche, les hôtels de toutes catégories ne manquent pas à Varanasi. De la cité sainte des bords du Gange, on peut se rendre à Sarnath en taxi, en rickshaw à bicyclette ou à moteur, voire en autobus. Varanasi est reliée par des vols quotidiens à New-Delhi et à Katmandou, au Népal. C'est aussi un bon point de départ pour visiter d'autres hauts lieux du bouddhisme : Lumbini, où naquit le Bouddha historique, à la frontière népalaise ; Bodhi-Gaya, où il a atteint l'illumination ; Rajgir, célèbre pour son Pic aux vautours ; les vestiges de la fameuse université de Nalanda, et Kushinagar, où le Seigneur Sakya est entré dans le Nirvana, tous situés dans le Bihar.

Déclarée Année du tourisme, 1991 devrait attirer bon nombre de visiteurs en Inde. Mais avec les incertitudes de la situation internationale et les troubles intercommunautaires qui n'ont pas épargné certains sites touristiques comme Agra, Jaipur et même Varanasi, les voyageurs étrangers ne montrent guère d'enthousiasme et s'en vont moins nombreux que prévu.

Visite

A

Cote d'Azur

Cote d'Azur

DÉCOUVERTE

Visite au château d'Artstetten

Le 22 juillet 1978, le comte Romée de la Poëze d'Hambourg, originaire du pays basque, épouse Son Altesse Sérénissime la princesse Anita de Hohenberg. Dans la corbeille de mariage, le château d'Artstetten qui, à 95 kilomètres à l'ouest de Vienne, domine le Danube, voie royale de toutes les invasions.

AINSI la maison changera treize fois de propriétaire jusqu'en 1823, année de son acquisition par l'empereur François II du Saint Empire, plus (ou encore moins) connu sous le titre de François I^{er} d'Autriche. Régneront ensuite sur ce lieu l'archiduc François-Joseph, l'archiduc Charles-Louis, frère de l'empereur François-Joseph, l'archiduc Maximilien, empereur du Mexique, l'archiduc François-Ferdinand, successeur au trône et, depuis 1914, la famille ducale de Hohenberg.

Lorsque le comte et son épouse arrivent à Artstetten, en 1981, la demeure, fermée à l'exception du caveau, n'a pas été rénovée depuis 1914. De l'ancien château fort qui occupait le site au treizième siècle, il ne reste rien. Quant aux bulbes qui coiffent les tours, ils datent de 1912, tout comme la partie basse du château qui, construite par François-

Ferdinand et ornée de deux tourelles, constitue aujourd'hui l'entrée du musée.

Un musée entièrement consacré à la maison de Habsbourg dont le château sera, à deux reprises, la résidence officielle. D'abord pour la veuve de l'empereur François, l'impératrice Caroline-Auguste, ensuite pour l'archiduc Charles-Louis, père de François-Ferdinand, qui en fera sa résidence d'été et la modernisera en l'électrifiant et en y installant chauffage central, salle de bains et ascenseur. Sensible au (mauvais?) goût de l'époque, il transformera le château dans un style Renaissance à la Viollet-le-Duc, avec créneaux, cour gothique et tours coiffées de toits pointus. C'est lui qui dessinera également le parc et y fera planter la plupart des arbres qui l'ornent encore aujourd'hui. C'est là que François-Ferdinand passera tous les étés de sa petite enfance, et son souvenir y est encore tellement omniprésent (il repose dans le caveau familial avec sa femme et ses descendants) qu'il donne à cette résidence des allures de manoir écossais.

En fait, deux familles cohabitent à Artstetten : celle de François-Ferdinand, effacé des mémoires et marginalisé par le régime record de l'empereur François-Joseph - soixante-huit ans ! - mais aussi celle d'une grande famille historique, la maison de Habsbourg, plus connue, à partir du quinzième siècle, sous le nom de maison d'Autriche. Une famille longtemps considérée par les souverains français comme l'ennemi héréditaire, mais connue surtout, dans l'imagerie populaire, comme une mine de personnages et d'épisodes romanesques « revus et corrigés » par des écrivains et des

cinéastes plus ou moins bien inspirés. Citons, parmi les vedettes, l'impératrice Sissy ou le drame de Mayerling.

Visiter Artstetten, c'est, d'abord, clarifier une histoire touffue et embrouillée. Remonter jusqu'à Charles Quint et ses royaumes sur lesquels le soleil ne se couchait jamais, évoquer son abdication et le partage de son empire entre une branche espagnole et une branche allemande et déboucher sur la crise de succession, au début du dix-huitième. Une crise qui mettra un terme à la vocation européenne des Habsbourg, désormais repliés sur le Danube. Reste ensuite à démêler l'arbre généalogique qui orne l'une des pièces du château.

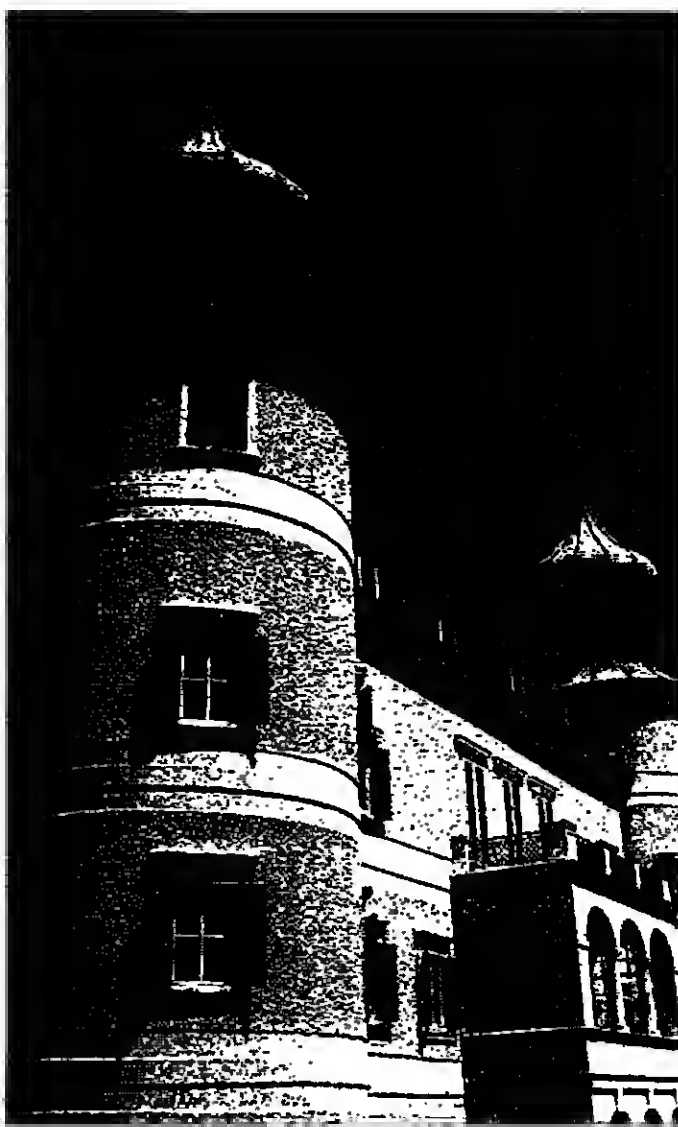
François-Joseph épouse la princesse Elisabeth (l'impératrice Sissy) qui lui donnera quatre enfants, trois filles et un fils, Rodolphe, marié à une princesse de Belgique. Contestataire et dépressif, il mettra fin à ses jours à Mayerling, en compagnie de sa dernière maîtresse, la baronne Vessera. Une énigme historique majeure (on ne compte pas moins de douze versions officielles de sa mort) et la première « histoire triste » d'une famille qui, souligne le comte d'Hambourg, les collectionnera. Le frère de l'empereur, Maximilien, sera fusillé au Mexique. Son épouse, Sissy, sera assassinée à Genève. Son neveu, François-Ferdinand (promu héritier du trône en raison du désintérêt de son père pour la politique), tombera, avec sa femme, sous les balles d'un jeune révolutionnaire serbe, à Sarajevo. Et les deux fils de ce dernier seront déportés à Dachau.

Beaucoup de drames pour une dynastie qui avait pourtant choisi de « faire l'amour plutôt que la guerre ». « Heureuse Autriche, tu le maries », disait-on à l'époque. Faire l'amour, certes, mais l'amour « utile ». Car un membre de la maison Habsbourg-Lorraine ne pouvait épouser qu'un membre d'une autre maison souveraine ou assimilée. Avec, pour résultat, une histoire sentimentale où les unions étaient aussi soigneusement programmées que les études. Ce qui n'empêchait pas les bavures.

Prenez, par exemple, une certaine archiduchesse Isabelle de Toscane. La voilà qui invite assidûment l'archiduc François-Ferdinand, alors en garnison à Presbourg (aujourd'hui Bratislava), dans l'espoir qu'il jette son dévolu sur l'une de ses cinq filles. Jusqu'au jour où l'archiduc oublie sa montre-gousset près d'un terrain de tennis. Un laquais la rapporte à l'archiduchesse qui, la nuit, s'y découvre le visage de la future impératrice d'Autriche, l'œuvre. Poer y découvre la frimousse de sa propre dame d'honneur, la comtesse Sophie Chotek, avec laquelle l'archiduc entretenait une liaison secrète. Scandale !

L'archiduchesse est furieuse, l'empereur informé, la presse alertée, la comtesse Sophie congédiée, l'archiduc obligé de se déclarer et l'empire ébranlé. Issue possible : un mariage morganatique. Mais le cas ne s'était encore jamais produit pour un futur empereur. François-Ferdinand tient bon, la comtesse Sophie résiste aux pressions des autorités religieuses et, après deux ans et demi de négociations, l'empereur François-Joseph finit par céder. Non sans poser ses conditions, notamment la renonciation à tout droit souverain pour l'épouse et ses enfants. La comtesse Chotek reçoit le titre de princesse puis celui de duchesse de Hohenberg. On l'appelle allemande, à la cour de Vienne, le protocole continu de l'ignorer. Ce qui n'empêcha pas le couple d'avoir une vie familiale exemplaire et heureuse.

Une vie familiale relativement brève. Ils se marient en 1900. Ils ont une fille et deux garçons. En 1914, les parents sont assassinés. Les enfants sont orphelins et la fille aînée a quatorze ans. Ils passent la guerre dans une propriété de Bohême. En 1918, la république est proclamée en Tchécoslovaquie. La famille Hohenberg est expropriée et condamnée à la frontière autrichienne. En 1938, au moment de l'Anschluss, les deux fils, le duc Max et le prince Ernst, sont déportés à Dachau. Les Allemands s'emparent d'Artstetten dont le contenu est destiné au futur grand musée de Hitler, à Linz. En 1945, les Russes éparpillent la demeure de ce duc, adversaire du régime nazi et chef du parti monarchiste. Ils en font même le maire du village et lui restituent ses propriétés.



tés. Ainsi, malgré tous les malheurs de ses occupants, le château a-t-il traversé les siècles pour nous apparaître aujourd'hui tel qu'il était autrefois.

Visiter Artstetten, c'est effectuer une plongée émouvante dans une histoire à visage humain. « Dans cette maison », relève le comte, « on a toujours été du côté de l'amour et non du trône ». De pièce en pièce, de vitrine en vitrine, revivent ainsi les existences d'êtres attachants qui, en marge de l'Histoire, ont vécu ici au rythme de leurs passions.

« Chaque jour, précise le comte, François-Ferdinand recevait trois télégrammes. Le premier lui donnait l'état de santé de ses enfants lorsqu'il n'était pas avec eux. Le deuxième l'informait du temps qu'il faisait dans chacune des propriétés où il pouvait se rendre car, tuberculeux, il évitait les atmosphères trop humides. Et au printemps, un troisième télégramme lui précisait quelle rose avait fleuri dans son jardin favori, celui du château de Konopischt, en Bohême. » En famille, on parlait français et les enfants écrivaient des cartes postales. Sur l'une, on lit : « Nous avons mangé. Nous allons au jardin maintenant. L'orage se promet tout autour. »

Prémonition ? Le visiteur, lui, suit qu'au bout de cette existence paisi-

ble attendent les balles des nationalistes serbes, des balles qui, au-delà d'un homme, visent tout un symbole, un pouvoir potentiel, un futur empereur. Victime d'une fonction qu'il n'exercera jamais, François-Ferdinand n'en apparaît que plus touchant. D'autant qu'on fil des objets exposés, des gravures et des photos accrochées, s'impose à qui ignore presque tout de lui, hormis sa mort, une personnalité riche et attachante.

De cet homme, quelle image retenir ? D'abord celle, déjà critiquée à l'époque et dénoncée aujourd'hui par les écoles autrichiennes, d'un remarquable fustil qui, en trente ans, aurait inscrit à son tableau de chasse 274 889 pièces, toutes espèces confondues, avec un record annuel de 18 799 pièces ! Étant entendu que ces scores impressionnants doivent sans doute beaucoup aux battues officielles où l'on s'efforçait, bien entendu, de pousser vers cet invité d'honneur le maximum d'animaux possibles. Ce qui ne retire rien à une adresse qui le vit, par exemple, atteindre deux pièces jetées en l'air à l'occasion d'un défi lancé par un prince indien. Ni au fait qu'il gèra avec une grande compétence ses divers domaines de chasse et le gibier qui s'y trouvait.

Plus original, en revanche, le rôle

de touriste avant la lettre que lui valut son goût des voyages, qu'il s'agisse de déplacements officiels (en Allemagne, en Russie, en Espagne, en Roumanie ou en Grande-Bretagne à l'occasion des soixante ans de règne de la reine Victoria) ou privés, voire secrets, lorsqu'il s'agissait de rencontrer la comtesse Chotek. En vedette, le tour du monde qu'il effectuera, de 1892 à 1893, afin de se préparer à son futur rôle politique et mieux comprendre les régimes étrangers et leurs politiques.

Ainsi, c'est un touriste « éclairé » qui, après un an et demi de négociations avec l'empereur qui jugeait cette idée saugrenue, s'embarque le 15 décembre 1892 à Trieste, à bord d'un croiseur désarmé rebaptisé *Impératrice-Elisabeth*. Accompagné d'une vingtaine d'amis, il vogue vers Ceylan et Bombay, via le canal de Suez. Après avoir traversé les Indes jusqu'à Calcutta, il gagne Singapour, Sumatra, Bornéo, la Nouvelle-Guinée, puis l'Australie, la Chine et le Japon. Il s'embarque ensuite pour les États-Unis à bord d'un croiseur de ligne, traverse l'Amérique du Nord, de Vancouver à New-York, et regagne Vienne le 18 octobre 1893.

Deux anecdotes. En Nouvelle-Calédonie, il reçoit deux invitations, rédigées en français, l'une des calédoniennes, l'autre des Canaques... Déjà. Au Japon, pays à l'époque totalement fermé aux étrangers, il se présente avec sa suite, en uniforme de marine, tout de blanc vêtu, ignorant que la-bas cette couleur est réservée au deuil. Pour se venger, le peintre japonais qui fixe la scène pour la postérité, les vêtira de noir et leur bridera les yeux.

De son périple, François-Ferdinand ramènera un journal de bord qui, une fois expurgé des passages trop critiques à l'égard de certains gouvernements étrangers (il dénonçait notamment la politique coloniale des Français et celle des Anglais aux Indes), sera publié par la cour deux ans plus tard. Il rapportera également de très nombreux souvenirs (31 000 très exactement) dont un livre en cadeau officiel qui font aujourd'hui la fierté du Musée d'art et d'ethnographie de Vienne et, plus modestement, de celui d'Artstetten, dont ils occupent quatre vitrines.

Pendant la seconde guerre mondiale, la majorité des objets rassemblés par François-Ferdinand fut exposée au Musée de l'armée allemande, à Prague. En 1944, sur ordre de Hitler, près de 73 000 objets furent réunis à Vienne en attendant de rejoindre le futur musée du Führer alors en construction à Linz. Pendant la débâcle allemande, ils furent cachés dans d'anciennes mines de sel et, en 1946, renvoyés, en dépit des protestations du gouvernement autrichien et du duc de Hohenberg, au château de Konopischt, en Tchécoslovaquie. Acheté par l'archiduc en 1887, ce dernier fut sans doute l'une de ses résidences préférées en raison, notamment, de son exceptionnelle roseraie.

Reste que le elou de la visite d'Artstetten, ce sont les pièces consacrées à l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, où, à l'occasion de manœuvres, François-Ferdinand, chef des armées, se rend en visite officielle, à la demande de l'empereur. On y voit notamment les photographies prises par des amateurs et saisies par la police pour servir de preuves contre les assassins, ainsi que les portraits des « soldats » de l'armée serbe, également membres de la Main noire, organisation révolutionnaire qui militait pour la récupération des régions annexées par l'Autriche et qui allait recruter et armer de jeunes étudiants pour accomplir une action héroïque.

L'enterrement de François-Ferdinand durera trois semaines, le temps nécessaire pour ramener les corps jusqu'à Vienne, par bateau et par train avec, à chaque arrêt, une cérémonie et une messe. Les assassins sont jugés. Tous mineurs, ils seront emprisonnés. François-Joseph s'écrit en 1916. Charles I^{er} d'Autriche lui succède. Il régnera jusqu'à l'effondrement de la monarchie, à l'automne 1918. Aujourd'hui, c'est son fils, l'archiduc Otto, député au Parlement européen, qui demeure le chef de la maison d'Autriche. Et à 95 kilomètres de Vienne, Artstetten continue de raconter l'histoire d'un prince nommé François-Ferdinand.

De notre envoyé spécial Patrick François

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE *** NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-43-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06160 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer.
STUDIOS et cft. Park, piscine, 2 pers.
1150 F la nuit, 1780 F 2 pers. 3100 F.
4 sem. t.c. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. : 93-61-68-30.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western *** NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
5 CL. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-57-62-56 - Tél. 474418
Téléfax 93-16-37-99.

HÔTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

ANGLET

HÔTEL DE CHIBERTIA
ET DU GOLFE *** NN
(3 km de Biarritz)
« Un doux hiver à 300 m de l'océan et
au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)
Prix 2 pers. : 1 400 F la semaine
valable du 1-11-90 au 28-03-91
Possib. petit déjeuner et repas sur demande
Navette ville et aéroport
104, boulevard des Pigeons, ANGLET
Tél. réserv. : 59-52-15-16
Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Logis de France
Toutes chambres avec w.-c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,
prairie de golf gratuite.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.
Chambres superbes.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Réservations et renseignements :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-93.
Fax : (33-1) 45-61-66-44.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 b Paris TGV.
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franco-comtoise
du XVIII^e, confortable, rénovée,
chambres 2 personnes avec s. de bain, w.-c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. mardi, tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au four à bois). Poss.
marché, piscine à glace, tennis,
VTT. Pâtisserie en platée + vin.
+ matériel de ski + accompagnement.
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations :
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longeville - 25450 MONTBENOIT.

Guide

■ Situé à une centaine de kilomètres de Vienne, le château d'Artstetten (tél. : 74-13-83-02) est ouvert de 9 heures à 17 h 30, du 1^{er} avril au 2 novembre et, le reste de l'année, sur rendez-vous. On y revit la période allant de la mort de l'archiduc Rodolphe à Mayerling, à l'assassinat, à Sarajevo, de l'archiduc François-Ferdinand dont sont évoquées la vie et les idées. On visite également le caveau familial et une exposition sur les mariages morganatiques : « Le trône ou l'amour ». Un billet combiné permet d'accéder, dans les environs, à la superbe abbaye de Melk, au château de Schallaburg et à celui de Luberegg, au bord du Danube, où se tient une exposition intitulée « Napoléon, le

Congrès de Vienne, Metternich ». Autant de visites qui constituent une excellente introduction à la découverte de Vienne.

Mis au point par Jet Tours, avec Austrian Airlines et Air France, la brochure *Vacances autrichiennes* (dans les agences, chez Air France et chez Jet Tours) propose notamment des formules « avion-hôtel-voiture » pour un week-end à Vienne et diverses escapades en Autriche. Pour s'informer : l'Office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57. A lire *l'Histoire de l'empire des Habsbourg*, de Jean Bérenger (Fayard, 198 F), et le Guide bleu *Autriche* (Hechette, 209 F). ■

Bridge

n° 1420

UNE RUSE SANS RISQUE
Une ruse gratuite aurait permis sans doute de réussir ce chelem qui était théoriquement infaisable. Mais ce n'était pas facile, même pour un expert.

♠ D
♥ 74
♦ A97643
♣ D852

♠ R762
♥ R10862
♦ 85
♣ 107

♠ A9543
♥ V95
♦ 7
♣ 9643

♠ V108
♥ A93
♦ RQV10
♣ ARV

Ann : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
2 SA passe 3 SA passe
4 0 passe 6 0 passe
(La réponse de 3 SA était un Texas qui promettait une longue à Carreau.)

Ouest ayant fait l'entame neutre du 10 de Trèfle, comment Shenkin aurait-il dû jouer pour essayer de gagner ce PETIT CHELEM A CARREAU ?

RÉPONSE

Il est certain que, si le Roi de Carreau est en Est, le chelem réussira, et le problème est d'essayer de gagner même si ce Roi est mal placé.

Au premier abord, il semble normal de jouer la Dame de Pique du mort en espérant que Est plongera avec l'As, ensuite le déclarant fera l'essai à Pique sur Ouest pour défausser un Carreau sur le Valet de Pique (ou le 10 de Pique si Ouest a converti avec le Roi de Pique).

Cependant, même au début du coup, Est, qui connaît A R V de Trèfle (à cause de l'entame) et Roi Dame de Carreau, peut supposer que Ouest a le Roi de Trèfle et ne doit donc pas jouer son As. Alors Sud n'aura plus que la ressource de l'impasse à Carreau.

Mais, heureusement, il y a un bon moyen psychologique de l'inciter à couvrir la Dame de Pique avec l'As. Quel est ce piège ?

Il faut simplement, quand on joue atout au début, commencer par le Roi de Carreau et continuer avec le Valet de Carreau pris par l'As comme si l'on renouait à faire l'impasse à la Dame de Carreau (parce qu'avec neuf cartes on peut tirer les honneurs en tête); ensuite, après l'As de Carreau, on jouera la Dame de Pique, et Est se précipitera

sur son As s'il pense que Ouest a un atout maître avec la Dame de Carreau...

Malheureusement, le déclarant ne pensa pas à cette astuce et il chuta.

IL Y A QUARANTE ANS

Cette magnifique défense a été réalisée par Hélène Sobel au Championnat d'Amérique de 1951. Elle montre le haut niveau que le jeu de la carte avait déjà atteint à cette époque. Cachez soigneusement les mains d'Est (votre partenaire) et de Sud (le déclarant) et mettez-vous en Ouest, à la place de la fameuse championne américaine.

♠ AR82
♥ AR42
♦ D6
♣ 652

♠ 10943
♥ 103
♦ 92
♣ RV1073

♠ OV7
♥ DV75
♦ 1054
♣ D84

Ann : S. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est
1 0 coupe passe 1 0
2 0 coupe passe passe...

Hélène Sobel en Ouest attaque le Roi et l'As de Carreau, puis elle rejoue le Valet de Carreau sur lequel le déclarant défait le 2 de Trèfle du mort et Est (Goren) le Valet de Trèfle. Comment Hélène Sobel a-t-elle ensuite joué pour faire chuter (avec six levées) ce contrat de DEUX CŒURS ?

COURRIER DES LECTEURS

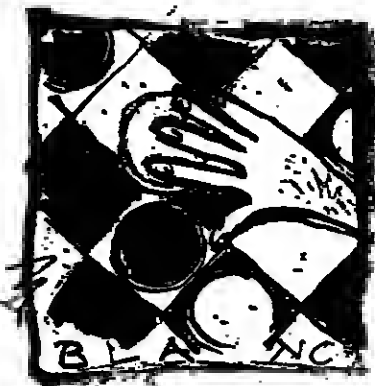
La Coupe Rosenblum (n° 1400)
Rien n'échappe à certains lecteurs, comme le prouve cette remarque du Dr. Desbois au sujet de la façon de gagner le petit chelem à Carreau joué par Soudet.

« Est n'ayant joué de Trèfle et Ouest ne tenant qu'un Carreau, la place du Roi de Pique est indifférente :

♠ A972098
♥ DQAR1088

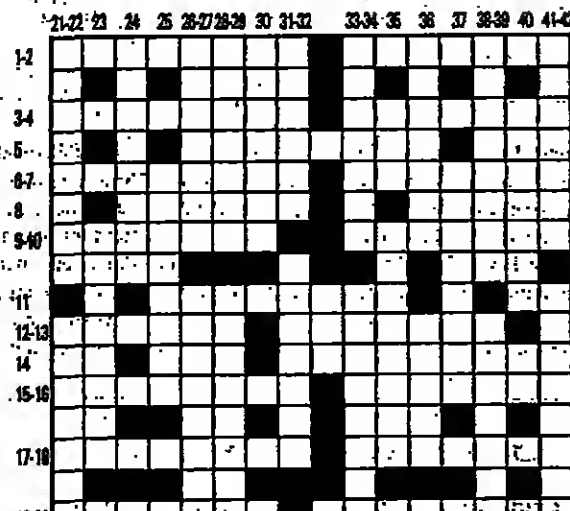
Sur le 2 de Cœur (le sixième atout) Est doit défausser un Pique pour conserver DV7 à Carreau. Alors, le déclarant jette le 10 de Carreau devenu inutile, puis il tire l'As Roi de Carreau sur lequel la défense d'Ouest libère le 9 de Pique ou le 8 de Trèfle. La Dame de Pique n'était donc qu'un trompe-l'œil.

Bravo pour cette analyse.
Philippe Bregon



Anacroisés (R)

n° 651



HORIZONTALEMENT

1. CIOBRSSTU. - 2. AABCNNO. - 3. ACINRTTU. - 4. AEMNNNU. - 5. AEGLOST. (+ 5). - 6. CCEINTU. - 7. EENRTTU. - 8. AEKSSU. - 9. AILESTU. - 10. EINORTT. - 11. CEEBORSU. (+ 1). - 12. CELOR. (+ 1). - 13. AEOINQU. - 14. EILNNT. + E. - 15. EIMSSV. - 16. AEFUUX. - 17. AEEB. - 18. CEINOS. - 19. FEILMSU. - 20. EENORSSV.

VERTICALEMENT

21. CIOBRSSTU. - 22. AACCELI. - 23. AACLMRY. - 24. CEEILRTU. - 25. EKLISUU. - 26. ACEIRPT. (+ 4). - 27. CILNOS. (+ 1). - 28. AILOSV. - 29. AEFILNR. (+ 1). - 30. EINNOOS. - 31. EESTTT. - 32. CEEILRU. (+ 1). - 33. ACCORRU. - 34. ACEHSTU. - 35. AEMRSTU. (+ 10). - 36. ABOORS. (+ 14). - 37. EILNORT. - 38. EIMSSV. - 39. AEFILNR. (+ 2). - 40. AAMNNT. - 41. EENRTTU. - 42. AEEILNU.

SOLUTION DU N° 650

1. CHANTEUR (RAUCHENT). - 2. ROBERTS. - 3. HAVEURS. - 4. ALERTEAT (TALERAT...). - 5. PUPITRE. - 6. INEGALEE. - 7. LEPORQUE, lièvre ou lapin. - 8. OSCILLE. - 9. CESTRIOL, bonnet dans l'urne des femmes coiffées. - 10. ARRETOIR. - 11. SURIKAI. - 12. ORMIER (MOIRER). - 13. COLOSSAL. - 14. IMMINENT. - 15. MAJORE. - 16. CABANON. - 17. BORASSUS, palmier. - 18. PENTUS (PENTUS). - 19. DEBOURSE (BROOBUSE). - 20. ASSOULV. - 21. CHARLOT (CHLORAT). - 22. FURIBARD.

SOLUTION DU N° 650

23. HALEUSE. - 24. AMUSEE. - 25. NEROLI. - 26. EPUCIEZ. - 27. LOBERONS. - 28. ERAILLER. - 29. USINEES. - 30. TRONCONS (CONTRONS). - 31. ASTARTE, mot-lusque (TATARES...). - 32. GOURMIS (MORGUAS). - 33. REPARTIR. - 34. AMASSA. - 35. ORTOLANS. - 36. PEDALEUR. - 37. EMILES. - 38. TAMPONS. - 39. TIONIER (HIERONT TIONIER). - 40. ROITEL. - 41. STEPPEUR, cheval de troc. - 42. RESURGL.

Michel Charlemagne et Michel Daguet

Echecs

n° 1422

Tournoi international de Reggio-Emilia, 1991.
Blancs : R. Vaganian.
Noirs : L. Portisch.
Partie anglaise.

1. C3 c5 2. Dc2 (0) - d4 3. C3 (0) d5 4. d4 d6 5. e3 d6 6. f2 c6 7. e4 e7 8. h3 h6 9. e4 e7 10. Cc4 Cc6 11. f3 Cc6 12. Dc2 Dc6 13. Dc4 Dc6 14. f3 Dc6 15. f3 Dc6 16. h3 h6 17. f2 e7 18. f4 h6 19. Dc3 h6 20. e4 e5 21. e5 f6

Une impatience étonnante de la part d'un grand maître expérimenté comme Portisch. La pendule b6-b5 devait être proposée, mais les Noirs jugant le moment opportun, le vis-à-vis de la O et de la T6 ne les effrayant pas, la T-d blanche n'étant pas défendue en g1.

21. Cc4 n'est pas possible, mais les Blancs trouvent la faille.
b) Si 21... f6?; 22. e6 avec gain d'une pièce. Si 21... d6?; 22. f6, 23. f7, 24. f8, 25. f9, 26. f10, 27. f11, 28. f12, 29. f13, 30. f14, 31. f15, 32. f16, 33. f17, 34. f18, 35. f19, 36. f20, 37. f21, 38. f22, 39. f23, 40. f24, 41. f25, 42. f26, 43. f27, 44. f28, 45. f29, 46. f30, 47. f31, 48. f32, 49. f33, 50. f34, 51. f35, 52. f36, 53. f37, 54. f38, 55. f39, 56. f40, 57. f41, 58. f42, 59. f43, 60. f44, 61. f45, 62. f46, 63. f47, 64. f48, 65. f49, 66. f50, 67. f51, 68. f52, 69. f53, 70. f54, 71. f55, 72. f56, 73. f57, 74. f58, 75. f59, 76. f60, 77. f61, 78. f62, 79. f63, 80. f64, 81. f65, 82. f66, 83. f67, 84. f68, 85. f69, 86. f70, 87. f71, 88. f72, 89. f73, 90. f74, 91. f75, 92. f76, 93. f77, 94. f78, 95. f79, 96. f80, 97. f81, 98. f82, 99. f83, 100. f84, 101. f85, 102. f86, 103. f87, 104. f88, 105. f89, 106. f90, 107. f91, 108. f92, 109. f93, 110. f94, 111. f95, 112. f96, 113. f97, 114. f98, 115. f99, 116. f100, 117. f101, 118. f102, 119. f103, 120. f104, 121. f105, 122. f106, 123. f107, 124. f108, 125. f109, 126. f110, 127. f111, 128. f112, 129. f113, 130. f114, 131. f115, 132. f116, 133. f117, 134. f118, 135. f119, 136. f120, 137. f121, 138. f122, 139. f123, 140. f124, 141. f125, 142. f126, 143. f127, 144. f128, 145. f129, 146. f130, 147. f131, 148. f132, 149. f133, 150. f134, 151. f135, 152. f136, 153. f137, 154. f138, 155. f139, 156. f140, 157. f141, 158. f142, 159. f143, 160. f144, 161. f145, 162. f146, 163. f147, 164. f148, 165. f149, 166. f150, 167. f151, 168. f152, 169. f153, 170. f154, 171. f155, 172. f156, 173. f157, 174. f158, 175. f159, 176. f160, 177. f161, 178. f162, 179. f163, 180. f164, 181. f165, 182. f166, 183. f167, 184. f168, 185. f169, 186. f170, 187. f171, 188. f172, 189. f173, 190. f174, 191. f175, 192. f176, 193. f177, 194. f178, 195. f179, 196. f180, 197. f181, 198. f182, 199. f183, 200. f184, 201. f185, 202. f186, 203. f187, 204. f188, 205. f189, 206. f190, 207. f191, 208. f192, 209. f193, 210. f194, 211. f195, 212. f196, 213. f197, 214. f198, 215. f199, 216. f200, 217. f201, 218. f202, 219. f203, 220. f204, 221. f205, 222. f206, 223. f207, 224. f208, 225. f209, 226. f210, 227. f211, 228. f212, 229. f213, 230. f214, 231. f215, 232. f216, 233. f217, 234. f218, 235. f219, 236. f220, 237. f221, 238. f222, 239. f223, 240. f224, 241. f225, 242. f226, 243. f227, 244. f228, 245. f229, 246. f230, 247. f231, 248. f232, 249. f233, 250. f234, 251. f235, 252. f236, 253. f237, 254. f238, 255. f239, 256. f240, 257. f241, 258. f242, 259. f243, 260. f244, 261. f245, 262. f246, 263. f247, 264. f248, 265. f249, 266. f250, 267. f251, 268. f252, 269. f253, 270. f254, 271. f255, 272. f256, 273. f257, 274. f258, 275. f259, 276. f260, 277. f261, 278. f262, 279. f263, 280. f264, 281. f265, 282. f266, 283. f267, 284. f268, 285. f269, 286. f270, 287. f271, 288. f272, 289. f273, 290. f274, 291. f275, 292. f276, 293. f277, 294. f278, 295. f279, 296. f280, 297. f281, 298. f282, 299. f283, 300. f284, 301. f285, 302. f286, 303. f287, 304. f288, 305. f289, 306. f290, 307. f291, 308. f292, 309. f293, 310. f294, 311. f295, 312. f296, 313. f297, 314. f298, 315. f299, 316. f300, 317. f301, 318. f302, 319. f303, 320. f304, 321. f305, 322. f306, 323. f307, 324. f308, 325. f309, 326. f310, 327. f311, 328. f312, 329. f313, 330. f314, 331. f315, 332. f316, 333. f317, 334. f318, 335. f319, 336. f320, 337. f321, 338. f322, 339. f323, 340. f324, 341. f325, 342. f326, 343. f327, 344. f328, 345. f329, 346. f330, 347. f331, 348. f332, 349. f333, 350. f334, 351. f335, 352. f336, 353. f337, 354. f338, 355. f339, 356. f340, 357. f341, 358. f342, 359. f343, 360. f344, 361. f345, 362. f346, 363. f347, 364. f348, 365. f349, 366. f350, 367. f351, 368. f352, 369. f353, 370. f354, 371. f355, 372. f356, 373. f357, 374. f358, 375. f359, 376. f360, 377. f361, 378. f362, 379. f363, 380. f364, 381. f365, 382. f366, 383. f367, 384. f368, 385. f369, 386. f370, 387. f371, 388. f372, 389. f373, 390. f374, 391. f375, 392. f376, 393. f377, 394. f378, 395. f379, 396. f380, 397. f381, 398. f382, 399. f383, 400. f384, 401. f385, 402. f386, 403. f387, 404. f388, 405. f389, 406. f390, 407. f391, 408. f392, 409. f393, 410. f394, 411. f395, 412. f396, 413. f397, 414. f398, 415. f399, 416. f400, 417. f401, 418. f402, 419. f403, 420. f404, 421. f405, 422. f406, 423. f407, 424. f408, 425. f409, 426. f410, 427. f411, 428. f412, 429. f413, 430. f414, 431. f415, 432. f416, 433. f417, 434. f418, 435. f419, 436. f420, 437. f421, 438. f422, 439. f423, 440. f424, 441. f425, 442. f426, 443. f427, 444. f428, 445. f429, 446. f430, 447. f431, 448. f432, 449. f433, 450. f434, 451. f435, 452. f436, 453. f437, 454. f438, 455. f439, 456. f440, 457. f441, 458. f442, 459. f443, 460. f444, 461. f445, 462. f446, 463. f447, 464. f448, 465. f449, 466. f450, 467. f451, 468. f452, 469. f453, 470. f454, 471. f455, 472. f456, 473. f457, 474. f458, 475. f459, 476. f460, 477. f461, 478. f462, 479. f463, 480. f464, 481. f465, 482. f466, 483. f467, 484. f468, 485. f469, 486. f470, 487. f471, 488. f472, 489. f473, 490. f474, 491. f475, 492. f476, 493. f477, 494. f478, 495. f479, 496. f480, 497. f481, 498. f482, 499. f483, 500. f484, 501. f485, 502. f486, 503. f487, 504. f488, 505. f489, 506. f490, 507. f491, 508. f492, 509. f493, 510. f494, 511. f495, 512. f496, 513. f497, 514. f498, 515. f499, 516. f500, 517. f501, 518. f502, 519. f503, 520. f504, 521. f505, 522. f506, 523. f507, 524. f508, 525. f509, 526. f510, 527. f511, 528. f512, 529. f513, 530. f514, 531. f515, 532. f516, 533. f517, 534. f518, 535. f519, 536. f520, 537. f521, 538. f522, 539. f523, 540. f524, 541. f525, 542. f526, 543. f527, 544. f528, 545. f529, 546. f530, 547. f531, 548. f532, 549. f533, 550. f534, 551. f535, 552. f536, 553. f537, 554. f538, 555. f539, 556. f540, 557. f541, 558. f542, 559. f543, 560. f544, 561. f545, 562. f546, 563. f547, 564. f548, 565. f549, 566. f550, 567. f551, 568. f552, 569. f553, 570. f554, 571. f555, 572. f556, 573. f557, 574. f558, 575. f559, 576. f560, 577. f561, 578. f562, 579. f563, 580. f564, 581. f565, 582. f566, 583. f567, 584. f568, 585. f569, 586. f570, 587. f571, 588. f572, 589. f573, 590. f574, 591. f575, 592. f576, 593. f577, 594. f578, 595. f579, 596. f580, 597. f581, 598. f582, 599. f583, 600. f584, 601. f585, 602. f586, 603. f587, 604. f588, 605. f589, 606. f590, 607. f591, 608. f592, 609. f593, 610. f594, 611. f595, 612. f596, 613. f597, 614. f598, 615. f599, 616. f600, 617. f601, 618. f602, 619. f603, 620. f604, 621. f605, 622. f606, 623. f607, 624. f608, 625. f609, 626. f610, 627. f611, 628. f612, 629. f613, 630. f614, 631. f615, 632. f616, 633. f617, 634. f618, 635. f619, 636. f620, 637. f621, 638. f622, 639. f623, 640. f624, 641. f625, 642. f626, 643. f627, 644. f628, 645. f629, 646. f630, 647. f631, 648. f632, 649. f633, 650. f634, 651. f635, 652. f636, 653. f637, 654. f638, 655. f639, 656. f640, 657. f641, 658. f642, 659. f643, 660. f644, 661. f645, 662. f646, 663. f647, 664. f648, 665. f649, 666. f650, 667. f651, 668. f652, 669. f653, 670. f654, 671. f655, 672. f656, 673. f657, 674. f658, 675. f659, 676. f660, 677. f661, 678. f662, 679. f663, 680. f664, 681. f665, 682. f666, 683. f667, 684. f668, 685. f669, 686. f670, 687. f671, 688. f672, 689. f673, 690. f674, 691. f675, 692. f676, 693. f677, 694. f678, 695. f679, 696. f680, 697. f681, 698. f682, 699. f683, 700. f684, 701. f685, 702. f686, 703. f687, 704. f688, 705. f689, 706. f690, 707. f691, 708. f692, 709. f693, 710. f694, 711. f695, 712. f696, 713. f697, 714. f698, 715. f699, 716. f700, 717. f701, 718. f702, 719. f703, 720. f704, 721. f705, 722. f706, 723. f707, 724. f708, 725. f709, 726. f710, 727. f711, 728. f712, 729. f713, 730. f714, 731. f715, 732. f716, 733. f717, 734. f718, 735. f719, 736. f720, 737. f721, 738. f722, 739. f723, 740. f724, 741. f725, 742. f726, 743. f727, 744. f728, 745. f729, 746. f730, 747. f731, 748. f732, 749. f733, 750. f734, 751. f735, 752. f736, 753. f737, 754. f738, 755. f739, 756. f740, 757. f741, 758. f742, 759. f743, 760. f744, 761. f745, 762. f746, 763. f747, 764. f748, 765. f749, 766. f750, 767. f751, 768. f752, 769. f753, 770. f754, 771. f755, 772. f756, 773. f757, 774. f758, 775. f759, 776. f760, 777. f761, 778. f762, 779. f763, 780. f764, 781. f765, 782. f766, 783. f767, 784. f768, 785. f769, 786. f770, 787. f771, 788. f772, 789. f773, 790. f774, 791. f775, 792. f776, 793. f777, 794. f778, 795. f779, 796. f780, 797. f781, 798. f782, 799. f783, 800. f784, 801. f785, 802. f786, 803. f787, 804. f788, 805. f789, 806. f790, 807. f791, 808. f792, 809. f793, 810. f794, 811. f795, 812. f796, 813. f797, 814. f798, 815. f799, 816. f800, 817. f801, 818. f802, 819. f803, 820. f804, 821. f805, 822. f806, 823. f807, 824. f808, 825. f809, 826. f810, 827. f811, 828. f812, 829. f813, 830. f814, 831. f815, 832. f816, 833. f817, 834. f818, 835. f819, 836. f820, 837. f821, 838. f822, 839. f823, 840. f824, 841. f825, 842. f826, 843. f827, 844. f828, 845. f829, 846. f830, 847. f831, 848. f832, 849. f833, 850. f834, 851. f835, 852. f836, 853. f837, 854. f838, 855. f839, 856. f840, 857. f841, 858. f842, 859. f843, 860. f844, 861. f845, 862. f846, 863. f847, 864. f

En robe

Le périple de la papa (ce tubercule alimentaire péruvien qui allait devenir la pomme de terre) est connu. Francisco Pizarro l'y découvrit, au début du seizième siècle chez les Incas et la ramena en Andalousie (on l'appelle encore *papa* familièrement).

D'Espagne en Italie, où par « correspondance » avec la truffe on la nomma *taratouffli*, et *taruf* fait dans les Alpes italiennes, elle arriva en Savoie sous le nom de *carouffles* et, plus tard, en Allemagne sous celui de *kartoffel*.

Mais, en même temps ou presque, du Mexique elle gagna la Virginie, puis le Canada, d'où quelques corsaires britanniques la ramenèrent en Irlande et en Angleterre : par analogie avec cet autre tubercule américain, la patate, on la nomma *potato*.

Et la France, direz-vous ? Il y

avait encore des Pyrénées qui la stoppaient depuis l'Espagne, et Paris fut long à l'admettre à ses tables. Puis vint Antoine-Augustin Parmentier...

Il ne faut pourtant pas oublier qu'Oliver de Serres, dès l'an 1600, la faisait pousser en Vivarais ni que les réfugiés irlandais l'introduisirent en Bretagne dès 1760. Ne pas oublier aussi qu'en 1765 l'encyclopédie de Diderot et d'Alembert estimait que « cette racine fade et farineuse ne saurait être comptée parmi les aliments agréables ».

Il n'empêche, Parmentier restera un symbole. A sa mort, en 1813, l'annuelle production, en France, est estimée à 100 millions de quintaux. Et plus tard, Vincent Kyppa pourra chanter le «...célèbre Monsieur Parmentier, pharmacien humanitaire, / Et fort connu dans son quartier / Il inventa la pomme, pomme, pomme, pomme de terre ! »



J'ai reçu dernièrement *Cette étonnante pomme de terre*, petit recueil de connaissances et d'expériences signé de M. Max Labbé (3, rue Emile-Lévy, 75017 Paris). Bico passionnant ouvrage, complété de 228 recettes moins convalescentes. Passons...

J'ai parlé ici de l'élite des pommes de terre frites que sont les pommes soufflées. Je voudrais évoquer plus simplement les pommes de terre cuites dans leur peau, c'est-à-dire « en robe des champs », comme l'on doit écrire, on en « robe de chambre », comme, le

des champs

mot faisant image, il est souvent écrit.

La cuisson est simple, mais d'abord il convient de choisir une race ne se défaisant point, et de pommes de terre « non traitées » si possible. On les choisira de grosseur identique. On les lavera avant de les mettre en casserole, largement couvertes d'eau salée. Porter à ébullition et cuire le temps nécessaire (il faut que la pointe du couteau pénètre aisément de 25 à 30 millimètres dans la pulpe). Egoutter et servir brûlant.

On les peut manger telles, avec du beurre frais (d'échiré demi-sel, bien sûr). Evidemment chez soi, car, au restaurant, il ne saurait être question de les proposer non épluchées au client. Un petit effort en cuisine devrait permettre de les servir, brûlantes encore quoique pelées, avec, par exemple, des filets de hareng. Une merveille !

Et encore avec le saucisson chaud lyonnais que, sottement, on nous sert avec des pommes « à l'huile » (gras sur gras, erreur diététique autant que gustative).

J'ai parlé de la cuisson à l'eau, la plus facile. On peut également les cuire au four, toujours dans leur peau, comme dans la recette des œufs Taupinel et bien d'autres encore. L'intéressant dans cette cuisson « en robe des champs » est de garder au légume « tout son fruit », si j'ose écrire, et sa richesse en vitamine C, avec de surcroît, surtout s'il s'agit de rates, un accord de goût parfait dans la « mèche », tant avec la chair du hareng que celle du porc.

La Reynière

P.S. - J'oubliais... En Alsace on les propose avec le munster, et cela encore est bien agréable.

MIETTES

CORI-LUNCH. - En ouvrant sa *Belle Carisande* (14, rue Léopold-Bellin), annexe en quelque sorte de *Jean de Châlons* (l'excellent restaurant de la rue La Trémoille), Jean-Charles Diehl « y croyait », certes. Mais son succès dépasse ses espérances, au point qu'il a créé dans ce quartier d'affaires des plateaux-déjeuners « Cori-Lunch », livrés gratuitement, présentés fermés avec couverts, serviette, sel, poivre et pain, de 49 F (le Galland : harengs norvégien, jambon d'agneau en carpaccio, mousse au chocolat anisé) à 98 F (le Corisande : salmons à l'aneth, cuille au foie gras, bœuf des Pyrénées et salade d'oranges aux épices). Des vins en demi-bouteille et bouteille pas chers. Tél. : 42-36-78-79.

CONFITURE DE BAR-LE-DUC. - La vieille maison du « papa » Amiable, fondée il y a plus d'un siècle (M. Dutriez, successeur), recommandée par la « ducale et tapépineuse » sténographe des gosses de groseilles (ouf !), perpétue cette confiture de groseilles, rouges ou blanches, épicées à la main. Vous en trouverez au Verger de la Madeline (4, bd Malesherbes, à Paris) et dans quelques rares maisons.

AU LUXEMBOURG. - C'est le fief de Léa Linster, Boucse d'Or (à Frisange), nul n'en ignore. Mais le duché est riche en bonnes maisons, et - à Luxembourg même - un Breton, Pierick Guillou, a initié ses clients à la cotriade. Très bonne maison donc que le *Saint-Michel* (32, rue de l'Eau ; tél. : 232-15).

DÉCOUVERTES DE LECTEURS. - Aux Issambres, le *Saint-Pierre* (tél. : 94-96-89-67), restaurant de poissons dont le patron-pêcheur-cuisinier fut l'ami du fameux Loulou de Cuges. C'est tout dire. Et à Vaulx (à 6 km de Valençay), l'*Auberge Saint-Pierre* (tél. : 54-40-32-78), à la carte courte mais savoureuse.

L.R.

SEMAINE GOURMANDE

Le Clos de l'Alma

Bistrot de quartier de qualité, avec de bonnes entrées (foie gras « maison », raviolis au bien d'Auvergne, œufs brouillés aux coques, moules marinières, terrines), quelques poissons, mais surtout d'excellentes viandes des Boucheries nivernaises, que l'on peut accompagner d'un gratin dauphinois, et l'andouillette AAAA. Claude Chazalon, son épouse, son chef J.-P. Coquemont et Christine en salle savent donner le ton amical qui conviendrait à cette minibassade d'un art de vivre que les temps veulent ont faire oublier. Compter 230-280 F.

► Le Clos de l'Alma, 17, rue Malar, 75007 Paris ; tél. : 45-55-79-77. Fermé samedi et dimanche. Parking : Invalides. CB. Chiens acceptés.

Le Lyonnais

Le voilà revenu ! Du *Bellocour* au *Quai des Ormes* en passant par Neuilly, revoici Yves Bourcier, et à bonne enseigne puisqu'il affiche, dans cette petite maison sympathique (30 couverts) « sa » cuisine : le saladier lyonnais, les puits d'agneau (à Lyon, on dit salade d'elapotos !), le grand double sauté aux oignons (on dit tablier de sapeur du côté des traboules !), la matelote d'anguille et les quenelles, les caillottes venues du Vivarais voisin, la cervelle de canut (fromage blanc pour les Parisiens !), le saint-marcelin et la crème brûlée. J'oubliais le poulet au vinaigre, lui aussi bien lyonnais et qu'escorte « paroissien » le beaujolais en pot. Personnellement, je lui préfère le saint-joseph de chez Rovière, à Chavanay, qui fait merveille avec les œufs cocotte au vert d'oignon et le filet de bœuf dauphinois. La

carte est courte mais, ou le voit, parfaitement éditée, régionaliste et anecdotique. En y choisissant deux plats et le dessert, l'addition, sans le vin, monte à 148 F. Trois plats et dessert (ou fromage, le meilleur des desserts) pour 210 F. Cette ambassade manquait au Paris gourmand. Précipitez-vous donc chez ce Lyonnais de bonne enseigne.

► Le Lyonnais, 28, rue d'Armaillé, 75017 Paris ; tél. : 46-72-00-82. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Ternes. Chiens acceptés.

Le Champart

J'ai signalé récemment son ouverture (par l'ami Liches, ex-sommelier du *Bacchus gourmand*, aujourd'hui fermé). Une omelette pourtant, et qui vaut d'être signalée : quatre plats et quatre plats de la carte, un fromage ou un dessert sont signalés par un petit cœur, et cela fait, midi ou soir, un repas à 130 F vin et café compris. Qui dit mieux ? Mon menu ce jour-là : chiffonnade de jambon de pays, rognons sautés, crème caramel avec une demi-carrée de coteaux vivarois.

► Le Champart, 132, rue Cardinet, 75017 Paris ; tél. : 42-27-36-78. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE. Chiens acceptés.

Helodidi à Courbevoie

Juste un rappel pour signaler en cet agréable étape banlieusarde vouée au poisson (cassoulet, marmite du pêcheur, bouillabaisse, etc.) un menu du soir à 160 F excellent. Carte : compter 300-350 F.

► Helodidi, 46, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie, tél. : 43-33-53-09. Fermé dimanche. CB-AE-DC.

Les Bacchantes

Celles du patron, Raymond Pocous, frémissent de plaisir à celui affublé par les clients, sans interruption de midi à minuit, qui se régale des tartines diverses, des assiettes froides, de fûts gras « maison », des assiettes chaudes, des œufs sans tootes leurs formes, de l'andouillette de Duval (AAAA), du pavé grillé à la sauce du jour, des plats de l'ardoise quotidienne, des fromages du jour, des desserts... le tout arrosé de vins au verre bico choisis, quelquefois inconnus mais toujours de prix honnêtes (de 10 à 15 F le verre, de 60 à 120 F la bouteille). Avec le Lilet apéritif, des jerez puissants, des sirois mait d'exception. Le tout dans le brouhaha de la bonne humeur et de l'amitié. A la carte, compter 130 F pour un repas complet. Au bar, pour une assiette froide, une tartine chaude, un dessert et un verre, compter 75-85 F.

► Les Bacchantes, 21, rue Cammerlin, 75009 Paris ; tél. : 42-65-25-35. T.L.J. CB-AE. Chiens acceptés.

Restaurant Germain

C'est une vieille enseigne et une toute petite maison, récemment reprise en mains. Honnête cuisine dite « bourgeoise » (lentilles payannes, salade aux gésiers confits ou au chèvre chaud, oignon échalote, jarret lentilles, coq au vin, poule au riz, tarte Tatin, mousses au chocolat. Des vins en pichets de 25 cl et 50 cl (un excellent touraine rouge à 27 F le pichet). Service rapide aux dîneurs et bon accueil féminin.

► Restaurant Germain, 19, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris ; tél. : 43-59-29-24. Fermé samedi et dimanche. CB.

Epicure 108

Nouveau chef pour cette petite maison-boudoir que Denis Tourrette dirige en amoureux de son métier. C'est Hugues Flaunatti, qui travailla chez Troisgros, entre autres. Originalité du cabillaud sauté sur sa peau à l'écrasée de pommes de terre, des raviolis de seiche, des médaillons de veau à la crème de betterave rouge. Simplicité du saumon cru au sel de morue ou de la côte de bœuf à l'os, buns fromages d'Alain Dabo et le clafoutis aux myrtilles rivalisant avec la feuillantine de chocolat amer et praliné. Une petite cave bien « orientée ». Un menu (choix d'entrées, plat, fromages et dessert) à 220 F et la carte : compter 300-350 F.

► Epicure 108, 108, rue Cardinet, 75017 Paris ; tél. : 47-63-50-51. Fermé samedi midi et dimanche. Salon B-12 couverts. CB. Chiens acceptés.

VIN

Les promesses de l'attente

A partir de quel moment précis est-on « autorisé » à boire au grand vin ? Parmi les innombrables pièges ayant pour fonction de dissuader les amateurs encore novices, les démons de l'œnologie se régalaient de celui-ci. A les écouter, ce serait une quête sans espoir, une plénitude gustative sans véritable objet et, à ce titre, constamment renvoyée à plus tard. Bordeaux, sa multitude de vins fins et son infinie sophistication illustrant à merveille ce dilemme pour nouveaux riches.

En pratique, il est au mieux trop tôt : « Le vin n'est pas encore fait », « Il gagnerait à vieillir », « Quel dommage de boire aujourd'hui une telle promesse ». Plus rarement, il est définitivement trop tard, l'objet du partage étant alors qualifié de « passé » devant des amateurs dépités de ne pas avoir à temps sa saisir leur chance.

C'est dire l'importance des paramètres prédictifs qui pourraient guider dans l'appréciation à distance d'une appellation ou d'un millésime. Depuis 1975, une année dit-on de sinistre avenir (« Souviens-tu d'un jour ? »), on assiste à l'échec régulier à l'organisation, sur la place bordelaise, de dégustations « horizontales » de vins déjà assemblés et vieillissant au contact du bois dans l'attente de la mise en bouteille. Dernière en date, celle organisée il y a quelques jours quai de Paludate par la société Les Vins des grands vignobles, qui fêta à cette occasion ses sept premières années d'existence autour du millésime 1989.

Que rapporter sans trahir de cette réunion hors de l'ordinaire qui, au bord de la Garonne, groupait dans la froideur de janvier une cinquantaine de châteaux classés, bourgeois et autres meilleurs de la galaxie bordelaise ? On dira malgré tout, et dans le désordre, la bonne tenue relative d'un millésime que la précocité exceptionnelle des vendanges, jumelles de 1893 (le *Monde* date 3-4 septembre 1989), avait trop tôt autorisé à se bausser du col Panillat (Château Pibon-Lalande, Lynch-Bages, Mouton-Baronne-Philippe ou Dubart-Milon) est à dire vrai encore beaucoup trop monolithique et

sculptural pour pouvoir être goûté, tout comme saint-esthète (superbe astringence poivrée du Château Mouton) encore bien difficile, bonnement, à saisir. Par ailleurs, plus que margaux et saint-julien (mention positive à Léoville-Las Cases, Ducru-Beaucaillou, Lagrange et Beycheville, ce dernier encore beaucoup trop boisé), ce sont saint-émilion et pomerol qui, grâce sans doute à leur pourcentage élevé de cépage merlot, expriment aujourd'hui les plus grandes potentialités (Château Ausone et Château Canon).

Etranges graves rouges enfin nés, face à de très beaux châteaux (Pape-Clément, de Chevalier, Carbonneau), dont un remarquable (la Mission Haut-Brion), le célèbre Haut-Brion faisait curieusement figure de parent pauvre. Quant aux sauternes - en l'absence regrettée des Châteaux Yquem et de Fargues, - Rieussec, Climens, Rayne-Vigneau et, plus que tout, Gohard montraient à quel point les blancs liquoreux savent mieux que les rouges d'assemblage honorer les promesses de ces millésimes trop tôt annoncés comme devant réaliser des promesses exceptionnelles. Pour l'heure, le cours du dollar, la spéculation internationale et les amoncellements planétaires étant ce qu'ils sont, on assiste sur la place grandiose à des opérations de retour des vins millésimés 1989 vendus en primeurs (modèle bordelais) il y a un an et qui, bien que n'ayant jamais quitté leurs barriques, commencent déjà à échanger de mains.

Jean-Yves Nan

► Les amateurs de littérature et de grands vins prodroment avec plaisir connaissance de la dernière livraison de *L'Amateur de bordelais*, dans lequel M. Robin Cook (l'aristocrate britannique spécialiste de littérature policière et non le médecin américain auteur de romans à fort tirage) narre sa visite au Château Beau-Séjour-Bécat (saint-émilion), un château que l'on dit avoir été il y a quelques années injustement déclassé. ► *L'Amateur de bordelais*, 22, rue des Reculettes, 75013 Paris ; tél. : (1) 43-31-44-99.

Camino
Entrez dans la légende

L'Amérique fascine toujours. Cette année, dans notre brochure *Légendes Américaines*, vous découvrirez, en plus de nos classiques, des nouvelles circuits, selon vos souhaits, selon vos goûts.

CAMINO, 28 ans de savoir-faire qui nous ont permis d'offrir des prix plus que compétitifs et d'inventer deux systèmes particulièrement attrayants.

SANS BORD, PLUS TOT C'EST ROMANCIER. Plus tôt vous payez votre circuit accompagné et noté 5 vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3000 F par personne !

OPTION PRIX GARANTIS. LE DOLLAR BLOQUÉ À LA HAUSSE. Le dollar à quel taux ? Rien n'est plus dérangeant qu'une hausse du dollar. En versant 70 %

d'avance lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné ne peut plus être révisé à la hausse.

Consultez votre agence de voyages ou téléphones-nous pour connaître le point de vente **CAMINO** le plus proche de chez vous.

Camino
L'Amérique depuis 28 ans

CAMINO 21, rue Alexandre-Charpentier 75017 PARIS. Tél. : (1) 45 72 06 11

La Medina
Spécialités orientales

56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

Jean Rouch, l'errant



PHOTO SYLVIE BARRIN

A Manosque, en janvier, on fête l'ami Jean. Non pas Jean Giono, mais Jean Rouch, qui s'est pris de passion pour les Rencontres cinématographiques de la cité provençale. Un festival sans compétition, sans remise de prix. Le vieux lion africain ensorcelle le public par son grand rire et son bonheur de conter. Thème de ces Rencontres 1991 : l'errance. Entretien avec l'auteur de *Jaguar*, qui préside aujourd'hui la Cinéma-thèque française.

« Votre caméra a sûrement trouvé une définition de l'errance ? »

« Quand j'ai tourné *la Chasse au lion*, les Africains parlaient de « la brousse qui est plus loin que loin ». Pour nous, c'était le pays de nulle part. L'errance, c'est la recherche de ce pays de nulle part. On finira bien peut-être par le trouver un jour, en conservant les yeux et surtout un cœur d'enfant... »

« Pourquoi Rimbaud est-il parti en Abyssinie ? »

« Je n'ai pas de réponse. A vingt ans, il avait tout écrit. Vous vous souvenez de l'affaire du faux de Rimbaud en 1949, on disait que c'était une suite des *Illuminations* écrite en Arabe. Plein de jeunes intellectuels ont marché avant que Breton ne dénonce tout ça. Non, à mon avis, il est allé là-bas pour prouver qu'il pouvait diriger une maison de commerce. Pour moi, c'est un testament. La suite des aventures, ce sont toutes les récupérations possibles. »

« Rimbaud, en tout cas, avait appris son métier en faisant des vers latins. C'est la clé de la poésie. Moi, j'en ai fait dans le secondaire qui étaient mal fichus. Mais c'est comme ça que j'ai appris le montage des films. Un film, ça se construit comme un vers latin, à partir du dernier mot de la phrase, avec du rythme. »

« Qu'est-ce que vous pensez des errances touristiques contemporaines ? »

« Bien sûr, j'ai eu horreur de ça. Quand, en cours de tournage ethnographique, j'avais des touristes dans le champ de ma caméra, je me débrouillais toujours pour les prendre de biais. Mais je comprends très bien qu'on aille voir les Dogons. Il y a aussi ce fait que les religions traditionnelles, dites fétichistes, sont terriblement menacées depuis toujours par l'islam. Aujourd'hui, les intégristes musulmans détruisent les bois sacrés, mettent le feu aux idoles. Curieusement, le tourisme peut être la défense de la culture des Dogons. Le tourisme - d'autant plus que là-bas il est bien canalisé - peut être la justification de la modernité de l'antiquarisme. Ça m'a fait beaucoup réfléchir. Car certains parmi nous rejetaient le tourisme, d'instinct. Le Paris-Dakar, bien sûr, c'est scandaleux. J'ai d'ailleurs fait partie du « Padak ». »

« Vous dites souvent : « On ne peut pas faire d'anthropologie si on n'aime pas les gens. » Pour le cinéma, c'est pareil. Comment est née votre vocation ethnographique ? »

« En octobre 1941, j'arrive sur les bords du Niger comme ingénieur. Je rencontre Damouré, qui

cherchait du boulot. Il me dit qu'il était relieur. J'avais emmené trois livres de Paris occupé : *l'Afrique fantôme* de Léiris, un *Rimbaud* de Marcure de France, et *la Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Je lui demande de me couvrir le Hegel avec du cuir et je lui dis qu'il tapera le titre à la machine sur une peau de mouton pour faire joli. Je m'aperçois qu'il a mis tellement de colle qu'il ne peut pas ouvrir le livre (rires). C'était un signe du destin. »

« Damouré est rentré aux Poots et Chaussées comme relieur. Un jour, je reçois un télégramme d'un chef de chantier à 10 kilomètres de Niamey : la foudre avait frappé dix manœuvres. C'était le temps du travail forcé. A vingt-cinq ans, j'étais responsable de vingt mille types qui faisaient des routes et des ponts comme au temps des Romains. Dans mon bureau, des voix s'élevaient : « On ne touche pas un foudroyé ! » Puis celle de Damouré : « Ça, c'est le travail de ma grand-mère ! » »

« La vieille Songhaï était merveilleuse, à la fois digne et drôle. Nous sommes partis dans un goz-goz avec des batteurs de calabasse, des violonistes, des danseurs de possession. J'ai assisté à l'un des rituels les plus sauvages et les plus beaux de ma vie, elle-même purifiant les corps et les frottant avec du lait qu'elle crachait sur eux puis organisant une danse de possession pour demander au génie du tonnerre les raisons de son acte. J'étais dans le domaine de l'imagerie. On ne m'avait jamais appris ça à l'école des Ponts, rue des Saints-Pères, pourtant près du Flore et des Deux-Magots. Je retrouvais ce que j'avais lu dans Léiris sur les cultes des Zars en Abyssinie. J'ai tout vu sans prendre une seule photo, j'étais terrifié. »

« Une semaine après, un homme est tué sur le fleuve, et j'assiste à un autre rituel. Avant de partir en Afrique, j'avais vu Marcel Gréaule au Musée de l'Homme. Je lui tape un petit texte. Un mois après, j'avais une réponse : « C'est bien, continuez ! » Avec une question : « Si cet homme s'était noyé, aurait-il le nombril et les narines coupés ? » Je vais voir la vieille Kalya : « Si tu sais ça, me dit-elle, pourquoi viens-tu m'ennuyer ? Tu sais beaucoup de choses ! » Je m'aperçois brusquement qu'il y avait une science si particulière qui était l'anthropologie. Au pays des Dogons, le génie de l'eau est réputé couper les narines et le nombril par lequel il suce le sang des noyés. Ce fut le virage de ma vie. »

« Trente ans après, je dois le

dire, je n'ai toujours rien compris aux rituels de possession, pourquoi des humains deviennent quelqu'un d'autre. Nous ne le savons pas. Nous avons perdu les « techniques du corps », pour reprendre l'expression de Mauss. Peut-être à cause des religions du Livre, qui considèrent comme diaboliques toutes les incarnations des esprits. Il n'y a pas de possession angélique... Les livres saints, oui, ils sont saints parce qu'ils sont anciens, mais la parole acarienne... Avec les Dogons, on découvre qu'un cycle de soixante ans permet de transmettre des choses très anciennes. Bref, on passe son savoir au bout de soixante ans. Un siècle de cent ans, c'est idiot ! Les Dogons ont un système de comptage très intéressant : une semaine de cinq jours, un ensemble de cinq villages, un marché tous les cinq jours, comme les cinq doigts de la main. Vous imaginez les complications administratives si, en plus, on rajoute le calendrier de l'hégire. »

« Nous avons fait des erreurs : nous nous sommes affublés de haricots rationnalistes, d'un système décimal. C'est Saint-Exupéry qui disait, je crois : « L'avenir du monde, c'est d'additionner nos différences et ne pas les soustraire. » »

« Que s'est-il passé la première fois que les gens se sont vus filmés ? »

« C'était en 1954. J'ai projeté *Bataille sur le Grand Fleuve*, une chasse à l'hippopotame sur le Niger, devant les pêcheurs. Presque tous n'avaient jamais vu de cinéma. Rires et pleurs se sont succédés. Dix fois durant la nuit, la

projection a recommencé. Puis ils ont commencé à me critiquer : la musique était une faute puisqu'un hippopotame entend très bien sous l'eau et que ça allait lui donner du courage. Avec un petit film de vingt-cinq minutes, plein de choses se passaient. Je venais de soutenir une thèse d'Etat que je leur avais envoyée, mais j'avais retrouvé le livre en miettes, les photos accrochées chez eux. Je découvrais qu'ils écrivaient sur les gens des choses auxquelles ils n'avaient pas accès. L'anthropologie ne pouvait être que visuelle... Et puis, un jour, j'ai coté d'un pirogier qui n'avait reconnu dire à son collègue : « C'est Jean-Jacques Roucheau ! » (Rires). »

« *Jaguar* est un film sur l'errance africaine mais aussi une belle et bonne leçon d'économie... »

« Oui, c'était en 1954 aussi, et mon premier film de fiction. Il m'a marqué à jamais. Ce que je fais maintenant, c'est toujours *Jaguar*. Ce film est également une leçon de bonne économie partagée. Aujourd'hui, tous les intellectuels le savent, le Sahel ne peut pas vivre sans l'Afrique forestière. Le fleuve Niger part de la forêt, monte vers le Sahara, puis il tourne parce qu'il n'a rien à faire là-haut, il redescend vers la forêt. C'est l'image de ce que devrait être l'Afrique de demain. Aucun de ces pays n'est économiquement indépendant. L'uranium au Niger n'a payé que d'affreux buildings à Niamey et quelques grands travaux qui ont enrichi des architectes et des marchands de ciment. »

« Et pourtant, à l'époque, tous les administrateurs coloniaux, de Bamako à Ouagadougou, considéraient qu'aller en Gold-Coast (le Ghana d'aujourd'hui) était une démission de la francophonie, et qu'aller en Côte-d'Ivoire, c'était la démission de la mission du Sahel. »

« Dans les villages, on se moquait des hommes qui n'avaient pas fait ce voyage initiatique. A leur retour, les lointins étaient célébrés au milieu des danses des femmes parées, et leurs récits étaient pleins de mensonges : on prenait contumacement la « pirogue du ciel » (l'avion) pour aller d'Accra au marché de Kumasi. »

« Un jour, bien plus tard, je présentais *Jaguar* à la Cinéma-thèque, et on est venu me prévenir qu'un de mes amis africains, qui jouait dans le film et qui était dans la salle, avait un malaise. C'était Lam qui pleurait devant son image de berger peul. « Ne montre plus ce film, me dit-il. Là où je suis avec mes bœufs, il n'y a plus un arbre, il n'y a plus un bœuf. » *Jaguar* devenait le témoignage indiscutable de la mort d'un pays où l'homme travaillait trois mois par an... et où l'on prenait neuf mois de vacances pour aller au Ghana. Il faut sécher ses larmes. »

« J'ai l'espoir, finalement, que l'on redécouvre que l'Afrique occidentale peut être un pays comme l'Europe ; et aussi, que la libération de Mandela permettra de réussir en Afrique du Sud ce qui a été raté en Afrique du Nord : la naissance d'une communauté multiraciale et multireligieuse. »

« Alors, on s'est toujours trompé en Afrique ? »

« Je me suis pas mal battu contre l'idée que la technique et le savoir pouvaient résoudre tous les problèmes. J'ai assisté à plein de projets fous de développement. L'un des plus grands échecs français a été, par exemple, le premier barrage de l'Office du Niger ; cela a donné lieu à un film, *l'Honneur du Niger*, joué par Harry Baur qui arrivait plein de bonne volonté - une des plus graves maladies de cette époque. Il s'agissait de transformer le delta, fossile du Niger, en mer intérieure et de faire du coton. On a transplanté, maintenu par la force, des hommes pour faire ce travail gigantesque. Finalement, on s'est aperçu que le Niger n'était pas le Nil. Cela a coûté beaucoup de malheurs pour pas grand-chose. Quand j'ai été expulsé, fin 1942, l'ingénieur du projet a quitté le pays avec le gouverneur pour rejoindre Pétain. Ce ne pouvait être qu'un mauvais ingénieur. »

« Qu'est-ce que l'Afrique vous a enseigné ? »

« La joie, le rire. Ensuite, que le temps n'existe pas. On me demande souvent comment je me partage. Je réponds toujours : « Je passe six mois en France, six mois en Afrique et six mois ailleurs. » Je suis poétiquement en retard, comme disait Jane, ma femme. »

« A la Cinéma-thèque, nous sommes en train de mettre au point une programmation dépassant la génération. Comme cela, la Cinéma-thèque devient immortelle ! Ça, c'est l'Afrique qui me l'a appris. Et puis, de ce pas avoir peur de la mort. Nos religions sont sinistres, on est menacé de l'Enfer. La clé de la guerre qui est en train de se développer, c'est bico celle-là : « Si je tue un infidèle, je vais au paradis ! » C'est un passeport scabaleux. C'est la même chose en Afrique du Sud où on a introduit l'apartheid en interprétant la Genèse. La seule façon de faire la paix, c'est la tolérance. »

« Vous préparez un film ? »

« Oui, donquichottesque. Ça doit s'appeler *Madame l'Eau*. La bande de *Jaguar* va faire de l'anthropologie partagée en Hollande pour découvrir ce pays de nulle part puisqu'il vit sous le niveau de la mer. Elle espère ramener au Niger un moulin à vent pour l'irrigation. « Ah ! que salubre est le vent ! » C'est une citation de Rimbaud qu'on accrochera en sous-titre du film. »

Propos recueillis par
Régis Guyot

